



INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Panorama des régions du Québec

Édition 2019



Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec, (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Ce document n'est disponible qu'en version électronique.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3^e trimestre 2019
ISBN 978-2-550-85085-4 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2009

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle
est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Septembre 2019

Avant-propos

Le *Panorama des régions du Québec – Édition 2019* dresse un portrait socioéconomique multidimensionnel des 17 régions administratives du Québec. Les 11 thématiques abordées sont analysées selon les plus récentes statistiques dans les domaines suivants : démographie, conditions de vie, éducation, marché du travail, comptes économiques, investissements, valeur foncière, mines, tourisme, culture et communications ainsi que transport.

De plus, le *Panorama* compte une section spéciale consacrée aux statistiques par municipalités régionales de comté (MRC), dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la démographie, le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs. Un portrait statistique de chaque région administrative est également disponible en un coup d'œil à la fin du document. Il est à noter que l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) publiera prochainement le *Bulletin statistique régional* pour chacune des régions administratives et leurs MRC, afin de présenter des analyses encore plus ciblées. La parution de la prochaine édition de ces bulletins est prévue pour le printemps 2020.

Avec cette onzième édition du *Panorama des régions du Québec*, l'ISQ continue d'offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs à l'échelle tant provinciale que régionale.

Le directeur général,

A handwritten signature in black ink, reading 'Florea D.' with a stylized flourish at the end.

Daniel Florea

Cette publication a été réalisée sous la coordination de : Marie-Hélène Provençal et Stéphane Ladouceur

Direction des statistiques sectorielles et du développement durable : Sylvain Carpentier, directeur

Rédaction : Mario Beaulieu Claude Fortier
 Anne Binette Charbonneau Stéphane Ladouceur
 Sophie Brehain Louis Madore
 Stéphane Crespo Guillaume Marchand
 Marc-André Demers Sylvain Prévost-Dallaire
 Nathalie Deschênes Marie-Hélène Provençal

Avec l'assistance technique de : Virginie Lachance Caroline Bergeron

Cartographie : Maxime Keith

Révision linguistique : Julie Boudreault

Pour tout renseignement sur le contenu de cette publication : Marie-Hélène Provençal
 Direction des statistiques sectorielles et du développement durable
 Institut de la statistique du Québec
 200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
 Québec, (Québec) G1R 5T4
 Téléphone : 418 691-2411, poste 3171
 Courriel : marie-helene.provençal@stat.gouv.qc.ca

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2019* présente les statistiques les plus récentes au moment de sa publication. Pour des données actualisées, veuillez consulter le site Web de l'Institut à www.stat.gouv.qc.ca.

Notes : L'usage du masculin a pour seul but d'alléger le texte.
 En raison de l'arrondissement de certaines données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com/RonTech2000/devdogg/hidesy, photographes

Notice bibliographique suggérée

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2019). *Panorama des régions du Québec. Édition 2019*, [En ligne], Québec, L'Institut, 162 p. [<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/panorama-regions-2019.pdf>]

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou pourcentage
dm ³	Décimètre cube
pi ³	Pied cube
Var.	Variation
km ²	Kilomètre carré
ha	Hectare
hab.	Habitant
pe	Perspective
MRC	Municipalité régionale de comté
RA	Région administrative
RMR	Région métropolitaine de recensement
TE	Territoire équivalent
TAAM	Taux d'accroissement annuel moyen
TCAM	Taux de croissance annuel moyen
PIB	Produit intérieur brut
ETC	Équivalent temps complet
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
—	Néant ou zéro
—	Donnée infime
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
e	Donnée estimée
F	Donnée peu fiable
x	Donnée confidentielle
g	Gramme
kg	Kilogramme
t	Tonne métrique
hl	Hectolitre
MW	Mégawatt
n	Nombre
\$	En dollars
k	En milliers
M	En millions
G	En milliards

Régions administratives du Québec

01	BSL	Bas-Saint-Laurent
02	SLSJ	Saguenay–Lac-Saint-Jean
03	CNAT	Capitale-Nationale
04	MAU	Mauricie
05	ESTR	Estrie
06	MTL	Montréal
07	OUT	Outaouais
08	A-T	Abitibi-Témiscamingue
09	CNO	Côte-Nord
10	NQC	Nord-du-Québec
11	GIM	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
12	C-A	Chaudière-Appalaches
13	LVL	Laval
14	LND	Lanaudière
15	LAUR	Laurentides
16	MTRG	Montréal
17	CQC	Centre-du-Québec

Table des matières

Introduction	7
1. Démographie	9
2. Conditions de vie	17
2.1 Taux de faible revenu	17
2.2 Revenu médian des familles	20
3. Éducation	23
3.1 Niveau de scolarité	23
3.2 Nombre de diplômés au baccalauréat	30
4. Marché du travail	37
5. Comptes économiques	45
5.1 Produit intérieur brut	45
5.2 Revenu disponible par habitant	54
6. Investissements	65
7. Valeur foncière des résidences unifamiliales et des copropriétés	71
8. Mines	79
9. Tourisme	89
10. Culture et communications : fréquentation des cinémas	99
11. Transport électrique	105
12. Statistiques par MRC	111
12.1 Démographie	111
12.2 Revenu disponible par habitant	121
12.3 Taux de travailleurs dans les MRC	128
Concepts et définitions	141
Coup d'oeil sur les régions	145

Introduction

par Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Chaque année depuis maintenant 11 ans, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) produit le *Panorama des régions du Québec*, qui rassemble les plus récentes statistiques régionales, analysées afin de prendre le pouls des régions sur divers sujets qui touchent leur population. Plus qu'un recueil de données statistiques, cette publication met en lumière non seulement l'émergence ou la persistance de disparités régionales, mais également la contribution des régions aux résultats de l'ensemble du Québec. Cette 11^e édition actualise les principaux indicateurs traités dans les éditions précédentes. Au total, on y trouvera 11 thèmes analysés dans autant de chapitres à partir des données les plus récentes disponibles à l'échelle des 17 régions administratives du Québec¹, en plus d'un 12^e chapitre consacré aux municipalités régionales de comté (MRC).

L'organisation et le contenu du *Panorama*

Le *Panorama* est organisé autour de trois grands axes. Le premier axe se concentre sur les caractéristiques démographiques et sociales. Ce sont trois chapitres qui présentent des indicateurs de la [démographie](#), des [conditions de vie](#) et de l'[éducation](#). Le deuxième axe brosse un portrait de l'évolution de la situation économique des régions en examinant le [marché du travail](#), les [comptes économiques](#), les [investissements](#) et la [valeur foncière](#) des résidences unifamiliales et des copropriétés. Enfin, le troisième axe offre un aperçu statistique de quatre secteurs d'activité : le [secteur minier](#), le [tourisme](#), la [culture et les communications](#) et le [transport électrique](#).

Outre les 11 premiers chapitres, un 12^e chapitre se concentre sur les statistiques à l'échelle des MRC au regard de trois thèmes clés : la démographie, le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs.

Enfin, deux sections complètent le *Panorama des régions*. D'abord, la section [Concepts et définitions](#) donne la signification des concepts utilisés dans les différents chapitres. Cette section est suivie de celle des [Coups d'œil sur les régions](#), qui fait une récapitulation sous forme de fiches synthèses propres à chacune des régions administratives.

Les territoires couverts par le *Panorama*

Comme les éditions précédentes, cette publication couvre les 17 régions administratives, mais le découpage géographique des régions analysées peut varier selon les thèmes. Le chapitre 9, sur le tourisme, s'articule autour des 22 régions touristiques définies par le ministère du Tourisme. Ces divisions territoriales se distinguent par rapport au découpage des 17 régions administratives, tant par les limites de certaines régions que par leur désignation.

Les 104 municipalités régionales de comté (MRC) font l'objet du chapitre 12, *Statistiques par MRC*, qui inclut des cartes thématiques, et de tableaux de données présentés à la fin de la publication, à la section *Coup d'œil sur les régions*.

Pour plus de détails sur les représentations cartographiques des différents découpages territoriaux, on pourra explorer le module [Cartographie interactive des divisions territoriales](#) du site Web de l'ISQ. Et pour en savoir plus sur l'historique des différents découpages territoriaux du Québec, on peut se référer à l'encadré de l'introduction du [Panorama des régions. Édition 2017](#).

Toute personne qui souhaite obtenir une analyse plus détaillée d'une région en particulier peut consulter le *Bulletin statistique régional* publié par l'ISQ et consacré à chacune des régions administratives. Différents thèmes sont abordés dans 17 bulletins, qui mettent en relief les données spécifiques à chaque région, présentées sous forme de faits saillants. La prochaine édition de ces bulletins est prévue pour le printemps 2020.

1. Sauf le chapitre 8, sur les mines, qui se limite aux régions où se concentrent les activités minières et le chapitre 9, sur le tourisme, basé sur les régions touristiques.

Les données sur le site Web de l'ISQ

Le *Panorama des régions du Québec* est une publication qui fournit aux utilisatrices et utilisateurs de statistiques officielles des analyses réalisées à partir des nombreuses statistiques disponibles sur le site Web de l'ISQ². Le module Coup d'œil sur les régions et les MRC regroupe les données statistiques régionales au moyen de tableaux et de publications, le tout organisé selon de grands thèmes, dont plusieurs composent cette publication. À la fin de la plupart des chapitres de ce *Panorama des régions*, une série d'hyperliens offrent un accès direct à une panoplie de tableaux et aux publications en lien avec les analyses.

2. Il est à noter que les statistiques sur le tourisme (chapitre 9) et le transport électrique (chapitre 11) ne sont pas diffusées sur le site Web de l'ISQ.

1. Démographie

par Anne Binette Charbonneau, Direction des statistiques sociodémographiques

La dynamique démographique varie grandement d'une région à l'autre. Dans chacune d'entre elles, fécondité, mortalité et mouvements migratoires se combinent différemment pour faire évoluer la taille et la structure par âge de la population. À partir de résultats tirés d'analyses plus détaillées, le présent chapitre compare d'abord l'évolution, ainsi que la structure par âge et par sexe, de la population des 17 régions administratives du Québec. Dans un deuxième temps, il présente les perspectives démographiques des régions sur un horizon de 25 ans si les tendances actuelles se maintenaient.

Les résultats de la première section sont tirés de la publication [La population des régions administratives, des MRC et des municipalités du Québec en 2018](#), où l'on présente une analyse de l'évolution de la population et de la structure par âge et sexe à différentes échelles géographiques. On y trouve notamment des fiches régionales qui regroupent l'information pour chacune des régions administratives.

Près du quart de la population du Québec vit sur l'île de Montréal

Selon les nouvelles estimations fondées sur les comptes rajustés du Recensement de 2016, la population du Québec est estimée à 8 390 500 habitants au 1^{er} juillet 2018 (voir l'encadré méthodologique ci-dessous).

La région de Montréal est la plus peuplée du Québec avec 2 millions d'habitants, soit environ le quart de la population québécoise. La Montérégie arrive au deuxième rang avec près de 1,6 million d'habitants, loin devant la Capitale-Nationale (750 000 habitants).

Les trois régions les moins peuplées sont le Nord-du-Québec avec environ 45 000 habitants ainsi que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord qui comptent chacune un peu plus de 90 000 habitants.

Révision majeure des estimations de la population par Statistique Canada¹

Statistique Canada a récemment diffusé une série révisée des estimations démographiques. Cette révision visait principalement à arrimer les estimations de population aux comptes du Recensement de 2016 rajustés pour le sous-dénombrement net du recensement et les réserves indiennes partiellement dénombrées.

Données définitives et provisoires

Les estimations de population des années antérieures à 2016 peuvent être considérées comme définitives. Les révisions ultérieures que pourrait faire Statistique Canada ne devraient avoir que des répercussions mineures sur ces données.

Les estimations de population de la période 2016-2018 sont encore provisoires. Elles ont comme point de départ les comptes rajustés du Recensement de 2016, auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Ces estimations feront l'objet de révisions et, par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'interprétation de ces résultats récents.

1. La révision majeure des estimations démographiques faite par Statistique Canada apporte des modifications à la population totale du Québec à partir de l'année 2001 et à la structure par âge et sexe à partir de l'année 1996. En ce qui a trait aux estimations infraprovinciales, les données ont été révisées à partir de l'année 2006.

Les estimations de population des municipalités régionales de comté (MRC) et des régions administratives diffusées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) s'arriment aux nouvelles estimations de Statistique Canada. L'ISQ a également produit des estimations de population pour chacune des municipalités du Québec. Toutes ces données sont disponibles sur le [site Web](#) de l'ISQ.

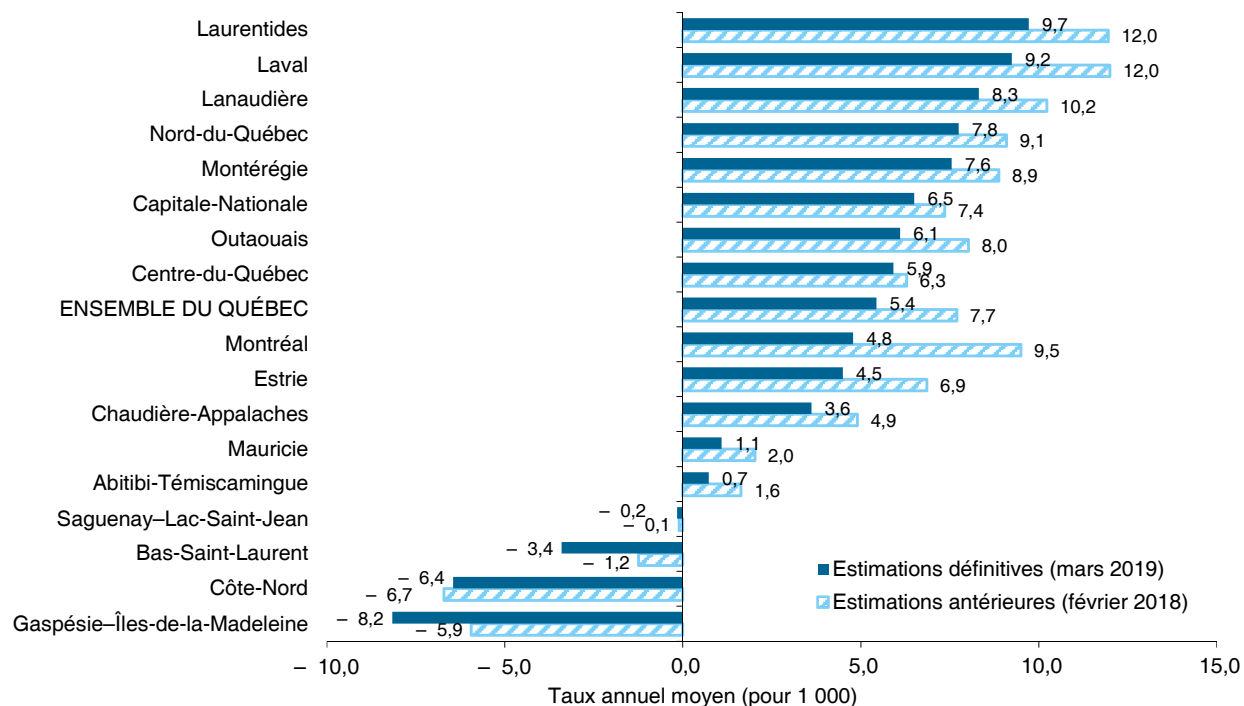
Révision majeure des données de population des années postérieures à 2011

À l'échelle du Québec, les nouvelles estimations diffusées par Statistique Canada révisent à la baisse celles établies précédemment. Si la révision des données de population a été de faible ampleur en ce qui a trait aux années 2011 et précédentes, elle est majeure pour les années postérieures à 2011. Par exemple, au 1^{er} juillet 2016, la nouvelle estimation compte 96 000 personnes de moins que l'estimation précédente. Cela fait en sorte que presque toutes les régions administratives du Québec voient l'estimation de leur nombre d'habitants révisée à la baisse.

Afin d'illustrer l'effet de cette révision majeure, la figure ci-dessous compare les taux d'accroissement annuels moyens de la période 2011-2016 pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions administratives, tels que calculés avant et après la révision des estimations de population par Statistique Canada. Ainsi, selon les nouvelles estimations, que l'on peut considérer comme définitives, le rythme annuel moyen de l'accroissement démographique du Québec s'établit à 5,4 pour mille entre 2011 et 2016, plutôt que 7,7 pour mille comme l'indiquaient les estimations antérieures. Dans toutes les régions en croissance, le taux d'accroissement annuel moyen calculé avec les estimations définitives est plus faible que ne l'était le taux calculé avec les estimations antérieures. L'écart est particulièrement marqué à Montréal où le taux est de 4,8 pour mille avec les nouvelles estimations, plutôt que 9,5 pour mille selon les estimations précédentes. Dans trois des quatre régions en décroissance, le taux d'accroissement annuel moyen calculé avec les nouvelles estimations est un peu plus négatif que celui calculé avec les estimations précédentes. Seule la région de la Côte-Nord affiche un taux un peu moins négatif avec les estimations définitives qu'avec les estimations antérieures.

Il faut noter que la révision des estimations de population faite à la suite du Recensement de 2011 avait également corrigé à la baisse la population de la région de Montréal (Institut de la statistique du Québec, 2014). Dans ce contexte, le très fort taux d'accroissement annuel moyen obtenu pour cette région à partir des données provisoires de la période 2016-2018 doit être interprété avec une grande prudence.

Taux d'accroissement annuel moyen de la période 2011-2016, tel que calculé avant et après la révision définitive des estimations de population, régions administratives et ensemble du Québec



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La population augmente dans 14 des 17 régions administratives

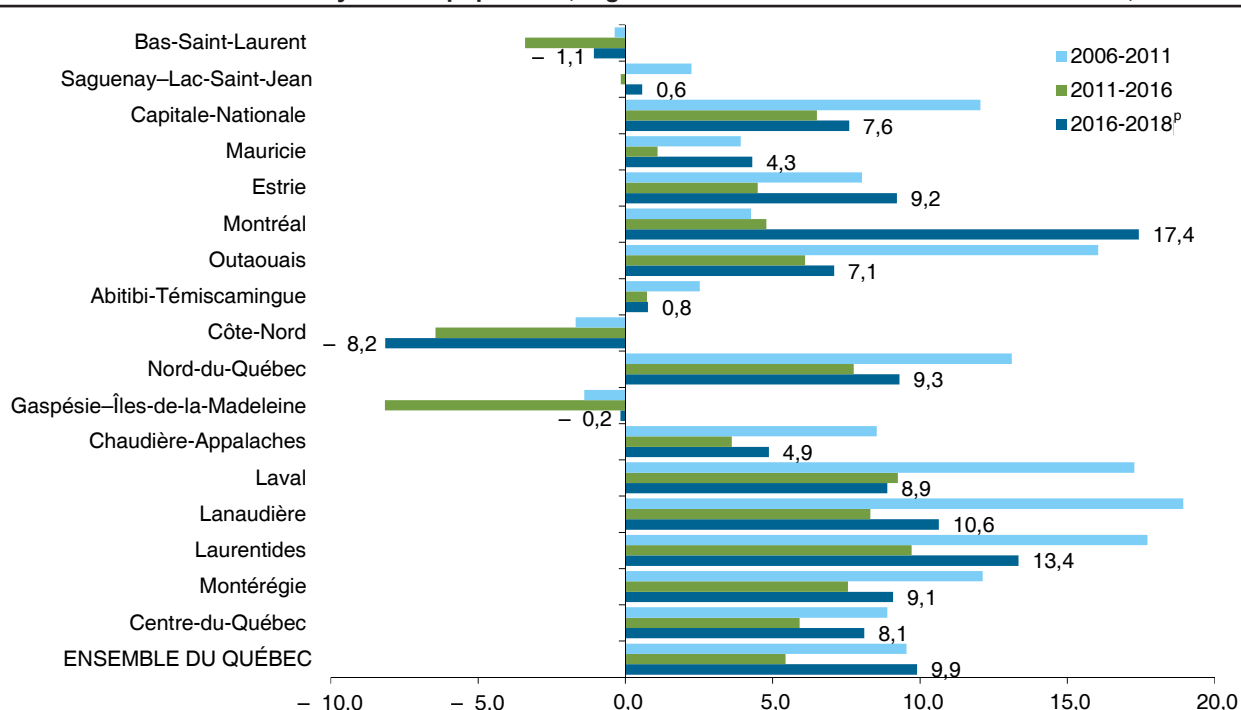
La population québécoise s'est accrue de près de 165 000 personnes entre le 1^{er} juillet 2016 et le 1^{er} juillet 2018, selon les estimations provisoires. En terme relatif, cette hausse équivaut à un taux d'accroissement annuel moyen de 9,9 pour mille.

La plupart des régions, soit 14 d'entre elles, ont vu leur population augmenter entre 2016 et 2018 (figure 1.1; voir aussi le [tableau 12.1.1](#)). Les plus fortes croissances ont été observées à Montréal, dans Lanaudière et dans les Laurentides, où les données provisoires indiquent un taux d'accroissement annuel moyen supérieur à 10 pour mille (ou 1 %).

Trois régions ont plutôt connu une diminution de leur population. La baisse est faible en Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine et au Bas-Saint-Laurent. Par contre, la décroissance est nettement plus marquée dans la région de la Côte-Nord, où le taux d'accroissement annuel moyen a été de – 8,2 pour mille.

Figure 1.1

Taux d'accroissement annuel moyen de la population, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2018



Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, Estimations de la population (mars 2019). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La population vieillit dans toutes les régions, mais à des rythmes différents

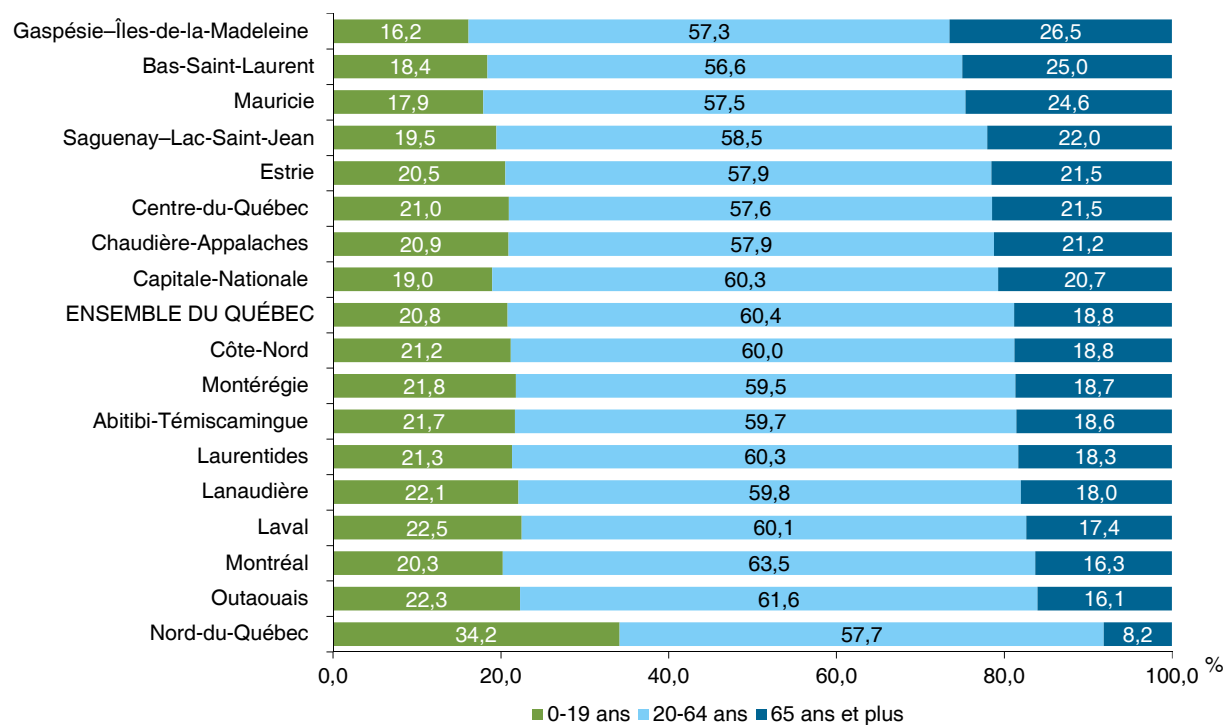
Au 1^{er} juillet 2018, 20,8 % de la population du Québec avait moins de 20 ans, 60,4 % était âgée de 20 à 64 ans et 18,8 % faisait partie du groupe des 65 ans et plus. L'âge moyen au Québec était, quant à lui, de 42,3 ans en 2018, une hausse de 2,5 ans depuis 2006.

Si le vieillissement de la population s'observe dans toutes les régions administratives, il est plus marqué dans certaines d'entre elles. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent et la Mauricie sont les régions qui comptent les plus importantes proportions de personnes âgées de 65 ans et plus, avec environ un résident sur quatre en 2018 (figure 1.2; voir aussi le [tableau 12.1.2](#)). Dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, l'âge moyen de la population est de 48,2 ans, soit le plus élevé du Québec. C'est aussi celui qui a augmenté le plus rapidement au cours des dernières années, avec une hausse de presque 5 ans depuis 2006.

À l'autre bout du spectre, le Nord-du-Québec affiche, de loin, la part de 65 ans et plus (8,2 %) la plus faible du Québec. Dans une moindre mesure, l'Outaouais et Montréal ont aussi une part un peu plus faible d'aînés que la plupart des autres régions.

Figure 1.2

Répartition de la population selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2018



Note : Données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, Estimations de la population (mars 2019). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les populations régionales selon le sexe

La population québécoise compte un peu plus de femmes que d'hommes. Cette légère surreprésentation féminine correspond à un rapport de féminité de 101 femmes pour 100 hommes en 2018. Bien qu'il naisse généralement plus de garçons que de filles, le rapport entre les sexes tend à s'inverser avec l'âge, principalement en raison de la surmortalité masculine à chaque âge. En 2018, le rapport de féminité du Québec est de 96 chez les moins de 20 ans et de 97 chez les 20-64 ans, alors que chez les 65 ans et plus, on compte plus de femmes que d'hommes, avec un rapport de 118.

Le groupe des 65 ans et plus est le seul pour lequel on constate des différences notables entre les régions. Montréal affiche le rapport de féminité le plus élevé, avec 132 femmes pour 100 hommes. À l'opposé, le Nord-du-Québec est la seule région où l'on compte moins de femmes que d'hommes, avec 99 femmes pour 100 hommes. Rappelons toutefois que le nombre de personnes âgées y est faible et que l'écart entre les sexes ne représente qu'une trentaine de personnes.

Perspectives démographiques : de grandes disparités entre les régions à l'horizon 2041

Les perspectives démographiques offrent un aperçu de l'évolution future de la population. L'exercice repose sur une série d'hypothèses élaborées après analyse des tendances actuelles et des tendances passées en ce qui concerne la fécondité, la mortalité et la migration. Les résultats présentés ici sont issus du scénario de référence, qui se base sur l'hypothèse de maintien des tendances actuelles. Les perspectives couvrent la période 2016-2066 pour l'ensemble du Québec et la période 2016-2041 pour les régions administratives.

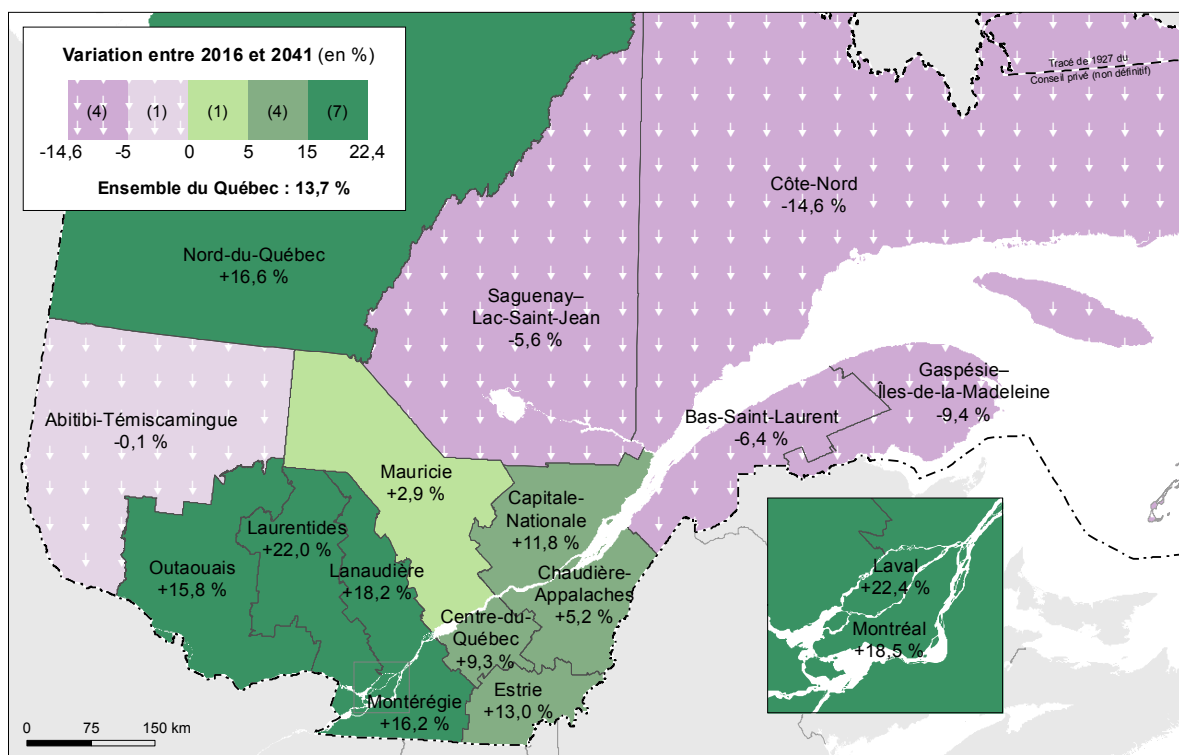
Les résultats de la section qui suit sont tirés de la publication *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2016-2066. Édition 2019*, où l'on présente des scénarios de projection pour la population de l'ensemble du Québec, des 17 régions administratives, des 6 régions métropolitaines de recensement (RMR) et du territoire hors des RMR. Des projections de ménages privés sont également présentées. Des résultats pour des découpages géographiques plus fins seront diffusés au cours des prochains mois, soit en octobre pour les municipalités régionales de comté (MRC), et ultérieurement pour les municipalités.

Si les tendances récentes se maintiennent, la population du Québec pourrait passer de 8,4 millions d'habitants en 2018 à 9 millions en 2041 et à près de 10 millions en 2066. La croissance démographique devrait se poursuivre, mais son rythme ralentirait, passant d'un taux d'accroissement annuel d'environ 10 pour mille actuellement à moins de 3 pour mille à partir des années 2040.

Onze des dix-sept régions administratives du Québec continueraient de croître d'année en année jusqu'en 2041; Laval et les Laurentides connaîtraient les augmentations les plus marquées (carte 1.1). Deux régions ne connaîtraient qu'une très faible variation de leur population, soit la Mauricie et l'Abitibi-Témiscamingue. Quatre régions compteraient moins d'habitants en 2041 qu'en 2016, soit la Côte-Nord, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent et le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Carte 1.1

Variation projetée de la population, scénario Référence (A), régions administratives du Québec, 2016-2041



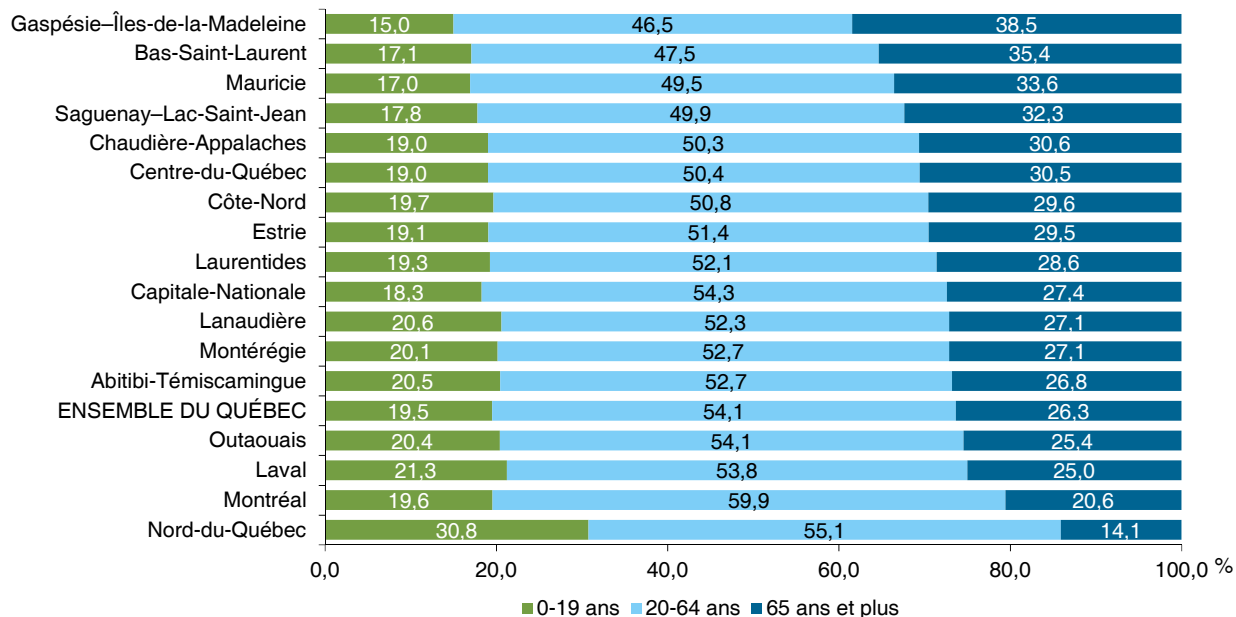
Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (système de découpage administratif).

Déjà amorcé depuis bon nombre d'années, le vieillissement de la structure par âge se poursuivra. La part des personnes âgées de 65 ans et plus dans la population totale pourrait passer de 19 % en 2018 à 28 % en 2066, alors que l'âge moyen augmenterait de 4 ans, passant de 42,3 ans à 46,4 ans.

Toutes les régions verront leur nombre d'aînés augmenter à l'horizon 2041. Les 65 ans et plus pourraient représenter plus de 33 % de la population dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent et la Mauricie (figure 1.3). Cette part continuerait d'être la plus faible dans le Nord-du-Québec (14 %) et à Montréal (21 %).

Figure 1.3

Répartition de la population selon le groupe d'âge, scénario Référence (A), régions administratives et ensemble du Québec, 2041



Source : Institut de la statistique du Québec.

Références

BINETTE CHARBONNEAU, Anne, MARTINE ST-AMOUR, Dominique ANDRÉ et Chantal GIRARD (2019). « La population des régions administratives, des MRC et des municipalités du Québec en 2018 », *Coup d'œil sociodémographique*, [En ligne], n° 69, mars, Institut de la statistique du Québec, p. 1-57. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bulletins/coupdoeil-no69.pdf].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2019). *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2016-2066. Édition 2019*, [En ligne], Québec, L'Institut, 85 p. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/perspectives/perspectives-2016-2066.pdf].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2014). *Panorama des régions du Québec. Édition 2014*, [En ligne], Québec, L'Institut, 174 p. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/panorama-regions-2014.pdf].

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur [la population et la structure par âge et sexe](#) du Québec, des régions administratives, des MRC, des municipalités et des régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec. D'autres données y sont également consultables, notamment celles concernant les composantes démographiques qui façonnent la taille et la structure de la population ([naissances](#), [décès](#) et [mouvements migratoires](#)). De plus, les résultats de l'édition 2019 des [perspectives démographiques](#) du Québec et des régions sont maintenant disponibles. Des résultats pour des découpages géographiques plus fins (MRC, municipalités) seront publiés au cours des prochains mois.

2. Conditions de vie

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Ce chapitre se divise en deux parties. Dans la première, on décrit, en fonction des régions administratives, les taux de faible revenu de 2016 ainsi que l'évolution de ces taux à court terme entre 2015 et 2016, et à plus long terme entre 2012 et 2016. Ces descriptions sont ensuite ventilées selon le type de famille. Dans la seconde partie, on examine, toujours en fonction des régions administratives, le revenu médian après impôt des couples et des familles monoparentales en 2016 ainsi que l'évolution de ce revenu à court et à plus long terme.

Données et méthodologie

La présente section a été préparée à partir de tableaux sur les familles de recensement, dont la source est le Fichier des familles T1 (FFT1). Il s'agit de données fiscales extraites des déclarations de revenus des particuliers de l'Agence de revenu du Canada. Les données sur le taux de faible revenu ainsi que celles sur le revenu médian après impôt des familles proviennent de ce fichier.

Le faible revenu est ici calculé d'après la Mesure du faible revenu (MFR) après impôt. Une famille est considérée comme à faible revenu, lors d'une année, si son revenu après impôt ajusté est inférieur au seuil correspondant à la moitié de la médiane du revenu familial après impôt ajusté de l'ensemble des personnes (de tous âges) du Québec durant la même année. L'ajustement a pour but de rendre comparables les revenus des familles de tailles différentes¹.

Nouvelle méthode de calcul de la MFR

Il est à noter que Statistique Canada a procédé, lors de la diffusion des données de l'année de référence 2016, à une mise à jour rétroactive de la méthode de calcul de la MFR. Antérieurement à 2016, la médiane du revenu familial après impôt ajusté était calculée à partir de l'ensemble formé des familles et des personnes hors famille. Or, depuis l'année 2016, celle-ci est calculée à partir de l'ensemble des personnes (de tous âges). Comme ce changement a eu pour effet de hausser le seuil de la MFR, les taux de faible revenu MFR calculés dans la présente édition sont en général plus élevés que ceux calculés dans les éditions précédentes. D'autres changements ont aussi été apportés à la MFR. Pour une revue de tous ces changements, consulter Statistique Canada (2018)².

2.1 Taux de faible revenu

En 2016, la distribution des taux de faible revenu après impôt des familles selon les régions administratives révèle certaines disparités ([tableau 2.1.1, volet 1](#)). D'un côté, les régions du Nord-du-Québec et de Montréal affichent, et de loin, les taux les plus élevés, soit 17,2 et 16,2 % respectivement. L'Outaouais arrive au troisième rang avec un taux de 9,3 %. Les régions de Laval, de la Mauricie et de la Côte-Nord suivent avec des taux respectifs de 9,2 %, de 9,2 % et de 8,8 %. De l'autre côté, c'est dans les régions de la Chaudière-Appalaches (5,1 %), de la Capitale-Nationale (5,8 %), du Saguenay-Lac-Saint-Jean (6,3 %), du Bas-Saint-Laurent (6,5 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (7,1 %) et dans les régions périphériques de Montréal, soit les Laurentides (7,8 %), Lanaudière (8,1 %) et la Montérégie (8,1 %), que l'on trouve, en pourcentage, le moins de familles à faible revenu.

Entre 2015 et 2016, le taux de faible revenu est à la baisse dans toutes les régions à l'exception du Nord-du-Québec, où il augmente de 0,9 point de pourcentage. Dans toutes les autres régions, la baisse ne dépasse pas celle de Montréal, soit 0,6 point de pourcentage.

1. L'ajustement par la racine carrée de la taille de la famille a été utilisé.

2. STATISTIQUE CANADA (2018), *Changements méthodologiques : Mesure de faible revenu de la famille de recensement selon le Fichier des familles T1*, [En ligne], Ottawa, Statistique Canada, p. 1-10. (Série de documents de recherche – Revenu). [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75f0002m/75f0002m2018001-fra.pdf?st=mBNM_UTv] (Consulté le 24 mai 2019).

Si l'on considère l'évolution à plus long terme, soit entre 2012 et 2016, on voit que le taux de faible revenu décroît dans 15 régions sur 17. La baisse est au minimum de 0,1 point (Saguenay–Lac-Saint-Jean) et au maximum de 1,6 point (Montréal). Dans la région de la Côte-Nord, le taux demeure stationnaire entre ces deux années (8,8 %), tandis que dans le Nord-du-Québec, il augmente de 0,7 point.

Taux de faible revenu selon le type de famille

La comparaison des taux régionaux de 2016 par type de famille ([tableau 2.1.1, volets 2, 3 et 4](#)) révèle que les familles monoparentales sont à faible revenu dans une proportion beaucoup plus élevée que les couples avec ou sans enfants, quelle que soit la région. Les taux des couples sans enfants et ceux des couples avec enfants sont relativement comparables.

Entre 2015 et 2016, une diminution du taux de faible revenu chez les couples sans enfants survient dans huit régions, s'élevant tout au plus à 0,3 point (en Abitibi-Témiscamingue et au Saguenay–Lac-Saint-Jean). À l'opposé, une augmentation de ce taux survient dans six régions, sans dépasser 0,3 point (Laval). Signalons que dans trois régions (Laurentides, Centre-du-Québec et Bas-Saint-Laurent), le taux de faible revenu pour cette catégorie de couples ne varie pas entre ces deux années.

Le taux de faible revenu des couples avec enfants diminue dans 14 régions sur 17. La région de Montréal affiche la diminution la plus élevée (– 0,7 point). Les baisses les moins importantes sont constatées dans les régions de l'Estrie, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de la Chaudière-Appalaches et du Centre-du-Québec (– 0,1 point dans tous les cas). Notons qu'une augmentation survient dans trois régions; la plus élevée dans le Nord-du-Québec (+ 0,4 point).

Pour ce qui est des familles monoparentales, la diminution du taux de faible revenu entre 2015 et 2016 s'applique à toutes les régions à l'exception du Nord-du-Québec (+ 1,8 point). La diminution la plus faible revient au Bas-Saint-Laurent et à la Côte-Nord (– 0,1 point). Si l'on exclut ces deux régions, la baisse du taux de faible revenu des familles monoparentales entre 2015 et 2016 s'étend de 0,3 point (Mauricie) à 1,6 point (Saguenay–Lac-Saint-Jean).

Au cours de la période plus longue comprise entre 2012 et 2016, le taux de faible revenu chez les couples sans enfants diminue dans 11 régions sur 17. La plus grande diminution est de 0,8 point (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) et la plus petite, de 0,1 point (Côte-Nord et Saguenay–Lac-Saint-Jean). Parmi les six régions où une augmentation de ce taux survient, la Montérégie présente la plus forte (+ 0,5 point), et les Laurentides et la Chaudière-Appalaches, la plus faible (+ 0,1 point).

Chez les couples avec enfants, on assiste à une diminution du faible revenu dans toutes les régions à l'exception de l'Abitibi-Témiscamingue, où le taux demeure stable entre les deux années (3,6 %). La diminution la plus faible revient à la Côte-Nord (– 0,1 point) et la plus forte à Montréal (– 2,3 points).

Enfin, dans le cas des familles monoparentales, des diminutions surviennent dans 12 régions entre 2012 et 2016. Ces diminutions varient entre 0,1 point (Laval et Saguenay–Lac-Saint-Jean) et 3,2 points (Estrie). Quatre régions voient le taux de faible revenu augmenter entre 0,4 point (Abitibi-Témiscamingue) et 0,8 point (Côte-Nord). Dans la région du Bas-Saint-Laurent, ce taux demeure stationnaire à 24,1 %.

Tableau 2.1.1

Taux de faible revenu¹ de l'ensemble des familles² et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2016

Région administrative	VOLET 1 : ensemble des familles							VOLET 2 : couples sans enfants						
	2012	2013	2014	2015	2016	Écart 2016 -2015	Écart 2016 -2012	2012	2013	2014	2015	2016	Écart 2016 -2015	Écart 2016 -2012
	%					points de %		%					points de %	
Bas-Saint-Laurent	7,0	6,7	6,9	6,6	6,5	-0,1	-0,5	5,5	5,2	5,4	5,1	5,1	0,0	-0,4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	6,4	6,5	6,7	6,7	6,3	-0,4	-0,1	4,6	4,7	4,7	4,7	4,5	-0,3	-0,1
Capitale-Nationale	6,2	6,1	6,1	6,0	5,8	-0,3	-0,4	4,9	4,8	4,7	4,7	4,6	-0,1	-0,3
Mauricie	9,8	9,9	9,9	9,4	9,2	-0,3	-0,6	5,7	5,8	5,7	5,4	5,5	0,1	-0,3
Estrie	9,5	9,2	9,1	8,9	8,6	-0,3	-0,9	6,4	6,4	6,2	6,2	6,2	0,1	-0,2
Montréal	17,8	17,4	17,5	16,8	16,2	-0,6	-1,6	12,7	12,6	12,7	12,4	12,3	-0,1	-0,4
Outaouais	9,7	9,7	9,9	9,5	9,3	-0,2	-0,4	5,8	5,9	5,9	5,8	5,6	-0,2	-0,2
Abitibi-Témiscamingue	7,3	7,2	7,7	7,5	7,1	-0,4	-0,2	4,8	4,6	4,8	4,7	4,4	-0,3	-0,4
Côte-Nord	8,8	8,8	9,1	8,8	8,8	-0,1	0,0	3,2	3,4	3,4	3,2	3,1	-0,1	-0,1
Nord-du-Québec	16,4	17,2	17,2	16,3	17,2	0,9	0,7	4,9	6,0	4,4	5,5	5,4	-0,1	0,4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	9,1	9,1	9,3	8,7	8,4	-0,3	-0,7	6,1	6,1	5,8	5,4	5,3	-0,1	-0,8
Chaudière-Appalaches	5,3	5,2	5,3	5,1	5,1	-0,1	-0,3	4,3	4,3	4,2	4,2	4,4	0,2	0,1
Laval	9,4	9,3	9,5	9,4	9,2	-0,2	-0,2	7,3	7,3	7,4	7,4	7,7	0,3	0,4
Lanaudière	8,5	8,4	8,6	8,2	8,1	-0,2	-0,4	6,1	6,2	6,2	6,2	6,3	0,1	0,2
Laurentides	8,4	8,3	8,4	8,2	7,8	-0,3	-0,6	6,1	6,1	6,1	6,2	6,2	0,0	0,1
Montréal	8,5	8,5	8,6	8,3	8,1	-0,2	-0,4	6,5	6,7	6,8	6,7	7,0	0,2	0,5
Centre-du-Québec	8,7	8,7	8,7	8,3	8,1	-0,2	-0,6	6,4	6,3	6,2	6,2	6,2	0,0	-0,2
Ensemble du Québec	10,2	10,1	10,2	9,8	9,5	-0,3	-0,7	7,2	7,2	7,2	7,1	7,1	0,0	-0,1
Région administrative	VOLET 3 : couples avec enfants							VOLET 4 : familles monoparentales						
	2012	2013	2014	2015	2016	Écart 2016 -2015	Écart 2016 -2012	2012	2013	2014	2015	2016	Écart 2016 -2015	Écart 2016 -2012
	%					points de %		%					points de %	
Bas-Saint-Laurent	3,7	3,6	3,6	3,1	2,9	-0,2	-0,8	24,1	23,6	24,5	24,3	24,1	-0,1	0,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3,1	3,1	3,1	3,1	2,8	-0,3	-0,3	26,0	26,9	28,5	27,5	25,9	-1,6	-0,1
Capitale-Nationale	3,6	3,5	3,5	3,4	3,2	-0,2	-0,3	19,6	19,1	20,4	20,0	19,2	-0,8	-0,4
Mauricie	6,1	6,3	6,2	6,0	5,5	-0,5	-0,6	31,9	32,3	33,0	32,1	31,7	-0,3	-0,2
Estrie	6,3	6,0	5,9	5,7	5,5	-0,1	-0,7	29,6	28,8	29,1	27,9	26,4	-1,5	-3,2
Montréal	15,9	15,4	15,4	14,3	13,5	-0,7	-2,3	35,2	34,7	35,5	34,5	33,4	-1,0	-1,7
Outaouais	6,4	6,4	6,4	5,9	6,0	0,1	-0,4	28,6	28,5	29,7	28,8	28,0	-0,8	-0,6
Abitibi-Témiscamingue	3,6	3,6	4,0	3,8	3,6	-0,1	0,0	26,5	27,0	29,2	27,8	27,0	-0,8	0,4
Côte-Nord	4,3	4,2	4,4	4,1	4,2	0,1	-0,1	34,3	34,1	35,4	35,2	35,1	-0,1	0,8
Nord-du-Québec	7,7	8,5	8,3	7,0	7,4	0,4	-0,3	40,4	41,0	41,7	39,3	41,1	1,8	0,7
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5,1	5,2	5,1	4,5	4,4	-0,1	-0,7	27,0	27,6	30,1	28,6	27,7	-0,9	0,7
Chaudière-Appalaches	2,7	2,5	2,5	2,3	2,2	-0,1	-0,6	19,6	19,2	20,0	19,4	18,5	-0,9	-1,1
Laval	7,1	7,0	7,1	6,9	6,7	-0,2	-0,4	23,7	23,8	24,8	24,6	23,5	-1,1	-0,1
Lanaudière	5,0	4,8	4,8	4,4	4,1	-0,2	-0,9	26,9	27,2	28,7	27,1	26,4	-0,6	-0,5
Laurentides	4,9	4,9	4,8	4,4	4,1	-0,3	-0,8	26,4	26,0	27,1	26,0	25,0	-1,0	-1,4
Montréal	5,1	5,0	5,0	4,6	4,4	-0,2	-0,7	26,0	25,5	26,2	25,4	24,4	-0,9	-1,6
Centre-du-Québec	5,0	5,0	4,8	4,3	4,2	-0,1	-0,8	28,3	28,8	30,0	28,0	26,9	-1,1	-1,4
Ensemble du Québec	7,3	7,2	7,2	6,7	6,4	-0,3	-0,9	28,3	28,1	29,0	28,1	27,2	-0,9	-1,2

1. Selon la mesure du faible revenu (MFR) après impôt. Les données du présent tableau tiennent compte des changements méthodologiques apportés au calcul de la MFR par Statistique Canada en 2018. Pour en savoir davantage sur ces changements, veuillez consulter la publication suivante : STATISTIQUE CANADA (2018), *Changements méthodologiques : Mesure de faible revenu de la famille de recensement selon le Fichier des familles T1*, [En ligne], Ottawa, Statistique Canada, 10 p. (Série de documents de recherche – Revenu). [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75f0002m/75f0002m2018001-fra.pdf?st=mBNM_UTV] (Consulté le 24 mai 2019).

2. Selon le concept de la famille de recensement.

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

2.2 Revenu médian des familles

Le revenu des familles comptant un couple est plus élevé que celui des familles monoparentales. Bien sûr, les premières sont plus susceptibles que les secondes de bénéficier de la présence d'un pourvoyeur de revenu additionnel, en l'occurrence le conjoint ou la conjointe. L'indicateur utilisé dans cette section est le revenu médian après impôt. En 2016, il confirme toujours cette réalité ([tableau 2.2.1](#)).

Soulignons, pour commencer, que ce ne sont pas les mêmes régions qui détiennent le revenu médian après impôt le plus élevé et le plus faible pour les familles comptant un couple et les familles monoparentales. Chez les familles comptant un couple, la région du Nord-du-Québec présente, en 2016, le revenu médian le plus élevé (84 080 \$). Les régions de l'Outaouais et de la Côte-Nord suivent, avec des revenus respectifs de 77 830 \$ et de 77 720 \$. À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine présente en 2016 le revenu le moins élevé de toutes les régions pour les familles comptant un couple (63 760 \$). Les régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec se classent également parmi les moins avantagées, le revenu médian des couples y étant respectivement de 64 520 \$ et de 65 190 \$. Mentionnons que le revenu médian de la région la moins favorisée, soit la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, représente environ les trois quarts (75,8 %) de celui de la région la plus avantagée, le Nord-du-Québec.

Du côté des familles monoparentales, on voit que c'est dans la région de la Capitale-Nationale que le revenu médian de 2016 est le plus élevé (49 540 \$), puis dans celles de la Chaudière-Appalaches (47 820 \$) et de Laval (46 950 \$). À l'opposé, le Nord-du-Québec (38 100 \$), la Mauricie (40 170 \$), la Côte-Nord (40 490 \$) et Montréal (40 620 \$) constituent les régions où ce revenu est le plus faible.

Il ressort principalement de ces données que la situation relative des couples et des familles monoparentales diffère radicalement dans la région du Nord-du-Québec. En effet, il s'agit de la région où le revenu médian des couples est le plus élevé et celui des familles monoparentales est le plus faible.

Un indicateur complémentaire illustre cette différence : il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple. Ainsi, dans la région du Nord-du-Québec, le revenu médian des familles monoparentales ne représente pas la moitié de celui des familles comptant un couple ($45,3 \% = (38\ 100 \$ \div 84\ 080 \$) \times 100$). Il s'agit du pourcentage le plus faible de l'ensemble des régions. Toutes les autres régions affichent des pourcentages supérieurs à 50 %.

Considérons maintenant l'évolution du revenu médian entre 2015 et 2016 dans ces deux types de familles. On constate que dans le cas des familles comptant un couple, le revenu médian en termes réels³ augmente dans toutes les régions. La hausse la plus élevée est enregistrée dans la région de Montréal (2,8 %) et la plus faible, dans celle de la Côte-Nord (0,4 %). Dans le cas des familles monoparentales, le revenu médian réel augmente dans toutes les régions, à l'exception du Nord-du-Québec (– 0,6 %). Le revenu médian de ces familles augmente le plus fortement en Abitibi-Témiscamingue (4,7 %) et la Côte-Nord affiche la plus faible progression (2,2 %).

À plus long terme, soit entre 2012 et 2016, on constate la généralisation de la croissance du revenu médian réel. Ainsi, qu'il s'agisse des couples ou des familles monoparentales, toutes les régions voient ce revenu augmenter durant la période, exception faite de la Côte-Nord en ce qui concerne les couples. Chez les couples, la croissance la plus prononcée est enregistrée à Montréal (8,2 %), et la plus faible, en Outaouais (3,0 %); la région de la Côte-Nord voit le revenu médian décroître de 1,2 %. Enfin, du côté des familles monoparentales, l'Estrie se démarque avec la hausse à plus long terme la plus élevée (9,1 %), tandis que le Nord-du-Québec enregistre la croissance la plus faible (2,5 %).

3. L'indice des prix à la consommation d'ensemble a été utilisé (à l'échelle du Québec). Le revenu médian est présenté en dollars constants de 2016.

Tableau 2.2.1

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2012-2016

	VOLET 1 : familles comptant un couple						
Région administrative	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2016/2015	Variation 2016/2012
	\$ constants de 2016					%	
Bas-Saint-Laurent	62 467	63 574	63 879	64 613	65 910	2,0	5,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	67 271	68 239	68 439	67 937	69 450	2,2	3,2
Capitale-Nationale	73 655	75 370	76 001	76 216	77 660	1,9	5,4
Mauricie	61 833	62 604	63 054	63 424	64 520	1,7	4,3
Estrie	63 237	64 689	65 100	65 560	66 780	1,9	5,6
Montréal	61 573	62 965	63 523	64 774	66 610	2,8	8,2
Outaouais	75 547	76 629	76 683	76 901	77 830	1,2	3,0
Abitibi-Témiscamingue	72 917	74 503	74 373	74 725	76 150	1,9	4,4
Côte-Nord	78 656	79 622	79 024	77 374	77 720	0,4	– 1,2
Nord-du-Québec	79 353	79 829	81 508	82 441	84 080	2,0	6,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	60 024	60 808	61 487	62 286	63 760	2,4	6,2
Chaudière-Appalaches	68 768	70 169	70 770	71 492	72 840	1,9	5,9
Laval	70 764	72 109	72 561	73 215	74 440	1,7	5,2
Lanaudière	68 810	70 097	70 485	70 656	72 280	2,3	5,0
Laurentides	69 184	70 365	71 044	71 301	72 750	2,0	5,2
Montréal	71 825	72 935	73 385	73 910	75 310	1,9	4,9
Centre-du-Québec	61 324	62 470	63 136	63 787	65 190	2,2	6,3
Ensemble du Québec	68 051	69 292	69 792	70 344	71 750	2,0	5,4
	VOLET 2 : familles monoparentales						
Région administrative	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2016/2015	Variation 2016/2012
	\$ constants de 2016					%	
Bas-Saint-Laurent	40 820	41 726	41 853	42 847	44 230	3,2	8,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	41 059	42 118	41 426	42 595	44 150	3,7	7,5
Capitale-Nationale	46 445	47 515	47 156	47 823	49 540	3,6	6,7
Mauricie	38 137	38 629	38 240	39 231	40 170	2,4	5,3
Estrie	39 541	40 621	40 652	41 558	43 130	3,8	9,1
Montréal	37 753	38 660	38 423	39 241	40 620	3,5	7,6
Outaouais	43 315	43 965	43 390	44 156	45 740	3,6	5,6
Abitibi-Témiscamingue	41 777	42 345	41 619	42 686	44 680	4,7	6,9
Côte-Nord	38 876	39 682	39 298	39 624	40 490	2,2	4,2
Nord-du-Québec	37 160	36 122	36 591	38 345	38 100	– 0,6	2,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	38 595	38 857	38 616	39 866	41 200	3,3	6,7
Chaudière-Appalaches	44 688	45 874	45 456	45 808	47 820	4,4	7,0
Laval	44 480	45 637	45 304	45 395	46 950	3,4	5,6
Lanaudière	42 078	42 716	42 220	43 169	44 660	3,5	6,1
Laurentides	41 839	43 026	42 586	43 300	45 100	4,2	7,8
Montréal	43 159	44 285	43 848	44 731	46 340	3,6	7,4
Centre-du-Québec	39 396	40 095	39 777	40 863	42 650	4,4	8,3
Ensemble du Québec	41 433	42 365	42 006	42 867	44 370	3,5	7,1

1. Selon le concept de la famille de recensement.

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3. Éducation

3.1 Niveau de scolarité

par Nathalie Deschênes, Direction des statistiques sociodémographiques

Cette section dresse un bilan du niveau de scolarité de la population québécoise en 2018 à partir des données de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada. La population analysée est âgée de 25 à 64 ans, soit celle regroupant les personnes qui ont généralement terminé leur formation initiale et qui forment le principal contingent de la population active. Cette tranche d'âge présente aussi l'avantage d'atténuer partiellement les effets de structure par âge lorsque l'on procède aux comparaisons interrégionales.

Le plus haut niveau de scolarité est défini à partir du plus haut certificat ou diplôme obtenu par la personne. Ce concept renvoie à une hiérarchie des attestations d'études. Toutefois, Statistique Canada précise à ce sujet que « dans un certain nombre de cas, les niveaux ne sont pas entièrement hiérarchiques si l'on compare les programmes de différents types d'établissement ». De plus, notons que la notion de hiérarchie peut s'avérer problématique chez les diplômés d'une école de métiers. En effet, un diplôme professionnel peut être obtenu soit dans le cadre d'un programme d'études secondaires, soit après l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.

La première catégorie, « aucun diplôme », ne regroupe que les personnes qui n'ont pas obtenu minimalement le diplôme d'études secondaires. La catégorie « certificat, diplôme ou grade universitaire » inclut le « certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat », le « baccalauréat » et la catégorie « diplôme universitaire supérieur au baccalauréat ». À noter que cette dernière expression comprend le diplôme de maîtrise, de doctorat ainsi que les baccalauréats professionnels tels que le diplôme en médecine. Il importe aussi de soulever la possibilité d'erreur non due à l'échantillonnage résultant du fait que l'EPA soit une enquête basée sur l'autodéclaration des répondants. Ainsi, il est possible que certains répondants aient déclaré le diplôme le plus récent comme étant celui le plus élevé.

Les différences statistiquement significatives ont été évaluées à partir des intervalles de confiance calculés à un niveau de 95 %. La série historique est disponible sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous la section [Éducation, formation et milieux de garde – Niveau de scolarité](#).

Portrait du profil scolaire dans les régions administratives du Québec

En 2018, près du tiers des Québécois âgés de 25 à 64 ans détiennent un certificat, un diplôme ou un grade universitaire (32,8 %). À l'opposé, une personne sur 10 déclare ne détenir aucun diplôme (11,3 %). Environ 17 % déclarent avoir un diplôme d'études secondaires, et une proportion identique déclare détenir un certificat ou un diplôme d'une école de métier. Finalement, une personne sur cinq (21,1 %) déclare avoir un certificat ou un diplôme d'un collège ou d'un cégep comme plus haut niveau de scolarité.

Comme on peut le constater à la [figure 3.1.1](#), ces proportions varient d'une région à l'autre, surtout en ce qui a trait à la scolarité universitaire. Les régions regroupant les principaux centres urbains affichent de fortes proportions de population ayant obtenu un certificat, un diplôme ou un grade universitaire. En particulier la région de Montréal, qui présente un profil tout à fait distinct avec la moitié de sa population âgée de 25 à 64 ans déclarant détenir un certificat ou un diplôme universitaire (50,6 %). L'importance du poids démographique des diplômés universitaires habitant sur l'île de Montréal, qui correspond à 40 % de l'ensemble des diplômés universitaires de la province, influence grandement le résultat du Québec pour ce niveau de scolarité¹. Plusieurs facteurs contribuent à la proportion élevée de diplômés universitaires à Montréal, notamment la forte présence des personnes immigrantes, ces dernières ayant globalement un profil très scolarisé. En effet, 44 % des personnes immigrantes de 25 à 64 ans

1. Lorsque l'on exclut Montréal du calcul pour le Québec, on constate que la proportion de la population ayant atteint le niveau universitaire passe de 33 % à 27 % en 2018.

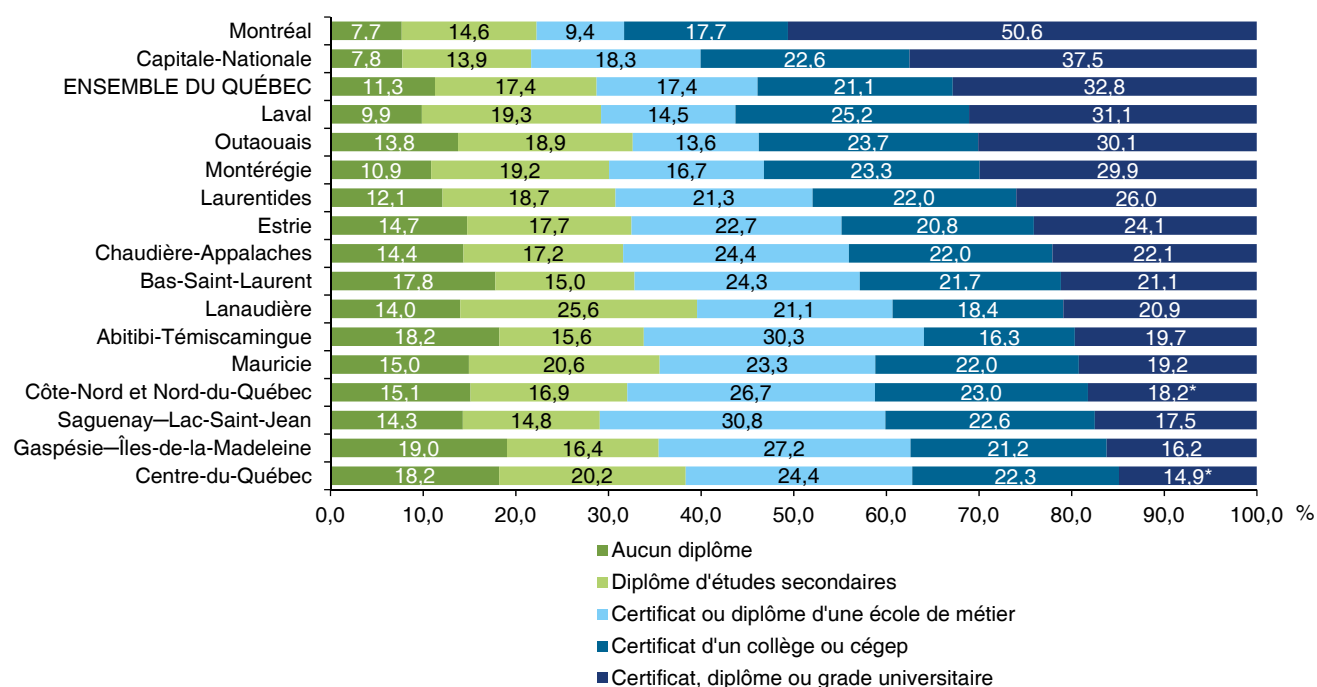
vivant au Québec en 2016 ont un certificat, un diplôme ou un grade universitaire, comparativement à 26 % des personnes non immigrantes². Il faut également prendre en considération la structure économique de la région et la présence de nombreuses institutions d'enseignement supérieur qui ont une incidence sur le niveau de scolarité élevé des résidents.

Après Montréal, les régions de la Capitale-Nationale (37,5 %), de Laval (31,1 %), de l'Outaouais (30,1 %) et de la Montérégie (29,9 %) présentent les plus importantes proportions de diplômés universitaires. Au moins une personne sur cinq détient un diplôme universitaire dans les régions des Laurentides (26 %), de l'Estrie (24,1 %), de la Chaudière-Appalaches (22,1 %), du Bas-Saint-Laurent (21,1 %) et de Lanaudière (20,9 %). Pour toutes les autres régions, cette proportion est inférieure à 20 %.

C'est à Montréal et dans la Capitale-Nationale que l'on observe les plus faibles pourcentages de personnes déclarant ne pas détenir de diplôme d'études secondaires (respectivement 7,7 % et 7,8 %). Les régions de Laval (9,9 %) et de la Montérégie (10,9 %) présentent aussi des proportions inférieures à ce qui est estimé pour l'ensemble du Québec (11,3 %). À l'opposé, les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (19,0 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (18,2 %) et du Centre-du-Québec (18,2 %) présentent les proportions les plus élevées. Il est important de mentionner que ces régions se caractérisent par des populations généralement plus âgées, présentant des profils moins scolarisés^{3,4}.

Figure 3.1.1

Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité déclaré, régions administratives et ensemble du Québec, 2018



* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale. Adaptée par l'Institut de la statistique du Québec.

2. Les personnes immigrantes totalisent le quart de l'ensemble des personnes de 24 à 64 ans ayant une scolarité de niveau universitaire au Québec en 2016, alors qu'elles ne représentent que 17 % de l'ensemble de ce groupe d'âge au Québec (Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec).

3. Par exemple, parmi la population de 25 à 64 ans, la proportion des personnes âgées de 45 à 64 ans se situe autour de 63 % en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine comparativement à 44 % à Montréal (INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2019), Estimations de la population des régions administratives selon le groupe d'âge et le sexe, âge médian et âge moyen, Québec, au 1^{er} juillet 2018, tableau disponible à l'adresse : [En ligne] www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/ra-groupe-age-sexe.xlsx).

4. D'après les données du recensement canadien de 2016, la répartition de la population selon le plus haut niveau de scolarité atteint et le groupe d'âge montre que les groupes plus âgés présentent une proportion plus élevée d'individus sans certificat, diplôme ou grade comparativement aux groupes plus jeunes (INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2018b), tableau 10.1.3).

Les écarts entre les régions semblent moins marqués en ce qui concerne la proportion de la population détenant un diplôme d'études secondaires par rapport à la moyenne provinciale (17,4 %), à l'exception de la région de Lanaudière où cette proportion atteint près de 26 %. La situation est assez similaire en ce qui a trait au certificat ou au diplôme de niveau collégial; la proportion varie de 16,3 % en Abitibi-Témiscamingue à 25,2 % pour la région de Laval.

Par contre, la situation est très différente en ce qui concerne le certificat ou le diplôme d'une école de métier et fait ressortir, à l'instar de la diplomation universitaire, les différences qui existent entre les régions. Pour les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue, 3 personnes sur 10 déclarent détenir un certificat ou un diplôme d'une école de métier comme plus haut niveau de scolarité. Pour les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, au moins une personne sur quatre déclare avoir atteint ce niveau (27 %). Seules les régions de Montréal (9,4 %), de l'Outaouais (13,6 %), de Laval (14,5 %), de la Montérégie (16,7 %) et de la Capitale-Nationale (18,3 %) présentent des proportions inférieures à 20 %. Comme ces dernières ont un poids démographique plus important, cela a pour effet de diminuer la proportion de la population du Québec ayant atteint ce niveau de scolarité⁵.

Le niveau de scolarité selon le sexe

Au Québec, les hommes se retrouvent plus souvent que les femmes parmi la population non diplômée (13,4 % c. 9,2 %), une situation qui prévaut pour la plupart des régions en 2018 ([tableau 3.1.1](#))⁶. Les régions où l'écart entre les hommes et les femmes est significatif sur le plan statistique sont le Bas-Saint-Laurent (23,0 % c. 12,6 %), l'Outaouais (16,9 % c. 10,7 %), l'Abitibi-Témiscamingue (22,0 % c. 14,0 %), la Chaudière-Appalaches (18,1 % c. 10,5 %) et la Montérégie (13,3 % c. 8,3 %). La région de la Capitale-Nationale, quant à elle, affiche un écart très faible entre les sexes (8,8 % c. 6,7 %).

On observe moins d'écart entre les proportions d'hommes et de femmes ayant obtenu un diplôme d'études secondaires pour l'ensemble du Québec (18,3 % c. 16,6 %). Les seules régions où l'on observe un écart significatif entre les hommes et les femmes sont les régions de Montréal (16,8 % c. 12,3 %) et de l'Outaouais (21,4 % c. 16,4 %).

Du côté des diplômés de niveau professionnel, les différences entre les sexes apparaissent plus clairement. Toutes régions confondues, les hommes tendent plus que les femmes à déclarer avoir atteint ce niveau de scolarité (20,2 % c. 14,5 %). Certaines régions présentent des contrastes particulièrement importants, soit la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (34,9 % c. 19,7 %), l'Abitibi-Témiscamingue (36,6 % c. 23,1 %), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (32,4 % c. 20,6 %), le Bas-Saint-Laurent (30,1 % c. 18,6 %) et le Saguenay-Lac-Saint-Jean (35,9 % c. 25,5 %). Comme chez les hommes, on retrouve les plus fortes proportions de femmes déclarant avoir obtenu un diplôme de niveau professionnel dans les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean (25,5 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (23,1 %). Fait intéressant, c'est dans les régions présentant les plus faibles proportions de diplômés professionnels que l'on observe les plus minces différences entre les sexes, notamment à Laval (15,0 % pour les hommes contre 14,0 % pour les femmes), en Outaouais (14,5 % c. 12,7 %) et à Montréal (10,4 % c. 8,5 %).

Au niveau collégial, les femmes sont plus susceptibles de déclarer détenir ce type de diplôme comparativement aux hommes (pour le Québec : 23,3 % c. 18,8 %), mais les différences ne sont pas aussi marquées qu'au niveau professionnel. D'ailleurs, les seules régions où ces différences sont significatives sont le Centre-du-Québec (27,7 % pour les femmes contre 17,1 %* pour les hommes), la Chaudière-Appalaches (25,7 % c. 18,4 %), l'Abitibi-Témiscamingue (20,1 % c. 12,9 %), la Mauricie (25,2 % c. 18,8 %), la Montérégie (26,1 % c. 20,5 %) et l'Estrie (23,5 % c. 18,1 %).

Comme au niveau collégial, les femmes tendent à être proportionnellement plus nombreuses que les hommes à détenir un certificat ou un diplôme de niveau universitaire dans l'ensemble du Québec (36,4 % c. 29,3 %). La plupart des régions présentent des écarts statistiquement significatifs entre les sexes, à l'exception des régions de la Mauricie, de l'Estrie, de la Côte-Nord et

5. Par exemple, lorsque l'on exclut Montréal du calcul pour la province, on constate que la proportion de la population ayant un certificat ou un diplôme d'une école de métier passe de 17,4 % à 20,2 %.

6. Cette proportion plus élevée d'hommes n'ayant aucun diplôme concorde d'ailleurs avec le taux de décrochage scolaire plus élevé des garçons (MEES, 2019).

du Nord-du-Québec, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et du Centre-du-Québec. La région de Laval présente le plus faible écart entre les hommes et les femmes (29,9 % c. 32,2 %), mais la région de Montréal présente les plus fortes proportions d'hommes et de femmes déclarant avoir atteint ce niveau de scolarité (47,5 % c. 53,8 %).

On sait que la grande majorité de la population ayant obtenu un diplôme universitaire en a obtenu un de premier grade, soit le baccalauréat. Les femmes sont généralement plus nombreuses que les hommes à être titulaires de ce type de diplôme. Dans l'ensemble, environ une personne âgée de 25 à 64 ans sur cinq au Québec (19,7 %) déclare avoir atteint ce niveau de scolarité en 2018, soit 22,0 % des femmes et 17,4 % des hommes. Concernant le diplôme ou le certificat universitaire supérieur au baccalauréat, les femmes sont aussi plus susceptibles que les hommes à déclarer l'avoir obtenu, mais l'écart entre les sexes est moindre (10,3 % c. 8,6 %).

Bibliographie

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2018a). *Le Bilan démographique du Québec. Édition 2018*, [En ligne], Québec, L'Institut, 174 p. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bilan2018.pdf].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2018b). *Panorama des régions du Québec. Édition 2018*, [En ligne], Québec, L'Institut, 259 p. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/panorama-regions-2018.pdf].

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MEES) [Québec] (2019). *Le taux de sorties sans diplôme ni qualification en formation générale des jeunes (décrochage scolaire)*, [En ligne], Québec, Gouvernement du Québec, 7 p. [www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/statistiques_info_decisionnelle/Methodologie-2016-2017.pdf].

STATISTIQUE CANADA (2016). *Classification du plus haut niveau de scolarité atteint*, [En ligne]. [www23.statcan.gc.ca/imdb/pUtil_f.pl?Function=getNote&Id=305734&NT=01].

Tableau 3.1.1

Proportion de la population de 25 à 64 ans selon le sexe et le plus haut certificat, diplôme ou grade déclaré, régions administratives et ensemble du Québec, 2018

	Unité	Total	Hommes	Femmes
Bas-Saint-Laurent	n	100 350	49 950	50 450
Aucun diplôme [†]	%	17,8	23,0	12,6
Diplôme d'études secondaires	%	15,0	14,1	15,9
Certificat ou diplôme d'une école de métier [†]	%	24,3	30,1	18,6
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	%	21,7	17,8	25,6
Certificat ou diplôme universitaire [†]	%	21,1	14,9	27,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	n	139 750	71 600	68 200
Aucun diplôme	%	14,3	15,8	12,7
Diplôme d'études secondaires	%	14,8	14,9	14,7
Certificat ou diplôme d'une école de métier [†]	%	30,8	35,9	25,5
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	%	22,6	20,3	25,1
Certificat ou diplôme universitaire [†]	%	17,5	13,2	22,0
Capitale-Nationale	n	408 050	203 400	204 600
Aucun diplôme	%	7,8	8,8	6,7
Diplôme d'études secondaires	%	13,9	14,5	13,3
Certificat ou diplôme d'une école de métier [†]	%	18,3	22,3	14,2
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	%	22,6	22,0	23,1
Certificat ou diplôme universitaire [†]	%	37,5	32,4	42,6
Mauricie	n	137 500	69 800	67 700
Aucun diplôme	%	15,0	16,7	13,1
Diplôme d'études secondaires	%	20,6	20,6	20,6
Certificat ou diplôme d'une école de métier [†]	%	23,3	27,6	18,9
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	%	22,0	18,8	25,2
Certificat ou diplôme universitaire	%	19,2	16,3	22,2
Estrie	n	166 100	84 750	81 300
Aucun diplôme	%	14,7	16,5	12,9
Diplôme d'études secondaires	%	17,7	18,6	16,9
Certificat ou diplôme d'une école de métier [†]	%	22,7	25,8	19,4
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	%	20,8	18,1	23,5
Certificat ou diplôme universitaire	%	24,1	20,9	27,3
Montréal	n	1 177 450	594 900	582 550
Aucun diplôme	%	7,7	9,1	6,2
Diplôme d'études secondaires [†]	%	14,6	16,8	12,3
Certificat ou diplôme d'une école de métier	%	9,4	10,4	8,5
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	%	17,7	16,2	19,2
Certificat ou diplôme universitaire [†]	%	50,6	47,5	53,8
Outaouais	n	219 500	108 200	111 250
Aucun diplôme [†]	%	13,8	16,9	10,7
Diplôme d'études secondaires [†]	%	18,9	21,4	16,4
Certificat ou diplôme d'une école de métier	%	13,6	14,5	12,7
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	%	23,7	21,5	25,8
Certificat ou diplôme universitaire [†]	%	30,1	25,7	34,3

Tableau 3.1.1 (suite)

Proportion de la population de 25 à 64 ans selon le sexe et le plus haut certificat, diplôme ou grade déclaré, régions administratives et ensemble du Québec, 2018

	Unité	Total	Hommes	Femmes
Abitibi-Témiscamingue	n	80 000	42 400	37 550
Aucun diplôme [†]	%	18,2	22,0	14,0
Diplôme d'études secondaires	%	15,6	14,7	16,6
Certificat ou diplôme d'une école de métier [†]	%	30,3	36,6	23,1
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	%	16,3	12,9	20,1
Certificat ou diplôme universitaire [†]	%	19,7	13,9	26,2
Côte-Nord et Nord-du-Québec	n	59 950	31 200	28 750
Aucun diplôme	%	15,1	16,3	13,9
Diplôme d'études secondaires	%	16,9	17,4	16,4
Certificat ou diplôme d'une école de métier [†]	%	26,7	32,4	20,6
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	%	23,0	19,3	27,0
Certificat ou diplôme universitaire	%	18,2 *	14,6 *	22,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	n	46 050	22 550	23 500
Aucun diplôme	%	19,0	22,1	16,2
Diplôme d'études secondaires	%	16,4	14,7	18,0
Certificat ou diplôme d'une école de métier [†]	%	27,2	34,9	19,7
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	%	21,2	17,2	25,0
Certificat ou diplôme universitaire [†]	%	16,2	11,1 *	21,1
Chaudière-Appalaches	n	218 900	112 050	106 850
Aucun diplôme [†]	%	14,4	18,1	10,5
Diplôme d'études secondaires	%	17,2	17,5	17,0
Certificat ou diplôme d'une école de métier [†]	%	24,4	27,6	20,9
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep [†]	%	22,0	18,4	25,7
Certificat ou diplôme universitaire [†]	%	22,1	18,4	25,9
Laval	n	239 800	121 650	118 150
Aucun diplôme	%	9,9	11,5	8,2 *
Diplôme d'études secondaires	%	19,3	18,7	20,0
Certificat ou diplôme d'une école de métier	%	14,5	15,0	14,0
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	%	25,2	24,9	25,6
Certificat ou diplôme universitaire	%	31,1	29,9	32,2
Lanaudière	n	274 700	138 850	135 850
Aucun diplôme	%	14,0	16,2	11,7 *
Diplôme d'études secondaires	%	25,6	24,8	26,4
Certificat ou diplôme d'une école de métier	%	21,1	24,6	17,6
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	%	18,4	16,7	20,2
Certificat ou diplôme universitaire	%	20,9	17,8 *	24,1
Laurentides	n	324 950	159 350	165 600
Aucun diplôme	%	12,1	13,9 *	10,4 *
Diplôme d'études secondaires	%	18,7	19,9	17,5
Certificat ou diplôme d'une école de métier	%	21,3	25,2	17,5
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep	%	22,0	18,5	25,4
Certificat ou diplôme universitaire	%	26,0	22,5	29,3

Tableau 3.1.1 (suite)

Proportion de la population de 25 à 64 ans selon le sexe et le plus haut certificat, diplôme ou grade déclaré, régions administratives et ensemble du Québec, 2018

	Unité	Total	Hommes	Femmes
Montérégie	n	824 900	417 200	407 700
Aucun diplôme†	%	10,9	13,3	8,3
Diplôme d'études secondaires	%	19,2	19,7	18,6
Certificat ou diplôme d'une école de métier†	%	16,7	19,9	13,5
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep†	%	23,3	20,5	26,1
Certificat ou diplôme universitaire†	%	29,9	26,5	33,4
Centre-du-Québec	n	125 150	63 350	61 800
Aucun diplôme	%	18,2	21,9	14,4 *
Diplôme d'études secondaires	%	20,2	19,9	20,4
Certificat ou diplôme d'une école de métier	%	24,4	29,1	19,6
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep†	%	22,3	17,1 *	27,7
Certificat ou diplôme universitaire	%	14,9 *	12,0 *	17,9 *
Ensemble du Québec	n	4 543 100	2 291 200	2 251 850
Aucun diplôme†	%	11,3	13,4	9,2
Diplôme d'études secondaires†	%	17,4	18,3	16,6
Certificat ou diplôme d'une école de métier†	%	17,4	20,2	14,5
Certificat ou diplôme d'un collège ou cégep†	%	21,1	18,8	23,3
Certificat ou diplôme universitaire† :	%	32,8	29,3	36,4
Certificat universitaire inférieur au baccalauréat†	%	3,7	3,3	4,2
Baccalauréat†	%	19,7	17,4	22,0
Diplôme ou certificat universitaire supérieur au baccalauréat†	%	9,4	8,6	10,3

† Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes observée à partir des intervalles de confiance calculés à un niveau de 95 %.

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale. Adaptée par l'Institut de la statistique du Québec.

3.2 Nombre de diplômés au baccalauréat

par Nathalie Deschênes, Direction des statistiques sociodémographiques

Les diplômés au baccalauréat considérés dans cette analyse correspondent aux personnes qui ont obtenu pour la première fois un baccalauréat dans un établissement universitaire du Québec au cours d'une année. Les données qui les concernent proviennent des fichiers administratifs du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. La présente analyse s'intéresse à une partie de ces nouveaux diplômés du baccalauréat, soit à ceux qui ont fait leurs études secondaires au Québec. Il s'agit des diplômés qui, selon les dossiers du ministère, ont été inscrits à l'enseignement secondaire au Québec¹. En 2017, soit la dernière année pour laquelle des données sont disponibles, 31 199 des 40 059 nouveaux diplômés du baccalauréat (77,9 %) ont ainsi étudié au Québec et sont donc inclus dans la population de référence. Les diplômés exclus (8 860 des 40 059 bacheliers en 2017, soit 22,1 %) correspondent à plusieurs cas de figure, dont ceux des étudiants étrangers et des étudiants canadiens n'ayant pas le statut de « résident du Québec »².

Les diplômés du baccalauréat de la population de référence sont classés selon leur région administrative de résidence au moment de leur dernière inscription en formation générale des jeunes (FGJ), une information géographique disponible dans environ 99,7 % des cas au cours de la période 2013-2017 (31 094 des 31 199 diplômés en 2017). Autrement, la région administrative de l'organisme³ où a été obtenu le premier diplôme secondaire est attribuée. Cette imputation porte le taux de réponse sur la région administrative de résidence au secondaire à plus de 99,9 % (31 189 des 31 199 diplômés en 2017). Les rares diplômés pour lesquels la région reste indéterminée (10 sur 31 199 en 2017) sont regroupés dans la catégorie « région indéterminée ».

Dans l'analyse qui suit, les termes « diplômés du baccalauréat » et « bacheliers » sont équivalents.

Les domaines d'études au baccalauréat se répartissent en quatre catégories : sciences de la santé, sciences pures et appliquées, sciences sociales et humaines (sciences humaines, lettres, droit, sciences de l'éducation, sciences de l'administration et arts) et études plurisectorielles.

Enfin, des révisions mineures ont été apportées aux données antérieures. Par conséquent, les données historiques présentées dans cette étude prévalent sur celles diffusées dans les éditions précédentes du *Panorama des régions du Québec*.

1. Cette population peut donc comprendre des diplômés ayant fréquenté un établissement d'enseignement secondaire au Québec, mais ayant terminé leurs études secondaires ailleurs, avant d'y revenir pour leurs études de baccalauréat. Le code permanent – code d'identification personnel qu'un étudiant fréquentant un établissement d'enseignement au Québec conserve tout au long de ses études – sert de clé d'appariement entre les dossiers du secondaire et ceux de l'universitaire.
2. En 2017, une proportion de 42,8 % des 8 860 diplômés exclus de la population de référence (c.-à-d. n'ayant pas fait leurs études secondaires au Québec) est constituée « d'étudiants étrangers », lesquels ne sont ni des « résidents du Québec » ni des « étudiants canadiens » ainsi définis au sens du Règlement sur la définition de résident du Québec de la Loi sur l'instruction publique ([chapitre I-13.3, article 455](#)); près du quart (24,6 %) est composé « d'étudiants canadiens », c'est-à-dire d'étudiants qui ne sont pas des résidents du Québec, mais qui sont soit citoyens canadiens, soit résidents permanents du Canada; la portion restante, soit près du tiers (32,6 %), est constituée de « résidents du Québec ».
3. La région administrative de l'organisme constitue une approximation satisfaisante de la région de résidence de l'étudiant au secondaire.

Vue d'ensemble des diplômés du baccalauréat en 2017 et évolution depuis 2013

En 2017, le nombre de nouveaux titulaires d'un baccalauréat ayant fait leurs études secondaires au Québec⁴ s'élève à 31 199. Au cours de la période 2013-2017, l'effectif de nouveaux diplômés tend à augmenter ([tableau 3.2.1](#)). Un léger bond de la diplomation survient entre 2015 et 2016, le nombre de nouveaux titulaires d'un baccalauréat augmentant de 3,5 % (+ 1 026 diplômés). Il s'agit là d'un accroissement supérieur au taux de croissance annuel moyen (TCAM) au cours de la période qui n'est que de + 1,4 %.

4. Ici et dorénavant dans le texte, nous convenons que les nouveaux diplômés du baccalauréat sont ceux qui ont fait leurs études secondaires au Québec.

L'augmentation du nombre de nouveaux bacheliers au cours de la période 2013-2017 se vérifie pour plusieurs régions administratives d'origine⁵ ([tableau 3.2.1](#)). La cadence de cette augmentation est cependant variable selon la région. Les taux d'accroissement annuels moyens des contingents de nouveaux bacheliers issus des Laurentides (+ 4,6 %), de Lanaudière (+ 3,3 %) et de Laval (+ 2,7 %) s'avèrent les plus élevés, si l'on fait abstraction de la région du Nord-du-Québec⁶. À l'inverse, on observe une décroissance des effectifs de nouveaux bacheliers originaires de la région du Bas-Saint-Laurent (– 2,6 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 1,4 %), de la Chaudière-Appalaches (– 0,8 %) et de la Côte-Nord (– 0,6 %).

Analyse différenciée selon le sexe

Chaque année de la période observée, les femmes représentent la majorité des nouveaux titulaires de baccalauréat, tant pour l'ensemble du Québec que pour chacune des régions ([tableau 3.2.2](#)). En 2017, 62,4 % des nouveaux diplômés sont ainsi des femmes à l'échelle du Québec. Fait à noter, la proportion de femmes parmi les diplômés originaires des régions de la Côte-Nord (77,1 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (72,2 %) est particulièrement élevée. Par ailleurs, seule la région de Montréal affiche une proportion de femmes inférieure à 60 % (59,3 %).

Sans égard à la région d'origine, le TCAM du nombre de diplômés du baccalauréat entre 2013 et 2017 est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (+ 1,7 % et + 0,8 %, respectivement).

Analyse différenciée selon le domaine d'études

Dans l'ensemble du Québec, en 2017, un peu plus de trois diplômés sur cinq (62,7 %) obtiennent un diplôme du domaine des sciences sociales et humaines ([figure 3.2.1](#)). Si l'on fait exception de la région du Nord-du-Québec⁷, la proportion de nouveaux diplômés ayant reçu une formation dans ce domaine est la plus élevée parmi les bacheliers qui proviennent de l'Outaouais (68,9 %; [tableau 3.2.3](#)) et la moins élevée parmi ceux originaires du Saguenay–Lac-Saint-Jean (58,3 %) et de la Capitale-Nationale (58,5 %). De 2013 à 2017, la croissance annuelle moyenne du nombre de diplômés des sciences sociales et humaines dans l'ensemble du Québec est peu élevée, soit de + 0,1 %. Les bacheliers de ce domaine dont l'effectif affiche la plus forte croissance annuelle moyenne entre 2013 et 2017 (+ 3,3 %), à l'exception de ceux venant du Nord-du-Québec⁸, viennent de la région des Laurentides. À l'opposé, la croissance annuelle moyenne du nombre de diplômés de ce domaine d'études est négative parmi ceux originaires de neuf régions, notamment celles du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 3,2 %) et du Bas-Saint-Laurent (– 2,7 %).

Les diplômés des sciences pures et appliquées constituent le second groupe en importance et représentent environ un diplômé sur cinq en 2017 à l'échelle du Québec (19,6 %). C'est dans les régions de Montréal (21,4 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (21,4 %) et de la Capitale-Nationale (21,3 %) que ces bacheliers sont plus nombreux en proportion, et sur la Côte-Nord (12,4 %) qu'ils sont les moins nombreux, si toutefois l'on fait exception de la région du Nord-du-Québec⁹. Entre 2013 et 2017, l'accroissement annuel moyen le plus élevé du nombre de diplômés de ce domaine études est observé parmi ceux qui proviennent de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 7,1 %). Au cours de la période, une décroissance survient dans trois régions. C'est parmi les diplômés originaires de la Côte-Nord qu'elle est la plus importante (– 13,2 %) suivis de ceux originaires du Bas-Saint-Laurent (– 6,3 %) et de la Chaudière-Appalaches (– 1,1 %). À l'échelle du Québec, une croissance annuelle moyenne de + 2,5 % est enregistrée.

5. Dans le présent texte, la « région d'origine » désigne toujours la région de résidence du diplômé au moment de ses études secondaires.

6. Le nombre peu élevé de nouveaux bacheliers provenant de cette région, d'une année à l'autre, entraîne une forte variabilité du TCAM, rendant cet indicateur moins pertinent pour les comparaisons interrégionales.

7. Le nombre particulièrement faible des nouveaux bacheliers provenant de cette région, d'une année à l'autre, entraîne des valeurs extrêmes (élevées ou faibles) concernant cette proportion.

8. Le nombre particulièrement faible des nouveaux bacheliers provenant de cette région, d'une année à l'autre, entraîne une forte variabilité du TCAM, ce qui rend cet indicateur moins pertinent pour les comparaisons interrégionales.

9. Voir la note 7.

Les titulaires d'un baccalauréat en sciences de la santé arrivent au troisième rang (14,6 %) au classement des bacheliers par domaines d'études pour l'ensemble du Québec. Selon leur région d'origine, leur présence parmi l'ensemble des diplômés varie entre 23,5 % (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine) et 9,7 % (Outaouais)¹⁰. De 2013 à 2017, les effectifs de bacheliers en sciences de la santé ont augmenté de 4,8 % en moyenne et la plus forte croissance annuelle moyenne est observée dans la région de la Côte-Nord (+ 15,5 %), si l'on exclut les bacheliers venant du Nord-du-Québec¹¹. À l'opposé, une décroissance annuelle moyenne est notée seulement dans la région de l'Outaouais (– 2,0 %).

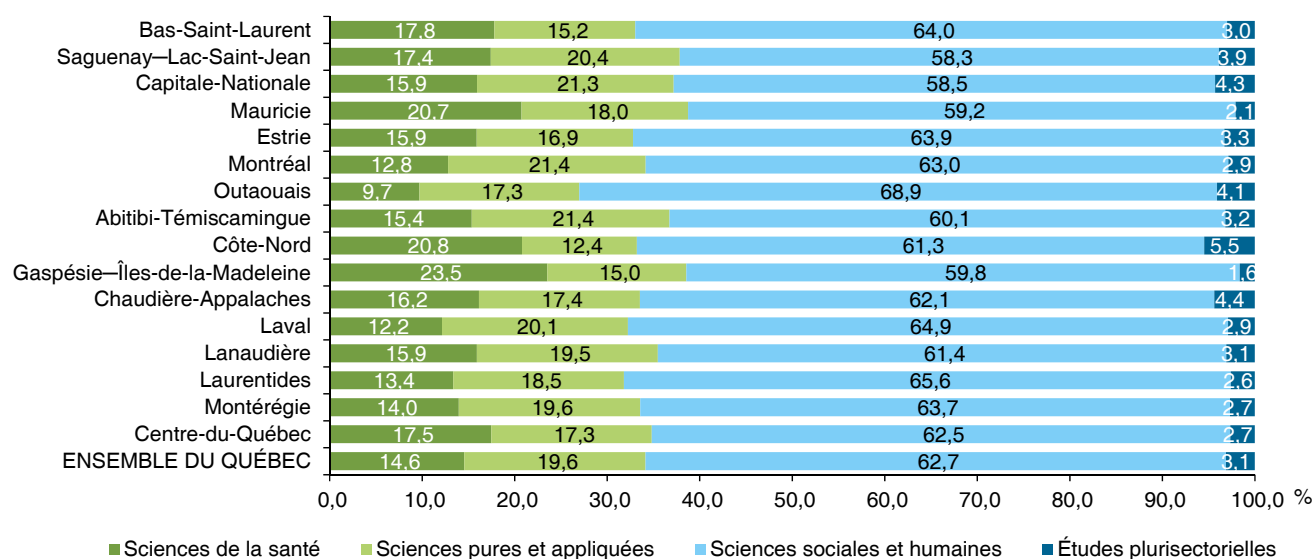
Enfin, relativement peu d'étudiants ont obtenu leur baccalauréat dans un domaine d'études plurisectorielles, soit 3,1 % pour l'ensemble du Québec. Seule la région de la Côte-Nord enregistre une proportion supérieure à 5 % à cet égard (5,5 %). Malgré ce faible nombre, les effectifs de bacheliers dans ce domaine ont tout de même augmenté de 6,3 % en moyenne annuellement de 2013 à 2017.

Analyse différenciée selon le sexe et le domaine d'études

À l'échelle du Québec, parmi les nouveaux titulaires d'un baccalauréat en 2017, une plus grande proportion de femmes que d'hommes obtiennent un baccalauréat du domaine des sciences sociales et humaines (67,5 % d'entre elles; 54,8 % d'entre eux) ou de celui des sciences de la santé (18,7 % d'entre elles; 7,8 % d'entre eux), alors que les hommes sont proportionnellement plus nombreux que les femmes à obtenir un baccalauréat dans le domaine des sciences pures et appliquées (34,8 % d'entre eux; 10,4 % d'entre elles) ([tableau 3.2.4](#)). Ces préférences à l'égard des domaines d'études selon le sexe s'observent dans toutes les régions administratives.

Figure 3.2.1

Distribution des diplômés au baccalauréat selon le domaine d'études¹, régions administratives de résidence^{2,3} en formation générale des jeunes (FGJ) et ensemble du Québec, 2017



1. Les distributions ont été calculées en excluant les diplômés pour lesquels les domaines d'études sont indéterminés. Le domaine d'études des bacheliers ayant obtenu deux baccalauréats dans la même année, ou encore un baccalauréat acquis par le cumul de certificats est considéré comme indéterminé.

2. Pour plus d'information concernant la définition de la région de résidence, voir l'encadré.

3. Les données de la région du Nord-du-Québec ne figurent pas en raison de la présence de données infimes dans la distribution.

Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2019.

10. Voir la note 7.

11. Voir la note 7.

Tableau 3.2.1

Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence¹ en formation générale des jeunes (FGJ), régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017

Région administrative	2013	2014	2015	2016	2017	Variation 2017 /2016	TCAM 2017 /2013	Part dans le Québec en 2017
	n					%		
Bas-Saint-Laurent	781	781	687	710	704	- 0,8	- 2,6	2,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 203	1 196	1 190	1 170	1 138	- 2,7	- 1,4	3,6
Capitale-Nationale	2 797	2 754	2 772	2 918	2 936	0,6	1,2	9,4
Mauricie	896	940	919	913	919	0,7	0,6	2,9
Estrie	1 077	1 136	1 164	1 117	1 125	0,7	1,1	3,6
Montréal	7 506	7 425	7 470	7 596	7 782	2,4	0,9	24,9
Outaouais	926	937	901	933	979	4,9	1,4	3,1
Abitibi-Témiscamingue	512	518	534	504	566	12,3	2,5	1,8
Côte-Nord	282	312	279	284	275	- 3,2	- 0,6	0,9
Nord-du-Québec	48	57	78	57	65	14,0	7,9	0,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	300	304	282	287	306	6,6	0,5	1,0
Chaudière-Appalaches	1 674	1 601	1 607	1 682	1 622	- 3,6	- 0,8	5,2
Laval	1 804	1 770	1 666	1 897	2 005	5,7	2,7	6,4
Lanaudière	1 477	1 465	1 547	1 663	1 684	1,3	3,3	5,4
Laurentides	1 807	1 830	1 966	2 133	2 160	1,3	4,6	6,9
Montréal	5 692	5 685	5 894	6 054	6 090	0,6	1,7	19,5
Centre-du-Québec	768	752	764	833	833	0,0	2,1	2,7
Région indéterminée	10	11	13	8	10	25,0	0,0	0,0
Ensemble du Québec	29 560	29 474	29 733	30 759	31 199	1,4	1,4	100,0

1. Pour plus d'information concernant la définition de la région de résidence, voir l'encadré.

Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2019.

Tableau 3.2.2

Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence¹ en formation générale des jeunes (FGJ) et selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017

	Hommes								
Région administrative	2013	2014	2015	2016	2017	Variation 2017 /2016	TCAM 2017 /2013	Part des hommes diplômés dans la région en 2017	
	n					%			
Bas-Saint-Laurent	281	273	226	235	224	− 4,7	− 5,5	31,8	
Saguenay–Lac-Saint-Jean	465	457	440	418	426	1,9	− 2,2	37,4	
Capitale-Nationale	1 129	1 062	1 097	1 104	1 148	4,0	0,4	39,1	
Mauricie	298	369	337	320	367	14,7	5,3	39,9	
Estrie	419	400	406	417	399	− 4,3	− 1,2	35,5	
Montréal	3 122	3 006	3 048	3 139	3 166	0,9	0,4	40,7	
Outaouais	335	350	342	362	373	3,0	2,7	38,1	
Abitibi-Témiscamingue	183	188	164	157	198	26,1	2,0	35,0	
Côte-Nord	101	97	105	74	63	− 14,9	− 11,1	22,9	
Nord-du-Québec	17	20	26	21	19	− 9,5	2,8	29,2	
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	82	100	77	77	85	10,4	0,9	27,8	
Chaudière-Appalaches	633	555	581	617	554	− 10,2	− 3,3	34,2	
Laval	690	686	649	724	758	4,7	2,4	37,8	
Lanaudière	541	488	566	595	618	3,9	3,4	36,7	
Laurentides	614	631	691	777	718	− 7,6	4,0	33,2	
Montréal	2 160	2 176	2 164	2 250	2 326	3,4	1,9	38,2	
Centre-du-Québec	306	285	301	294	299	1,7	− 0,6	35,9	
Région indéterminée	5	..	6	..	..	...	...	...	
Ensemble du Québec	11 381	11 147	11 226	11 584	11 745	1,4	0,8	37,6	
	Femmes								
Région administrative	2013	2014	2015	2016	2017	Variation 2017 /2016	TCAM 2017 /2013	Part des femmes diplômées dans la région en 2017	
	n					%			
Bas-Saint-Laurent	500	508	461	475	480	1,1	− 1,0	68,2	
Saguenay–Lac-Saint-Jean	736	739	750	752	712	− 5,3	− 0,8	62,6	
Capitale-Nationale	1 668	1 692	1 675	1 814	1 788	− 1,4	1,8	60,9	
Mauricie	598	571	582	593	552	− 6,9	− 2,0	60,1	
Estrie	658	736	758	700	726	3,7	2,5	64,5	
Montréal	4 384	4 419	4 422	4 457	4 616	3,6	1,3	59,3	
Outaouais	591	587	559	571	606	6,1	0,6	61,9	
Abitibi-Témiscamingue	329	330	370	347	368	6,1	2,8	65,0	
Côte-Nord	181	215	174	210	212	1,0	4,0	77,1	
Nord-du-Québec	31	37	52	36	46	27,8	10,4	70,8	
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	218	204	205	210	221	5,2	0,3	72,2	
Chaudière-Appalaches	1 043	1 046	1 026	1 065	1 068	0,3	0,6	65,8	
Laval	1 114	1 084	1 017	1 173	1 247	6,3	2,9	62,2	
Lanaudière	936	977	981	1 068	1 066	− 0,2	3,3	63,3	
Laurentides	1 193	1 199	1 275	1 356	1 442	6,3	4,9	66,8	
Montréal	3 532	3 509	3 730	3 804	3 764	− 1,1	1,6	61,8	
Centre-du-Québec	462	467	463	539	534	− 0,9	3,7	64,1	
Région indéterminée	5	..	7	..	..	..	..	...	
Ensemble du Québec	18 179	18 327	18 507	19 175	19 454	1,5	1,7	62,4	

1. Pour plus d'information concernant la définition de la région de résidence, voir l'encadré.

Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2019.

Tableau 3.2.3

Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence¹ en formation générale des jeunes (FGJ) et le domaine d'études², régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017

Région administrative	Sciences de la santé			Sciences pures et appliquées		
	2017	Variation 2017/2016	TCAM 2017/2013	2017	Variation 2017/2016	TCAM 2017/2013
	n	%		n	%	
Bas-Saint-Laurent	125	- 15,5	0,6	107	- 5,3	- 6,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	198	- 13,9	1,2	232	8,4	0,7
Capitale-Nationale	467	3,3	8,3	623	11,4	2,7
Mauricie	190	10,5	4,2	165	7,8	3,3
Estrie	179	11,9	2,8	190	- 6,4	4,4
Montréal	996	- 1,2	4,0	1 660	8,8	2,9
Outaouais	95	- 12,0	- 2,0	169	15,8	5,2
Abitibi-Témiscamingue	87	26,1	1,2	121	36,0	7,1
Côte-Nord	57	21,3	15,5	34	- 39,3	- 13,2
Nord-du-Québec	12	..	..	7	- 12,5	0,0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	72	16,1	6,0	46	12,2	4,9
Chaudière-Appalaches	262	- 6,8	2,0	282	- 9,9	- 1,1
Laval	243	- 4,3	3,3	402	12,0	6,2
Lanaudière	268	11,7	8,0	329	17,1	4,1
Laurentides	288	- 6,5	8,3	398	- 0,5	5,9
Montérégie	850	15,5	5,7	1 193	1,9	0,8
Centre-du-Québec	145	9,0	6,9	144	5,1	3,8
Région indéterminée	..	..	..	..	..	..
Ensemble du Québec	4 536	2,8	4,8	6 103	5,8	2,5
Région administrative	Sciences sociales et humaines			Études plurisectorielles		
	2017	Variation 2017/2016	TCAM 2017/2013	2017	Variation 2017/2016	TCAM 2017/2013
	n	%		n	%	
Bas-Saint-Laurent	449	4,7	- 2,7	21	10,5	2,5
Saguenay-Lac-Saint-Jean	662	- 3,6	- 3,2	44	12,8	9,1
Capitale-Nationale	1 715	- 4,0	- 0,9	126	5,9	2,8
Mauricie	542	- 4,2	- 1,0	19	0,0	- 6,6
Estrie	719	0,7	- 0,2	37	- 5,1	2,9
Montréal	4 897	0,8	- 0,4	222	15,0	5,7
Outaouais	674	4,8	0,5	40	14,3	13,6
Abitibi-Témiscamingue	340	4,0	1,1	18	0,0	13,1
Côte-Nord	168	- 0,6	- 2,1	15	36,4	21,0
Nord-du-Québec	45	2,3	7,3	..	..	..
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	183	5,2	- 1,7	5	- 50,0	- 13,7
Chaudière-Appalaches	1 007	- 3,0	- 1,9	71	44,9	12,1
Laval	1 297	6,1	1,1	58	- 4,9	15,1
Lanaudière	1 034	- 5,7	1,9	52	30,0	7,5
Laurentides	1 414	3,1	3,3	56	14,3	8,8
Montérégie	3 877	- 1,8	1,1	163	- 14,7	7,1
Centre-du-Québec	519	- 3,7	0,5	22	- 8,3	- 3,1
Région indéterminée	7	75,0	0,0	..	..	..
Ensemble du Québec	19 549	- 0,4	0,1	970	5,5	6,3

1. Pour plus d'information concernant la définition de la région de résidence, voir l'encadré.

2. Le domaine d'étude des bacheliers ayant obtenu deux baccalauréats dans la même année, ou encore un baccalauréat acquis par cumul de certificats, est considéré comme indéterminé. Ces bacheliers sont exclus du présent tableau. La somme des effectifs des quatre domaines d'études peut donc ne pas correspondre à l'effectif total des tableaux précédents.

Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2019.

Tableau 3.2.4

Répartition des diplômés au baccalauréat selon le domaine d'études¹, la région administrative de résidence² en formation générale des jeunes (FGJ) et le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2017

	Hommes - Domaines d'études					Femmes - Domaines d'études				
	Sciences de la santé	Sciences pures et appliquées	Sciences sociales et humaines	Études plurisectorielles	Total	Sciences de la santé	Sciences pures et appliquées	Sciences sociales et humaines	Études plurisectorielles	Total
	%									
Bas-Saint-Laurent	9,0	33,2	55,6	2,2	100,0	21,9	6,9	67,8	3,3	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7,3	39,4	50,5	2,8	100,0	23,5	9,1	62,9	4,5	100,0
Capitale-Nationale	8,8	36,8	50,6	3,8	100,0	20,5	11,3	63,6	4,6	100,0
Mauricie	9,6	34,0	55,1	1,4	100,0	28,1	7,4	61,9	2,5	100,0
Estrie	8,3	30,8	58,1	2,8	100,0	20,1	9,2	67,1	3,6	100,0
Montréal	8,3	33,3	55,8	2,6	100,0	15,9	13,2	67,9	3,0	100,0
Outaouais	6,2	35,7	55,2	2,9	100,0	11,9	6,0	77,4	4,8	100,0
Abitibi-Témiscamingue	7,1	41,4	49,5	..	100,0	19,8	10,6	65,8	3,8	100,0
Côte-Nord	7,9	36,5	49,2	..	100,0	24,6	5,2	64,9	5,2	100,0
Nord-du-Québec	..	31,6	57,9	..	100,0	21,7	..	73,9	..	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	14,1	37,6	47,1	..	100,0	27,1	6,3	64,7	1,8	100,0
Chaudière-Appalaches	7,9	34,5	53,2	4,3	100,0	20,4	8,5	66,7	4,4	100,0
Laval	8,2	31,5	58,3	2,0	100,0	14,5	13,2	68,8	3,5	100,0
Lanaudière	6,5	36,9	53,2	3,4	100,0	21,4	9,5	66,2	2,9	100,0
Laurentides	5,6	37,8	55,0	1,7	100,0	17,2	8,8	70,9	3,1	100,0
Montérégie	7,0	35,0	55,6	2,5	100,0	18,3	10,1	68,8	2,8	100,0
Centre-du-Québec	7,7	33,6	57,4	..	100,0	22,9	8,3	65,4	3,4	100,0
Région indéterminée	..	..	..	..	100,0	..	..	..	..	100,0
Ensemble du Québec	7,8	34,8	54,8	2,7	100,0	18,7	10,4	67,5	3,4	100,0

1. Les distributions ont été calculées en excluant les diplômés pour lesquels les domaines d'études sont indéterminés. Le domaine d'études des bacheliers ayant obtenu deux baccalauréats la même année, ou encore un baccalauréat acquis par cumul de certificats, est considéré comme indéterminé.

2. Pour plus d'information concernant la définition de la région de résidence, voir l'encadré.

Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2019.

4. Marché du travail

par Marc-André Demers, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

Note méthodologique

Les données présentées dans ce chapitre sont des estimations tirées de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada et sont fondées sur un échantillon. Les estimations régionales sont sujettes à une plus grande variabilité que les tendances observées sur des territoires plus grands (provinces, Canada). Des tests statistiques ont été réalisés avec un niveau de confiance de 95 % afin de vérifier si les différences étaient significatives. Seules les variations statistiquement significatives sont présentées dans l'analyse.

Les données de l'*Enquête sur la population active* estiment le nombre de personnes en chômage et en emploi dans différents territoires, selon le lieu de résidence des répondants (et non selon leur lieu de travail). À titre d'exemple, le chiffre sur l'emploi indique le nombre d'habitants de la région qui occupent un emploi, sans préciser si l'emploi occupé se situe dans la même région ou dans une autre. Pour plus d'information, se référer à la publication [Guide de l'Enquête sur la population active](#) de Statistique Canada (numéro 71-543-G au catalogue, section 7 : *Qualité des données*).

Il est à noter que les régions administratives de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison de la petite taille de leur population.

Ce chapitre présente le portrait du marché du travail dans l'ensemble du Québec et dans les différentes régions administratives pour la période de 2008 à 2018.

En 2018, le nombre d'emplois au Québec augmente de 38 900 (+ 0,9 %) en moyenne par rapport à 2017 et atteint 4 262 200. La hausse de l'emploi profite surtout aux femmes (+ 27 000) et aux travailleurs de 15 à 29 ans (+ 27 500). L'emploi à temps plein¹ progresse de 61 300. Le secteur des services est en hausse (+ 35 800), alors que celui des biens varie peu. Le taux d'emploi s'élève à 61,0 % en 2018, soit le même niveau qu'en 2008.

En 2018, on dénombre 379 500 emplois (+ 9,8 %) de plus qu'en 2008 dans l'économie québécoise. La croissance de l'emploi se répartit en parts presque identiques entre les hommes (+ 189 200) et les femmes (+ 190 300). Près de 85 % de la progression de l'emploi de 2008 à 2018 est attribuable à l'emploi à temps plein (+ 319 500). Une bonne partie de la hausse concerne les personnes de 30 ans et plus (+ 360 500). Le secteur des services enregistre une hausse de l'emploi (+ 400 100), alors que celui des biens varie peu (– 20 600). Au cours des dix dernières années, le taux de chômage a fléchi de 1,7 point de pourcentage pour se fixer à 5,5 % en 2018.

1. Pour des explications, voir la section [Concepts et définitions](#), à la fin de ce document.

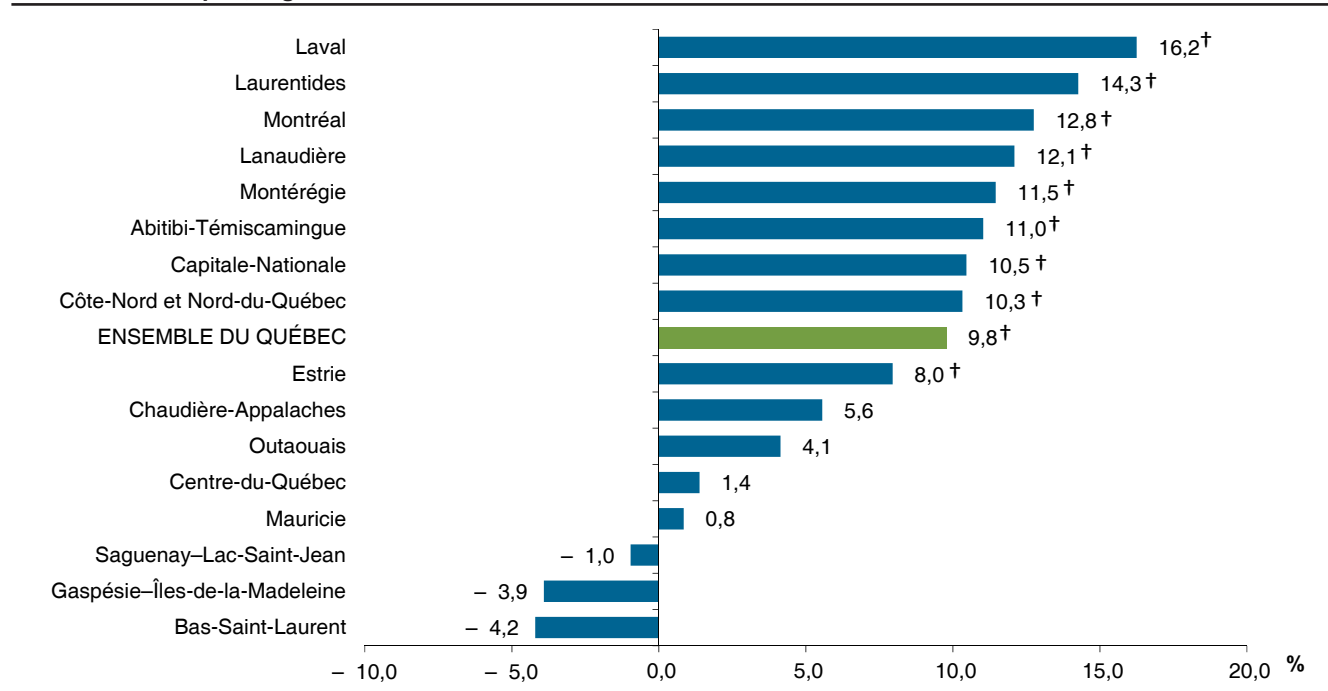
La croissance de l'emploi s'est concentrée dans les régions de Montréal et de la Montérégie entre 2008 et 2018

En 2018, l'emploi affiche, par rapport à 2017, des variations se situant entre – 8 600 et + 22 600 dans les régions administratives du Québec; toutefois, ces variations ne sont pas statistiquement significatives.

Au cours de la période 2008-2018, la majorité des régions ont affiché une croissance de l'emploi. Un peu plus de la moitié de la hausse de l'emploi au Québec durant cette période a eu lieu à Montréal (+ 119 700) et en Montérégie (+ 82 700). Les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Mauricie, du Centre-du-Québec, de l'Outaouais et de la Chaudière-Appalaches ont enregistré une faible variation.

Figure 4.1

Variation de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, de 2008 à 2018



[†] : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

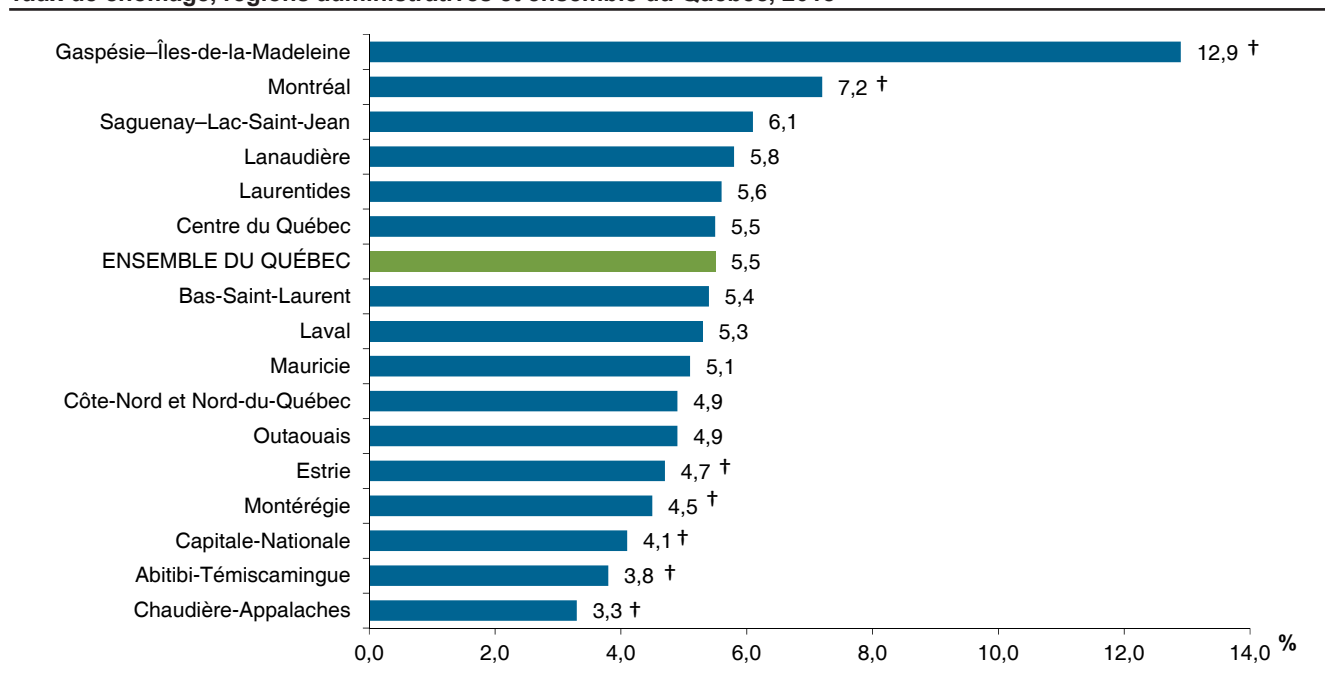
Le taux de chômage a fléchi dans plusieurs régions entre 2008 et 2018

En 2018, on estime que les régions du Québec affichent un taux de chômage se situant entre 3,3 % et 12,9 %. Par rapport à 2017, le taux de chômage recule uniquement en Abitibi-Témiscamingue (– 1,3 point de pourcentage). La Capitale-Nationale (4,1 %), la Chaudière-Appalaches (3,3 %), la Montérégie (4,5 %), l'Estrie (4,7 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (3,8 %) ont un taux de chômage inférieur au taux québécois (5,5 %). À l'opposé, la région de Montréal (7,2 %) ainsi que celle de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (12,9 %) présentent un taux plus élevé. Pour les autres régions, le taux de chômage n'est pas statistiquement différent de celui de l'ensemble du Québec.

Le taux de chômage a fléchi dans la plupart des régions par rapport à 2008, la plus forte baisse s'observant dans le regroupement « Côte-Nord et Nord-du-Québec » (– 6,1 points de pourcentage) ainsi que dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (– 4,6 points).

Figure 4.2

Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2018



† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

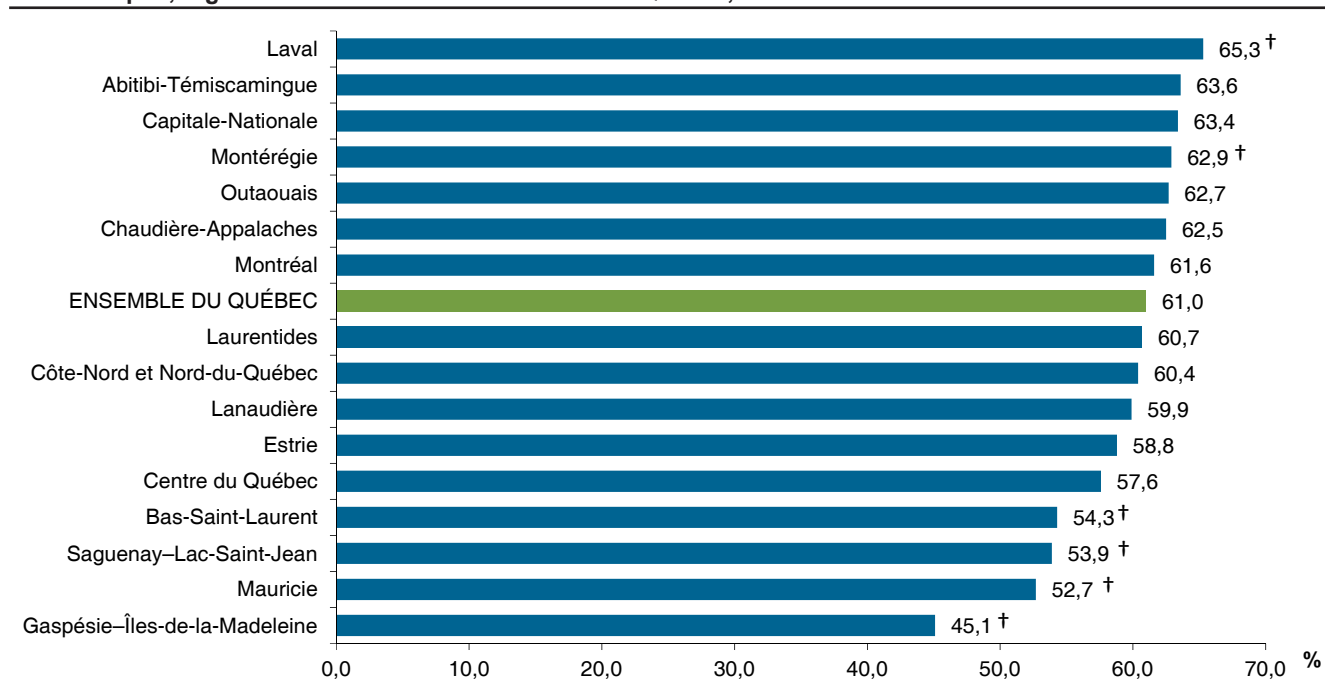
Le taux d'emploi de l'Outaouais a diminué entre 2008 et 2018

En 2018, le taux d'emploi s'élève de 45,1 % à 65,3 % dans les régions du Québec. Le taux d'emploi de Laval (65,3 %) et de la Montérégie (62,9 %) est supérieur à celui de l'ensemble du Québec, alors que celui du Bas-Saint-Laurent (54,3 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (53,9 %), de la Mauricie (52,7 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (45,1 %) est inférieur au taux québécois.

Au cours de la période 2008-2018, les taux d'emploi des différentes régions ont enregistré des variations se situant entre – 4,5 et + 6,2 points de pourcentage. La seule variation significative s'observe en Outaouais où l'on note une diminution de 4,5 points de pourcentage.

Figure 4.3

Taux d'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2018



[†] : Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1

Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2018

Région administrative	2008	2014	2015	2016	2017	2018	Part du temps partiel en 2018	2018-2017		2018-2008	
								Écart	Variation	Écart	Variation
k							%	k	%	k	%
Bas-Saint-Laurent	95,2	85,1	84,5	86,9	84,5	91,2		6,7	7,9	- 4,0	- 4,2
Temps plein	76,1	67,7	69,2	72,3	67,2	73,7		6,5	9,7	- 2,4	- 3,2
Temps partiel	19,0	17,4	15,3	14,7	17,4	17,5	19,2	0,1	0,6	- 1,5	- 7,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	125,3	127,0	128,3	126,7	129,1	124,1		- 5,0	- 3,9	- 1,2	- 1,0
Temps plein	96,5	99,4	104,2	99,6	104,9	99,1		- 5,8	- 5,5	2,6	2,7
Temps partiel	28,8	27,6	24,2	27,1	24,3	25,1	20,2	0,8	3,3	- 3,7	- 12,8
Capitale-Nationale	360,3	388,7	400,9	405,7	404,8	398,0		- 6,8	- 1,7	37,7	10,5 [†]
Temps plein	290,8	310,3	319,3	325,4	335,7	326,8		- 8,9	- 2,7	36,0	12,4 [†]
Temps partiel	69,5	78,4	81,5	80,3	69,0	71,2	17,9	2,2	3,2	1,7	2,4
Mauricie	117,9	114,9	116,4	121,2	119,8	118,9		- 0,9	- 0,8	1,0	0,8
Temps plein	95,1	88,0	93,1	95,0	95,1	93,1		- 2,0	- 2,1	- 2,0	- 2,1
Temps partiel	22,8	26,9	23,3	26,1	24,8	25,8	21,7	1,0	4,0	3,0	13,2
Estrie	149,6	155,8	153,7	153,0	156,5	161,5		5,0	3,2	11,9	8,0 [†]
Temps plein	117,9	120,1	121,2	120,7	122,6	128,3		5,7	4,6	10,4	8,8 [†]
Temps partiel	31,6	35,7	32,5	32,4	33,9	33,1	20,5	- 0,8	- 2,4	1,5	4,7
Montréal	938,8	947,3	969,0	997,0	1 035,9	1 058,5		22,6	2,2	119,7	12,8 [†]
Temps plein	757,8	745,6	770,7	799,4	833,8	869,5		35,7	4,3	111,7	14,7 [†]
Temps partiel	181,0	201,7	198,3	197,6	202,1	189,0	17,9	- 13,1	- 6,5	8,0	4,4
Outaouais	195,6	192,6	200,2	198,7	200,8	203,7		2,9	1,4	8,1	4,1
Temps plein	161,4	160,2	165,9	165,4	169,3	170,0		0,7	0,4	8,6	5,3
Temps partiel	34,2	32,4	34,3	33,2	31,6	33,7	16,5	2,1	6,6	- 0,5	- 1,5
Abitibi-Témiscamingue	68,9	74,7	70,6	73,1	75,1	76,5		1,4	1,9	7,6	11,0 [†]
Temps plein	56,6	61,5	58,3	59,1	61,5	63,1		1,6	2,6	6,5	11,5 [†]
Temps partiel	12,2	13,2	12,3	14,0	13,6	13,5	17,6	- 0,1	- 0,7	1,3	10,7
Côte-Nord et Nord-du-Québec	49,4	48,9	50,6	53,9	54,9	54,5		- 0,4	- 0,7	5,1	10,3 [†]
Temps plein	40,8	40,6	42,0	45,0	45,9	45,5		- 0,4	- 0,9	4,7	11,5
Temps partiel	8,7	8,3	8,6	8,9	9,0	9,1	16,7	0,1	1,1	0,4	4,6
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	35,8	37,4	35,9	35,2	37,1	34,4		- 2,7	- 7,3	- 1,4	- 3,9
Temps plein	30,0	30,3	30,2	29,2	31,5	28,0		- 3,5	- 11,1	- 2,0	- 6,7
Temps partiel	5,8	7,1	5,8	5,9	5,6	6,4	18,6	0,8	14,3	0,6	10,3
Chaudière-Appalaches	208,7	223,4	218,7	215,2	214,3	220,3		6,0	2,8	11,6	5,6
Temps plein	169,6	178,7	175,5	176,5	174,4	181,3		6,9	4,0	11,7	6,9
Temps partiel	39,0	44,7	43,2	38,7	39,9	39,0	17,7	- 0,9	- 2,3	0,0	0,0
Laval	203,7	226,9	209,1	212,3	219,7	236,8		17,1	7,8	33,1	16,2 [†]
Temps plein	166,0	176,3	168,0	166,9	176,2	190,3		14,1	8,0	24,3	14,6 [†]
Temps partiel	37,7	50,6	41,1	45,4	43,6	46,5	19,6	2,9	6,7	8,8	23,3
Lanaudière	224,9	245,9	254,9	248,8	260,7	252,1		- 8,6	- 3,3	27,2	12,1 [†]
Temps plein	185,7	200,6	203,6	206,4	214,2	205,2		- 9,0	- 4,2	19,5	10,5
Temps partiel	39,2	45,3	51,3	42,4	46,5	46,9	18,6	0,4	0,9	7,7	19,6
Laurentides	271,3	295,2	311,8	310,4	304,5	310,0		5,5	1,8	38,7	14,3 [†]
Temps plein	219,9	240,7	244,8	249,5	232,2	251,2		19,0	8,2	31,3	14,2 [†]
Temps partiel	51,4	54,5	66,9	60,9	72,2	58,8	19,0	- 13,4	- 18,6 [†]	7,4	14,4
Montréal	721,9	784,8	776,1	772,3	804,6	804,6		0,0	0,0	82,7	11,5 [†]
Temps plein	594,5	635,4	630,7	634,9	649,9	653,3		3,4	0,5	58,8	9,9 [†]
Temps partiel	127,4	149,4	145,5	137,3	154,7	151,4	18,8	- 3,3	- 2,1	24,0	18,8 [†]
Centre-du-Québec	115,4	111,2	116,4	122,9	120,8	117,0		- 3,8	- 3,1	1,6	1,4
Temps plein	92,4	90,0	93,8	98,7	95,1	92,4		- 2,7	- 2,8	0,0	0,0
Temps partiel	23,0	21,2	22,7	24,2	25,7	24,6	21,0	- 1,1	- 4,3	1,6	7,0
Ensemble du Québec	3 882,7	4 059,7	4 097,0	4 133,1	4 223,3	4 262,2		38,9	0,9 [†]	379,5	9,8 [†]
Temps plein	3 151,2	3 245,3	3 290,3	3 344,0	3 409,4	3 470,7		61,3	1,8 [†]	319,5	10,1 [†]
Temps partiel	731,5	814,4	806,7	789,1	813,8	791,5	18,6	- 22,3	- 2,7	60,0	8,2 [†]

† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.2

Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2018

Région administrative	2008	2014	2015	2016	2017	2018	Part des femmes en 2018	2018-2017		2018-2008	
								Écart	Variation	Écart	Variation
k							%	k	%	k	%
Bas-Saint-Laurent	95,2	85,1	84,5	86,9	84,5	91,2		6,7	7,9	-4,0	-4,2
Hommes	49,4	42,4	41,9	44,5	43,4	47,3		3,9	9,0	-2,1	-4,3
Femmes	45,7	42,7	42,7	42,4	41,1	43,8	48,1	2,7	6,6	-1,9	-4,2
Saguenay-Lac-Saint-Jean	125,3	127,0	128,3	126,7	129,1	124,1		-5,0	-3,9	-1,2	-1,0
Hommes	68,6	68,5	68,8	67,7	69,1	64,8		-4,3	-6,2	-3,8	-5,5
Femmes	56,7	58,6	59,6	59,0	60,0	59,3	47,8	-0,7	-1,2	2,6	4,6
Capitale-Nationale	360,3	388,7	400,9	405,7	404,8	398,0		-6,8	-1,7	37,7	10,5 [†]
Hommes	182,7	196,6	200,5	209,4	209,8	208,7		-1,1	-0,5	26,0	14,2 [†]
Femmes	177,6	192,1	200,4	196,3	195,0	189,4	47,6	-5,6	-2,9	11,8	6,6
Mauricie	117,9	114,9	116,4	121,2	119,8	118,9		-0,9	-0,8	1,0	0,8
Hommes	60,6	59,9	63,0	61,7	60,9	64,3		3,4	5,6	3,7	6,1
Femmes	57,4	54,9	53,4	59,5	59,0	54,6	45,9	-4,4	-7,5	-2,8	-4,9
Estrie	149,6	155,8	153,7	153,0	156,5	161,5		5,0	3,2	11,9	8,0 [†]
Hommes	78,3	77,5	79,3	78,2	81,6	86,0		4,4	5,4 [†]	7,7	9,8 [†]
Femmes	71,3	78,3	74,4	74,8	74,9	75,4	46,7	0,5	0,7	4,1	5,8
Montréal	938,8	947,3	969,0	997,0	1 035,9	1 058,5		22,6	2,2	119,7	12,8 [†]
Hommes	502,4	495,5	518,5	515,3	544,9	545,7		0,8	0,1	43,3	8,6
Femmes	436,4	451,8	450,5	481,6	491,0	512,8	48,4	21,8	4,4	76,4	17,5 [†]
Outaouais	195,6	192,6	200,2	198,7	200,8	203,7		2,9	1,4	8,1	4,1
Hommes	99,8	99,2	102,6	101,2	102,2	104,1		1,9	1,9	4,3	4,3
Femmes	95,8	93,4	97,5	97,5	98,7	99,5	48,9	0,8	0,8	3,7	3,9
Abitibi-Témiscamingue	68,9	74,7	70,6	73,1	75,1	76,5		1,4	1,9	7,6	11,0 [†]
Hommes	36,2	40,3	37,4	39,7	40,9	42,5		1,6	3,9	6,3	17,4 [†]
Femmes	32,7	34,4	33,2	33,4	34,2	34,0	44,4	-0,2	-0,6	1,3	4,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec	49,4	48,9	50,6	53,9	54,9	54,5		-0,4	-0,7	5,1	10,3 [†]
Hommes	26,6	25,4	26,5	28,7	29,6	29,2		-0,4	-1,4	2,6	9,8
Femmes	22,9	23,6	24,1	25,2	25,3	25,3	46,4	0,0	0,0	2,4	10,5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	35,8	37,4	35,9	35,2	37,1	34,4		-2,7	-7,3	-1,4	-3,9
Hommes	16,9	17,9	17,5	17,1	18,3	16,4		-1,9	-10,4	-0,5	-3,0
Femmes	18,9	19,5	18,5	18,1	18,8	18,0	52,3	-0,8	-4,3	-0,9	-4,8
Chaudière-Appalaches	208,7	223,4	218,7	215,2	214,3	220,3		6,0	2,8	11,6	5,6
Hommes	109,3	116,1	114,3	112,0	112,6	116,3		3,7	3,3	7,0	6,4
Femmes	99,3	107,2	104,4	103,1	101,7	104,0	47,2	2,3	2,3	4,7	4,7
Laval	203,7	226,9	209,1	212,3	219,7	236,8		17,1	7,8	33,1	16,2 [†]
Hommes	102,0	113,5	111,8	106,7	115,1	127,7		12,6	10,9 [†]	25,7	25,2 [†]
Femmes	101,7	113,4	97,3	105,5	104,7	109,1	46,1	4,4	4,2	7,4	7,3
Lanaudière	224,9	245,9	254,9	248,8	260,7	252,1		-8,6	-3,3	27,2	12,1 [†]
Hommes	119,4	129,5	133,3	131,6	138,6	133,6		-5,0	-3,6	14,2	11,9 [†]
Femmes	105,5	116,5	121,6	117,2	122,2	118,5	47,0	-3,7	-3,0	13,0	12,3 [†]
Laurentides	271,3	295,2	311,8	310,4	304,5	310,0		5,5	1,8	38,7	14,3 [†]
Hommes	146,1	160,3	159,5	161,9	158,3	157,3		-1,0	-0,6	11,2	7,7
Femmes	125,2	134,9	152,3	148,4	146,2	152,7	49,3	6,5	4,4	27,5	22,0 [†]
Montréalégie	721,9	784,8	776,1	772,3	804,6	804,6		0,0	0,0	82,7	11,5 [†]
Hommes	377,3	403,5	399,8	407,7	426,8	416,9		-9,9	-2,3	39,6	10,5
Femmes	344,6	381,3	376,4	364,6	377,8	387,8	48,2	10,0	2,6	43,2	12,5
Centre-du-Québec	115,4	111,2	116,4	122,9	120,8	117,0		-3,8	-3,1	1,6	1,4
Hommes	60,5	60,2	62,5	65,1	61,3	64,3		3,0	4,9	3,8	6,3 [†]
Femmes	55,0	51,0	54,0	57,8	59,5	52,7	45,0	-6,8	-11,4 [†]	-2,3	-4,2
Ensemble du Québec	3 882,7	4 059,7	4 097,0	4 133,1	4 223,3	4 262,2		38,9	0,9 [†]	379,5	9,8 [†]
Hommes	2 036,0	2 106,3	2 136,8	2 148,6	2 213,3	2 225,2		11,9	0,5	189,2	9,3 [†]
Femmes	1 846,7	1 953,5	1 960,2	1 984,6	2 010,0	2 037,0	47,8	27,0	1,3 [†]	190,3	10,3 [†]

† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.3

Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2018

Région administrative	2008	2014	2015	2016	2017	2018	Part des 15-29 ans en 2018	2018-2017		2018-2008	
								Écart	Variation	Écart	Variation
k							%	k	%	k	%
Bas-Saint-Laurent	95,2	85,1	84,5	86,9	84,5	91,2		6,7	7,9	-4,0	-4,2
15-29 ans	23,9	18,2	18,6	15,8	17,8	21,1	23,1	3,3	18,5	-2,8	-11,7
30 ans et +	71,3	66,9	65,9	71,1	66,7	70,1		3,4	5,1	-1,2	-1,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	125,3	127,0	128,3	126,7	129,1	124,1		-5,0	-3,9	-1,2	-1,0
15-29 ans	32,0	31,8	28,0	31,3	30,7	30,0	24,2	-0,7	-2,3	-2,0	-6,3
30 ans et +	93,3	95,2	100,3	95,4	98,4	94,1		-4,3	-4,4	0,8	0,9
Capitale-Nationale	360,3	388,7	400,9	405,7	404,8	398,0		-6,8	-1,7	37,7	10,5 [†]
15-29 ans	93,9	102,1	100,5	101,8	99,6	102,0	25,6	2,4	2,4	8,1	8,6
30 ans et +	266,4	286,6	300,4	303,9	305,2	296,0		-9,2	-3,0	29,6	11,1 [†]
Mauricie	117,9	114,9	116,4	121,2	119,8	118,9		-0,9	-0,8	1,0	0,8
15-29 ans	32,4	25,8	27,8	26,6	27,2	26,7	22,4	-0,5	-1,8	-5,7	-17,6
30 ans et +	85,6	89,1	88,6	94,6	92,7	92,3		-0,4	-0,4	6,7	7,8
Estrie	149,6	155,8	153,7	153,0	156,5	161,5		5,0	3,2	11,9	8,0 [†]
15-29 ans	37,0	37,2	34,5	32,4	40,2	42,3	26,2	2,1	5,2	5,3	14,3
30 ans et +	112,6	118,6	119,2	120,6	116,4	119,2		2,8	2,4	6,6	5,9
Montréal	938,8	947,3	969,0	997,0	1 035,9	1 058,5		22,6	2,2	119,7	12,8 [†]
15-29 ans	246,1	252,3	249,1	251,9	275,7	272,8	25,8	-2,9	-1,1	26,7	10,8
30 ans et +	692,7	695,0	719,8	745,0	760,2	785,7		25,5	3,4	93,0	13,4 [†]
Outaouais	195,6	192,6	200,2	198,7	200,8	203,7		2,9	1,4	8,1	4,1
15-29 ans	53,1	43,3	52,5	48,5	46,1	47,2	23,2	1,1	2,4	-5,9	-11,1
30 ans et +	142,5	149,4	147,6	150,2	154,8	156,5		1,7	1,1	14,0	9,8 [†]
Abitibi-Témiscamingue	68,9	74,7	70,6	73,1	75,1	76,5		1,4	1,9	7,6	11,0 [†]
15-29 ans	15,8	17,9	17,0	17,3	21,0	20,2	26,4	-0,8	-3,8	4,4	27,8 [†]
30 ans et +	53,1	56,8	53,6	55,8	54,0	56,3		2,3	4,3	3,2	6,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec	49,4	48,9	50,6	53,9	54,9	54,5		-0,4	-0,7	5,1	10,3 [†]
15-29 ans	10,4	10,8	11,7	11,6	12,3	11,9	21,8	-0,4	-3,3	1,5	14,4
30 ans et +	39,0	38,1	38,9	42,3	42,6	42,6		0,0	0,0	3,6	9,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	35,8	37,4	35,9	35,2	37,1	34,4		-2,7	-7,3	-1,4	-3,9
15-29 ans	6,5	6,7	6,4	7,1	6,7	6,3	18,3	-0,4	-6,0	-0,2	-3,1
30 ans et +	29,4	30,6	29,6	28,1	30,4	28,1		-2,3	-7,6	-1,3	-4,4
Chaudière-Appalaches	208,7	223,4	218,7	215,2	214,3	220,3		6,0	2,8	11,6	5,6
15-29 ans	54,9	50,1	53,5	49,7	48,4	54,9	24,9	6,5	13,4	0,0	0,0
30 ans et +	153,8	173,3	165,2	165,5	166,0	165,4		-0,6	-0,4	11,6	7,5 [†]
Laval	203,7	226,9	209,1	212,3	219,7	236,8		17,1	7,8	33,1	16,2 [†]
15-29 ans	49,1	54,8	50,5	48,1	48,2	53,4	22,6	5,2	10,8	4,3	8,8
30 ans et +	154,6	172,1	158,5	164,1	171,6	183,4		11,8	6,9	28,8	18,6 [†]
Lanaudière	224,9	245,9	254,9	248,8	260,7	252,1		-8,6	-3,3	27,2	12,1 [†]
15-29 ans	62,8	53,9	53,2	54,4	61,4	60,8	24,1	-0,6	-1,0	-2,0	-3,2
30 ans et +	162,2	192,0	201,7	194,4	199,4	191,3		-8,1	-4,1	29,1	17,9 [†]
Laurentides	271,3	295,2	311,8	310,4	304,5	310,0		5,5	1,8	38,7	14,3 [†]
15-29 ans	66,5	61,8	64,0	70,1	72,3	73,4	23,7	1,1	1,5	6,9	10,4
30 ans et +	204,8	233,4	247,8	240,3	232,1	236,6		4,5	1,9	31,8	15,5 [†]
Montréal	721,9	784,8	776,1	772,3	804,6	804,6		0,0	0,0	82,7	11,5 [†]
15-29 ans	190,2	179,1	178,8	180,2	165,0	173,9	21,6	8,9	5,4	-16,3	-8,6
30 ans et +	531,7	605,7	597,3	592,0	639,6	630,8		-8,8	-1,4	99,1	18,6 [†]
Centre-du-Québec	115,4	111,2	116,4	122,9	120,8	117,0		-3,8	-3,1	1,6	1,4
15-29 ans	30,0	25,2	27,5	30,8	23,8	26,7	22,8	2,9	12,2	-3,3	-11,0
30 ans et +	85,4	85,9	88,9	92,1	97,0	90,2		-6,8	-7,0	4,8	5,6
Ensemble du Québec	3 882,7	4 059,7	4 097,0	4 133,1	4 223,3	4 262,2		38,9	0,9 [†]	379,5	9,8 [†]
15-29 ans	1 004,5	971,1	973,5	977,7	996,1	1 023,6	24,0	27,5	2,8 [†]	19,1	1,9
30 ans et +	2 878,2	3 088,7	3 123,5	3 155,4	3 227,1	3 238,7		11,6	0,4	360,5	12,5 [†]

† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.4

Emploi selon le secteur d'activité, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2018

Région administrative	2008	2014	2015	2016	2017	2018	Part du secteur des biens en 2018 %	2018-2017		2018-2008	
								Écart	Variation	Écart	Variation
								k	%	k	%
Bas-Saint-Laurent	95,2	85,1	84,5	86,9	84,5	91,2		6,7	7,9	-4,0	-4,2
Secteur des biens	25,6	23,5	20,8	22,5	20,3	20,6	22,6	0,3	1,5	-5,0	-19,5
Secteur des services	69,6	61,5	63,8	64,5	64,2	70,6		6,4	10,0	1,0	1,4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	125,3	127,0	128,3	126,7	129,1	124,1		-5,0	-3,9	-1,2	-1,0
Secteur des biens	32,5	31,3	31,2	32,0	30,9	29,8	24,0	-1,1	-3,6	-2,7	-8,3
Secteur des services	92,8	95,7	97,1	94,7	98,2	94,3		-3,9	-4,0	1,5	1,6
Capitale-Nationale	360,3	388,7	400,9	405,7	404,8	398,0		-6,8	-1,7	37,7	10,5 [†]
Secteur des biens	52,6	52,1	58,7	58,3	58,0	56,8	14,3	-1,2	-2,1	4,2	8,0
Secteur des services	307,7	336,6	342,2	347,4	346,8	341,2		-5,6	-1,6	33,5	10,9 [†]
Mauricie	117,9	114,9	116,4	121,2	119,8	118,9		-0,9	-0,8	1,0	0,8
Secteur des biens	31,5	26,0	30,2	29,1	29,1	29,1	24,5	0,0	0,0	-2,4	-7,6
Secteur des services	86,4	88,9	86,2	92,0	90,7	89,8		-0,9	-1,0	3,4	3,9
Estrie	149,6	155,8	153,7	153,0	156,5	161,5		5,0	3,2	11,9	8,0 [†]
Secteur des biens	44,2	42,1	40,3	38,1	42,4	45,5	28,2	3,1	7,3	1,3	2,9
Secteur des services	105,4	113,7	113,4	114,9	114,1	115,9		1,8	1,6	10,5	10,0 [†]
Montréal	938,8	947,3	969,0	997,0	1 035,9	1 058,5		22,6	2,2	119,7	12,8 [†]
Secteur des biens	142,2	132,8	139,9	138,8	139,1	142,6	13,5	3,5	2,5	0,4	0,3
Secteur des services	796,6	814,5	829,1	858,2	896,8	915,9		19,1	2,1	119,3	15,0 [†]
Outaouais	195,6	192,6	200,2	198,7	200,8	203,7		2,9	1,4	8,1	4,1
Secteur des biens	28,2	29,5	28,9	26,9	28,9	27,6	13,5	-1,3	-4,5	-0,6	-2,1
Secteur des services	167,4	163,1	171,2	171,8	171,9	176,1		4,2	2,4	8,7	5,2
Abitibi-Témiscamingue	68,9	74,7	70,6	73,1	75,1	76,5		1,4	1,9	7,6	11,0 [†]
Secteur des biens	20,2	21,1	20,8	21,6	24,4	24,0	31,3	-0,4	-1,6	3,8	18,8
Secteur des services	48,7	53,6	49,8	51,4	50,6	52,6		2,0	4,0	3,9	8,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec	49,4	48,9	50,6	53,9	54,9	54,5		-0,4	-0,7	5,1	10,3 [†]
Secteur des biens	15,3	11,2	14,2	16,4	17,7	16,4	30,0	-1,3	-7,3	1,1	7,2
Secteur des services	34,2	37,7	36,4	37,4	37,2	38,2		1,0	2,7	4,0	11,7
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	35,8	37,4	35,9	35,2	37,1	34,4		-2,7	-7,3	-1,4	-3,9
Secteur des biens	6,9	7,9	7,0	7,6	8,5	7,8	22,7	-0,7	-8,2	0,9	13,0
Secteur des services	28,9	29,4	29,0	27,6	28,5	26,6		-1,9	-6,7	-2,3	-8,0
Chaudière-Appalaches	208,7	223,4	218,7	215,2	214,3	220,3		6,0	2,8	11,6	5,6
Secteur des biens	75,5	72,8	69,9	65,3	66,9	69,1	31,4	2,2	3,3	-6,4	-8,5
Secteur des services	133,2	150,6	148,8	149,8	147,4	151,2		3,8	2,6	18,0	13,5 [†]
Laval	203,7	226,9	209,1	212,3	219,7	236,8		17,1	7,8	33,1	16,2 [†]
Secteur des biens	36,8	41,9	40,1	28,9	34,5	43,1	18,2	8,6	24,9	6,3	17,1
Secteur des services	166,9	185,0	169,0	183,3	185,3	193,7		8,4	4,5	26,8	16,1 [†]
Lanaudière	224,9	245,9	254,9	248,8	260,7	252,1		-8,6	-3,3	27,2	12,1 [†]
Secteur des biens	59,7	66,4	53,3	58,1	59,4	55,2	21,9	-4,2	-7,1	-4,5	-7,5
Secteur des services	165,2	179,6	201,6	190,7	201,3	196,9		-4,4	-2,2	31,7	19,2 [†]
Laurentides	271,3	295,2	311,8	310,4	304,5	310,0		5,5	1,8	38,7	14,3 [†]
Secteur des biens	63,1	76,8	62,6	69,6	68,3	69,5	22,4	1,2	1,8	6,4	10,1
Secteur des services	208,2	218,4	249,2	240,8	236,2	240,5		4,3	1,8	32,3	15,5 [†]
Montréal	721,9	784,8	776,1	772,3	804,6	804,6		0,0	0,0	82,7	11,5 [†]
Secteur des biens	205,4	188,8	179,5	188,3	193,9	181,3	22,5	-12,6	-6,5	-24,1	-11,7 [†]
Secteur des services	516,5	596,0	596,6	584,0	610,7	623,3		12,6	2,1	106,8	20,7 [†]
Centre-du-Québec	115,4	111,2	116,4	122,9	120,8	117,0		-3,8	-3,1	1,6	1,4
Secteur des biens	40,4	38,3	39,7	42,8	34,1	41,1	35,1	7,0	20,5	0,7	1,7
Secteur des services	75,1	72,9	76,7	80,1	86,7	75,9		-10,8	-12,5	0,8	1,1
Ensemble du Québec	3 882,7	4 059,7	4 097,0	4 133,1	4 223,3	4 262,2		38,9	0,9[†]	379,5	9,8[†]
Secteur des biens	880,1	862,8	837,0	844,4	856,3	859,5	20,2	3,2	0,4	-20,6	-2,3
Secteur des services	3 002,6	3 196,9	3 260,0	3 288,7	3 366,9	3 402,7		35,8	1,1[†]	400,1	13,3[†]

† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2018. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

5. Comptes économiques

5.1 Produit intérieur brut

par Mario Beaulieu, Direction des statistiques économiques

Le produit intérieur brut (PIB) constitue l'un des principaux indicateurs de la situation économique d'un pays ou d'une région. Le PIB aux prix de base en dollars courants correspond à la valeur totale de tous les biens et services finaux (sans double compte) produits dans un territoire, au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence de ceux qui en perçoivent le revenu.

Note au lecteur

La méthode de calcul du PIB régional incorpore des matrices de navettage résidence-travail par code SCIAN d'industrie provenant de compilations spéciales de Statistique Canada. Ces compilations sont faites à partir des données du recensement de 2006, de l'*Enquête nationale auprès des ménages* (ENM) de 2011 et du recensement de 2016.

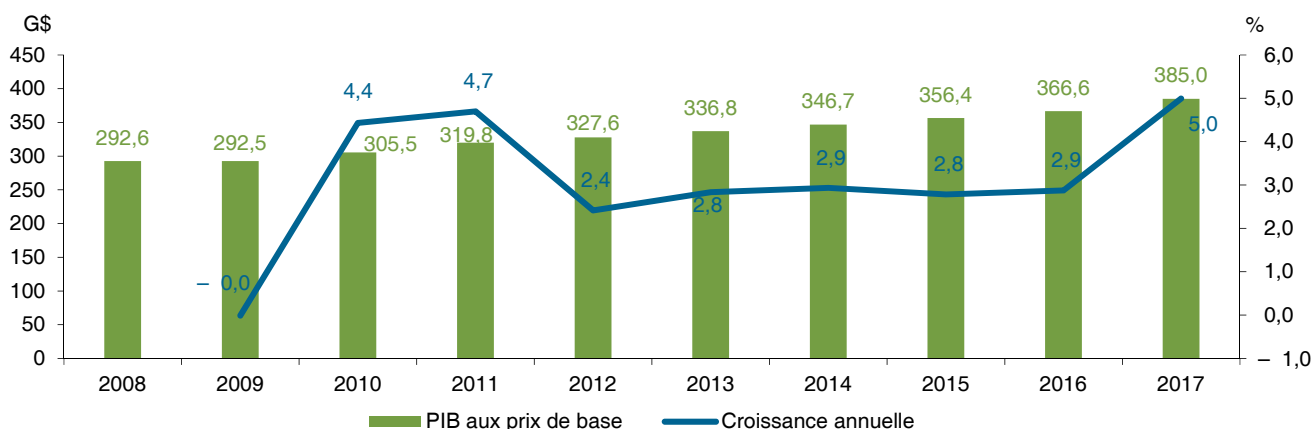
Ainsi, la matrice de navettage basée sur le recensement de 2006 est appliquée aux données couvrant la période de 2007 à 2009. Celle basée sur l'ENM de 2011 est appliquée aux données couvrant la période de 2010 à 2014. La matrice de navettage basée sur le recensement de 2016 est appliquée aux données couvrant la période de 2015 à 2017. Le passage d'une matrice de navettage à une autre peut amener des ruptures de séries dans certains cas.

L'économie du Québec augmente de 5,0 % en 2017

Le PIB aux prix de base en dollars courants de l'ensemble du Québec se chiffre à 385,0 G\$ en 2017, ce qui correspond à une hausse annuelle de 5,0 % par rapport à l'année 2016. Le taux de croissance annuel moyen du PIB atteint 3,1 % entre 2008 et 2017.

Figure 5.1.1

Produit intérieur brut aux prix de base et croissance annuelle, ensemble du Québec¹, 2008-2017



1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 36-10-0402-01, novembre 2018.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Quatre régions contribuent de façon importante à la croissance

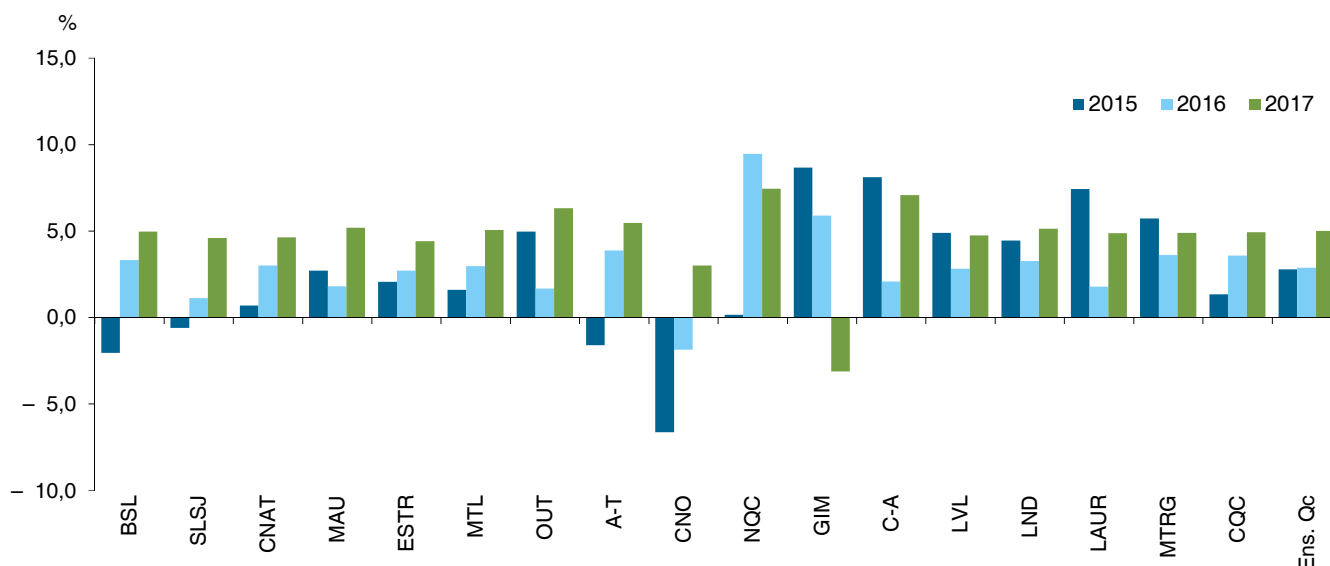
Quatre régions comptent pour plus de 60 % de la croissance du PIB en 2017. Il s'agit des régions de Montréal (+ 5,1 %), de la Montérégie (+ 4,9 %), de la Capitale-Nationale (+ 4,6 %) et de la Chaudière-Appalaches (+ 7,1 %) qui représentent 65 % de l'économie du Québec. Pour ces quatre régions, le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale occupent une part importante de l'économie.

La plupart des autres régions connaissent également une bonne croissance en 2017, dont le Nord-du-Québec (+ 7,5 %), l'Outaouais (+ 6,3 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (+ 5,5 %). Seule la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine connaît une baisse de son PIB en 2017 (– 3,1 %), essentiellement en raison de la fin de travaux reliés à de grands projets de construction.

Après quatre années de baisse, le PIB de la région de la Côte-Nord connaît une croissance en 2017 (+ 3,0 %). Pour 2016 et pour 2017, les régions de Montréal (+ 3,0 % en 2016 et + 5,1 % en 2017), de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 3,9 % et + 5,5 %), du Nord-du-Québec (+ 9,5 % et + 7,5 %) et de Lanaudière (+ 3,3 % et + 5,1 %) ont eu des croissances plus élevées que l'ensemble du Québec (+ 2,9 % et + 5,0 %).

Figure 5.1.2

Croissance annuelle du PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2015, 2016 et 2017



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

La croissance en 2017 provient principalement des industries de services

La croissance du PIB en 2017 provient principalement des industries productrices de services (+ 5,0 %), qui croissent au même rythme que les industries productrices de biens, mais qui occupent une part beaucoup plus importante du PIB. Au cours de la période 2008-2017, le taux de croissance annuel moyen (TCAM) des industries de services est de 3,5 %, alors que celui des industries de biens est de 2,1 %.

En ce qui concerne les industries de services, la hausse en 2017 provient en grande partie des secteurs de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 4,8 %), des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 5,9 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 5,9 %), des services d'enseignement (+ 5,0 %) et des administrations publiques (+ 4,1 %). Pour ce qui est des industries productrices de biens, la croissance vient essentiellement des secteurs de la fabrication (+ 4,8 %) et de la construction (+ 4,4 %) ainsi que du secteur des services publics (+ 5,7 %).

Les industries de services en région

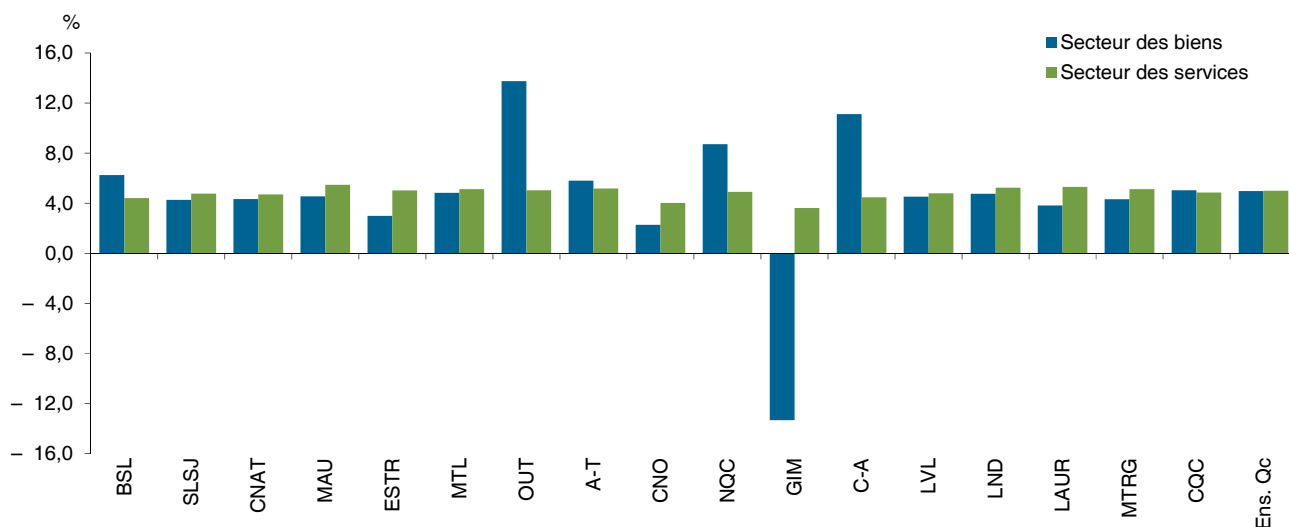
La croissance dans le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers provient en grande partie de trois régions, soit Montréal (+ 4,8 %), la Montérégie (+ 5,1 %) et la Capitale-Nationale (+ 5,3 %). En ce qui concerne les services professionnels, scientifiques et techniques, les régions de Montréal (+ 6,7 %) et de la Montérégie (+ 5,5 %) comptent pour près de 70 % de la croissance de l'ensemble du Québec.

En ce qui concerne le secteur des administrations publiques, plusieurs régions sont à l'origine de la hausse en 2017, dont Montréal (+ 3,2 %), l'Outaouais (+ 5,6 %), la Capitale-Nationale (+ 3,4 %), la Montérégie (+ 4,4 %) et les Laurentides (+ 4,6 %).

Les gains enregistrés en 2017 dans le commerce de gros proviennent principalement des régions de Montréal (+ 3,8 %), de la Montérégie (+ 3,1 %), des Laurentides (+ 5,9 %), de la Capitale-Nationale (+ 4,1 %), de Laval (+ 4,0 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 15,8 %). Pour ce qui est du commerce de détail, les gains observés dans les régions de Montréal (+ 3,7 %), de la Montérégie (+ 3,9 %), des Laurentides (+ 4,2 %), de Lanaudière (+ 5,0 %), de Laval (+ 4,7 %) et de la Capitale-Nationale (+ 2,7 %) expliquent en grande partie la croissance du secteur en 2017.

Figure 5.1.3

Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2017



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les industries productrices de biens en région

La croissance du secteur de la construction provient principalement des hausses dans les régions de Montréal (+ 6,0 %), de la Chaudière-Appalaches (+ 22,1 %), de l'Outaouais (+ 29,3 %) et de la Montérégie (+ 4,4 %).

En ce qui concerne l'*industrie de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz* (SCIAN 21), la croissance de 8,9 % en 2017 est essentiellement attribuable aux hausses dans les régions du Nord-du-Québec (+ 16,5 %) et de la Côte-Nord (+ 5,2 %). Il faut dire que l'activité minière est concentrée principalement dans trois régions administratives, soit l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec.

De façon globale, l'augmentation dans le secteur de la fabrication s'observe principalement dans les régions de Montréal (+ 4,0 %), de la Chaudière-Appalaches (+ 10,1 %), de la Montérégie (+ 3,7 %) et de la Capitale-Nationale (+ 9,3 %). Cinq sous-secteurs de la fabrication connaissent des augmentations notables, soit la fabrication de produits métalliques (+ 12,6 %), la fabrication de produits du pétrole et du charbon (+ 17,2 %), la fabrication d'aliments (+ 6,5 %), la fabrication de produits informatiques et électroniques (+ 20,4 %) et la première transformation de métaux (+ 6,6 %).

Le secteur des cultures agricoles et de l'élevage voit son PIB augmenter de 4,5 % en 2017. Plusieurs régions connaissent de bonnes hausses dans ce secteur, notamment la Montérégie (+ 4,6 %), les Laurentides (+ 12,2 %) et l'Estrie (+ 7,0 %). Pour ce qui est du secteur de la pêche, de la chasse et du piégeage, la hausse dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 14,8 %) explique à elle seule la croissance de 8,5 % constatée pour l'ensemble du Québec en 2017.

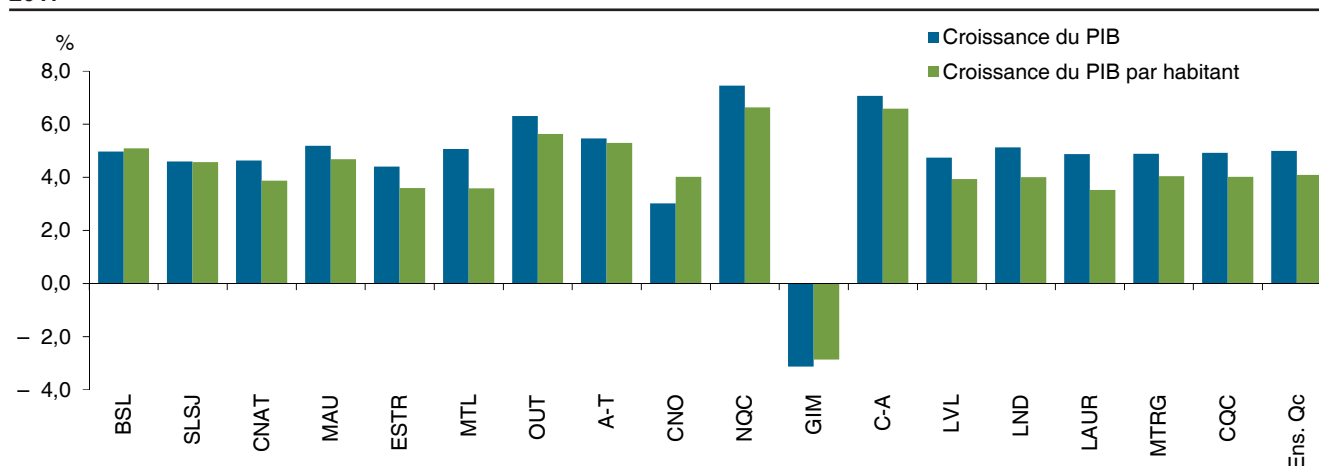
Le secteur de la foresterie et exploitation forestière, pour l'ensemble du Québec, augmente seulement de 0,2 % en 2017. Les croissances observées dans les régions de Montréal (+ 26,1 %), de la Mauricie (+ 13,1 %) et de la Montérégie (+ 8,7 %) sont complètement annulées par les baisses enregistrées dans l'Abitibi-Témiscamingue (– 5,7 %), la Côte-Nord (– 12,1 %) et le Bas-Saint-Laurent (– 2,3 %).

Le PIB par habitant est de 46 392 \$ dans l'ensemble du Québec

En 2017, le PIB par habitant pour l'ensemble des régions administratives du Québec s'élève à 46 392 \$, une hausse de 4,1 % relativement à l'année précédente (44 571 \$). En fait, l'augmentation du PIB a été plus rapide que celle de la population, soit de 5,0 % (comparativement à 0,9 % pour la population).

Figure 5.1.4

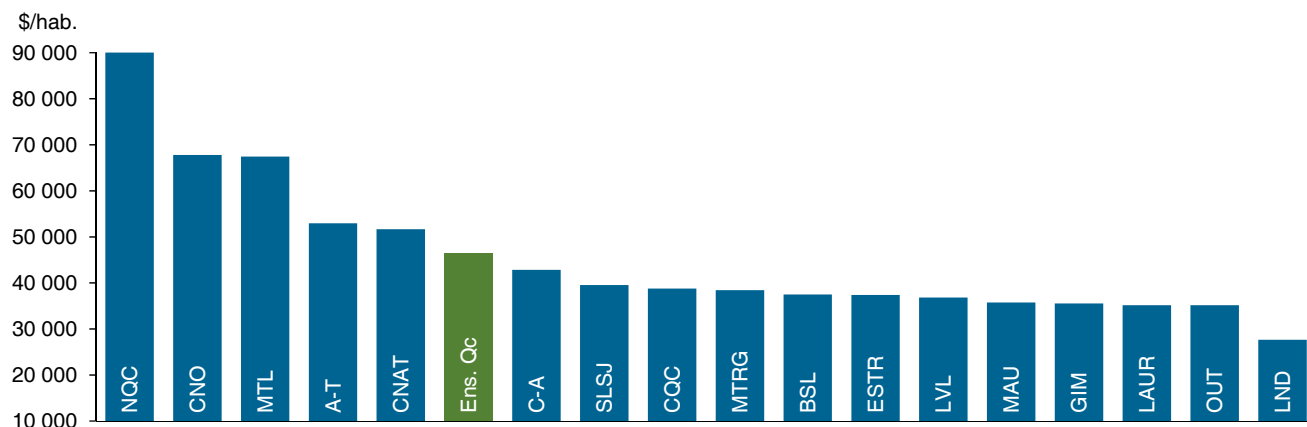
Croissance annuelle du PIB aux prix de base et du PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2017



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 5.1.5

PIB aux prix de base par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2017

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0030, novembre 2018.

En ce qui concerne le PIB par habitant pour l'année 2017, ce sont les régions du Nord-du-Québec (+ 6,6 %) et de la Chaudière-Appalaches (+ 6,6 %) qui enregistrent les plus fortes croissances. Les régions de l'Outaouais (+ 5,6 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 5,3 %) et du Bas-Saint-Laurent (+ 5,1 %) connaissent aussi de bonnes croissances.

Tableau 5.1.1

PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2017

Région administrative	2008 ^r	2013 ^r	2014 ^r	2015 ^r	2016 ^{er}	2017 ^e	TCAM 2017/2008	Variation 2017/2016
	M\$						%	
Bas-Saint-Laurent	5 929	6 829	6 970	6 827	7 053	7 404	2,5	5,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	9 361	10 068	10 426	10 362	10 478	10 959	1,8	4,6
Capitale-Nationale	28 698	34 155	35 194	35 436	36 502	38 194	3,2	4,6
Mauricie	8 094	8 486	8 719	8 955	9 117	9 590	1,9	5,2
Estrie	9 387	10 710	11 031	11 259	11 564	12 073	2,8	4,4
Montréal	102 771	117 534	121 986	123 941	127 617	134 073	3,0	5,1
Outaouais	10 388	11 659	12 015	12 612	12 823	13 632	3,1	6,3
Abitibi-Témiscamingue	5 768	7 356	7 248	7 131	7 408	7 813	3,4	5,5
Côte-Nord	5 064	7 258	6 594	6 156	6 041	6 223	2,3	3,0
Nord-du-Québec	2 969	3 470	3 509	3 514	3 846	4 133	3,7	7,5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 271	2 737	2 884	3 134	3 319	3 215	3,9	-3,1
Chaudière-Appalaches	12 806	14 760	15 359	16 605	16 951	18 149	4,0	7,1
Laval	12 051	13 577	13 967	14 649	15 062	15 776	3,0	4,7
Lanaudière	10 173	11 786	12 248	12 793	13 209	13 887	3,5	5,1
Laurentides	15 371	18 116	18 477	19 851	20 203	21 188	3,6	4,9
Montréal	43 926	49 921	51 469	54 410	56 373	59 124	3,4	4,9
Centre-du-Québec	7 528	8 428	8 643	8 758	9 070	9 517	2,6	4,9
Ensemble du Québec	292 557	336 849	346 738	356 394	366 637	384 950	3,1	5,0

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada; Revenu Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.1.2

PIB aux prix de base par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2017

Région administrative	2008 ^r	2013 ^r	2014 ^r	2015 ^r	2016 ^{er}	2017 ^e	TCAM 2017/2008	Variation 2017/2016
	\$/hab.						%	
Bas-Saint-Laurent	29 456	34 128	35 005	34 458	35 658	37 474	2,7	5,1
Saguenay-Lac-Saint-Jean	34 048	36 233	37 561	37 386	37 814	39 543	1,7	4,6
Capitale-Nationale	41 977	47 402	48 540	48 615	49 738	51 663	2,3	3,9
Mauricie	30 838	31 927	32 748	33 634	34 144	35 740	1,7	4,7
Estrie	30 758	33 881	34 800	35 438	36 081	37 378	2,2	3,6
Montréal	54 756	60 656	62 661	63 627	65 116	67 449	2,3	3,6
Outaouais	29 265	30 780	31 557	33 006	33 279	35 153	2,1	5,6
Abitibi-Témiscamingue	39 668	49 782	49 052	48 404	50 298	52 958	3,3	5,3
Côte-Nord	53 062	75 820	69 334	65 533	65 156	67 773	2,8	4,0
Nord-du-Québec	71 791	79 148	79 571	78 899	86 012	91 721	2,8	6,6
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	24 023	29 401	31 279	34 275	36 575	35 524	4,4	-2,9
Chaudière-Appalaches	31 763	35 373	36 725	39 549	40 170	42 814	3,4	6,6
Laval	31 318	32 624	33 278	34 709	35 420	36 812	1,8	3,9
Lanaudière	22 450	24 170	24 937	25 904	26 565	27 630	2,3	4,0
Laurentides	28 551	31 333	31 678	33 740	33 960	35 155	2,3	3,5
Montréal	31 013	33 388	34 183	35 937	36 935	38 425	2,4	4,0
Centre-du-Québec	32 776	35 238	35 931	36 242	37 273	38 767	1,9	4,0
Ensemble du Québec	37 692	41 531	42 544	43 594	44 571	46 392	2,3	4,1

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.1.3

Croissance annuelle du PIB des grands agrégats industriels, régions administratives, 2017

Industrie	BSL	SLSJ	CNAT	MAU	ESTR	MTL	OUT	A-T	CNO
	%								
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1,7	4,5	- 0,3	4,6	6,7	x	2,4	x	x
Cultures agricoles et élevage	2,5	x	- 3,3	x	7,0	3,1	x	- 3,6	45,2
Foresterie et exploitation forestière	- 2,3	- 0,1	1,0	13,1	x	26,1	5,7	- 5,7	- 12,1
Pêche, chasse et piégeage	0,2	x	x	x	x	x	x	x	- 1,2
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	5,9	3,8	x	6,0	8,0	14,1	14,4	10,6	x
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	18,4	x	10,4	x	37,8	x	4,5	1,0	5,2
Services publics	3,5	x	5,2	x	- 4,7	5,6	5,5	x	x
Construction	15,8	13,4	- 1,5	3,6	- 6,0	6,0	29,3	7,6	- 4,6
Fabrication	1,8	0,8	9,3	5,0	5,9	4,0	1,0	12,3	- 0,2
Fabrication d'aliments	1,4	6,6	10,8	10,0	14,6	7,6	8,9	9,0	x
Fabrication de boissons et de produits du tabac	4,3	5,8	x	3,6	2,9	0,3	x	11,1	x
Usines de textiles et de produits textiles	x	x	5,2	x	5,1	x	x	x	x
Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues	2,6	- 2,7	- 6,2	- 6,3	- 3,3	- 5,4	x	x	x
Fabrication de produits en bois	1,7	- 20,3	9,3	5,3	4,7	9,5	5,6	17,2	5,0
Fabrication du papier	x	x	0,9	1,1	3,4	1,2	- 2,1	x	x
Impression et activités connexes de soutien	- 3,6	- 7,5	- 4,1	- 5,5	- 2,3	- 4,0	- 5,2	- 6,3	- 6,9
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Fabrication de produits chimiques	- 1,4	6,5	0,6	5,1	10,7	- 3,3	x	x	x
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	13,2	25,6	6,7	39,4	- 5,7	5,7	x	- 3,8	x
Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,5	1,1	2,5	8,7	6,3	3,3	x	x	x
Première transformation des métaux	x	x	x	x	x	7,6	x	x	x
Fabrication de produits métalliques	3,3	6,0	8,7	8,3	18,2	13,1	x	29,1	- 7,8
Fabrication de machines	17,4	- 21,9	7,7	- 2,4	5,3	8,6	- 1,8	14,9	x
Fabrication de produits informatiques et électroniques	31,2	x	29,2	11,1	15,4	21,0	16,1	x	x
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	21,5	x	16,6	- 1,5	x	5,5	x	x	x
Fabrication de matériel de transport	x	0,7	x	x	x	- 3,7	x	x	x
Fabrication de meubles et de produits connexes	10,9	4,5	20,0	5,9	18,6	12,1	11,7	18,9	x
Activités diverses de fabrication	6,2	1,1	5,4	- 10,2	5,5	6,7	- 0,2	1,9	17,3
Commerce de gros	3,3	15,8	4,1	6,1	4,2	3,8	4,2	6,3	19,2
Commerce de détail	2,7	2,0	2,7	5,2	2,2	3,7	6,4	5,3	4,2
Transport et entreposage	7,8	5,9	5,0	4,7	5,5	6,4	6,5	2,9	5,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	8,2	8,2	4,0	3,7	9,2	3,4	4,0	0,6	0,6
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	4,2	4,3	5,3	5,6	4,8	4,8	3,4	4,3	1,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,7	2,1	3,5	5,6	7,6	6,7	5,1	8,1	1,7
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	2,2	7,2	7,9	4,0	4,8	6,2	5,6	6,3	0,5
Services d'enseignement	3,5	3,9	5,2	4,0	4,8	5,2	5,1	6,1	3,4
Soins de santé et assistance sociale	4,1	3,3	6,4	6,8	5,1	5,9	5,7	4,4	5,8
Arts, spectacles et loisirs	0,8	4,9	4,8	4,9	4,1	8,2	3,4	- 5,6	- 4,6
Hébergement et services de restauration	6,4	4,1	4,3	5,6	6,1	7,9	4,2	2,5	2,5
Autres services, sauf les administrations publiques	5,7	6,4	6,5	5,5	5,3	5,9	4,4	17,1	2,5
Administrations publiques	4,9	5,2	3,4	6,0	5,5	3,2	5,6	4,3	3,0
Ensemble des industries	5,0	4,6	4,6	5,2	4,4	5,1	6,3	5,5	3,0

Tableau 5.1.3 (suite)

Croissance annuelle du PIB des grands agrégats industriels, régions administratives, 2017

Industrie	NQC	GIM	C-A	LVL	LND	LAUR	MTRG	CQC
	%							
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0,1	30,7	0,7	1,7	2,0	10,6	5,5	x
Cultures agricoles et élevage	x	x	- 0,2	2,4	- 0,1	12,2	4,6	1,6
Foresterie et exploitation forestière	- 2,1	- 2,8	- 3,1	x	x	2,2	8,7	- 15,5
Pêche, chasse et piégeage	x	14,8	18,8	x	x	7,2	5,6	x
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	11,1	9,1	13,3	x	12,3	14,0	11,2	11,1
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	16,5	x	24,1	20,5	44,3	17,7	19,3	x
Services publics	5,4	x	6,2	5,7	4,2	6,5	5,9	x
Construction	- 2,9	- 40,6	22,1	7,4	4,8	4,4	4,4	3,9
Fabrication	11,5	9,8	10,1	3,1	5,0	2,1	3,7	5,1
Fabrication d'aliments	x	11,9	6,1	5,8	6,5	5,6	5,1	3,8
Fabrication de boissons et de produits du tabac	x	6,4	- 3,1	0,5	1,3	2,1	x	- 0,2
Usines de textiles et de produits textiles	x	x	27,3	7,6	14,0	x	4,6	x
Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues	x	x	- 5,6	- 7,2	- 5,6	x	- 0,8	- 1,0
Fabrication de produits en bois	x	3,1	8,2	x	7,0	10,7	5,5	5,3
Fabrication du papier	x	x	6,4	x	1,5	1,4	x	0,9
Impression et activités connexes de soutien	x	x	- 2,4	- 4,0	- 6,0	- 5,8	- 4,8	- 7,6
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	x	x	x	x	x	x	x	x
Fabrication de produits chimiques	x	x	3,2	- 3,7	- 5,6	- 4,6	- 4,1	3,6
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	x	x	7,1	4,8	4,7	5,4	6,1	14,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	x	x	10,1	1,3	- 2,2	1,3	6,7	6,2
Première transformation des métaux	x	x	x	4,8	x	x	2,6	4,9
Fabrication de produits métalliques	x	- 26,6	11,7	12,3	12,3	12,4	15,4	17,1
Fabrication de machines	x	x	8,4	8,8	7,0	9,9	5,5	6,2
Fabrication de produits informatiques et électroniques	x	x	15,2	19,0	19,9	17,7	18,8	15,8
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	x	x	x	3,0	3,6	0,7	2,7	1,6
Fabrication de matériel de transport	x	x	0,6	x	x	- 3,3	- 4,4	x
Fabrication de meubles et de produits connexes	x	6,5	12,4	13,2	10,5	17,4	11,8	11,3
Activités diverses de fabrication	x	x	2,7	5,3	3,4	5,9	3,8	- 0,6
Commerce de gros	11,6	- 1,8	6,0	4,0	5,6	5,9	3,1	3,6
Commerce de détail	5,3	4,4	3,2	4,7	5,0	4,2	3,9	2,4
Transport et entreposage	7,6	7,9	4,0	5,5	8,9	6,9	4,8	5,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	4,4	- 0,6	5,1	2,6	3,7	3,2	5,1	7,7
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	2,4	2,9	3,8	4,5	4,6	5,2	5,1	5,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,7	1,0	6,3	5,9	5,6	6,5	5,5	5,9
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	7,8	2,4	6,6	6,4	5,8	5,4	5,1	5,5
Services d'enseignement	3,4	4,4	5,1	5,1	4,1	4,7	5,7	5,0
Soins de santé et assistance sociale	3,8	3,4	4,8	6,2	6,5	6,3	7,1	7,0
Arts, spectacles et loisirs	20,6	0,2	- 1,8	- 0,9	1,9	4,3	4,8	3,2
Hébergement et services de restauration	12,4	0,7	4,1	5,2	5,7	5,5	6,6	5,3
Autres services, sauf les administrations publiques	9,1	8,9	5,8	5,5	6,0	5,3	5,7	4,9
Administrations publiques	4,6	4,1	4,2	3,4	4,9	4,6	4,4	3,7
Ensemble des industries	7,5	- 3,1	7,1	4,7	5,1	4,9	4,9	4,9

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada; Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.1.4

Croissance annuelle du PIB des grands agrégats industriels, ensemble du Québec, 2016 et 2017

Industrie	2016 ^{er}	2017 ^e
	%	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	5,2	4,6
Cultures agricoles et élevage	3,2	4,5
Foresterie et exploitation forestière	9,9	0,2
Pêche, chasse et piégeage	17,0	8,5
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	7,0	10,5
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	2,2	8,9
Services publics	3,3	5,7
Construction	1,0	4,4
Fabrication	2,6	4,8
Fabrication d'aliments	7,6	6,5
Fabrication de boissons et de produits du tabac	7,6	1,0
Usines de textiles et de produits textiles	- 1,1	9,5
Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues	- 14,9	- 4,8
Fabrication de produits en bois	12,1	5,8
Fabrication du papier	3,0	1,1
Impression et activités connexes de soutien	2,8	- 4,3
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	- 8,2	17,2
Fabrication de produits chimiques	3,4	- 2,6
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	2,1	4,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,8	4,6
Première transformation des métaux	- 2,9	6,6
Fabrication de produits métalliques	3,5	12,6
Fabrication de machines	4,7	5,9
Fabrication de produits informatiques et électroniques	11,7	20,4
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	13,9	4,7
Fabrication de matériel de transport	- 2,4	- 3,0
Fabrication de meubles et de produits connexes	5,8	12,5
Activités diverses de fabrication	4,0	4,8
Commerce de gros	1,8	4,3
Commerce de détail	2,1	3,8
Transport et entreposage	2,9	5,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	8,5	3,9
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	3,1	4,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,8	5,9
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	1,4	5,9
Services d'enseignement	4,2	5,0
Soins de santé et assistance sociale	2,4	5,9
Arts, spectacles et loisirs	5,2	5,8
Hébergement et services de restauration	3,8	6,0
Autres services, sauf les administrations publiques	2,9	6,0
Administrations publiques	2,6	4,1
Secteur de production de biens	2,4	5,0
Secteur des services	3,1	5,0
Ensemble des industries	2,9	5,0

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

5.2 Revenu disponible par habitant

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le revenu disponible est un agrégat du secteur des ménages du *Système des comptes macroéconomiques*. Il représente le revenu qui reste à la disposition des particuliers pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne volontaire.

Pour obtenir le revenu disponible par habitant, on additionne d'abord tous les revenus des résidents d'un territoire donné. On soustrait ensuite les transferts payés par ceux-ci aux secteurs institutionnels, dont l'impôt sur le revenu des particuliers, les cotisations aux régimes d'assurance sociale ainsi que les cotisations payées par les employés à un régime de retraite à prestations et à cotisations déterminées. Enfin, on divise par la population totale du territoire.

En plus de comparer les données de 2017 avec celles de 2013, afin de mieux cerner l'évolution récente du revenu disponible par habitant, la présente section met en évidence les différences de revenu dans les 17 régions administratives du Québec. L'analyse ne se limite pas à la seule comparaison du revenu disponible par habitant. Le texte s'attarde également aux prestations et crédits d'impôt remboursables versés par les différents ordres de gouvernement, lesquels représentent la principale source de revenus des particuliers après la rémunération des salariés.

Les estimations des années les plus récentes doivent être interprétées avec prudence

Les estimations sur le revenu disponible par habitant sont révisées régulièrement afin qu'y soient intégrées les données les plus complètes provenant de différentes sources (enquêtes, données administratives, comptes publics, etc.). Tant le numérateur (revenu disponible) que le dénominateur (estimation de la population totale) sont sujets à des révisions. Généralement, les révisions annuelles touchent les trois à quatre années antérieures. Les estimations de l'année la plus récente sont d'ailleurs sujettes à des révisions de plus grande ampleur, étant donné qu'elles reposent, en bonne partie, sur des données administratives préliminaires. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'interprétation de l'évolution récente du revenu disponible par habitant, tant à l'échelle de la province qu'à celle des régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC). Pour en savoir davantage sur la révision des données, veuillez consulter l'édition de mai 2019 du [Bulletin Flash. Revenu disponible](#).

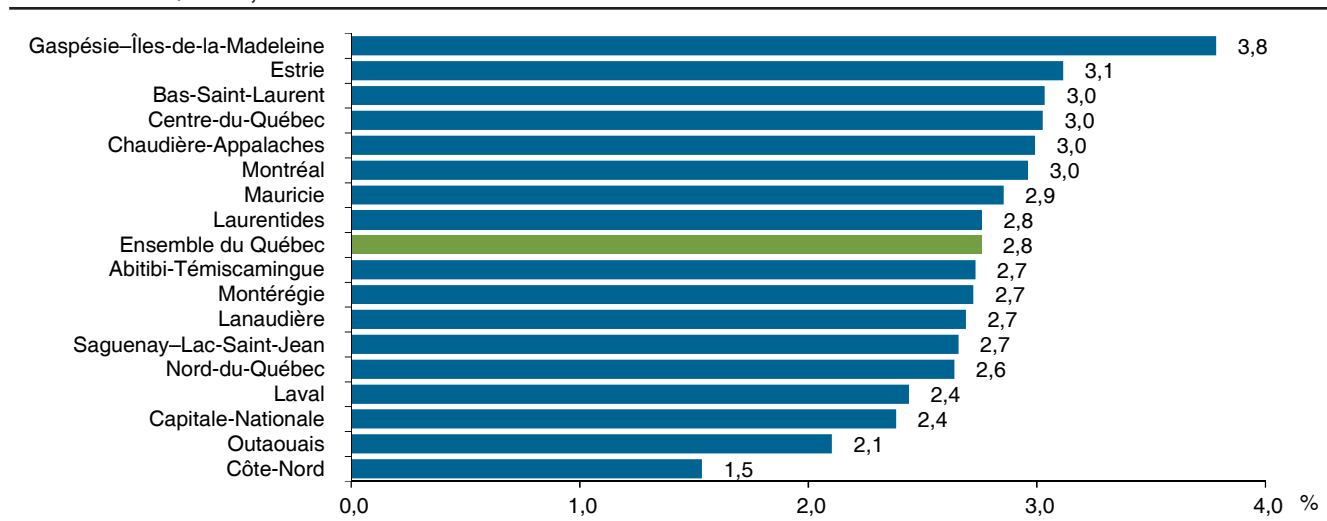
Au Québec, le revenu disponible par habitant a progressé, en dollars courants, à un rythme annuel moyen de 2,8 % de 2013 à 2017. Dans le même temps, l'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages a augmenté à une cadence relativement faible, soit de 1,0 % par an en moyenne. En conséquence, le pouvoir d'achat des Québécois, mesuré par le revenu disponible réel par habitant s'est accru à un rythme annuel moyen de 1,7 % entre 2013 et 2017. Il s'agit d'une croissance plus forte qu'au cours de la période précédente, soit celle couvrant les années 2008 à 2012 (+ 1,2 %). L'accélération de la croissance du revenu disponible au cours des dernières années est attribuable d'une part à une augmentation plus marquée du revenu primaire et des transferts courants reçus des administrations publiques et, d'autre part, à une hausse moins rapide de l'impôt sur le revenu payé par les particuliers.

À l'échelle des régions administratives, le revenu disponible par habitant a évolué de manière contrastée entre 2013 et 2017. Avec une hausse annuelle moyenne de plus de 3,8 %, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est celle qui a connu la plus forte augmentation en dollars courants¹, en raison d'une croissance plus rapide du revenu net des entreprises individuelles ainsi que de la rémunération des salariés. Grâce cette croissance soutenue, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a grimpé au classement des régions. Après avoir occupé le dernier rang des régions de 2002 à 2009 ainsi que de 2013 à 2015, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se classe au 13^e rang en 2017, avec un revenu disponible de 26 832 \$ par habitant.

1. Étant donné que l'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages n'est pas produit à l'échelle infraprovinciale, il n'est pas possible de mesurer la variation du revenu disponible par habitant en termes réels pour les régions administratives et les MRC.

Figure 5.2.1

Taux de croissance annuel moyen du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017



Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Outre la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, sept régions ont connu une croissance supérieure ou égale à celle observée dans l'ensemble de la province (+ 2,8 %). Parmi celles-ci, l'Estrie, le Bas-Saint-Laurent, le Centre-du-Québec, la Chaudière-Appalaches et Montréal se distinguent avec un taux de croissance annuel moyen de 3,0 % ou plus.

À l'opposé, la Côte-Nord a vu sa croissance s'essouffler au cours des dernières années, et ce, après avoir connu une accélération au tournant des années 2010 stimulée par l'essor des activités minières. En effet, après avoir enregistré une hausse annuelle moyenne de plus de 4,0 % entre 2008 et 2012, cette région riche en ressources minérales a affiché la plus faible augmentation du revenu disponible de 2013 à 2017, le taux de croissance annuel moyen s'établissant à 1,5 % durant cette période. En raison de cette augmentation modeste, le revenu disponible par habitant de la Côte-Nord (28 480 \$) demeure, pour une troisième année d'affilée, sous la moyenne québécoise (28 785 \$).

La Capitale-Nationale toujours en tête des régions

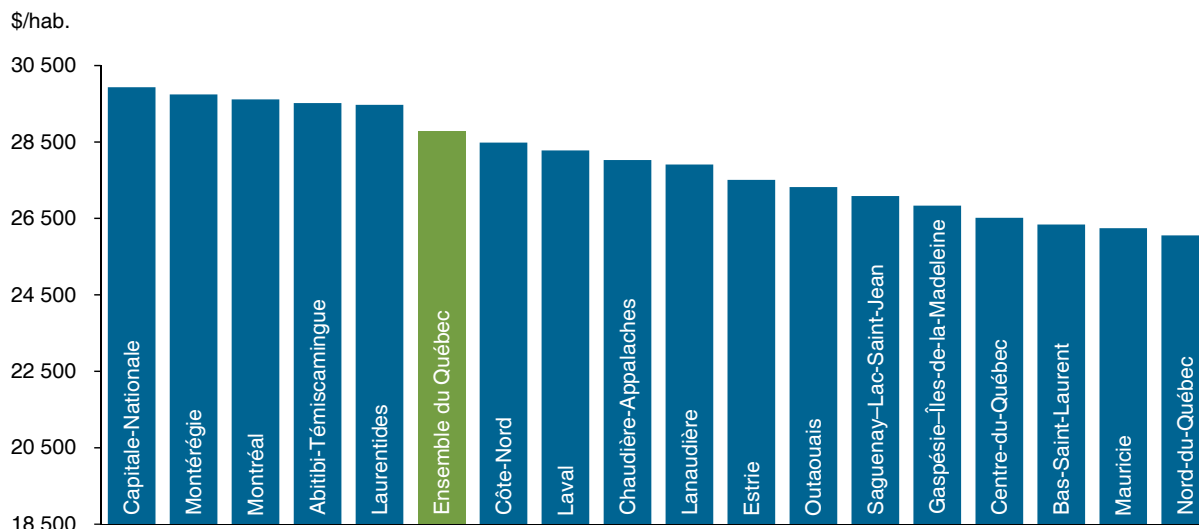
Tout comme en 2016, c'est la Capitale-Nationale (29 929 \$) qui affiche le revenu disponible par habitant le plus élevé parmi les régions administratives en 2017. Elle est immédiatement suivie par la Montérégie (29 741 \$), Montréal (29 612 \$) et l'Abitibi-Témiscamingue (29 514 \$). Les niveaux de revenu élevés dans la Capitale-Nationale et en Montérégie sont attribuables à des taux d'emploi et à une rémunération des salariés parmi les plus élevés du Québec. Pour sa part, la région montréalaise continue de se caractériser par des revenus nets de la propriété particulièrement importants, lesquels sont constitués, entre autres, de revenus de placement. Quant à l'Abitibi-Témiscamingue, le poids du secteur minier dans son économie et les salaires élevés versés par cette industrie contribuent certainement à élever le revenu disponible par habitant de la région. En 2017, le salaire annuel moyen d'un emploi minier en Abitibi-Témiscamingue est de 108 293 \$ (voir [Chapitre 8 Mines](#)).

En revanche, les régions du Nord-du-Québec, de la Mauricie et du Bas-Saint-Laurent demeurent en fin de classement, avec des revenus disponibles inférieurs à 26 400 \$ par habitant. Dans ces deux dernières régions, le faible niveau de revenu s'explique, en grande partie, par un taux d'emploi et un salaire hebdomadaire moyen des employés largement plus bas que dans le reste de la province, selon l'*Enquête sur la population active* (EPA). Quant au Nord-du-Québec, la proportion de personnes en âge

de travailler y est nettement plus faible que dans le reste du Québec, ce qui a évidemment une incidence sur le niveau de revenu, puisque ce sont surtout les 15-64 ans qui gagnent des revenus de travail, principale source de revenu des particuliers. En 2017, plus du quart de la population de cette région nordique avait moins de 15 ans.

Figure 5.2.2

Revenu disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2017



Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

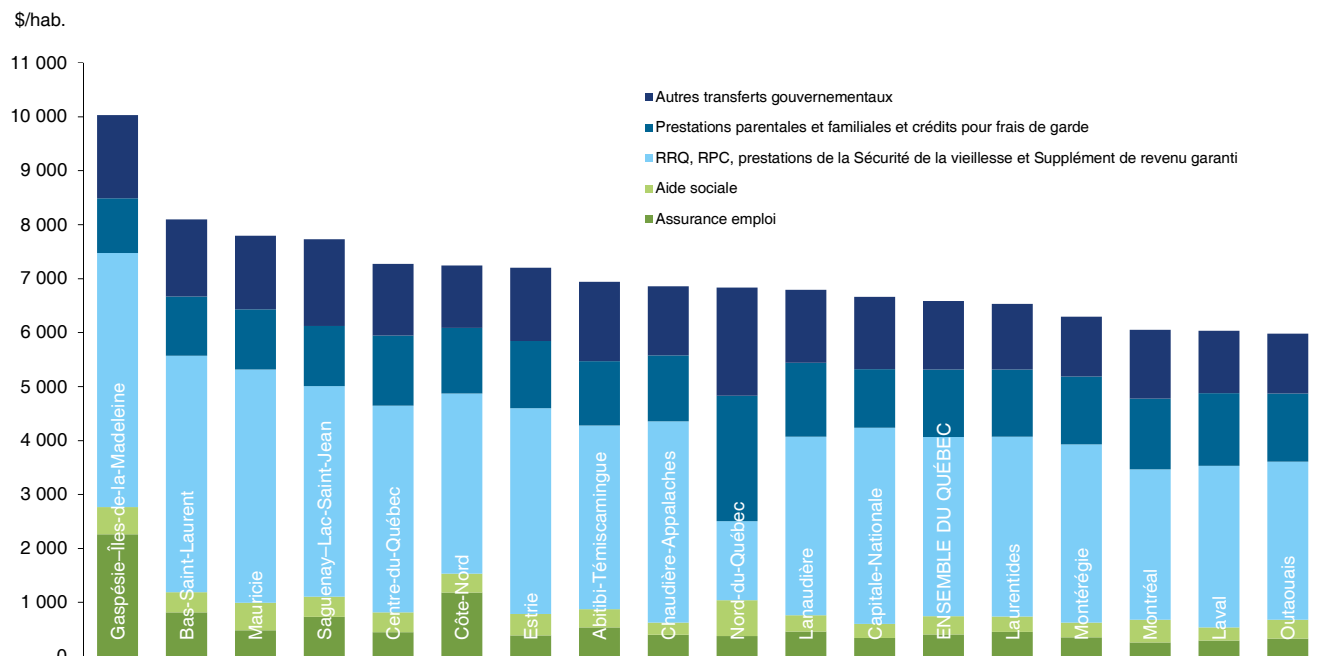
Transferts gouvernementaux

Les différents ordres de gouvernement ont versé 54,6 milliards de dollars en transferts courants aux Québécois en 2017. Par habitant, les transferts gouvernementaux s'élèvent à 6 584 \$ au Québec. Ils constituent la seconde source de revenus en importance pour les particuliers, la première étant la rémunération des salariés. Les principaux transferts versés aux particuliers sont les prestations du Régime de rentes du Québec (RRQ) et du Régime de pensions du Canada (RPC) (1 698 \$/hab.), de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti (SRG) (1 624 \$/hab.). Ces prestations gouvernementales de retraite représentent un peu plus de la moitié de tous les transferts versés par les administrations publiques aux particuliers. Parmi les autres grandes composantes des transferts gouvernementaux, on trouve les prestations parentales et familiales, incluant les crédits d'impôt pour frais de garde, ainsi que les prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale.

Il n'est donc pas étonnant de constater que ce sont les régions avec une forte proportion de personnes âgées de 65 ans et plus qui reçoivent le plus en transferts courants des différents ordres de gouvernement. C'est le cas de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (10 029 \$), du Bas-Saint-Laurent (8 092 \$), de la Mauricie (7 793 \$) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (7 728 \$). Dans ces quatre régions, plus d'un résident sur cinq est âgé de 65 ans et plus.

À l'inverse, ayant des populations relativement jeunes, l'Outaouais (5 977 \$), Laval (6 029 \$) et Montréal (6 051 \$) sont les régions qui reçoivent le moins, par habitant, en transferts gouvernementaux. Globalement, ces trois régions reçoivent moins en prestations du RRQ, du RPC, de la Sécurité de la vieillesse et du SRG que la moyenne québécoise. En contrepartie, les prestations parentales et familiales demeurent plus élevées dans ces territoires que dans l'ensemble du Québec.

Figure 5.2.3

Transferts gouvernementaux par habitant selon le type de prestation, régions administratives et ensemble du Québec, 2017

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

La situation du Nord-du-Québec est toutefois singulière, comme l'illustre la [figure 5.2.4](#). Bien qu'elle soit une région dont la population est relativement jeune, elle reçoit tout de même plus en transferts gouvernementaux que la moyenne québécoise. En 2017, les différents ordres de gouvernement y ont versé 6 829 \$, en moyenne, en prestations et crédits d'impôt remboursables comparativement à 6 584 \$ dans l'ensemble de la province. Contrairement aux autres régions, ce sont l'aide gouvernementale accordée aux autochtones ainsi que les prestations parentales et familiales qui constituent les principaux transferts courants en provenance des administrations publiques dans le Nord-du-Québec. D'ailleurs, les prestations familiales et parentales représentent 34,1 % de l'ensemble des transferts versés par les gouvernements dans cette région nordique. Cette proportion n'est que de 19,0 % dans l'ensemble du Québec. En revanche, la part des transferts gouvernementaux provenant des pensions du gouvernement demeure largement plus faible dans cette région (21,4 %) qu'à l'échelle de la province (50,5 %).

Évolution des transferts gouvernementaux

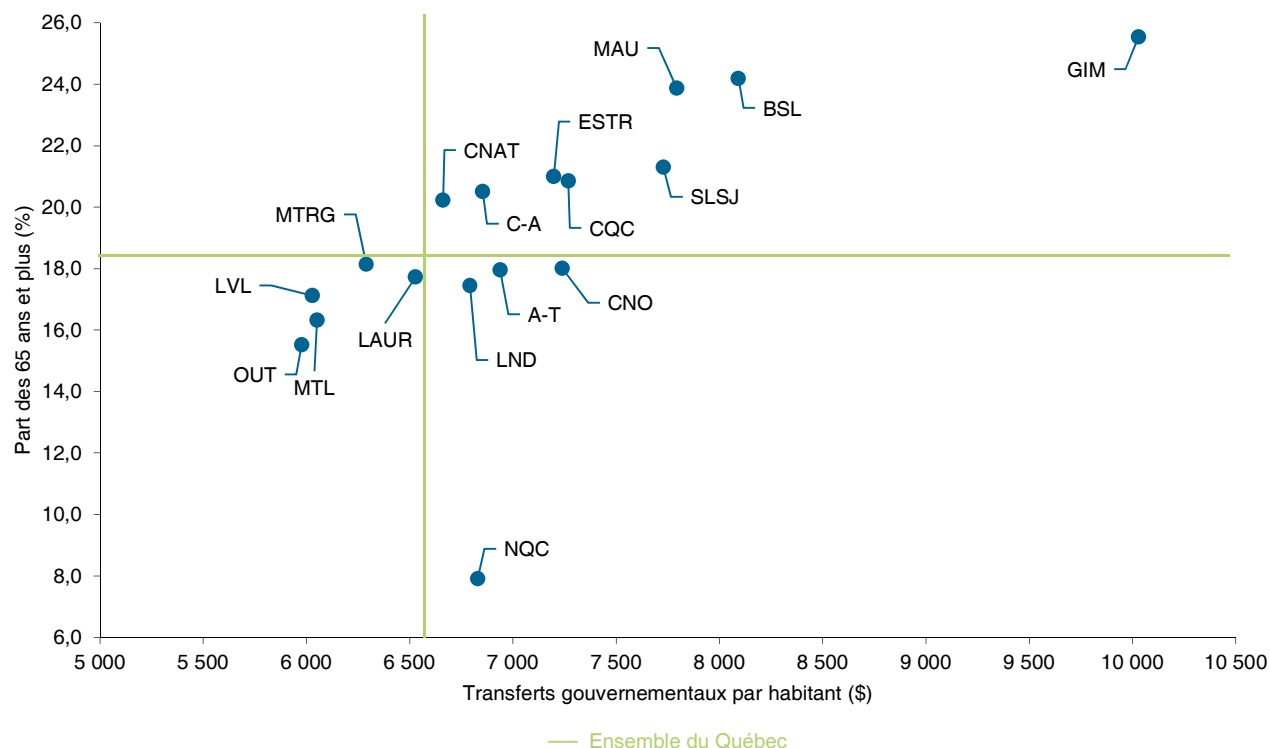
Dans l'ensemble du Québec, les transferts courants versés aux particuliers par les administrations publiques ont augmenté à un rythme annuel moyen de 3,4 % entre 2013 et 2017. La hausse des transferts gouvernementaux est attribuable, premièrement, à l'Allocation canadienne pour enfants² (ACE), qui s'avère globalement plus généreuse que les deux mesures qu'elle remplace, soit la prestation fiscale canadienne pour enfants et la prestation universelle pour la garde d'enfants. Deuxièmement, elle s'explique par l'augmentation importante des prestations du RRQ, de la Sécurité de la vieillesse et du SRG due au vieillissement de la population québécoise.

2. L'ACE a été mise en place le 1^{er} juillet 2016. Par conséquent, l'année 2017 représente la première année complète de cette allocation fédérale.

Les transferts gouvernementaux ont progressé dans l'ensemble des régions administratives entre 2013 et 2017, bien qu'à des degrés divers. La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean est celle qui a connu la plus forte hausse durant cette période, les transferts courants en provenance des administrations publiques y augmentant à un rythme annuel moyen de 4,8 %, en raison notamment de l'accroissement des prestations du RRQ et du RPC ainsi que des transferts divers en provenance de l'administration fédérale. À l'autre bout du spectre, Montréal (+ 2,2 %) et la Capitale-Nationale (+ 3,0 %) sont celles où les transferts ont progressé le plus lentement.

Figure 5.2.4

Transferts gouvernementaux par habitant et proportion des personnes âgées de 65 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2017



Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Tableau 5.2.1

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017

Région administrative et composante du revenu	2013 ⁱ	2014 ⁱ	2015 ⁱ	2016 ⁱ	2017 ^p	TCAM 2017/2013 %
	\$ / hab.					%
Bas-Saint-Laurent						
Revenu primaire	24 450	25 107	25 433	26 025	27 079	2,6
Rémunération des salariés	19 973	20 534	20 685	21 135	21 947	2,4
Revenu mixte net	2 474	2 478	2 517	2 509	2 618	1,4
Revenu net de la propriété	2 003	2 095	2 231	2 382	2 514	5,8
Plus :						
Transferts courants reçus	9 325	9 653	10 325	10 861	11 062	4,4
Des administrations publiques	7 009	7 255	7 647	7 910	8 092	3,7
Des sociétés financières	2 205	2 282	2 554	2 829	2 854	6,7
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	57	60	59	59	56	-0,4
Des non-résidents	53	55	65	63	61	3,6
Moins :						
Transferts courants payés	10 405	10 884	11 218	11 561	11 803	3,2
Égal :						
Revenu disponible	23 370	23 876	24 539	25 326	26 339	3,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
Revenu primaire	27 437	27 802	27 721	28 292	29 187	1,6
Rémunération des salariés	23 229	23 353	23 241	23 741	24 547	1,4
Revenu mixte net	2 509	2 530	2 461	2 461	2 511	0,0
Revenu net de la propriété	1 699	1 919	2 019	2 090	2 128	5,8
Plus :						
Transferts courants reçus	9 027	9 356	10 161	10 809	11 207	5,6
Des administrations publiques	6 398	6 595	7 114	7 405	7 728	4,8
Des sociétés financières	2 562	2 700	2 988	3 340	3 415	7,4
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	49	50	48	49	47	-1,0
Des non-résidents	18	11	11	15	17	-1,4
Moins :						
Transferts courants payés	12 077	12 384	12 623	13 087	13 309	2,5
Égal :						
Revenu disponible	24 387	24 773	25 258	26 014	27 085	2,7
Capitale-Nationale						
Revenu primaire	32 990	33 621	34 305	34 727	36 062	2,3
Rémunération des salariés	26 257	26 793	27 180	27 585	28 707	2,3
Revenu mixte net	3 728	3 609	3 565	3 632	3 766	0,3
Revenu net de la propriété	3 004	3 219	3 559	3 510	3 589	4,5
Plus :						
Transferts courants reçus	9 088	9 400	9 934	10 385	10 557	3,8
Des administrations publiques	5 913	6 117	6 348	6 483	6 661	3,0
Des sociétés financières	3 036	3 140	3 442	3 747	3 735	5,3
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	86	90	88	94	96	2,8
Des non-résidents	53	54	56	60	64	4,8
Moins :						
Transferts courants payés	14 842	15 391	15 830	16 243	16 689	3,0
Égal :						
Revenu disponible	27 236	27 630	28 409	28 869	29 929	2,4

Tableau 5.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017

Région administrative et composante du revenu	2013 ⁱ	2014 ⁱ	2015 ⁱ	2016 ⁱ	2017 ^p	TCAM 2017/2013 %
	\$ / hab.					%
Mauricie						
Revenu primaire	24 530	25 100	25 367	25 899	27 169	2,6
Rémunération des salariés	19 933	20 382	20 427	20 835	21 856	2,3
Revenu mixte net	2 412	2 322	2 333	2 381	2 470	0,6
Revenu net de la propriété	2 185	2 397	2 607	2 683	2 843	6,8
Plus :						
Transferts courants reçus	9 615	9 890	10 529	11 078	11 235	4,0
Des administrations publiques	6 881	7 059	7 410	7 617	7 793	3,2
Des sociétés financières	2 653	2 753	3 045	3 380	3 359	6,1
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	57	53	52	53	49	-3,7
Des non-résidents	24	25	23	27	34	9,1
Moins :						
Transferts courants payés	10 696	11 122	11 418	11 745	12 161	3,3
Égal :						
Revenu disponible	23 448	23 868	24 478	25 231	26 243	2,9
Estrie						
Revenu primaire	27 078	27 741	28 228	28 886	30 161	2,7
Rémunération des salariés	20 810	21 291	21 610	21 856	22 780	2,3
Revenu mixte net	3 455	3 462	3 368	3 491	3 633	1,3
Revenu net de la propriété	2 814	2 988	3 250	3 539	3 748	7,4
Plus :						
Transferts courants reçus	8 588	8 853	9 460	9 963	10 184	4,4
Des administrations publiques	6 254	6 425	6 783	7 010	7 198	3,6
Des sociétés financières	2 165	2 251	2 495	2 757	2 791	6,6
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	76	79	77	90	93	5,2
Des non-résidents	92	99	105	106	102	2,6
Moins :						
Transferts courants payés	11 336	11 773	12 195	12 466	12 839	3,2
Égal :						
Revenu disponible	24 330	24 821	25 494	26 383	27 507	3,1
Montréal						
Revenu primaire	32 524	33 996	35 580	35 996	37 199	3,4
Rémunération des salariés	23 758	24 646	25 616	26 222	27 075	3,3
Revenu mixte net	4 651	4 634	4 724	4 831	5 005	1,9
Revenu net de la propriété	4 116	4 716	5 241	4 943	5 118	5,6
Plus :						
Transferts courants reçus	7 541	7 750	8 075	8 349	8 388	2,7
Des administrations publiques	5 540	5 686	5 848	5 986	6 051	2,2
Des sociétés financières	1 672	1 731	1 876	2 015	1 983	4,4
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	226	226	233	231	237	1,2
Des non-résidents	103	107	118	117	116	3,0
Moins :						
Transferts courants payés	13 717	14 371	15 041	15 541	15 974	3,9
Égal :						
Revenu disponible	26 349	27 374	28 614	28 805	29 612	3,0

Tableau 5.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017

Région administrative et composante du revenu	2013 ⁱ	2014 ⁱ	2015 ⁱ	2016 ⁱ	2017 ^p	TCAM 2017/2013 %
	\$ / hab.					%
Outaouais						
Revenu primaire	32 241	32 090	32 535	32 709	34 367	1,6
Rémunération des salariés	27 026	26 753	26 976	27 015	28 567	1,4
Revenu mixte net	3 222	3 195	3 218	3 310	3 416	1,5
Revenu net de la propriété	1 993	2 141	2 342	2 384	2 384	4,6
Plus :						
Transferts courants reçus	7 609	7 891	8 540	9 041	9 247	5,0
Des administrations publiques	5 066	5 230	5 613	5 798	5 977	4,2
Des sociétés financières	2 421	2 529	2 807	3 112	3 141	6,7
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	79	82	73	81	80	0,3
Des non-résidents	43	49	47	50	49	3,3
Moins :						
Transferts courants payés	14 714	14 712	15 116	15 475	16 297	2,6
Égal :						
Revenu disponible	25 135	25 269	25 959	26 275	27 318	2,1
Abitibi-Témiscamingue						
Revenu primaire	32 120	32 594	32 603	33 807	35 600	2,6
Rémunération des salariés	27 483	27 787	27 880	28 947	30 466	2,6
Revenu mixte net	2 502	2 482	2 509	2 546	2 635	1,3
Revenu net de la propriété	2 135	2 324	2 214	2 314	2 500	4,0
Plus :						
Transferts courants reçus	7 836	8 115	8 741	9 168	9 291	4,3
Des administrations publiques	6 086	6 278	6 666	6 837	6 938	3,3
Des sociétés financières	1 682	1 774	2 019	2 262	2 293	8,1
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	47	48	46	50	49	1,0
Des non-résidents	21	14	11	19	12	- 13,1
Moins :						
Transferts courants payés	13 457	13 837	14 180	14 832	15 378	3,4
Égal :						
Revenu disponible	26 498	26 873	27 164	28 143	29 514	2,7
Côte-Nord						
Revenu primaire	32 874	33 253	32 190	32 331	33 511	0,5
Rémunération des salariés	29 406	29 520	28 731	28 662	29 746	0,3
Revenu mixte net	2 032	1 996	1 968	2 038	2 179	1,8
Revenu net de la propriété	1 436	1 736	1 490	1 631	1 586	2,5
Plus :						
Transferts courants reçus	8 123	8 576	9 274	9 814	10 021	5,4
Des administrations publiques	6 094	6 372	6 788	7 066	7 238	4,4
Des sociétés financières	1 978	2 155	2 439	2 700	2 736	8,4
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	44	43	41	43	40	- 2,4
Des non-résidents	7	6	5	6	7	0,0
Moins :						
Transferts courants payés	14 201	14 512	14 343	14 674	15 053	1,5
Égal :						
Revenu disponible	26 796	27 316	27 120	27 471	28 480	1,5

Tableau 5.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017

Région administrative et composante du revenu	2013 ^r	2014 ^r	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p	TCAM 2017/2013 %
	\$ / hab.					%
Nord-du-Québec						
Revenu primaire	24 809	25 512	25 666	26 387	27 216	2,3
Rémunération des salariés	22 662	23 335	23 558	24 263	24 843	2,3
Revenu mixte net	1 382	1 411	1 375	1 413	1 427	0,8
Revenu net de la propriété	765	766	734	711	946	5,5
Plus :						
Transferts courants reçus	6 703	6 887	7 294	7 667	7 877	4,1
Des administrations publiques	5 971	6 113	6 455	6 686	6 829	3,4
Des sociétés financières	681	716	782	928	994	9,9
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	49	55	55	51	50	0,5
Des non-résidents	1	4	2	2	3	31,6
Moins :						
Transferts courants payés	8 038	8 313	8 614	8 885	9 040	3,0
Égal :						
Revenu disponible	23 475	24 087	24 345	25 169	26 053	2,6
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine						
Revenu primaire	21 558	22 250	22 676	23 725	25 037	3,8
Rémunération des salariés	17 766	18 248	18 410	19 071	19 671	2,6
Revenu mixte net	2 253	2 336	2 517	2 626	3 194	9,1
Revenu net de la propriété	1 539	1 666	1 748	2 027	2 171	9,0
Plus :						
Transferts courants reçus	10 755	11 128	11 755	12 234	12 557	3,9
Des administrations publiques	8 779	9 047	9 467	9 718	10 029	3,4
Des sociétés financières	1 910	2 000	2 213	2 433	2 442	6,3
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	47	55	49	50	46	−0,5
Des non-résidents	19	26	26	32	39	19,7
Moins :						
Transferts courants payés	9 186	9 679	10 137	10 604	10 762	4,0
Égal :						
Revenu disponible	23 127	23 699	24 293	25 354	26 832	3,8
Chaudière-Appalaches						
Revenu primaire	29 161	30 130	30 969	31 305	32 573	2,8
Rémunération des salariés	23 671	24 309	24 694	25 217	26 281	2,6
Revenu mixte net	2 891	2 943	2 926	2 999	3 070	1,5
Revenu net de la propriété	2 599	2 878	3 349	3 089	3 223	5,5
Plus :						
Transferts courants reçus	8 091	8 387	8 965	9 430	9 642	4,5
Des administrations publiques	5 895	6 113	6 439	6 655	6 854	3,8
Des sociétés financières	2 062	2 137	2 381	2 627	2 642	6,4
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	59	58	59	61	62	1,2
Des non-résidents	75	79	87	87	83	2,6
Moins :						
Transferts courants payés	12 345	12 893	13 448	13 826	14 190	3,5
Égal :						
Revenu disponible	24 907	25 625	26 486	26 910	28 025	3,0

Tableau 5.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017

Région administrative et composante du revenu	2013 ⁱ	2014 ⁱ	2015 ⁱ	2016 ⁱ	2017 ^p	TCAM 2017/2013 %
	\$ / hab.					%
Laval						
Revenu primaire	32 172	32 887	33 505	34 278	35 324	2,4
Rémunération des salariés	25 868	26 361	26 849	27 354	28 226	2,2
Revenu mixte net	3 401	3 399	3 414	3 573	3 712	2,2
Revenu net de la propriété	2 903	3 127	3 241	3 351	3 386	3,9
Plus :						
Transferts courants reçus	7 225	7 447	7 919	8 375	8 452	4,0
Des administrations publiques	5 238	5 399	5 683	5 883	6 029	3,6
Des sociétés financières	1 858	1 923	2 109	2 314	2 293	5,4
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	74	74	73	117	77	1,0
Des non-résidents	55	52	54	61	53	− 0,9
Moins :						
Transferts courants payés	13 720	14 143	14 659	15 276	15 500	3,1
Égal :						
Revenu disponible	25 677	26 191	26 765	27 377	28 277	2,4
Lanaudière						
Revenu primaire	29 716	30 345	30 613	31 568	32 638	2,4
Rémunération des salariés	24 574	25 039	25 189	25 910	26 770	2,2
Revenu mixte net	2 949	2 948	2 963	3 071	3 206	2,1
Revenu net de la propriété	2 193	2 358	2 462	2 587	2 663	5,0
Plus :						
Transferts courants reçus	7 808	8 082	8 688	9 204	9 474	5,0
Des administrations publiques	5 769	5 952	6 337	6 569	6 792	4,2
Des sociétés financières	1 967	2 056	2 275	2 554	2 599	7,2
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	44	44	41	48	48	2,2
Des non-résidents	27	31	35	33	35	6,7
Moins :						
Transferts courants payés	12 424	12 905	13 291	13 924	14 203	3,4
Égal :						
Revenu disponible	25 099	25 522	26 010	26 848	27 910	2,7
Laurentides						
Revenu primaire	31 920	32 575	33 252	34 122	35 301	2,5
Rémunération des salariés	25 260	25 717	26 180	26 653	27 629	2,3
Revenu mixte net	3 681	3 625	3 657	3 804	3 969	1,9
Revenu net de la propriété	2 980	3 233	3 414	3 665	3 703	5,6
Plus :						
Transferts courants reçus	7 776	8 031	8 660	9 144	9 371	4,8
Des administrations publiques	5 575	5 745	6 111	6 336	6 528	4,0
Des sociétés financières	2 080	2 174	2 424	2 700	2 733	7,1
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	61	53	69	52	53	− 3,5
Des non-résidents	60	60	56	56	57	− 1,3
Moins :						
Transferts courants payés	13 265	13 740	14 295	14 847	15 200	3,5
Égal :						
Revenu disponible	26 431	26 867	27 617	28 420	29 472	2,8

Tableau 5.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017

Région administrative et composante du revenu	2013 ^a	2014 ^a	2015 ^a	2016 ^a	2017 ^b	TCAM 2017/2013 %
	\$ / hab.					%
Montérégie						
Revenu primaire	33 140	33 931	34 573	35 379	36 705	2,6
Rémunération des salariés	26 633	27 202	27 637	28 182	29 227	2,4
Revenu mixte net	3 497	3 461	3 499	3 612	3 812	2,2
Revenu net de la propriété	3 010	3 268	3 438	3 585	3 666	5,1
Plus :						
Transferts courants reçus	7 671	7 955	8 546	9 015	9 206	4,7
Des administrations publiques	5 393	5 591	5 928	6 119	6 290	3,9
Des sociétés financières	2 144	2 229	2 480	2 747	2 768	6,6
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	78	78	77	87	85	2,2
Des non-résidents	56	58	61	63	64	3,4
Moins :						
Transferts courants payés	14 100	14 618	15 159	15 727	16 170	3,5
Égal :						
Revenu disponible	26 711	27 268	27 960	28 667	29 741	2,7
Centre-du-Québec						
Revenu primaire	25 708	26 163	26 897	27 583	28 774	2,9
Rémunération des salariés	20 410	20 917	21 258	21 789	22 722	2,7
Revenu mixte net	2 571	2 540	2 606	2 713	2 759	1,8
Revenu net de la propriété	2 727	2 707	3 032	3 081	3 293	4,8
Plus :						
Transferts courants reçus	8 208	8 420	8 938	9 369	9 570	3,9
Des administrations publiques	6 382	6 532	6 861	7 074	7 268	3,3
Des sociétés financières	1 742	1 804	1 991	2 205	2 220	6,2
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	59	60	60	62	57	-0,9
Des non-résidents	25	24	25	28	25	0,0
Moins :						
Transferts courants payés	10 383	10 749	11 154	11 550	11 830	3,3
Égal :						
Revenu disponible	23 533	23 835	24 680	25 402	26 514	3,0
Ensemble du Québec						
Revenu primaire	31 043	31 878	32 648	33 261	34 514	2,7
Rémunération des salariés	24 532	25 089	25 556	26 068	27 056	2,5
Revenu mixte net	3 540	3 514	3 542	3 642	3 795	1,8
Revenu net de la propriété	2 972	3 275	3 550	3 551	3 664	5,4
Plus :						
Transferts courants reçus	8 018	8 282	8 814	9 248	9 409	4,1
Des administrations publiques	5 761	5 940	6 240	6 427	6 584	3,4
Des sociétés financières	2 090	2 173	2 399	2 640	2 645	6,1
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	105	106	107	112	111	1,4
Des non-résidents	62	64	68	70	69	2,7
Moins :						
Transferts courants payés	13 244	13 742	14 244	14 733	15 139	3,4
Égal :						
Revenu disponible	25 818	26 419	27 217	27 776	28 785	2,8

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

6. Investissements

par Guillaume Marchand, Direction des statistiques économiques

La régionalisation des données sur les dépenses en immobilisation privées et publiques s'appuie essentiellement sur l'Enquête sur les projets d'investissement au Québec de l'Institut de la statistique du Québec et sur l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada. Puisque cette dernière enquête n'est pas conçue pour garantir la représentativité régionale, et malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer la représentativité régionale, l'interprétation des données doit être faite avec prudence.

Les investissements ou dépenses en immobilisation sont des dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés). Pour des définitions détaillées des investissements, voir la section [Concepts et définitions](#), à la fin de ce document.

Les données anticipées pour 2019 ainsi que les données provisoires pour 2018, recueillies auprès des entreprises au cours de l'automne 2018 sont sujettes à révision et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles. Par conséquent, les révisions des dépenses en immobilisation sont importantes entre les perspectives, les données provisoires et les données réelles. Les projets de construction et les achats de machineries peuvent être annulés ou reportés, ou voir leurs échéanciers modifiés au cours des différents cycles de diffusion des données. Les révisions peuvent également être causées par des modifications apportées à l'échantillonnage et aux allocateurs régionaux.

Les estimations des données sur la construction résidentielle par régions administratives se basent sur le programme statistique *Investissement en construction de bâtiments* de Statistique Canada. L'interprétation des dépenses en construction résidentielle par régions administratives doit être faite avec prudence, puisque les données détaillées sur les permis de bâtir utilisées pour la répartition régionale sont partielles pour certaines régions et catégories d'actifs.

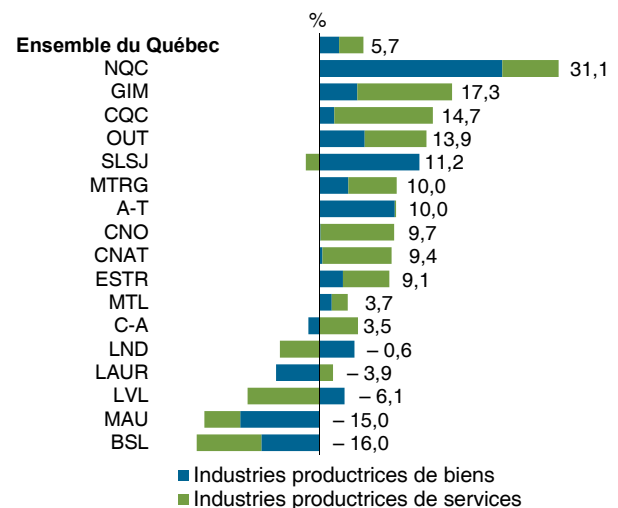
Coup d'œil régional

Selon les perspectives pour 2019, l'ensemble des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle devrait atteindre 41,4 G\$ au Québec, ce qui représente une hausse de 5,7 % par rapport à la donnée provisoire de 2018 (39,2 G\$). Les dépenses se concentreraient principalement dans la région de Montréal (33,7 %). Dans 10 régions administratives du Québec, la croissance des dépenses en immobilisation prévues pour 2019 surpasse celle de l'ensemble du Québec.

L'accroissement le plus important est attendu dans la région du Nord-du-Québec (+ 31,1 %). Il s'agirait de la première hausse d'importance que connaîtrait la région depuis celle observée en 2012. Cette croissance découlerait principalement des dépenses de construction du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz et du secteur de l'administration publique provinciale et territoriale.

Figure 6.1

Variation annuelle des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle selon l'industrie, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2019



Sources : Voir la source du tableau 6.1.

Le Bas-Saint-Laurent serait la région administrative qui connaîtrait la plus importante baisse (– 16,0 %), causée par une diminution des dépenses en construction dans le secteur des services publics et le sous-secteur des administrations publiques locales, municipales et régionales.

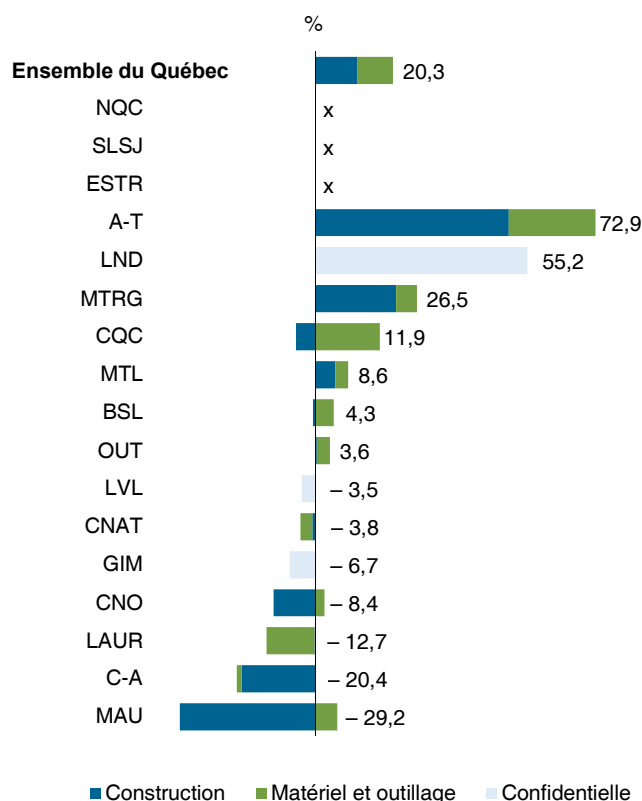
Dépenses en immobilisation étrangère

Au Québec, les entreprises contrôlées majoritairement par des intérêts étrangers prévoient des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle privée de près de 4,7 G\$ en 2019 (+ 20,3 %). Elles représentent 22,8 % des dépenses en immobilisation privée et 11,3 % de l'ensemble des immobilisations non résidentielles. Pour les entreprises privées sous contrôle canadien (incluant celles du Québec), les dépenses prévues sont en hausse, avec 15,7 G\$ en 2019 (+ 8,0 %).

La région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue observerait une forte croissance des dépenses en immobilisation sous contrôle étranger. Elles passeraient de 168,9 M\$ en 2018 à 292,1 M\$ en 2019 (+ 72,9 %). Cette hausse proviendrait d'entreprises étrangères autres qu'états-uniennes ou européennes.

Figure 6.2

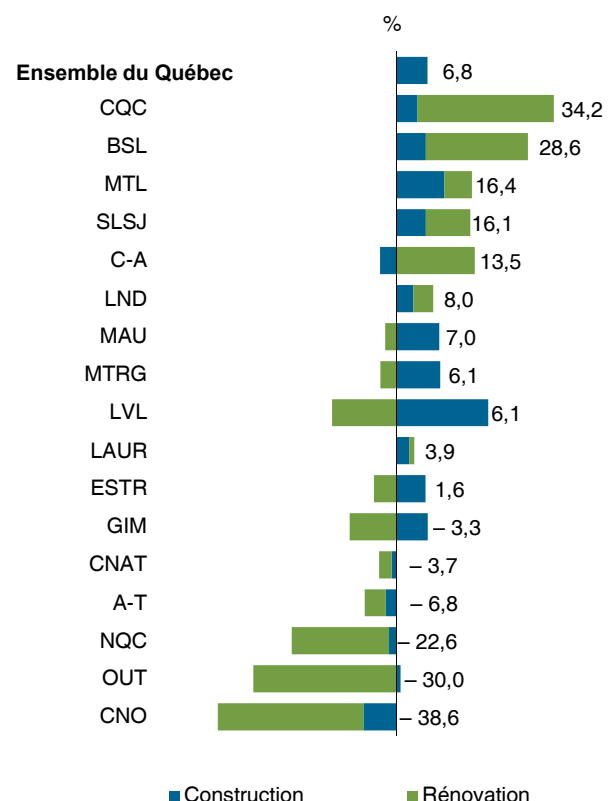
Variation annuelle des dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle privée des entreprises sous contrôle étranger selon le type d'actif, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2019



Sources : Voir la source du tableau 6.1.

Figure 6.3

Variation annuelle des dépenses en construction résidentielle, régions administratives et ensemble du Québec, 2018



Sources : Voir la source du tableau 6.1.

Immobilisation résidentielle

En 2018, les dépenses en immobilisation résidentielle (24,4 G\$) sont en croissance au Québec (+ 6,8 %). La région administrative du Centre-du-Québec (+ 34,2 %) enregistre la plus forte croissance. Cette hausse est attribuable en grande partie à la rénovation unifamiliale et multifamiliale. La Côte-Nord affiche une baisse de ses dépenses en immobilisation résidentielle (– 38,6 %) en raison d’une diminution de la valeur des rénovations.

Logiciels et prospection

Au Québec, les dépenses en logiciels se chiffrent à 1,9 G\$ en 2017, ce qui constitue une hausse de 6,5 % par rapport aux 1,8 G\$ dépensés en 2016. Dix régions administratives enregistrent des hausses supérieures à l’ensemble du Québec, notamment les régions de la Mauricie (+ 79,8 %) et du Centre-du-Québec (+ 57,5 %).

Informations statistiques complémentaires

Pour l’ensemble du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement (RMR), les données détaillées relatives aux [dépenses en immobilisation](#), pour la période allant de 2006 à 2019, sont disponibles sur le site Web de l’ISQ.

Tableau 6.1

Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle selon l'industrie, la propriété et l'actif, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2019

Unité		Industrie (SCIAN)		Propriété		Actif		Total
		Biens	Services	Privé	Public	Construction	Matériel et outillage	
Régions administratives								
Bas-Saint-Laurent	M\$	207,0	634,6	380,3	461,3	520,0	321,6	841,6
	TCA (%)	− 26,8	− 11,7	− 3,6	− 24,1	− 22,9	− 1,7	− 16,0
Saguenay–	M\$	1 167,2	611,1	1 147,4	630,9	990,8	787,4	1 778,3
Lac-Saint-Jean	TCA (%)	21,6	− 4,5	30,5	− 12,4	8,3	15,0	11,2
Capitale-Nationale	M\$	586,5	3 533,7	1 686,1	2 434,1	2 520,7	1 599,5	4 120,1
	TCA (%)	2,4	10,6	5,5	12,2	13,1	3,9	9,4
Mauricie	M\$	307,8	508,6	368,4	447,9	541,3	275,1	816,4
	TCA (%)	− 24,4	− 8,1	− 6,0	− 21,2	− 17,6	− 9,5	− 15,0
Estrie	M\$	546,8	786,1	684,6	648,3	762,9	570,0	1 332,9
	TCA (%)	7,3	10,4	12,8	5,4	8,3	10,2	9,1
Montréal	M\$	2 051,9	11 913,4	6 771,5	7 193,8	8 447,5	5 517,8	13 965,3
	TCA (%)	11,4	2,4	12,1	− 3,2	4,1	2,9	3,7
Outaouais	M\$	374,9	841,4	490,7	725,6	833,8	382,5	1 216,3
	TCA (%)	20,1	11,3	2,0	23,6	33,4	− 13,6	13,9
Abitibi-	M\$	1 400,5	384,5	1 429,0	356,0	1 249,2	535,8	1 785,0
Témiscamingue	TCA (%)	12,8	0,7	13,5	− 2,3	1,0	38,5	10,0
Côte-Nord	M\$	1 300,3	678,4	561,0	1 417,8	1 545,7	433,0	1 978,7
	TCA (%)	0,2	34,1	− 5,3	17,0	5,7	26,9	9,7
Nord-du-Québec	M\$	1 257,1	326,9	908,0	676,0	1 278,5	305,5	1 584,0
	TCA (%)	29,6	37,2	51,8	10,8	33,7	21,3	31,1
Gaspésie–	M\$	124,3	347,6	106,6	365,4	364,6	107,3	472,0
Îles-de-la-Madeleine	TCA (%)	18,9	16,6	13,8	18,3	25,6	− 4,4	17,3
Chaudière-	M\$	754,5	1 012,7	1 004,1	763,2	1 120,1	647,1	1 767,2
Appalaches	TCA (%)	− 3,2	9,2	10,3	− 4,2	4,3	2,3	3,5
Laval	M\$	281,7	737,7	532,8	486,5	598,7	420,7	1 019,3
	TCA (%)	14,4	− 12,1	− 3,9	− 8,4	− 9,4	− 1,1	− 6,1
Lanaudière	M\$	342,4	614,7	466,3	490,9	619,4	337,8	957,2
	TCA (%)	14,6	− 7,5	11,0	− 9,6	− 2,0	2,0	− 0,6
Laurentides	M\$	574,1	908,8	636,2	846,7	990,8	492,2	1 482,9
	TCA (%)	− 13,2	3,0	− 4,8	− 3,3	0,3	− 11,4	− 3,9
Montréal	M\$	2 019,8	3 424,4	2 867,7	2 576,5	3 374,7	2 069,4	5 444,1
	TCA (%)	10,1	10,0	8,4	11,9	13,9	4,3	10,0
Centre-du-Québec	M\$	424,0	535,0	513,1	445,8	536,2	422,8	959,0
	TCA (%)	3,9	25,0	13,4	16,2	24,7	4,1	14,7
Ensemble du Québec	M\$	13 720,9	27 726,9	20 553,7	20 894,0	26 239,0	15 208,8	41 447,8
	TCA (%)	7,8	4,7	10,6	1,3	6,6	4,1	5,7

TCA (%) : Taux de croissance annuel.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, dont l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, l'*Enquête des permis de bâtir* et le *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.2

Dépenses en immobilisation résidentielle et non résidentielle selon le pays de contrôle et dépenses liées à certains produits de propriété intellectuelle, régions administratives et ensemble du Québec, 2017-2019

	Unité	Pays de contrôle		Résidentielle		Produits de propriété intellectuelle	
		2019		2018		2018	2017
		Canada	Étranger	Construction	Rénovation	Prospection	Logiciel
Régions administratives							
Bas-Saint-Laurent	M\$	360,9	19,4	98,3	363,9	0,9	56,4
	TCA (%)	– 4,0	4,3	30,5	28,0	200,0	..
Saguenay– Lac-Saint-Jean	M\$	x	x	162,8	458,2	x	37,4
	TCA (%)	..	..	26,9	12,7	..	18,4
Capitale-Nationale	M\$	1 420,1	266,0	873,9	891,8	x	210,1
	TCA (%)	7,5	– 3,8	– 2,1	– 5,2	..	– 18,4
Mauricie	M\$	338,9	29,6	274,4	525,1	x	45,3
	TCA (%)	– 3,2	– 29,2	34,2	– 3,2	..	79,8
Estrie	M\$	x	x	303,0	433,2	—	66,8
	TCA (%)	..	..	18,0	– 7,5	..	36,3
Montréal	M\$	5 823,7	947,8	2 780,9	4 438,1	–	811,7
	TCA (%)	12,7	8,6	30,4	9,0	..	3,0
Outaouais	M\$	445,1	45,6	375,0	533,8	4,9	63,3
	TCA (%)	1,9	3,6	3,4	– 43,0	206,3	12,2
Abitibi-Témiscamingue	M\$	1 136,9	292,1	83,6	211,2	213,5	24,0
	TCA (%)	4,3	72,9	– 7,8	– 6,4	– 7,7	39,5
Côte-Nord	M\$	247,6	313,3	5,4	84,0	x	29,6
	TCA (%)	– 1,2	– 8,4	– 65,4	– 35,4	..	35,8
Nord-du-Québec	M\$	403,5	504,5	4,1	30,1	243,1	24,6
	TCA (%)	..	..	– 14,6	– 23,6	– 24,2	23,0
Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	M\$	99,6	7,0	45,3	129,9	x	14,4
	TCA (%)	15,7	– 6,7	37,7	– 12,3	..	..
Chaudière- Appalaches	M\$	790,0	214,1	452,6	891,2	—	125,2
	TCA (%)	23,1	– 20,4	– 8,3	29,2	..	32,2
Laval	M\$	457,5	75,3	563,5	572,3	–	34,1
	TCA (%)	– 4,0	– 3,5	61,1	– 20,6	..	– 18,8
Lanaudière	M\$	423,3	43,0	653,9	692,8	x	42,8
	TCA (%)	7,8	55,2	7,6	8,4	..	13,8
Laurentides	M\$	520,8	115,3	1 012,4	988,8	x	50,7
	TCA (%)	– 2,9	– 12,7	5,8	2,0	..	– 3,8
Montréal	M\$	1 946,2	921,4	2 317,1	2 502,8	x	205,5
	TCA (%)	1,5	26,5	23,1	– 5,9	..	0,9
Centre-du-Québec	M\$	445,5	67,7	233,5	392,0	–	55,6
	TCA (%)	13,6	11,9	10,0	54,3	..	57,5
Ensemble du Québec	M\$	15 868,6	4 685,1	10 239,9	14 139,2	498,1	1 897,5
	TCA (%)	8,0	20,3	17,7	0,1	..	6,5

TCA (%) : Taux de croissance annuel.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux; Statistique Canada, dont l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, l'*Enquête des permis de bâtir*, *Investissement en construction résidentielle* et le *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

7. Valeur foncière des résidences unifamiliales et des copropriétés

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Cette section donne un aperçu de l'évolution récente de la valeur moyenne des résidences unifamiliales et des copropriétés dans les 17 régions administratives du Québec. Les statistiques sur la valeur des propriétés résidentielles sont tirées des sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités, lesquels sont colligés annuellement par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Note méthodologique

La valeur foncière des propriétés sert de base aux fins d'imposition foncière pour les municipalités et les commissions scolaires. Les valeurs imposables uniformisées¹ reflètent les conditions du marché immobilier telles qu'elles existaient **18 mois avant le début de l'exercice financier** des municipalités. Par exemple, les valeurs foncières uniformisées de l'exercice financier de 2019 représentent la valeur réelle des propriétés au 1^{er} juillet 2017, soit le prix le plus probable qui peut être payé lors d'une vente de gré à gré entre un vendeur et un acheteur à cette date.

Seule la valeur imposable des immeubles a été prise en compte dans le calcul de la valeur moyenne des résidences unifamiliales et des copropriétés.

Par ailleurs, les villages nordiques et cris, le village naskapi ainsi que les réserves indiennes et les établissements indiens ne sont pas pris en compte dans les données régionales et provinciales. Ces localités n'ont pas à produire de rôle d'évaluation foncière étant donné qu'elles ne sont pas assujetties à la Loi sur la fiscalité municipale.

1. Voir la section « [concepts et définitions](#) », à la fin du document, pour la définition de la valeur imposable uniformisée.

La croissance de la valeur des résidences unifamiliales s'accélère au Québec

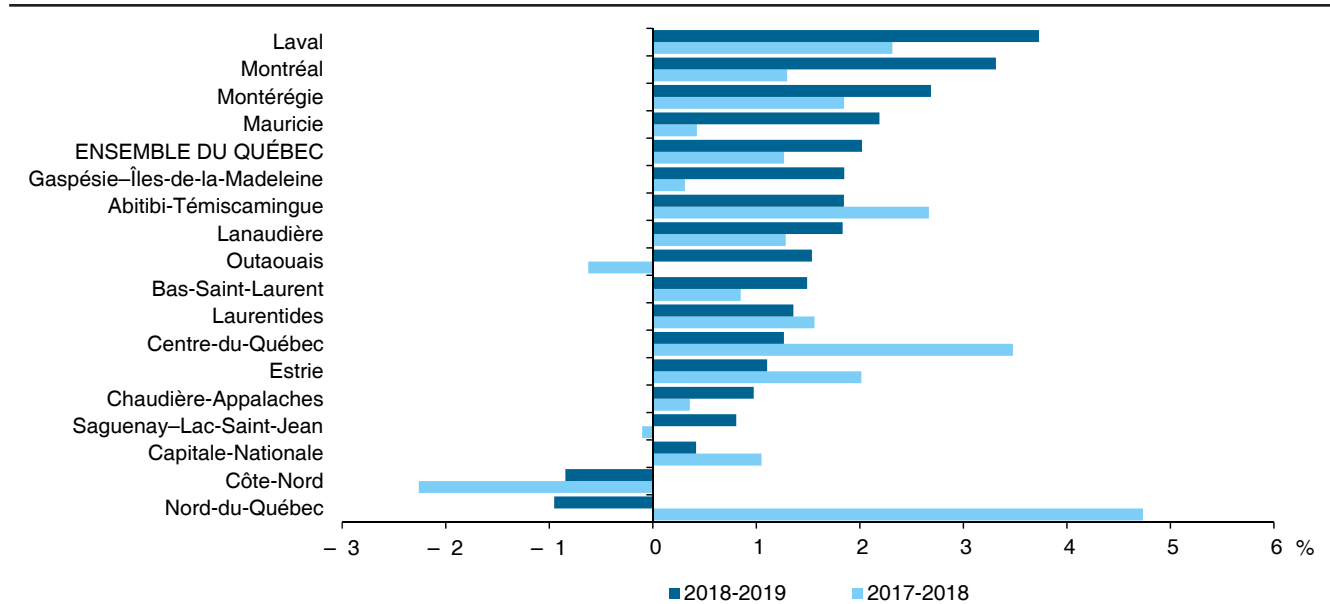
Après avoir crû de 1,3 % au cours de l'exercice financier de 2018, la valeur foncière moyenne des résidences unifamiliales dans l'ensemble du Québec croît plus fortement en 2019, soit de 2,0 %. Il s'agit de la croissance la plus forte depuis 2015. Quant à la valeur moyenne des copropriétés, elle progresse de 1,6 % au Québec en 2019, une croissance identique à celle observée l'année précédente.

Hausse de la valeur des résidences unifamiliales dans la plupart des régions

La valeur des résidences unifamiliales poursuit sa progression dans l'ensemble des régions administratives en 2019, à l'exception du Nord-du-Québec (– 1,0 %) et de la Côte-Nord (– 0,8 %) où elle connaît un repli. Dans le cas de la Côte-Nord, il s'agit d'une quatrième baisse annuelle consécutive de la valeur des résidences unifamiliales. Les régions de Laval et de Montréal sont celles qui enregistrent les plus fortes augmentations en 2019, avec des hausses annuelles de 3,7 % et de 3,3 % respectivement. À l'inverse, la valeur des résidences unifamiliales progresse plus timidement dans la Capitale-Nationale (+ 0,4 %) et au Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 0,8 %).

Figure 7.1

Taux de croissance de la valeur moyenne des résidences unifamiliales, régions administratives et ensemble du Québec, exercices financiers 2017-2018 et 2018-2019



Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, *Évaluation foncière des municipalités du Québec*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Évolution de la valeur des copropriétés

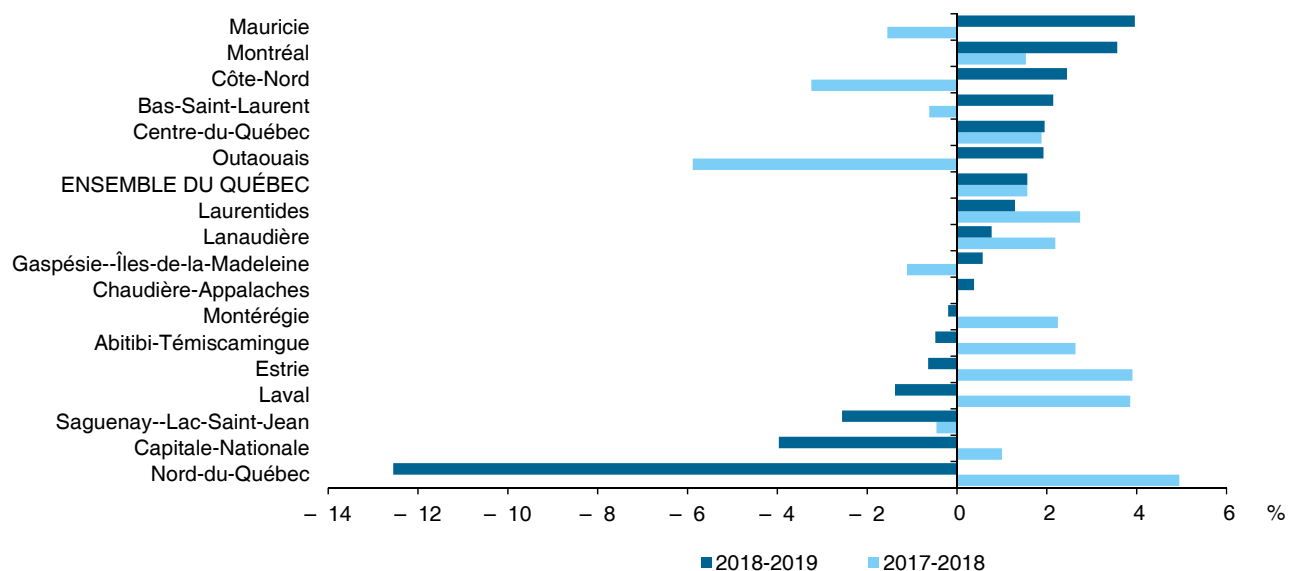
En 2019, la valeur moyenne des copropriétés évolue de manière très contrastée dans les régions administratives. Parmi les 17 régions qui composent le Québec, 7 enregistrent une baisse de la valeur des copropriétés, dont le Nord-du-Québec qui subit le recul le plus substantiel (– 12,6 %), et ce, après avoir enregistré une hausse de 5,0 % en 2018. Des baisses marquées sont aussi observées dans les régions de la Capitale-Nationale (– 4,0 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 2,6 %).

À l’opposé, la Mauricie est la région qui connaît la plus forte hausse de la valeur des copropriétés en 2019, soit une augmentation de 4,0 %. Cette augmentation contraste avec la baisse de 1,6 % enregistrée un an plus tôt dans la région. Outre la Mauricie, cinq autres régions affichent une croissance de la valeur des copropriétés supérieure à celle observée au Québec, à savoir Montréal (+ 3,6 %), la Côte-Nord (+ 2,5 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 2,1 %), le Centre-du-Québec (+ 2,0 %) et l’Outaouais (+ 1,9 %). Soulignons que la valeur des copropriétés dans le Centre-du-Québec croît à un rythme plus rapide que celle du Québec pour une troisième année consécutive.

Dans la majorité des régions administratives, ainsi qu'à l'échelle du Québec, la valeur des copropriétés s'accroît, en moyenne, moins rapidement que celle des résidences unifamiliales en 2019. Les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie, de Montréal, de l'Outaouais et du Centre-du-Québec font toutefois exception à cette tendance.

Figure 7.2

Taux de croissance de la valeur moyenne des copropriétés, régions administratives et ensemble du Québec, exercices financiers 2017-2018 et 2018-2019



Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, *Évaluation foncière des municipalités du Québec*.
 Compilation : Institut de la statistique du Québec.

La valeur moyenne des résidences unifamiliales dépasse le demi-million de dollars à Montréal

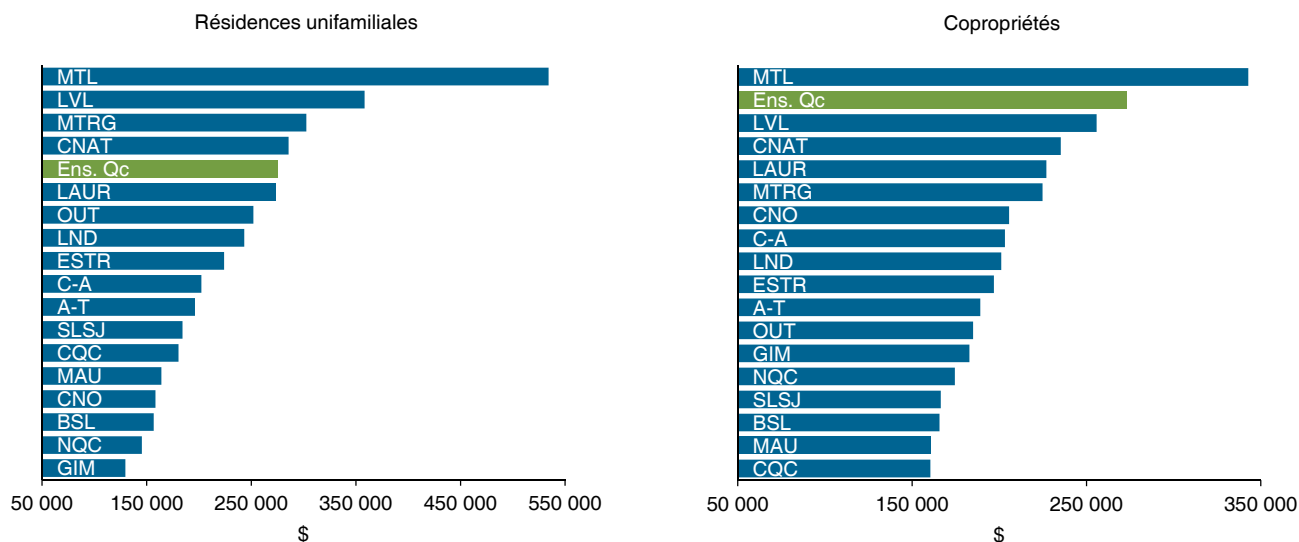
La valeur moyenne des résidences unifamiliales varie considérablement d'une région à l'autre. La région montréalaise est celle où elle est, de loin, la plus élevée pour l'exercice financier 2019, avec une valeur foncière moyenne dépassant les 534 000 \$. Elle est suivie par Laval (358 286 \$), la Montérégie (302 556 \$) et la Capitale-Nationale (285 641 \$), seules autres régions à afficher une valeur supérieure à la moyenne québécoise (275 148 \$). En revanche, ce sont les régions éloignées des grands centres urbains et peu densément peuplées qui affichent les valeurs moyennes des résidences unifamiliales les plus faibles. C'est le cas des régions de la Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine (129 698 \$), du Nord-du-Québec (145 368 \$), du Bas-Saint-Laurent (156 786 \$) et de la Côte-Nord (158 433 \$).

En ce qui a trait aux copropriétés, Montréal se maintient en tête des régions en 2019 avec une valeur foncière moyenne de 342 830 \$. Dans les autres régions du Québec, cette valeur se situe sous la moyenne québécoise (273 334 \$). Les valeurs moyennes des copropriétés les plus faibles sont enregistrées dans les régions de la Mauricie (160 889 \$) et du Centre-du-Québec (160 506 \$).

Par ailleurs, dans la plupart des régions, la valeur moyenne des copropriétés demeure en deçà de celle des résidences unifamiliales en 2019. Les seules régions où elle est supérieure à celle des résidences unifamiliales sont le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec, la Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine et la Chaudière-Appalaches. Notons, par contre, que le nombre de copropriétés dans ces territoires demeure relativement marginal.

Figure 7.3

Valeur moyenne des résidences unifamiliales et des copropriétés, régions administratives et ensemble du Québec, exercice financier 2019



Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, *Évaluation foncière des municipalités du Québec*.

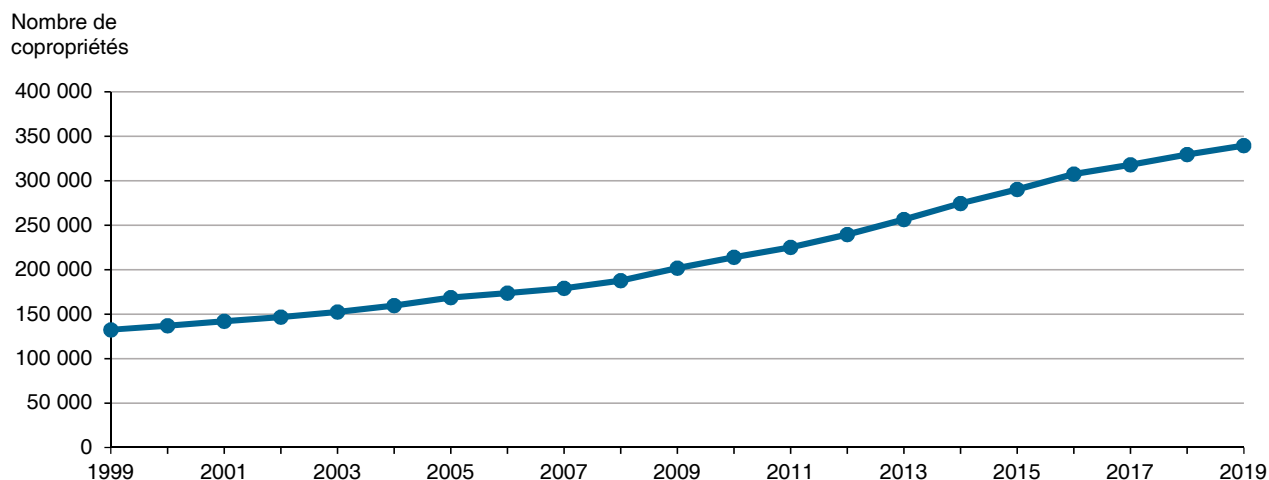
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Forte hausse du nombre de copropriétés

La copropriété est un mode de propriété en forte progression au Québec. À preuve, le nombre de copropriétés a plus que doublé en 15 ans, passant de 159 799 unités en 2004 à plus de 339 000 en 2019. Seulement en 2019, le nombre de copropriétés augmente de 3,1 % en regard de 2018. En comparaison, le nombre de résidences unifamiliales au Québec n'augmente que de 0,7 % entre 2018 et 2019, pour s'élever à 1 766 110 unités. Le nombre de copropriétés connaît une croissance particulièrement importante en 2019 dans les régions de Laval (+ 4,0 %), des Laurentides (+ 4,0 %), de la Mauricie (+ 3,6 %), de Montréal (+ 3,5 %) et du Centre-du-Québec (+ 3,3 %).

Figure 7.4

Évolution du nombre de copropriétés, ensemble du Québec, exercices financiers 1999-2019



Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, *Évaluation foncière des municipalités du Québec*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

C'est d'ailleurs la région montréalaise qui compte le plus de copropriétés, soit 144 149. La métropole est suivie de loin à ce chapitre par la Montérégie, avec 63 296 unités. Soulignons que les copropriétés dans la région montréalaise se concentrent principalement dans l'agglomération de Longueuil, située à proximité de l'île de Montréal. À elles seules, les régions de Montréal et de la Montérégie regroupent plus de 60 % des copropriétés du Québec.

Tableau 7.1

Valeur moyenne des résidences unifamiliales, régions administratives et ensemble du Québec, exercices financiers 2015-2019

Région administrative	2015	2016	2017	2018	2019	Variation	TCAM
						2019-2018	2019-2015
			\$			%	
Bas-Saint-Laurent	146 441	150 606	153 180	154 482	156 786	1,5	1,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	183 305	182 493	182 971	182 784	184 260	0,8	0,1
Capitale-Nationale	277 969	279 553	281 490	284 448	285 641	0,4	0,7
Mauricie	154 468	157 645	159 879	160 561	164 079	2,2	1,5
Estrie	211 337	214 188	217 166	221 544	223 993	1,1	1,5
Montréal	495 165	500 533	510 360	516 985	534 129	3,3	1,9
Outaouais	244 572	248 162	249 722	248 166	251 982	1,5	0,7
Abitibi-Témiscamingue	180 045	181 021	187 569	192 573	196 129	1,8	2,2
Côte-Nord	170 558	165 177	163 472	159 780	158 433	– 0,8	– 1,8
Nord-du-Québec	139 609	140 544	140 128	146 765	145 368	– 1,0	1,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	121 912	126 168	126 947	127 341	129 698	1,9	1,6
Chaudière-Appalaches	190 834	195 749	199 703	200 420	202 376	1,0	1,5
Laval	327 766	336 805	337 584	345 399	358 286	3,7	2,3
Lanaudière	230 343	235 005	235 830	238 861	243 244	1,8	1,4
Laurentides	260 243	263 824	265 721	269 875	273 544	1,4	1,3
Montréal	281 885	286 425	289 286	294 636	302 556	2,7	1,8
Centre-du-Québec	162 339	167 477	172 218	178 209	180 467	1,3	2,7
Ensemble du Québec	259 800	263 529	266 316	269 697	275 148	2,0	1,4

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, *Évaluation foncière des municipalités du Québec*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7.2

Valeur moyenne des copropriétés, régions administratives et ensemble du Québec, exercices financiers 2015-2019

Région administrative	2015	2016	2017	2018	2019	Variation	TCAM
						2019-2018	2019-2015
			\$			%	
Bas-Saint-Laurent	156 335	161 401	163 253	162 247	165 729	2,1	1,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	172 163	171 275	171 597	170 817	166 448	– 2,6	– 0,8
Capitale-Nationale	245 664	240 988	242 521	244 955	235 247	– 4,0	– 1,1
Mauricie	138 591	151 103	157 194	154 756	160 889	4,0	3,8
Estrie	188 046	188 980	190 716	198 167	196 895	– 0,6	1,2
Montréal	320 499	326 167	326 010	331 019	342 830	3,6	1,7
Outaouais	184 254	192 198	192 811	181 470	184 967	1,9	0,1
Abitibi-Témiscamingue	170 973	178 717	185 149	190 036	189 125	– 0,5	2,6
Côte-Nord	216 013	212 298	207 395	200 671	205 588	2,5	– 1,2
Nord-du-Québec	204 843	189 074	190 100	199 510	174 470	– 12,6	– 3,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	182 119	188 289	183 858	181 812	182 853	0,6	0,1
Chaudière-Appalaches	199 616	203 805	202 398	202 461	203 231	0,4	0,4
Laval	240 334	249 011	249 705	259 342	255 768	– 1,4	1,6
Lanaudière	195 692	195 194	195 290	199 572	201 114	0,8	0,7
Laurentides	215 716	218 598	218 114	224 098	226 994	1,3	1,3
Montréal	219 064	218 544	220 297	225 247	224 803	– 0,2	0,6
Centre-du-Québec	149 310	150 511	154 519	157 432	160 506	2,0	1,8
Ensemble du Québec	260 965	264 234	264 958	269 114	273 334	1,6	1,2

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, *Évaluation foncière des municipalités du Québec*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7.3

Nombre de résidences unifamiliales, régions administratives et ensemble du Québec, exercices financiers 2015-2019

Région administrative	2015	2016	2017	2018	2019	Variation 2019-2018	TCAM 2019-2015
	n					%	
Bas-Saint-Laurent	58 115	58 481	59 007	59 483	59 879	0,7	0,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	69 361	70 123	70 675	71 145	71 787	0,9	0,9
Capitale-Nationale	151 930	153 320	154 253	155 091	156 220	0,7	0,7
Mauricie	69 116	69 659	70 243	70 955	71 403	0,6	0,8
Estrie	75 328	76 364	77 132	78 119	79 031	1,2	1,2
Montréal	152 297	152 582	152 998	153 441	153 827	0,3	0,3
Outaouais	100 922	101 793	102 593	103 256	103 702	0,4	0,7
Abitibi-Témiscamingue	37 293	37 699	37 972	38 237	38 458	0,6	0,8
Côte-Nord	22 177	22 251	22 284	22 314	22 363	0,2	0,2
Nord-du-Québec	3 757	3 783	3 813	3 831	3 843	0,3	0,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	30 500	30 790	30 962	31 267	31 406	0,4	0,7
Chaudière-Appalaches	119 904	121 306	122 992	124 340	125 607	1,0	1,2
Laval	89 167	89 511	89 692	89 825	89 922	0,1	0,2
Lanaudière	143 685	144 842	145 756	146 836	148 381	1,1	0,8
Laurentides	158 436	159 909	161 720	164 754	166 276	0,9	1,2
Montréal	365 246	367 836	370 421	373 293	376 202	0,8	0,7
Centre-du-Québec	64 946	65 659	66 234	67 107	67 803	1,0	1,1
Ensemble du Québec	1 712 180	1 725 908	1 738 747	1 753 294	1 766 110	0,7	0,8

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, *Évaluation foncière des municipalités du Québec*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7.4

Nombre de copropriétés, régions administratives et ensemble du Québec, exercices financiers 2015-2019

Région administrative	2015	2016	2017	2018	2019	Variation 2019-2018	TCAM 2019-2015
	n					%	
Bas-Saint-Laurent	1 369	1 495	1 513	1 556	1 587	2,0	3,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 380	2 437	2 558	2 659	2 734	2,8	3,5
Capitale-Nationale	33 959	35 379	36 297	37 631	38 421	2,1	3,1
Mauricie	2 220	2 386	2 637	2 783	2 883	3,6	6,8
Estrie	4 997	5 124	5 238	5 401	5 510	2,0	2,5
Montréal	121 591	129 671	134 788	139 337	144 149	3,5	4,3
Outaouais	11 492	12 544	12 686	12 679	12 824	1,1	2,8
Abitibi-Témiscamingue	323	412	442	478	488	2,1	10,9
Côte-Nord	128	128	129	130	130	0,0	0,4
Nord-du-Québec	23	23	23	23	23	0,0	0,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	29	30	30	30	30	0,0	0,9
Chaudière-Appalaches	5 523	5 795	5 956	6 100	6 125	0,4	2,6
Laval	19 991	21 304	21 581	22 457	23 352	4,0	4,0
Lanaudière	12 700	13 357	13 837	14 426	14 861	3,0	4,0
Laurentides	17 320	18 418	19 499	20 673	21 493	4,0	5,5
Montréal	54 854	57 554	59 309	61 443	63 296	3,0	3,6
Centre-du-Québec	1 309	1 374	1 439	1 522	1 572	3,3	4,7
Ensemble du Québec	290 208	307 431	317 962	329 328	339 478	3,1	4,0

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, *Évaluation foncière des municipalités du Québec*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

8. Mines

par Louis Madore, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

L'économie du secteur minier s'articule autour de deux pôles, soit l'investissement minier et la production minérale.

L'investissement minier comprend l'ensemble des dépenses en travaux d'exploration et de mise en valeur d'un gîte minéral. Il comprend également les dépenses en travaux d'aménagement nécessaires à la mise en production d'une mine et au renouvellement des réserves de minerai, le coût de la construction d'infrastructures et de l'acquisition d'équipement et de machinerie liés au complexe minier, ainsi que les coûts de réparation et d'entretien requis pour maintenir la valeur des immobilisations.

La production minérale du Québec provient de 28 mines actives en 2017 ainsi que de près de 520 sites d'extraction de substances minérales de surface. Les principales substances métalliques extraites du sol québécois sont l'or, le fer, le nickel, le titane, le niobium, le cuivre et le zinc et l'ilménite. À cela s'ajoutent plusieurs substances secondaires, dont l'antimoine, l'argent, le bismuth, le cadmium, le cobalt, les éléments du groupe du platine, le sélénium et le tellure. Les substances non métalliques extraites des mines québécoises sont le diamant, le feldspath, le graphite, le mica, le sel et la silice. Les sites d'extraction de substances minérales de surface fournissent de la pierre, du sable, du gravier et de la tourbe ainsi que les substances nécessaires à la production de la chaux, du ciment et des produits d'argile. Enfin, des fonderies et affinerie québécoises récupèrent du soufre livré sous forme d'acide sulfurique.

Ce chapitre présente les données finales de 2017.

L'ensemble des données présentées provient du *Recensement annuel sur l'investissement minier* et du *Recensement annuel sur la production minérale* réalisés par l'Institut de la statistique du Québec.

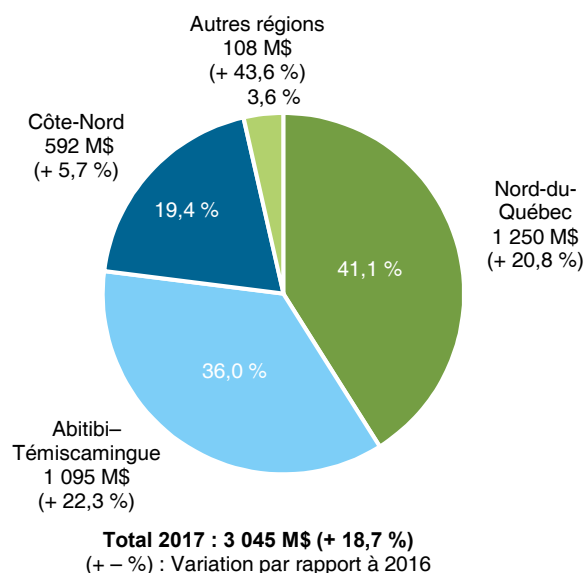
L'activité minière au Québec

Le bilan de 2017 se traduit par une augmentation des dépenses en investissement minier de 18,7 % par rapport à 2016, celles-ci atteignant 3,05 G\$. En 2017, les trois principales régions minières du Québec se partagent 96,4 % de l'investissement minier total du Québec, soit 41,1 % (1 250 M\$) pour le Nord-du-Québec, 36,0 % (1 095 M\$) pour l'Abitibi-Témiscamingue et 19,4 % (592 M\$) pour la Côte-Nord (figure 8.1).

En 2017, la valeur des livraisons minérales atteint 9,47 G\$, une augmentation de 17,0 % par rapport à 2016. Les trois principales régions minières du Québec détiennent 72,9 % de la valeur totale des livraisons minérales du Québec, soit 29,5 % (2,80 G\$) pour le Nord-du-Québec, 23,8 % (2,26 G\$) pour l'Abitibi-Témiscamingue et 19,5 % (1,85 G\$) pour la Côte-Nord. La Montérégie, en raison de la présence d'usines de transformation des minéraux sur son territoire, arrive en quatrième position et représente 14,5 % (1,38 G\$) de la valeur totale des livraisons (figure 8.2).

Figure 8.1

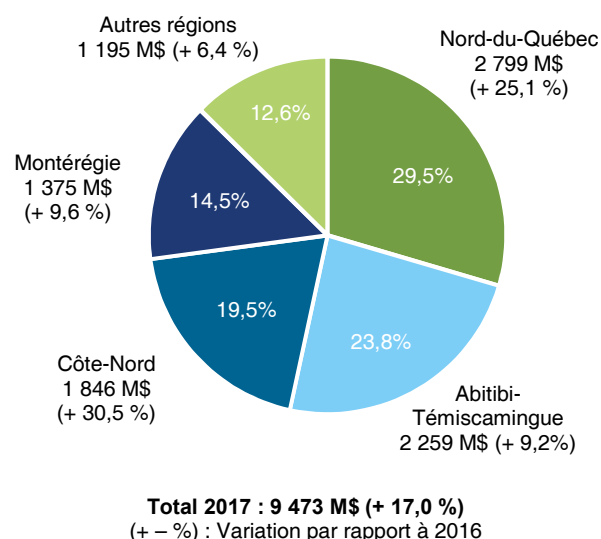
Répartition de l'investissement minier selon les régions administratives, Québec, 2017



Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel sur l'investissement minier*.

Figure 8.2

Répartition de la valeur des livraisons minérales selon les régions administratives, Québec, 2017



Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel sur la production minérale*.

L'activité minière dans le Nord-du-Québec

Avec des dépenses qui atteignent 1 250 M\$ en 2017, le Nord-du-Québec occupe le premier rang des régions administratives sur le plan de l'investissement minier. La région a vu ses dépenses à ce chapitre augmenter de 20,8 % par rapport à 2016.

En 2017, le Nord-du-Québec occupe aussi le premier rang des régions administratives au chapitre de la valeur des livraisons minérales. Celle-ci atteint 2,80 G\$, soit 29,5 % de la valeur totale des livraisons minérales québécoises (9,47 G\$). Il s'agit d'une augmentation de 25,1 % par rapport à 2016.

La région du Nord-du-Québec compte quatre mines d'or en exploitation en 2017 et une usine qui traite le minerai d'or à forfait. Elle compte aussi quatre mines de métaux usuels en exploitation, dont deux mines de nickel et de cuivre situées dans le nord de la péninsule d'Ungava et, plus au sud, deux mines de zinc et de cuivre dans les secteurs de Matagami et de Lebel-sur-Quévillon.

Sur le territoire du Nord-du-Québec se trouve la première mine de diamant du Québec, qui a commencé sa production commerciale en décembre 2016. On y trouve aussi une fosse située à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Schefferville d'où est extrait du minerai de fer depuis l'été 2017.

Des sablières et des gravières sont exploitées sur le territoire du Nord-du-Québec.

Tableau 8.1

Établissements miniers en production, Nord-du-Québec, 2017

Nom de l'établissement	Propriétaire	Produit principal	Type d'établissement	Nombre d'employés
Mine Renard	Stornoway Diamond Corporation	Diamant	Fosse et souterrain	200 à 499
Mine Goodwood	Tata Steel Minerals Canada	Minerai de fer	Fosse	200 à 499
Mine Nunavik Nickel	Jilin Jien Nickel Industry Co	Nickel, cuivre	Fosse	200 à 499
Mine Raglan	Glencore Canada Corporation	Nickel, cuivre	Fosse et souterrain	500 à 999
Mine Casa Berardi	Hecla Mining Company	Or	Souterrain	200 à 499
Mine Éléonore	Goldcorp	Or	Souterrain	200 à 499
Mine Lac Bachelor	Ressources Métanor	Or	Souterrain	200 à 499
Mine Vezza	Ressources Nottaway	Or	Souterrain	100 à 199
Mine Bracemac-McLeod	Glencore Canada Corporation	Zinc, cuivre	Souterrain	200 à 499
Mine Langlois	Nyrstar Canada Resources	Zinc, cuivre	Souterrain	200 à 499
Usine Géant Dormant	Mines Abcourt	Or	Concentrateur	50 à 99

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel sur la production minérale*.

L'activité minière en Abitibi-Témiscamingue

Avec des dépenses de 1 095 M\$ en 2017, l'Abitibi-Témiscamingue occupe le deuxième rang des régions administratives sur le plan de l'investissement minier. Dans cette région, où les activités minières sont surtout axées sur l'or, les investissements augmentent de 22,3 % en 2017.

L'Abitibi-Témiscamingue arrive aussi au deuxième rang des régions administratives au chapitre de la valeur des livraisons minérales. Celle-ci atteint 2,26 G\$, soit 23,8 % de la valeur totale des livraisons minérales québécoises (9,47 G\$). Il s'agit d'une augmentation de 9,2 % par rapport à 2016.

L'Abitibi-Témiscamingue compte sept mines d'or en exploitation en 2017 et deux usines de traitement de minerai aurifère. La région accueille également une fonderie de cuivre.

Par ailleurs, de la pierre, du sable et du gravier ainsi que de la tourbe sont extraits de sites d'extraction de substances minérales de surface situés en Abitibi-Témiscamingue.

Tableau 8.2

Établissements miniers en production, Abitibi-Témiscamingue, 2017

Nom de l'établissement	Propriétaire	Produit principal	Type d'établissement	Nombre d'employés
Mine Beaufor	Mines Richmond	Or	Souterrain	100 à 199
Mine Canadian Malartic	Mines Agnico Eagle / Yamana Gold	Or	Fosse	500 à 999
Mine Elder	Mines Abcourt	Or	Souterrain	50 à 99
Mine Goldex	Mines Agnico Eagle	Or	Souterrain	200 à 499
Mine Lapa	Mines Agnico Eagle	Or	Souterrain	200 à 499
Mine LaRonde	Mines Agnico Eagle	Or	Souterrain	500 à 999
Mine Westwood	IAMGOLD Corporation	Or	Souterrain	500 à 999
Usine Camflo	Mines Richmond	Or	Concentrateur	20 à 49
Usine Doyon	IAMGOLD Corporation	Or	Concentrateur	20 à 49
Fonderie Horne	Glencore Canada Corporation	Cuivre	Fonderie	500 à 999

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel sur la production minérale*.

L'activité minière sur la Côte-Nord

Avec des dépenses de 592 M\$ en 2017, la Côte-Nord arrive au troisième rang des régions administratives sur le plan de l'investissement minier. Dans cette région où les activités minières sont surtout axées sur l'extraction du minerai de fer et de l'ilménite, les investissements augmentent de 5,7 % en 2017.

La Côte-Nord occupe aussi le troisième rang des régions administratives au chapitre de la valeur des livraisons minérales en 2017. Celle-ci atteint 1,85 G\$, soit 19,5 % de la valeur totale des livraisons minérales québécoises (9,47 G\$). Il s'agit d'une augmentation de 30,5 % par rapport à 2016.

En 2017, la Côte-Nord compte deux mines de fer en exploitation ainsi qu'une mine d'ilménite. On compte aussi une usine de bouletage de minerai de fer à Port-Cartier et deux stations portuaires où transite le minerai de fer extrait au Québec et au Labrador.

Sur la Côte-Nord, en plus du minerai de fer et de l'ilménite extraits des mines et de la boulette de fer produite à l'usine de Port-Cartier, on extrait de la pierre, du sable, du gravier, de la silice ainsi que de la tourbe de sites d'extraction de substances minérales de surface.

Tableau 8.3

Établissements miniers en production, Côte-Nord, 2017

Nom de l'établissement	Propriétaire	Produit principal	Type d'établissement	Nombre d'employés
Mine Fire Lake	ArcelorMittal Exploitation Minière Canada	Minerai de fer	Fosse	Inclus dans Mont-Wright
Mine Mont-Wright	ArcelorMittal Exploitation Minière Canada	Minerai de fer	Fosse	1 000 à 1 499
Mine Lac Tio	Rio Tinto Fer et Titane	Ilménite	Fosse	200 à 499
Usine de Port-Cartier	ArcelorMittal Mines Canada	Boulette de fer	Usine de bouletage	200 à 499

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel sur la production minérale*.

L'activité minière en Montérégie

En Montérégie, les livraisons minérales proviennent principalement de produits de première transformation de minéraux extraits du sous-sol québécois. Ces produits représentent 84,5 % de la valeur totale des livraisons minérales de la région. Le reste des livraisons provient de sites d'extraction de substances minérales de surface, c'est-à-dire des carrières, des sablières, des gravières et des tourbières situées sur le territoire.

Sans être une région typiquement minière, la Montérégie occupe le quatrième rang des régions administratives au chapitre de la valeur des livraisons minérales en 2017. Celle-ci atteint 1,38 G\$, soit 14,5 % de la valeur totale des livraisons minérales québécoises. Il s'agit d'une augmentation de 9,6 % par rapport à 2016.

En 2017, la Montérégie compte un complexe métallurgique qui produit de la fonte, de l'acier et du dioxyde de titane et une affinerie de zinc. La Montérégie compte aussi quatre usines de fabrication de produits minéraux non métalliques, dont une cimenterie, une usine de chaux, une usine de brique (produit d'argile) et une usine de mica.

Tableau 8.4

Établissements miniers en production, Montérégie, 2017

Nom de l'établissement	Propriétaire	Produit principal	Type d'établissement	Nombre d'employés
Affinerie CEZinc	Glencore Canada Corporation/ Fonds de revenu Noranda	Zinc	Affinerie	500 à 999
Cimenterie de Saint-Constant	Lafarge Canada inc.	Ciment	Usine de transformation	100 à 199
Usine de Bedford	Graymont	Chaux	Usine de transformation	50 à 99
Usine de Boucherville	Imerys Mica Suzorite	Mica	Usine de transformation	20 à 49
Usine La Prairie	Briques Forterra	Produit d'argile (brique)	Usine de transformation	20 à 49
Usine Sorel-Tracy	Rio Tinto Group	Dioxyde de titane	Usine de transformation	1 000 à 1 499

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel sur la production minérale*.

L'activité minière dans les autres régions du Québec

Les dépenses en investissement minier faites dans les autres régions du Québec en 2017 atteignent 108 M\$, une augmentation de 43,6 % par rapport à 2016. La valeur des livraisons totalise 1,19 G\$, soit 12,6 % de la valeur totale des livraisons minérales québécoises. Ces livraisons minérales proviennent de :

- l'extraction minière de substances minérales (32,6 %) telles que le graphite, le feldspath, le mica, le niobium, le sel et la silice;
- l'exploitation de sites d'extraction de substances minérales de surface (42,4 %) fournissant de la pierre, du sable, du gravier et de la tourbe;
- la fabrication de chaux et de ciment (25,0 %).

Tableau 8.5

Établissements miniers en production, régions administratives du Québec, 2017¹

Nom de l'établissement	Propriétaire	Produit principal	Type d'établissement	Nombre d'employés
Bas-Saint-Laurent				
Usine de Saint-Moïse	Coopérative de producteurs de chaux du Bas-Saint-Laurent	Chaux	Usine de transformation	1 à 19
Saguenay-Lac-Saint-Jean				
Mine Niobec	Magris Resources	Niobium	Souterrain	200 à 499
Capitale-Nationale				
Mine Petit-Lac-Malbaie	Silicium Québec / SITEC Quartz	Silice	Fosse	1 à 19
Cimenterie Gustave Papillon	Ciment Québec	Ciment	Usine de transformation	100 à 199
Mauricie				
Mine Lac Letondal	Imerys Mica Suzorite	Mica	Fosse	1 à 19
Estrie				
Usine de Marbleton	Graymont	Chaux	Usine de transformation	50 à 99
Montréal				
Affinerie CCR	Glencore Canada Corporation	Cuivre	Usine de transformation	200 à 499
Outaouais				
Mine Othmer	Dentsply Canada	Feldspath	Fosse	1 à 19
Abitibi-Témiscamingue				
Mine Beaufor	Mines Richmond	Or	Souterrain	100 à 199
Mine Canadian Malartic	Mines Agnico Eagle / Yamana Gold	Or	Fosse	500 à 999
Mine Elder	Mines Abcourt	Or	Souterrain	50 à 99
Mine Goldex	Mines Agnico Eagle	Or	Souterrain	200 à 499
Mine Lapa	Mines Agnico Eagle	Or	Souterrain	200 à 499
Mine LaRonde	Mines Agnico Eagle	Or	Souterrain	500 à 999
Mine Westwood	IAMGOLD Corporation	Or	Souterrain	500 à 999
Usine Camflo	Mines Richmond	Or	Concentrateur	20 à 49
Usine Doyon	IAMGOLD Corporation	Or	Concentrateur	20 à 49
Fonderie Horne	Glencore Canada Corporation	Cuivre	Fonderie	500 à 999

Tableau 8.5 (suite)

Établissements miniers en production, régions administratives du Québec, 2017¹

Nom de l'établissement	Propriétaire	Produit principal	Type d'établissement	Nombre d'employés
Côte-Nord				
Mine Fire Lake	ArcelorMittal Exploitation Minière Canada	Minerai de fer	Fosse	Inclus dans Mont-Wright
Mine Mont-Wright	ArcelorMittal Exploitation Minière Canada	Minerai de fer	Fosse	1 000 à 1 499
Mine Lac Tio	Rio Tinto Fer et Titane	Ilménite	Fosse	200 à 499
Usine de Port-Cartier	ArcelorMittal Mines Canada	Boulette de fer	Usine de bouletage	200 à 499
Nord-du-Québec				
Mine Renard	Stornoway Diamond Corporation	Diamant	Fosse et souterrain	200 à 499
Mine Goodwood	Tata Steel Minerals Canada	Minerai de fer	Fosse	200 à 499
Mine Nunavik Nickel	Jilin Jien Nickel Industry Co	Nickel, cuivre	Fosse	200 à 499
Mine Raglan	Glencore Canada Corporation	Nickel, cuivre	Fosse et souterrain	500 à 999
Mine Casa Berardi	Hecla Mining Company	Or	Souterrain	200 à 499
Mine Éléonore	Goldcorp	Or	Souterrain	200 à 499
Mine Lac Bachelor	Ressources Métanor	Or	Souterrain	200 à 499
Mine Vezza	Ressources Nottaway	Or	Souterrain	100 à 199
Mine Bracemac-McLeod	Glencore Canada Corporation	Zinc, cuivre	Souterrain	200 à 499
Mine Langlois	Nyrstar Canada Resources	Zinc, cuivre	Souterrain	200 à 499
Usine Géant Dormant	Mines Abcourt	Or	Concentrateur	50 à 99
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine				
Mine Seleine	K & S Sel Windsor	Sel	Souterrain	100 à 199
Lanaudière				
Cimenterie de Joliette	Groupe CRH Canada	Ciment	Usine de transformation	100 à 199
Usine de Joliette	Graymont	Chaux	Usine de transformation	1 à 19
Laurentides				
Mine Lac-des-Îles	Imerys Graphite & Carbon	Graphite	Fosse	50 à 99
Mine Saint-Canut	Unimin Canada	Silice	Fosse	1 à 19
Mine Saint-Rémi-d'Amherst	Société minière Gerdin	Silice	Fosse	1 à 19
Cimenterie de Kilmar	Colacem Canada inc.	Ciment	Usine de transformation	20 à 49
Montérégie				
Affinerie CEZinc	Glencore Canada Corporation/ Fonds de revenu Noranda	Zinc	Affinerie	500 à 999
Cimenterie de Saint-Constant	Lafarge Canada inc.	Ciment	Usine de transformation	100 à 199
Usine de Bedford	Graymont	Chaux	Usine de transformation	50 à 99
Usine de Boucherville	Imerys Mica Suzorite	Mica	Usine de transformation	20 à 49
Usine La Prairie	Briques Forterra	Produit d'argile (brique)	Usine de transformation	20 à 49
Usine Sorel-Tracy	Rio Tinto Group	Dioxyde de titane	Usine de transformation	1 000 à 1 499

1. Exclut les sites d'extraction de substances minérales de surface (carrières, sablières, gravière et tourbières).

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel sur la production minérale*.

L'emploi dans le secteur de l'exploitation minière

En 2017, on dénombre 16 116 emplois (années-personnes) liés au secteur de l'exploitation minière, qui comprend l'extraction minière et les activités de première transformation des minéraux. La masse salariale correspondant à ces emplois atteint 1 755 M\$ en 2017. Par rapport à 2016, il s'agit d'une hausse de 0,3 % du nombre d'emplois et de 7,5 % de la masse salariale. De ces 16 116 emplois, 61,6 % (9 926 emplois) proviennent de l'extraction minière, 21,0 % (3 389 emplois) des activités de première transformation des minéraux et 17,4 % (2 801 emplois) de l'exploitation de sites d'extraction de substances minérales de surface. Le salaire annuel moyen pour un emploi du secteur minier au Québec est de 108 876 \$. Les trois principales régions minières du Québec (Nord-du-Québec, Abitibi-Témiscamingue et Côte-Nord) fournissent la majorité des emplois dans le secteur minier, soit 62,1 % des emplois pour l'ensemble du Québec.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées du secteur minier sont disponibles sur le [site Web de l'ISQ](#).

Tableau 8.6

Années-personnes et salaire annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2016-2017

Région administrative	Années-personnes			Salaire annuel moyen		
	2016	2017	Variation 2017/2016	2016	2017	Variation 2017/2016
	n		%	\$		%
Nord-du-Québec	3 697	3 985	7,8	112 506	121 180	7,7
Abitibi-Témiscamingue	3 603	3 777	4,8	107 481	108 293	0,8
Montréal	2 645	2 435	- 7,9	82 689	90 376	9,3
Côte-Nord	2 440	2 243	- 8,1	147 092	173 114	17,7
Autres régions	3 686	3 676	- 0,3	68 253	69 197	1,4
Ensemble du Québec	16 071	16 116	0,3	101 573	108 876	7,2

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel sur la production minière*.

Tableau 8.7

Années-personnes, masse salariale et heures payées par région administrative, Québec, 2017

Région administrative et secteur d'activité	Années-personnes n	Masse salariale \$	Heures payées n
Bas-Saint-Laurent Chaux, pierre, sable et gravier, tourbe	409	18 993 000	811 129
Saguenay–Lac-Saint-Jean Niobium, pierre, sable et gravier, tourbe	570	58 238 514	1 119 922
Capitale-Nationale Ciment, pierre, sable et gravier, silice	471	29 056 250	925 162
Mauricie Pierre, sable et gravier	89	3 775 162	150 771
Estrie Chaux, pierre, sable et gravier	257	16 300 444	416 435
Montréal Fonte, affinage et transformation, pierre	574	46 197 550	1 139 470
Outaouais Pierre, sable et gravier	68	2 608 734	126 014
Abitibi-Témiscamingue Fonte, affinage et transformation, lithium, or, pierre, sable et gravier, tourbe	3 777	409 021 556	8 080 700
Côte-Nord Ilménite, minerai de fer, pierre, sable et gravier, tourbe	2 243	388 293 729	4 684 857
Nord-du-Québec Diamant, minerai de fer, nickel, or, pierre, sable et gravier, tourbe, zinc	3 985	482 900 579	8 318 716
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine Pierre, sable et gravier, sel, tourbe	203	15 440 508	378 833
Chaudière-Appalaches Pierre, sable et gravier, tourbe	183	7 044 360	268 487
Laval Pierre	85	7 151 914	171 694
Lanaudière Chaux, ciment, pierre, sable et gravier	275	19 099 921	540 209
Laurentides Ciment, graphite, pierre, sable et gravier, silice	336	21 400 546	671 254
Montérégie Chaux, ciment, fonte, affinage et transformation, mica, pierre, produit d'argile, sable et gravier, tourbe	2 435	220 064 716	4 997 372
Centre-du-Québec Pierre, sable et gravier, tourbe	156	9 061 191	335 149
Ensemble du Québec	16 116	1 754 648 674	33 136 174

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel sur la production minérale*.

Tableau 8.8

Répartition de l'investissement minier par région administrative du Québec, 2017

Région administrative	Exploration et mise en valeur		Aménagement des complexes miniers			Total par région
	Travaux sur site minier	Travaux hors site minier	Travaux	Immobilisation ¹	Réparation et entretien ¹	
			k\$			
Bas-Saint-Laurent	-	343	-	-	-	343
Saguenay-Lac-Saint-Jean	x	x	x	x	x	74 634
Capitale-Nationale	x	x	x	x	x	3 467
Mauricie	x	x	x	x	x	1 610
Estrie	-	2 111	-	-	-	2 111
Montréal	-	-	-	-	-	-
Outaouais	-	1 770	-	-	-	1 770
Abitibi-Témiscamingue	997	215 554	446 068	256 074	176 123	1 094 817
Côte-Nord	x	x	x	357 328	219 374	592 000
Nord-du-Québec	20 252	307 567	285 754	358 785	277 765	1 250 121
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	x	x	x	x	x	11 826
Chaudière-Appalaches	-	237	-	-	-	237
Laval	-	-	-	-	-	-
Lanaudière	-	4 984	-	-	-	4 984
Laurentides	x	x	x	x	x	6 114
Montérégie	x	x	x	x	x	1 098
Centre-du-Québec	-	-	-	-	-	-
Ensemble du Québec	21 798	552 149	741 212	1 011 277	718 698	3 045 133

1. Cette catégorie inclut les dépenses d'immobilisation, de réparation et d'entretien relatives aux phases d'exploration et de mise en valeur.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel sur l'investissement minier*.

Tableau 8.9

Valeur des livraisons minérales par région administrative, Québec, 2017

Région administrative et substance	Valeur (k\$)
Bas-Saint-Laurent	56 423
Chaux, pierre, sable et gravier, tourbe	
Saguenay–Lac-Saint-Jean	309 334
Niobium (ferroniobium), pierre, sable et gravier, tourbe	
Capitale-Nationale	208 589
Ciment, pierre, sable et gravier, silice	
Mauricie	42 116
Mica, pierre, sable et gravier, silice	
Estrie	81 168
Chaux, pierre, sable et gravier	
Montréal	21 500
Pierre, sable et gravier	
Outaouais	19 297
Pierre, sable et gravier	
Abitibi-Témiscamingue	2 258 560
Antimoine, argent, bismuth, cadmium, cuivre, or, pierre, sable et gravier, sélénium, soufre, tellure, tourbe, zinc	
Côte-Nord	1 846 390
Ilménite (FeTiO ₃), minerai de fer, pierre, sable et gravier, silice, tourbe	
Nord-du-Québec	2 798 713
Argent, cadmium, cobalt, cuivre, diamant, iridium, nickel, or, palladium, pierre, platine, rhodium, ruthénium, sable et gravier, zinc	
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	55 622
Pierre, sable et gravier, sel, tourbe	
Chaudière-Appalaches	57 380
Pierre, sable et gravier, tourbe	
Laval	52 926
Pierre	
Lanaudière	152 155
Chaux, ciment, pierre, sable et gravier	
Laurentides	109 776
Ciment, graphite, pierre, sable et gravier, silice	
Montérégie	1 375 155
Chaux, ciment, fer (fonte, acier), pierre, produit d'argile, sable et gravier, soufre, titane (TiO ₂), tourbe	
Centre-du-Québec	28 370
Pierre, sable et gravier, tourbe	
Ensemble du Québec	9 473 474

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières*.

9. Tourisme

par Sylvain Prévost-Dallaire, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Cette section présente les données tirées de l'*Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*, réalisée par l'Institut de la statistique du Québec en 2018. Cette enquête mesure la performance des établissements hôteliers et des résidences de tourisme¹ répartis selon les 22 régions touristiques du Québec. Afin d'obtenir une telle mesure, les données sur les unités d'hébergement et les revenus de location sont recueillies mensuellement auprès d'un échantillon d'environ 1 675 établissements du Québec. Seuls ceux offrant quatre unités de location ou plus sont admissibles à l'enquête.

Le découpage géographique des régions touristiques, reconnu par le ministère du Tourisme, diffère de celui des régions administratives. Le Bas-Saint-Laurent se divise en deux régions touristiques, soit celle de la Gaspésie et celle du Bas-Saint-Laurent. La Capitale-Nationale, quant à elle, comprend les régions de Québec et de Charlevoix. La Côte-Nord est constituée des régions touristiques de Duplessis et de Manicouagan. La région administrative de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est divisée en deux régions touristiques, soit la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine. Le Nord-du-Québec en regroupe trois : la Baie-James, le Nunavik et Eeyou Istchee. Enfin, la région touristique des Cantons-de-l'Est est constituée d'une partie de la Montérégie et d'une partie de l'Estrie.

Précautions dans la lecture des résultats

Dans le cadre de cette analyse, il faut préciser que le total de l'ensemble du Québec ne correspond pas nécessairement à la somme des régions touristiques. Le Québec et ses régions sont estimés de manière indépendante pour des raisons de précision statistique. De plus, nous traitons uniquement des différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 95 %.

En 2018, on dénombre 1 809 établissements d'hébergement admissibles à l'enquête, ce qui représente une baisse de 31 établissements par rapport à 2017.

Le parc hôtelier du Québec a diminué de 33 établissements en 2017, alors que celui des résidences de tourisme a augmenté de 2 établissements.

À l'échelle régionale, le nombre d'établissements d'hébergement augmente de six établissements dans la région de Québec par rapport à 2017. La région de Montréal (+ 3) affiche aussi une hausse comparativement à l'année précédente. Par contre, le nombre d'établissements d'hébergement diminue de six dans la région de Lanaudière, de cinq dans la région des Laurentides et de quatre dans la région la Gaspésie.

Près du tiers des établissements d'hébergement admissibles à l'enquête se situent dans les régions de Montréal (200), de Québec (199) et de la Gaspésie (169).

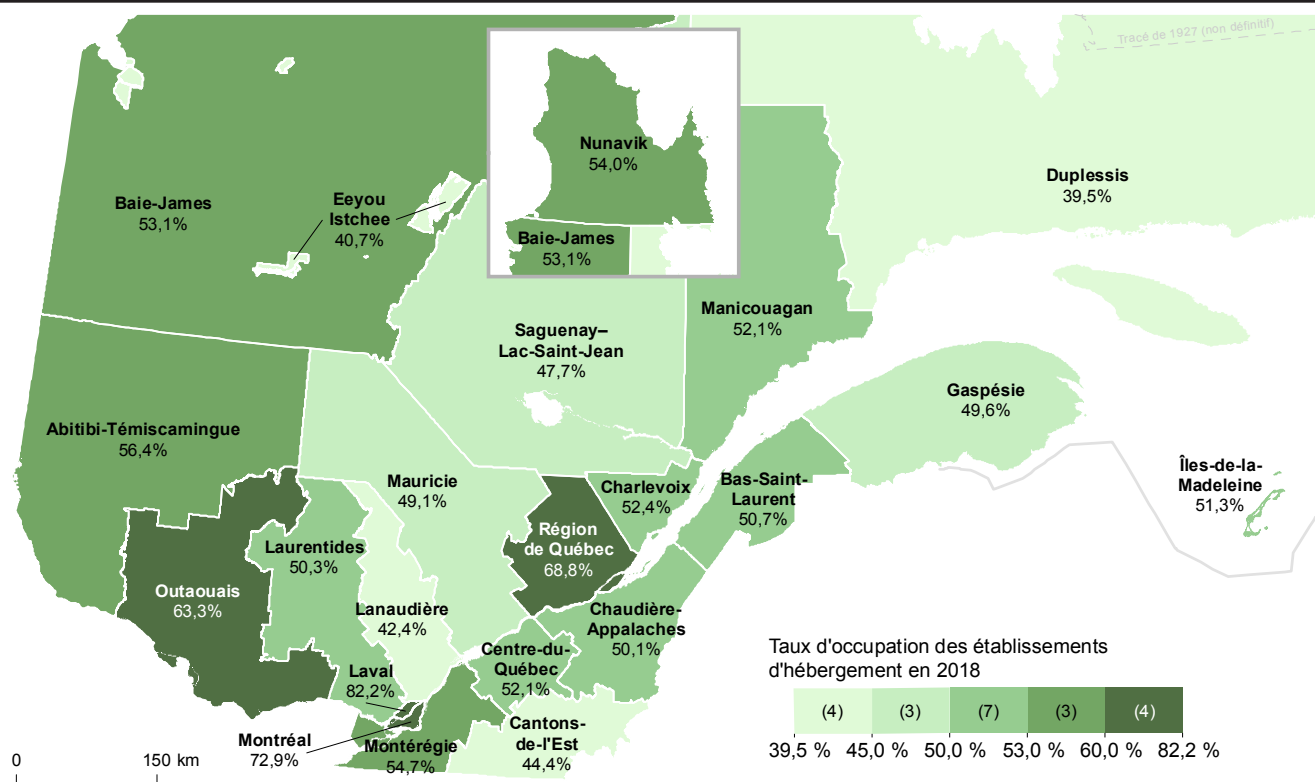
Une offre en hausse en 2018

En 2018, l'offre d'hébergement mesurée par le nombre d'unités disponibles augmente de 2,1 % dans l'ensemble du Québec et se chiffre à 25,7 M. Si l'on compare à 2017, le nombre d'unités disponibles augmente dans les régions de la Mauricie (+ 6,9 %), de Montréal (+ 6,2 %), de la Montérégie (+ 5,4 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 3,9 %). Des baisses sont observées dans les régions de Lanaudière (– 5,7 %) et du Centre-du-Québec (– 1,8 %).

De 2014 à 2018, on note une hausse du nombre d'unités disponibles dans les régions de Eeyou Istchee (+ 20,1 %), de la Chaudière-Appalaches (+ 11,0 %), du Centre-du-Québec (+ 10,5 %), de Québec (+ 4,4 %) et du Nunavik (+ 4,2 %), et des baisses dans les régions de la Baie-James (– 16,2 %) et de Lanaudière (– 12,3 %).

1. Voir la section [Concepts et définitions](#), à la fin de ce document.

Carte 9.1

Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques du Québec, 2018

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement* (données sur le taux d'occupation des établissements d'hébergement).

Ministère du Tourisme, 2014 (données sur les limites des régions touristiques).

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (données sur l'hydrographie).

Progression du nombre d'unités louées dans la région du Nunavik

L'achalandage des établissements d'hébergement du Québec, mesuré par le nombre d'unités louées, se chiffre à 15,7 M d'unités en 2018.

Le nombre d'unités louées augmente de 14,1 % dans la région du Nunavik entre 2017 et 2018. On y observe ainsi une deuxième hausse consécutive, pour un total de 64,9 k d'unités louées.

De 2014 à 2018, le nombre d'unités louées s'est accru dans les régions de la Chaudière-Appalaches (+ 55,0 %), du Nunavik (+ 28,5 %), du Centre-du-Québec (+ 25,7 %), de Charlevoix (+ 29,4 %), de Laval (+ 18,9 %), de Québec (+ 16,3 %), des Laurentides (+ 14,2 %) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 12,2 %). Dans l'ensemble du Québec, on remarque une hausse de 11,1 % des unités louées au cours de la même période.

Taux d'occupation élevés à Laval, à Montréal et à Québec

En 2018, l'ensemble des établissements d'hébergement du Québec enregistre un taux d'occupation de 60,9 %. Ce taux a crû tout au long de la période 2014-2018 (55,1 % en 2014 à 60,9 % en 2018). Les régions où le taux d'occupation est le plus élevé en 2018 sont Laval (82,2 %), Montréal (72,9 %) et Québec (68,8 %), et celles où il est le plus faible sont Duplessis (39,5 %), Eeyou Istchee (40,7 %) et Lanaudière (42,4 %).

De 2014 à 2018, on note des hausses significatives du taux d'occupation dans sept régions. Les hausses les plus élevées se trouvent dans les régions de la Chaudière-Appalaches (+ 14,2 points de pourcentage), de Laval (+ 13,4 points), du Nunavik (+ 10,2 points), de Charlevoix (+ 9,8 points), des Laurentides et de Québec (+ 7,1 points chacune). Dans l'ensemble du Québec, la croissance du taux d'occupation s'élève à 5,8 points de pourcentage.

Forte hausse des revenus de location dans la région de la Chaudière-Appalaches

En 2018, les revenus de location du secteur de l'hébergement touristique dans l'ensemble du Québec s'élèvent à 2,3 G\$. La part de la région de Montréal compte pour 39,1 % de cette somme, comparativement à 19,4 % pour la région de Québec.

De 2014 à 2018, la croissance des revenus de location se chiffre à 89,9 % dans la région de la Chaudière-Appalaches, comparativement à 44,1 % dans la région de Charlevoix, à 34,0 % à Québec, à 33,4 % à Laval et à 32,3 % dans les Cantons-de-l'Est. Dans l'ensemble du Québec, on observe une hausse de 25,3 % durant la même période.

Toujours dans l'ensemble du Québec, le prix moyen de location, calculé à partir du ratio entre les revenus de location et les unités louées, se situe à 146 \$ en 2018.

À l'échelle régionale, le prix moyen de location le plus élevé se trouve au Nunavik (198 \$), suivi des Laurentides (167 \$) et de la région de Montréal (165 \$).

Été 2018 : une croissance concentrée en juin

En 2018, au Québec, la haute saison touristique (juin à septembre) fait bonne figure même si l'ensemble des variables mesurant la performance des établissements d'hébergement demeure stable pour l'été 2018 par rapport à l'été 2017. Le taux d'occupation s'est élevé à 72,9 % durant cette période, comparativement à 72,5 % en 2017.

Le nombre d'unités louées, pour l'ensemble du Québec, a progressé en juin 2018 (+ 6,6 %), comparativement à la même période en 2017. La part des unités louées durant la période de juin, juillet et août a atteint 32,3 % du total annuel, soit une légère baisse par rapport à 2017 (33,2 %). En ce qui concerne le taux d'occupation, on observe une hausse en juin (+ 4,9 points de pourcentage) et une baisse en juillet (– 2,4 points), relativement aux mêmes mois de l'année précédente.

Tableau 9.1

Répartition des résidences de tourisme et des établissements hôteliers, régions touristiques et ensemble du Québec, 2017-2018

Région touristique	Résidences de tourisme		Établissements hôteliers		Total		Variation 2018/2017		
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	Résidences de tourisme	Établissements hôteliers	Total
	n								
Îles-de-la-Madeleine	14	15	11	11	25	26	1	–	1
Gaspésie	43	43	130	126	173	169	–	–4	–4
Bas-Saint-Laurent	26	27	88	85	114	112	1	–3	–2
Québec	26	31	167	168	193	199	5	1	6
Charlevoix	21	22	69	67	90	89	1	–2	–1
Chaudière-Appalaches	14	15	77	78	91	93	1	1	2
Mauricie	15	16	58	54	73	70	1	–4	–3
Cantons-de-l'Est	23	23	114	110	137	133	–	–4	–4
Montérégie	1	1	94	93	95	94	–	–1	–1
Lanaudière	23	21	53	49	76	70	–2	–4	–6
Laurentides	42	39	127	125	169	164	–3	–2	–5
Montréal	34	33	163	167	197	200	–1	4	3
Outaouais	14	14	61	57	75	71	–	–4	–4
Abitibi-Témiscamingue	6	8	44	41	50	49	2	–3	–1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	36	35	71	68	107	103	–1	–3	–4
Manicouagan	12	11	39	38	51	49	–1	–1	–2
Duplessis	4	3	33	32	37	35	–1	–1	–2
Baie-James	3	3	15	14	18	17	–	–1	–1
Laval	–	–	15	15	15	15	–	–	–
Centre-du-Québec	4	3	26	25	30	28	–1	–1	–2
Nunavik	–	–	17	17	17	17	–	–	–
Eeyou Istchee	–	–	7	6	7	6	–	–1	–1
Ensemble du Québec	361	363	1 479	1 446	1 840	1 809	2	– 33	– 31

Source : Tourisme Québec, données administratives, mars 2017 et mars 2018.

Tableau 9.2

Unités d'hébergement disponibles et louées, régions touristiques et ensemble du Québec, 2014-2018

Région touristique	Unités disponibles						Variation 2018/2017	Variation 2018/2014
	2014	2015	2016	2017	2018			
	k					%		
Îles-de-la-Madeleine	x	99,1*	87,7	96,3	91,4	- 5,1	x	
Gaspésie	x	890,4	879,6	853,5	850,2	- 0,4	x	
Bas-Saint-Laurent	825,9	840,9	840,9	816,1	841,7	3,1	1,9	
Québec	3 930,1	4 009,1	4 033,1	4 071,3	4 103,0	0,8	4,4 [†]	
Charlevoix	707,5	711,5	707,9	693,4	686,5	- 1,0	- 3,0	
Chaudière-Appalaches	780,8	798,3	829,2	854,5	866,3	1,4	11,0 [†]	
Mauricie	861,7	834,0	804,9	776,3	830,0	6,9 [†]	- 3,7	
Cantons-de-l'Est	1 285,8	1 290,8	1 312,6	1 300,4	1 270,4	- 2,3	- 1,2	
Montréal	1 533,0	1 539,4	1 576,0	1 525,8	1 608,5	5,4 [†]	4,9	
Lanaudière	561,2	557,9	563,4	521,7	491,9	- 5,7 [†]	- 12,3 [†]	
Laurentides	1 968,3	1 930,5	1 951,8	1 940,9	1 932,1	- 0,5	- 1,8	
Montréal	7 350,6	7 117,7	7 055,1	7 022,5	7 457,7	6,2 [†]	1,5	
Outaouais	1 029,4	1 016,1	1 021,8	1 052,3	1 035,6	- 1,6	0,6	
Abitibi-Témiscamingue	523,0	519,1	515,6	518,7	538,8	3,9 [†]	3,0	
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 049,1	998,1	1 002,3	995,7	976,9	- 1,9	- 6,9	
Manicouagan	373,3	376,2	388,4	372,7	364,1	- 2,3	- 2,5	
Duplessis	366,9	370,8	399,2	395,5	387,3	- 2,1	5,6	
Baie-James	164,0	142,3	140,0	138,8	137,5	- 0,9	- 16,2 [†]	
Laval	551,3	544,0	556,6	547,1	548,7	0,3	- 0,5	
Centre-du-Québec	465,9	475,6	524,6	523,9	514,6	- 1,8 [†]	10,5 [†]	
Nunavik	115,3	120,8	121,3	120,9	120,2	- 0,6	4,2 [†]	
Eeyou Istchee	43,7	46,1	47,8	54,2	52,5	- 3,1	20,1 [†]	
Ensemble du Québec	25 571,8	25 243,5	25 366,1	25 194,8	25 711,5	2,1[†]	0,5	
Région touristique	Unités louées						Variation 2018/2017	Variation 2018/2014
	2014	2015	2016	2017	2018			
	k					%		
Îles-de-la-Madeleine	x	42,1*	42,2	45,5	46,8	2,9	x	
Gaspésie	x	362,6	412,5	412,0	421,4	2,3	x	
Bas-Saint-Laurent	357,2	406,6	414,9	424,7	426,4	0,4	19,4	
Québec	2 425,4	2 447,6	2 621,4	2 761,8	2 821,1	2,1	16,3 [†]	
Charlevoix	301,4	308,9	333,3	343,5	360,0	4,8	19,4 [†]	
Chaudière-Appalaches	280,1	348,6	392,8	416,6	434,1	4,2	55,0 [†]	
Mauricie	356,7	355,1	376,2	395,9	407,8	3,0	14,3	
Cantons-de-l'Est	511,0	543,2	538,9	574,6	564,2	- 1,8	10,4	
Montréal	743,6	741,5	771,7	816,9	880,5	7,8	18,4	
Lanaudière	202,9	191,9	217,7	215,9	208,8	- 3,3	2,9	
Laurentides	851,1	867,2	919,3	953,3	972,2	2,0	14,2 [†]	
Montréal	5 140,4	5 098,4	5 153,2	5 301,8	5 433,8	2,5	5,7	
Outaouais	562,1	567,2	593,6	651,2	655,7	0,7	16,7	
Abitibi-Témiscamingue	294,8	276,8	268,6	297,2	303,6	2,2	3,0	
Saguenay-Lac-Saint-Jean	415,5	427,7	464,6	463,1	466,2	0,7	12,2 [†]	
Manicouagan	180,1	176,5	184,9	191,8	189,9	- 1,0	5,4	
Duplessis	149,1	132,8	132,6	143,5	153,0	6,6	2,6	
Baie-James	70,3	62,9	59,7	67,5	73,1	8,3	4,0	
Laval	379,2	374,3	429,8	442,8	451,0	1,9	18,9 [†]	
Centre-du-Québec	213,1	224,9	253,3	265,1	267,9	1,1	25,7 [†]	
Nunavik	50,5	54,2	55,8	56,9	64,9	14,1 [†]	28,5 [†]	
Eeyou Istchee	15,8	15,1*	15,1*	20,6*	21,4*	3,9	35,4	
Ensemble du Québec	14 093,1	14 119,2	14 663,4	15 256,8	15 658,0	4,0	11,1[†]	

[†] : Différence statistiquement significative à 95 % entre 2018 et 2017 ou 2018 et 2014.

* : Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec, 2014-2018*.

Tableau 9.3

Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques et ensemble du Québec, 2014-2018

Région touristique	2014	2015	2016	2017	2018	Écart 2018-2017	Écart 2018-2014
	%					points de pourcentage	
Îles-de-la-Madeleine	x	42,5*	48,1	47,2	51,3	4,1	x
Gaspésie	x	40,7	46,9	48,3	49,6	1,3	x
Bas-Saint-Laurent	43,2	48,4	49,3	52,0	50,7	- 1,3	7,5
Québec	61,7	61,1	65,0	67,8	68,8	1,0	7,1 [†]
Charlevoix	42,6	43,4	47,1	49,5	52,4	2,9	9,8 [†]
Chaudière-Appalaches	35,9	43,7	47,4	48,8	50,1	1,3	14,2 [†]
Mauricie	41,4	42,6	46,7	51,0	49,1	- 1,9	7,7
Cantons-de-l'Est	39,7	42,1	41,1	44,2	44,4	0,2	4,7
Montréal	48,5	48,2	49,0	53,5	54,7	1,2	6,2
Lanaudière	36,2	34,4	38,6	41,4	42,4	1,0	6,2 [†]
Laurentides	43,2	44,9	47,1	49,1	50,3	1,2	7,1 [†]
Montréal	69,9	71,6	73,0	75,5	72,9	- 2,6	3,0
Outaouais	54,6	55,8	58,1	61,9	63,3	1,4	8,7
Abitibi-Témiscamingue	56,4	53,3	52,1	57,3	56,4	- 0,9	0,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	39,6	42,9	46,4	46,5	47,7	1,2	8,1
Manicouagan	48,2	46,9	47,6	51,5	52,1	0,6	3,9
Duplessis	40,6	35,8	33,2	36,3	39,5	3,2	- 1,1
Baie-James	42,9	44,2	42,6	48,6	53,1	4,5	10,2
Laval	68,8	68,8	77,2	80,9	82,2	1,3	13,4 [†]
Centre-du-Québec	45,7	47,3	48,3	50,6	52,1	1,5	6,4
Nunavik	43,8	44,9	46,0	47,1	54,0	6,9 [†]	10,2 [†]
Eeyou Istchee	36,2	32,8*	31,6*	38,0*	40,7	2,7	4,5
Ensemble du Québec	55,1	55,9	57,8	60,6	60,9	0,3	5,8[†]

[†] : Différence statistiquement significative à 95 % entre 2018 et 2017 ou 2018 et 2014.

* : Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec, 2014-2018*.

Tableau 9.4

Revenus de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2014-2018

Région touristique	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017	Variation 2018/2014
	k\$					%	
Îles-de-la-Madeleine	x	4 425,2*	4 423,1	4 646,1	5 226,4	12,5	x
Gaspésie	x	36 150,1	41 124,7	44 414,4	47 701,3	7,4	x
Bas-Saint-Laurent	35 627,6	42 925,5	44 067,8	48 557,4*	48 582,9	0,1	36,4
Québec	331 715,1	340 541,4	379 661,8	416 447,7	444 565,7	6,8	34,0 [†]
Charlevoix	38 504,6	41 588,4	45 442,9	48 409,7	55 482,2	14,6 [†]	44,1 [†]
Chaudière-Appalaches	25 126,2	32 432,1	39 624,9	43 798,3	47 711,5	8,9	89,9 [†]
Mauricie	36 522,1	38 126,1	41 408,0	44 199,6	46 800,2	5,9	28,1
Cantons-de-l'Est	57 273,7	64 610,8	68 354,4	75 128,8	75 777,6	0,9	32,3 [†]
Montréal	71 457,3	76 282,8	83 705,5	91 484,7	100 633,3	10,0	40,8
Lanaudière	19 978,4	19 277,6	22 980,2	23 625,9	23 903,7	1,2	19,6
Laurentides	125 496,2	128 511,3	142 607,3	150 650,3	162 213,6	7,7	29,3 [†]
Montréal	745 297,7	782 108,5	847 626,4	895 624,2	894 855,2	-0,1	20,1
Outaouais	72 867,7	74 965,6	80 935,5	91 148,0	92 518,6	1,5	27,0
Abitibi-Témiscamingue	33 667,0	31 693,7	31 114,0	34 916,2	35 780,7*	2,5	6,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	42 190,2	44 753,1	49 375,3	50 202,4	52 773,0	5,1	25,1 [†]
Manicouagan	17 908,7	18 429,3	19 345,7	20 120,6	21 054,9	4,6	17,6
Duplessis	16 705,6	14 642,8	14 150,6	15 129,2	15 761,1	4,2	-5,7
Baie-James	7 443,1	6 996,4	6 848,4	7 549,1	8 984,4	19,0	20,7
Laval	41 065,7	41 227,8	47 334,9	52 332,6	54 792,1	4,7	33,4 [†]
Centre-du-Québec	24 023,2*	24 137,0	27 205,7	29 743,5	30 472,5	2,5	26,8
Nunavik	9 954,0	10 646,0	10 940,8	11 202,3	12 865,0	14,8 [†]	29,2 [†]
Eeyou Istchee	2 187,6	2 264,6*	2 260,5*	3 215,6*	3 330,7	3,6	52,3
Ensemble du Québec	1 826 216,0	1 887 293,0	2 048 568,0	2 196 987,0	2 288 805,0	4,2	25,3[†]

[†] : Différence statistiquement significative à 95 % entre 2018 et 2017 ou 2018 et 2014.

* : Coefficient de variation entre 15% et 25%; interpréter avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*, 2014-2018.

Tableau 9.5

Prix moyen de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2014-2018

Région touristique	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017	Variation 2018/2014
	k\$					%	
Îles-de-la-Madeleine	x	105**	105*	102	112	9,2	x
Gaspésie	x	100	100	108	113	5,0	x
Bas-Saint-Laurent	100	106	106	114*	114	- 0,3	14,1
Québec	137	139	145	151	158	4,5	15,2 [†]
Charlevoix	128	135	136	141	154	9,4	20,7 [†]
Chaudière-Appalaches	90	93	101	105	110	4,6	22,5
Mauricie	102*	107	110	112	115	2,9	12,1
Cantons-de-l'Est	112	119	127	131	134	2,7	19,8
Montréal	96	103	109	112	114	2,1	18,9
Lanaudière	99	101	106	109	115	4,7	16,2
Laurentides	148	148	155	158	167	5,6	13,1
Montréal	145	153	165	169	165	- 2,5	13,6
Outaouais	130	132	136	140	141	0,8	8,9
Abitibi-Témiscamingue	114	115	116	118	118*	0,3	3,2
Saguenay-Lac-Saint-Jean	102	105	106	108	113	4,4	11,5
Manicouagan	100	104	105	105	111	5,7	11,5
Duplessis	112	110	107	105	103	- 2,3	- 8,0
Baie-James	106	111*	115	112	123	9,8	16,1
Laval	108	110	110	118	122	2,8	12,2
Centre-du-Québec	113*	107	107	112	114	1,3	0,9
Nunavik	197	196	196	197	198	0,6	0,6
Eeyou Istchee	139	151**	150**	156**	156*	- 0,3	12,2
Ensemble du Québec	130	134	140	144	146	1,5	12,8[†]

* : Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

** : Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

† : Différence statistiquement significative à 95 % entre 2018 et 2017 ou 2018 et 2014.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*, 2014-2018.

Tableau 9.6

Unités d'hébergement louées et disponibles et taux d'occupation durant la saison estivale, ensemble du Québec, 2014-2018

	Unités louées						
	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017	Variation 2018/2014
	k					%	
Juin	1 310 806,0	1 344 769,0	1 341 372,0	1 405 845,0	1 499 185,0	6,6 [†]	14,4 [†]
Juillet	1 510 613,0	1 578 979,0	1 672 788,0	1 725 173,0	1 710 100,0	− 0,9	13,2 [†]
Août	1 729 416,0	1 688 641,0	1 756 717,0	1 819 119,0	1 851 225,0	1,8	7,0 [†]
Septembre	1 318 086,0	1 409 161,0	1 475 907,0	1 518 492,0	1 553 057,0	2,3	17,8 [†]
	Unités disponibles						
	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017	Variation 2018/2014
	k					%	
Juin	2 177 469,0	2 167 151,0	2 175 073,0	2 173 315,0	2 206 616,0	1,5 [†]	1,3 [†]
Juillet	2 283 641,0	2 272 199,0	2 277 118,0	2 277 868,0	2 313 115,0	1,5 [†]	1,3 [†]
Août	2 284 407,0	2 270 423,0	2 283 832,0	2 284 843,0	2 319 642,0	1,5 [†]	1,5 [†]
Septembre	2 184 615,0	2 174 836,0	2 191 153,0	2 181 370,0	2 233 588,0	2,4 [†]	2,2 [†]
	Taux d'occupation						
	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017	Variation 2018/2014
	%					Points de pourcentage	
Juin	60,2	62,1	61,7	64,7	67,9	4,9 [†]	12,8 [†]
Juillet	66,1	69,5	73,5	75,7	73,9	− 2,4 [†]	11,8 [†]
Août	75,7	74,4	76,9	79,6	79,8	0,3	5,4 [†]
Septembre	60,3	64,8	67,4	69,6	69,5	− 0,1	15,3 [†]

[†] : Différence statistiquement significative à 95% entre 2018 et 2017 ou 2018 et 2014.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*, 2014-2018.

10. Culture et communications : fréquentation des cinémas

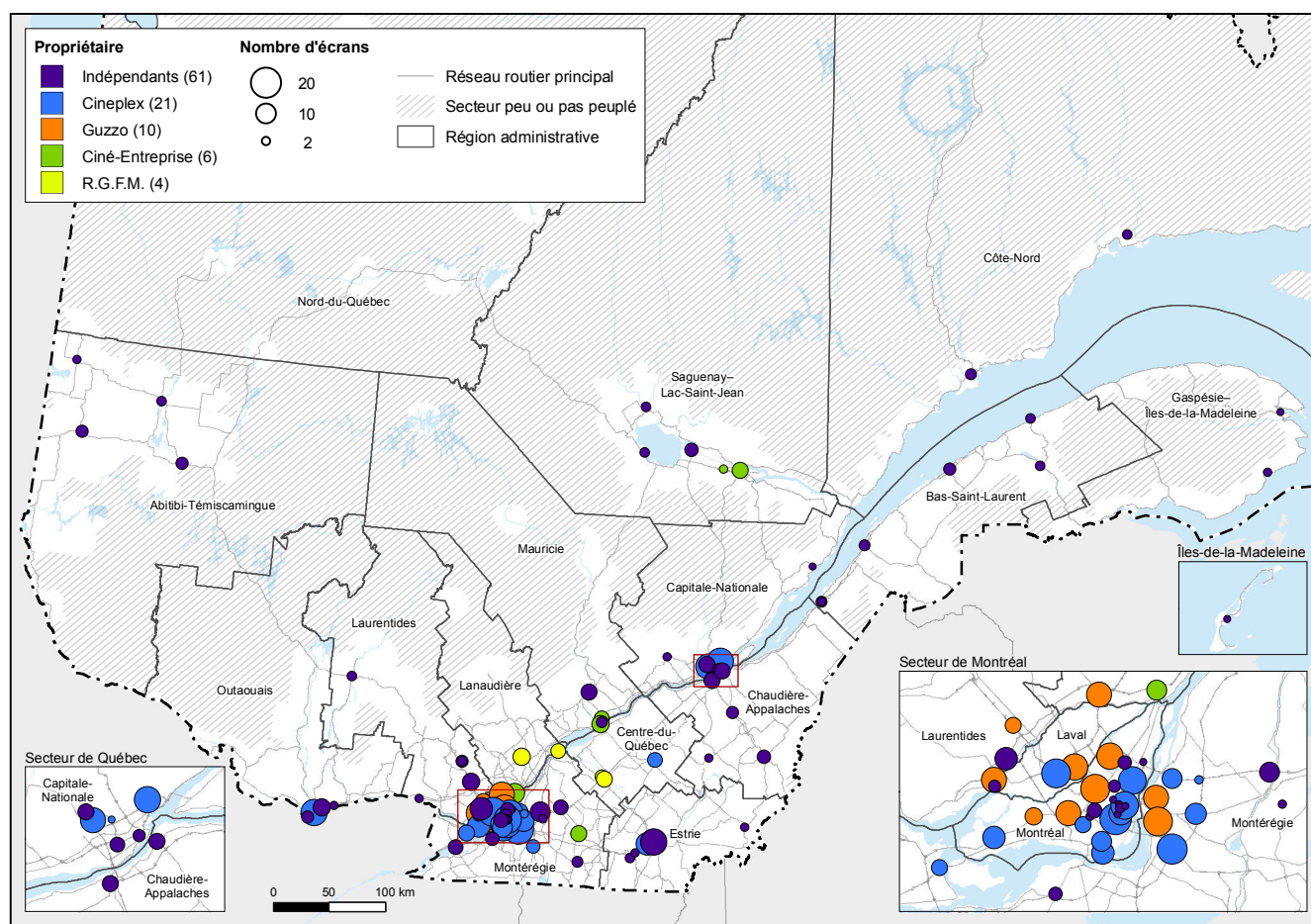
par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

La fréquentation des cinémas est un loisir pratiqué à la grandeur du Québec. Bien entendu, des particularités régionales existent dans l'offre comme dans la demande. Les distinctions relevées selon l'origine des films et la langue de projection pourraient s'expliquer en partie par la composition sociodémographique des régions. Cette analyse sommaire se concentre sur les distinctions régionales observées durant la période 2009-2018.

Les résultats présentés proviennent de l'*Enquête sur les projections cinématographiques*, qui compile depuis 1975 des données sur l'exploitation des films ayant reçu un visa du ministère de la Culture et des Communications (MCC) et diffusés par un établissement détenteur d'un permis d'exploitant. En 2018, 102 cinémas et ciné-parcs étaient en activité sur le territoire du Québec, la plupart étant localisés près des grands centres urbains (voir la carte).

Carte 10.1

Localisation des établissements cinématographiques selon leur taille et leur propriétaire, ensemble du Québec, 2019



Sources : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les projections cinématographiques* (données sur les établissements cinématographiques).
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (données sur l'hydrographie et les limites administratives, 2018).
Statistique Canada (écoumène de la population 2011, adapté par l'ISQ).
Adresses Québec (réseau routier de 2015).
Carte réalisée par l'Institut de la statistique du Québec.

Offre de films en salle

Le premier constat relatif à l'exploitation cinématographique concerne la répartition inégale de l'offre sur le territoire québécois. Le nombre de films présentés dans une région dépend du nombre de salles, mais aussi du type de cinéma. Les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale comptent sur la présence de cinémas dits « de répertoire » dont la vocation est de diffuser des films indépendants et étrangers, souvent absents de la programmation des grandes chaînes. Ces cinémas présentent souvent un nombre important de films pour un nombre limité de projections. Ainsi, de 2009 à 2018, les salles de cinéma de la région administrative de Montréal ont présenté près de 90 % des films projetés en salle au Québec. La région de la Capitale-Nationale arrive au deuxième rang avec la projection en salle de la moitié des films offerts au Québec, suivie de l'Estrie avec plus du tiers des films présentés. À l'opposé, la Côte-Nord et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ont présenté chacune moins de 20 % des films diffusés en salle au Québec. Entre la période 2009-2013 et celle de 2014-2018, le nombre de films présentés en moyenne par année au Québec a augmenté de 12 %, passant de 673 à 755. Il a augmenté de 23 % dans la Capitale-Nationale et de 19 % en Mauricie, mais il a diminué de 32 % en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de 15 % en Outaouais.

Entrées dans les salles

Les entrées dans les salles de cinéma d'une région sont nécessairement influencées par la taille de la population. Sans surprise, chaque année, les cinémas de la région de Montréal génèrent le plus d'entrées, suivis de ceux de la Montérégie et de la Capitale-Nationale. L'intérêt ici est plutôt de suivre l'évolution des entrées entre deux périodes, soit la moyenne des entrées entre 2009 et 2013 et entre 2014 et 2018, et de relever les différences régionales. Entre ces deux périodes, le nombre moyen d'entrées par année a diminué de 16 % pour l'ensemble du Québec. Les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 20 %), du Bas-Saint-Laurent (– 19 %), de Laval (– 18 %) et de Montréal (– 18 %) sont celles avec les plus grandes baisses. Aucune région n'a vu ses entrées augmenter, mais la Côte-Nord (– 4 %), l'Outaouais (– 9 %) et la Mauricie (– 11 %) affichent les plus faibles baisses. Sur l'ensemble des régions, 10 ont connu une baisse inférieure à celle de l'ensemble du Québec¹.

Place du cinéma québécois en salle

De 2009 à 2018, dans toutes les régions, sans exception, les films états-uniens recueillent la grande majorité des entrées. La région de Laval est celle où la part de marché des films états-uniens est la plus forte, avec 83 %, et le Bas-Saint-Laurent la région où elle est la plus faible, avec, malgré tout, 76 % des entrées. La moyenne est de 80 % à la grandeur du Québec ([tableau 10.3](#)).

La place occupée par les films nationaux dans l'exploitation locale est un indicateur de la santé d'une industrie cinématographique nationale. Dans chacune des régions administratives, les films québécois arrivent au deuxième rang de la part des entrées dans les cinémas, devant les films français et britanniques ([tableau 10.3](#)). La part des entrées pour les films québécois est même plus élevée que la part cumulée des autres origines (États-Unis exclus) dans toutes les régions sauf à Montréal, dans la Capitale-Nationale et à Laval. Ces régions se caractérisent par une part élevée pour les films britanniques (5 % pour Montréal), français (6 % pour la Capitale-Nationale) et états-uniens (83 % pour Laval).

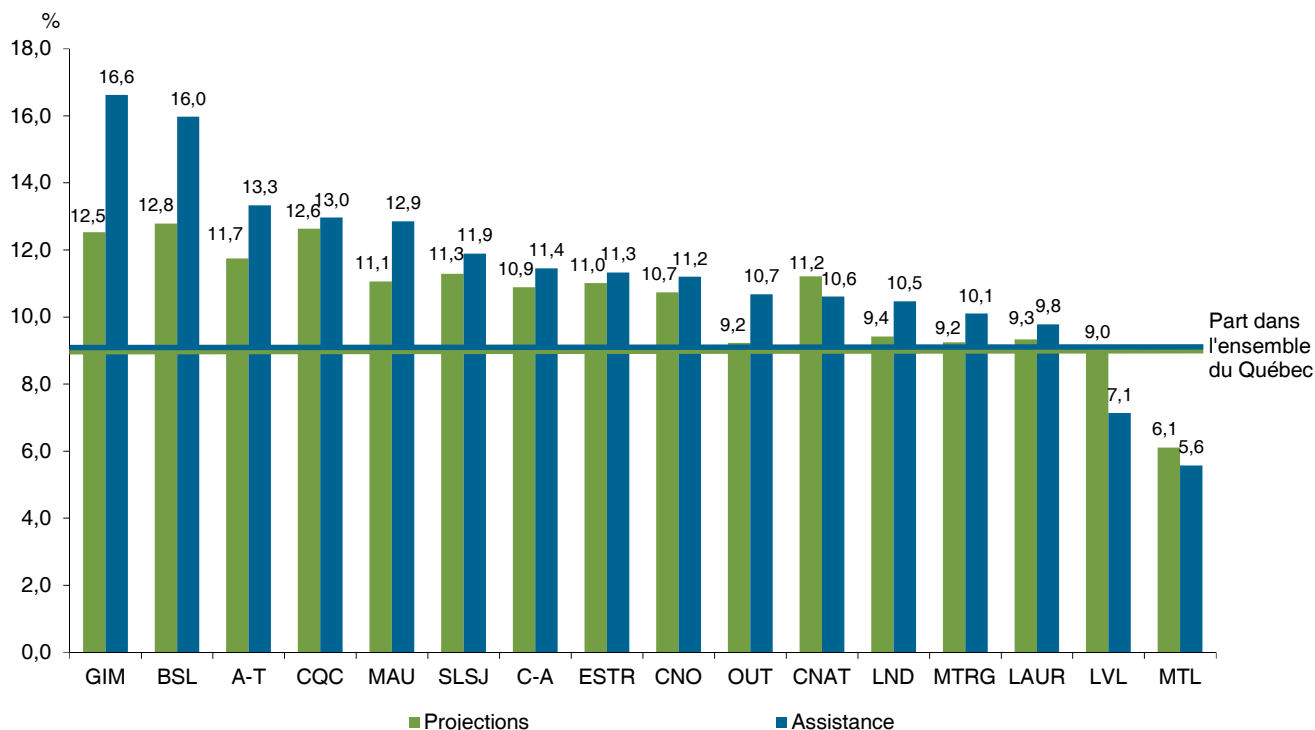
La part des films québécois dans les entrées varie significativement selon les régions ([figure 10.1](#)). Elle est au plus haut en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (17 %) et à son plus bas à Montréal (6 %). Montréal et Laval (7 %) sont les deux seules régions dont la part des entrées aux films québécois est plus faible que la moyenne du Québec (9 %). Le poids important de ces deux régions dans les résultats globaux (36 % des entrées) tire vers le bas la part des entrées des films québécois pour l'ensemble du Québec.

À l'exception de la Capitale-Nationale, de Laval et de Montréal, la part des films québécois dans les entrées en salle est plus élevée que la part des projections dans toutes les régions entre 2009 et 2018. Par exemple, dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la part des films québécois dans les projections est de 13 % et la part des entrées atteint 17 %.

1. Pour une analyse régionale plus détaillée des résultats voir OBSERVATOIRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC (2018), *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante. Édition 2018. L'exploitation cinématographique* [<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/cinema-audiovisuel/film2018.pdf>], Édition 2018, Québec, Institut de la statistique du Québec, 62 p.

Figure 10.1

Part de marché des films québécois dans les projections et l'assistance des cinémas, régions administratives^{1,2} et ensemble du Québec, cumulatif 2009 à 2018



1. Les régions administratives sont présentées par ordre décroissant de la part d'assistance obtenue par les films québécois.

2. Une région est absente de cette figure, soit le Nord-du-Québec, qui ne compte aucun cinéma depuis 2013.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les projections cinématographiques*.

Langue de projection

Dans la très grande majorité des régions, plus de 85 % des entrées sont pour des projections en français. Cependant, trois régions se distinguent par une part de marché du français dans les entrées en salle plus faible, soit l'Outaouais (56 %), Laval (51 %) et Montréal (34 %). La composition démographique de ces régions pourrait expliquer ces résultats. La proportion de citoyens dont la langue maternelle est le français est de 46 % à Montréal, de 57 % à Laval, de 75 % en Outaouais et de 90 % dans le reste du Québec².

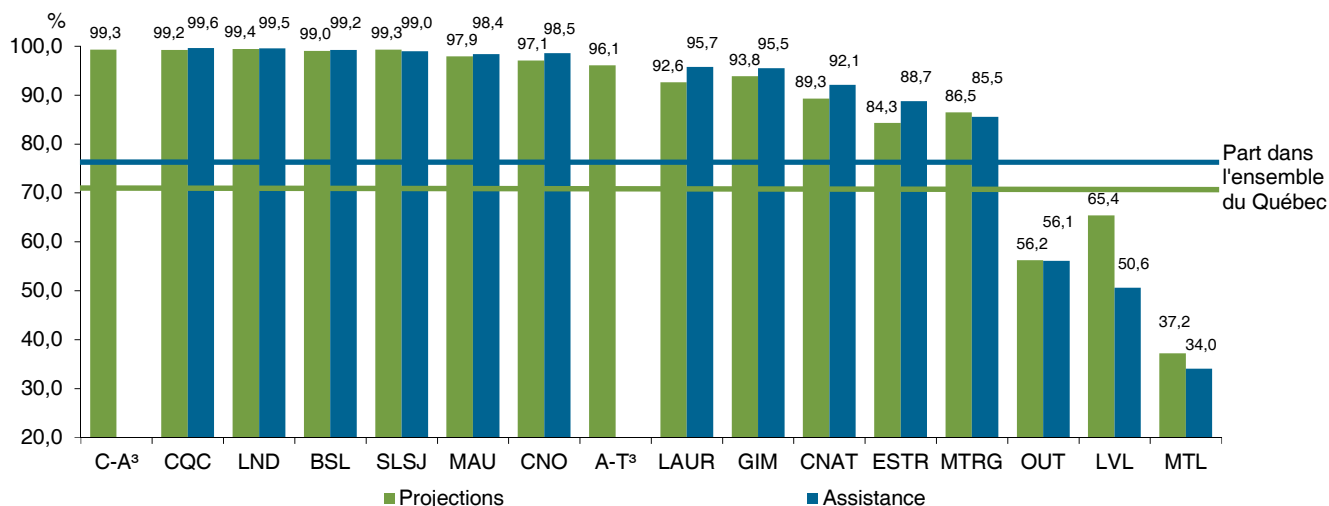
La part des projections en français pour l'ensemble du Québec est passée de 73 % à 71 % au cours des 10 dernières années, même si pour une majorité de régions³, la part des projections en français est restée stable à plus de 95 % durant cette période. Pour expliquer le résultat global, il faut regarder quelques régions où la tendance, exprimée en point de pourcentage, est à la baisse : la Capitale-Nationale (– 12 points de pourcentage), l'Estrie (– 10), Laval (– 7) et l'Outaouais (– 6). La baisse observée dans ces régions s'est produite principalement entre les années 2012 à 2016, les cinq années où la part des films québécois dans les projections en salle était à son plus bas durant la dernière décennie.

2. Les données sur la langue maternelle proviennent du profil du recensement de Statistique Canada pour le Recensement de 2016.

3. Bas-Saint-Laurent, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Mauricie, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Chaudière-Appalaches, Lanaudière, Laurentides et Centre-du-Québec.

Figure 10.2

Part des films de langue française dans les projections et l'assistance des cinémas, régions administratives^{1,2} et ensemble du Québec, cumulatif 2009 à 2018



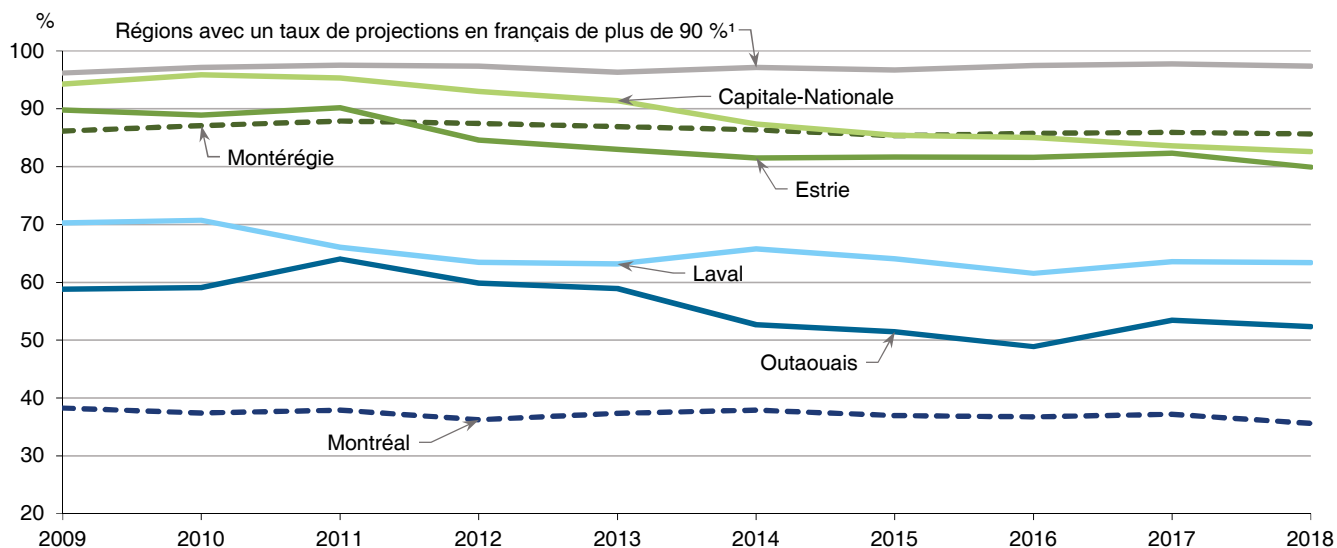
1. Les régions administratives sont présentées par ordre décroissant de la part de l'assistance en français.

2. Une région est absente de cette figure, soit le Nord-du-Québec, qui ne compte aucun cinéma depuis 2013.

3. Les parts de marché de l'assistance aux projections en français pour la Chaudière-Appalaches et l'Abitibi-Témiscamingue sont confidentielles.
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les projections cinématographiques*.

Figure 10.3

Part des films de langue française dans les projections des cinémas, régions administratives, 2009-2018



1. Les régions avec une part cumulée des projections en français de 90 % et plus entre 2009 et 2018 sont les suivantes : Bas-Saint-Laurent, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Mauricie, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Chaudière-Appalaches, Lanaudière, Laurentides et Centre-du-Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les projections cinématographiques*.

Conclusion

En résumé, la taille démographique des régions demeure le principal facteur expliquant le nombre de cinémas présents sur le territoire et le nombre d'entrées générées par ceux-ci. Cependant, des régions administratives comme Montréal et la Capitale-Nationale ressortent du lot : sur dix ans, leur part cumulée d'entrées est plus importante que leur part dans la population du Québec (soit 40,5 % des entrées pour 32,8 % de la population). La diversité des films est plus importante dans les grands centres urbains, mais les films états-uniens dominent tout de même au chapitre de l'offre et de la demande dans l'ensemble des régions administratives. Les films québécois arrivent deuxièmes dans l'ensemble des régions. Quant à la langue de projection (version originale ou doublée), le français domine dans la plupart des régions à l'exception de Montréal.

Tableau 10.1

Films diffusés¹ dans les cinémas, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 à 2018

Région administrative	Moyenne				Variation
	2009 à 2013		2014 à 2018		2014 à 2018/ 2009 à 2013
	n	%	n	%	%
Bas-Saint-Laurent	195,4	29,0	175,0	23,2	- 10,4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	194,0	28,8	192,6	25,5	- 0,7
Capitale-Nationale	321,0	47,7	394,6	52,2	22,9
Mauricie	208,8	31,0	249,4	33,0	19,4
Estrie	238,6	35,5	282,8	37,4	18,5
Montréal	590,4	87,7	655,0	86,7	10,9
Outaouais	219,2	32,6	187,4	24,8	- 14,5
Abitibi-Témiscamingue	177,4	26,4	159,2	21,1	- 10,3
Côte-Nord	120,2	17,9	111,4	14,7	- 7,3
Nord-du-Québec	31,8	4,7	-	-	...
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	136,2	20,2	92,0	12,2	- 32,5
Chaudière-Appalaches	178,4	26,5	165,8	21,9	- 7,1
Laval	230,4	34,2	210,4	27,9	- 8,7
Lanaudière	203,8	30,3	206,8	27,4	1,5
Laurentides	228,8	34,0	229,2	30,3	0,2
Montréal	265,4	39,4	310,6	41,1	17,0
Centre-du-Québec	203,2	30,2	181,0	24,0	- 10,9
Ensemble du Québec	673,0	100,0	755,4	100,0	12,2

1. Les films de « exploitation » sont exclus du présent tableau. Le genre « exploitation » désigne les films dont la caractéristique dominante est de montrer des activités sexuelles de manière explicite.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les projections cinématographiques*.

Tableau 10.2

Assistance dans les cinémas, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 à 2018

Région administrative	Moyenne				Variation
	2009 à 2013		2014 à 2018		2014 à 2018/ 2009 à 2013
	n	%	n	%	%
Bas-Saint-Laurent	302 786	1,3	244 598	1,3	- 19,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	507 093	2,2	439 292	2,3	- 13,4
Capitale-Nationale	2 525 705	11,1	2 113 069	11,0	- 16,3
Mauricie	x	x	x	x	- 11,1
Estrie	935 298	4,1	807 430	4,2	- 13,7
Montréal	6 895 073	30,3	5 677 033	29,5	- 17,7
Outaouais	993 435	4,4	901 727	4,7	- 9,2
Abitibi-Témiscamingue	258 806	1,1	218 999	1,1	- 15,4
Côte-Nord	x	x	x	x	- 3,7
Nord-du-Québec	1 717	—	—	—	...
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	40 148	0,2	32 236	0,2	- 19,7
Chaudière-Appalaches	581 913	2,6	515 558	2,7	- 11,4
Laval	x	x	x	x	- 18,5
Lanaudière	1 140 960	5,0	979 546	5,1	- 14,1
Laurentides	1 645 479	7,2	1 396 291	7,3	- 15,1
Montréal	3 998 878	17,5	3 439 704	17,9	- 14,0
Centre-du-Québec	x	x	x	x	- 19,5
Ensemble du Québec	22 788 733	100,0	19 237 697	100,0	- 15,6

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les projections cinématographiques*.

Tableau 10.3

Répartition de l'assistance selon l'origine des films, régions administratives et ensemble du Québec, cumulatif 2009 à 2018

Région administrative	États-Unis	Québec	Autres origines
	%		
Bas-Saint-Laurent	75,5	16,0	8,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	80,2	11,9	7,9
Capitale-Nationale	75,8	10,6	13,6
Mauricie	76,5	12,8	10,7
Estrie	78,0	11,4	10,6
Montréal	79,5	5,6	14,9
Outaouais	81,0	10,7	8,4
Abitibi-Témiscamingue	79,7	13,4	6,9
Côte-Nord	82,5	11,2	6,3
Nord-du-Québec	81,5	15,8	2,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	76,5	16,6	6,9
Chaudière-Appalaches	81,3	11,5	7,2
Laval	83,3	7,1	9,6
Lanaudière	81,5	10,5	8,0
Laurentides	82,3	10,0	7,8
Montréal	81,0	10,1	8,9
Centre-du-Québec	79,4	13,0	7,6
Ensemble du Québec	79,9	9,0	11,1

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les projections cinématographiques*.

11. Transport électrique

par Sophie Brehain, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

La proportion des véhicules électriques immatriculés au Québec, comparativement à l'ensemble du parc de véhicules légers qui compte plus de 5 millions de véhicules, reste marginale (moins de 1 % au 31 mars 2019). Cependant, le nombre de véhicules électriques – qu'ils soient entièrement électriques, hybrides rechargeables ou électriques à basse vitesse – ne cesse d'augmenter de façon importante, et ce, dans toutes les régions.

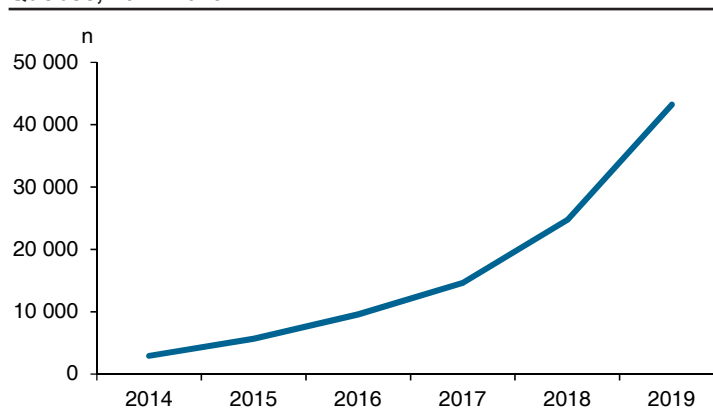
Hausse continue du nombre de véhicules électriques dans toutes les régions

Le parc de véhicules électriques est passé de 2 919 au 31 mars 2014 à 43 222 au 31 mars 2019, une croissance de 1 381 % (figure 11.1). Entre le 31 mars 2018 et le 31 mars 2019, l'augmentation du nombre de véhicules électriques s'élève à 75 %. La hausse s'observe dans toutes les régions, mais elle est plus marquée au Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 97 %), à Laval (+ 85 %) et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 84 %). La croissance annuelle la plus faible est celle du Nord-du-Québec, avec une hausse de 56 %.

Par ailleurs, comme il est indiqué dans le [tableau 11.1](#), c'est toujours en Montérégie que sont immatriculés le plus grand nombre de véhicules électriques (11 492 au 31 mars 2019). La région de Montréal se place au deuxième rang avec 6 491 véhicules, suivie de Lanaudière (4 573).

Figure 11.1

Évolution du nombre de véhicules électriques immatriculés au Québec, 2014-2019



Note : Données au 31 mars.

Source : Société de l'assurance automobile du Québec.

Comme les années précédentes, la voiture hybride rechargeable la plus populaire est la Volt de Chevrolet (10 690 véhicules immatriculés). Le modèle entièrement électrique le plus courant est encore la Leaf de Nissan avec un parc de 6 815 véhicules. Ces deux modèles sont prédominants dans pratiquement toutes les régions de la province.

Les données présentées dans ce chapitre portent sur les véhicules légers de promenade (privés) et les véhicules légers institutionnels, professionnels et commerciaux. Elles incluent également les taxis et quelques véhicules à basse vitesse autorisés à circuler sur le réseau routier. Les véhicules légers regroupent les automobiles et les camions légers¹.

Seuls les véhicules entièrement électriques immatriculés ainsi que les hybrides rechargeables sont compris dans l'analyse. Les véhicules hybrides qui ne sont pas rechargeables à partir d'une source externe d'électricité sont exclus.

Les données d'immatriculation des véhicules électriques sont extraites en date du 31 mars de chaque année.

1. Pour les définitions, voir la section [Concepts et définitions](#) à la fin de ce document.

Nombre de véhicules électriques par rapport à la population de 15 ans et plus

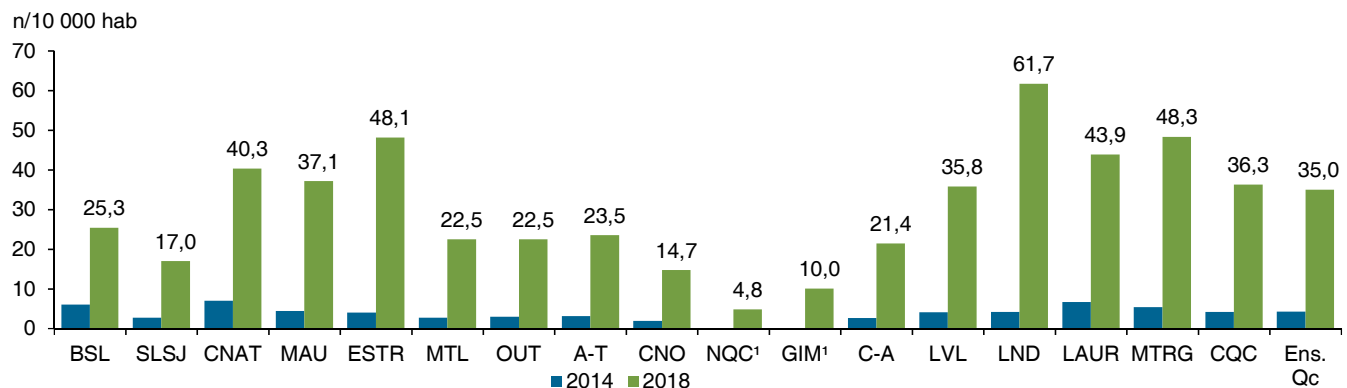
Lorsque le nombre de véhicules électriques est rapporté à la population de 15 ans et plus¹, on compte en moyenne 35,0 véhicules par 10 000 habitants au Québec, en 2018, alors que ce ratio était de 4,2 en 2014. La région de Lanaudière se démarque avec un ratio de 61,7 en 2018. Les régions de la Montérégie et de l'Estrie suivent avec respectivement 48,3 et 48,1 véhicules électriques

1. Données de population en date du 1^{er} juillet de chaque année.

par 10 000 habitants. Avec 22,5 véhicules électriques par 10 000 habitants, Montréal se situe au milieu du classement. Les régions les moins peuplées sont en général celles qui présentent les plus faibles ratios.

Figure 11.2

Nombre de véhicules électriques par 10 000 habitants de 15 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 et 2018



1. Les données 2014 n'apparaissent pas parce qu'elles sont confidentielles.

Note : données de population au 1^{er} juillet; données sur les véhicules électriques au 31 mars.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Société de l'assurance automobile du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Types de véhicules électriques : les hybrides rechargeables dominant encore, mais l'écart se resserre

Le Québec détient une proportion plus élevée de véhicules hybrides rechargeables que de véhicules entièrement électriques. Cependant, les deux proportions tendent à se rejoindre. En effet, si la proportion était de 64 % de véhicules hybrides rechargeables en 2014, elle ne représente plus que 52 % de l'ensemble des immatriculations de véhicules électriques en 2019. À l'exception de Montréal, de Laval, de l'Estrie et de la Montérégie, toutes les régions présentent une préférence pour les véhicules hybrides rechargeables.

En 2019, la proportion de véhicules hybrides rechargeables la plus élevée est observée au Nord-du-Québec (84 %), sur la Côte-Nord (76 %) et en Abitibi-Témiscamingue (75 %). En Montérégie, région qui détient le plus grand nombre de véhicules électriques immatriculés, la part de véhicules hybrides rechargeables est de 49 %. Montréal, Laval et l'Estrie présentent une répartition favorable aux véhicules entièrement électriques, soit respectivement 58 %, 56 % et 54 % de leurs immatriculations de véhicules électriques.

Bornes de recharge

Les véhicules électriques, qu'ils soient hybrides rechargeables ou entièrement électriques, doivent se réapprovisionner à partir d'une prise électrique ordinaire ou d'une borne de recharge. Selon Hydro-Québec, 90 % des besoins de recharge d'un véhicule sont comblés à la maison et sur le lieu de travail². À titre indicatif, 16 905³ remboursements pour l'achat et l'installation de bornes de recharge à domicile ont été accordés par le gouvernement entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 mars 2019. Ils correspondent à une aide financière totale de 9 582 438 \$⁴.

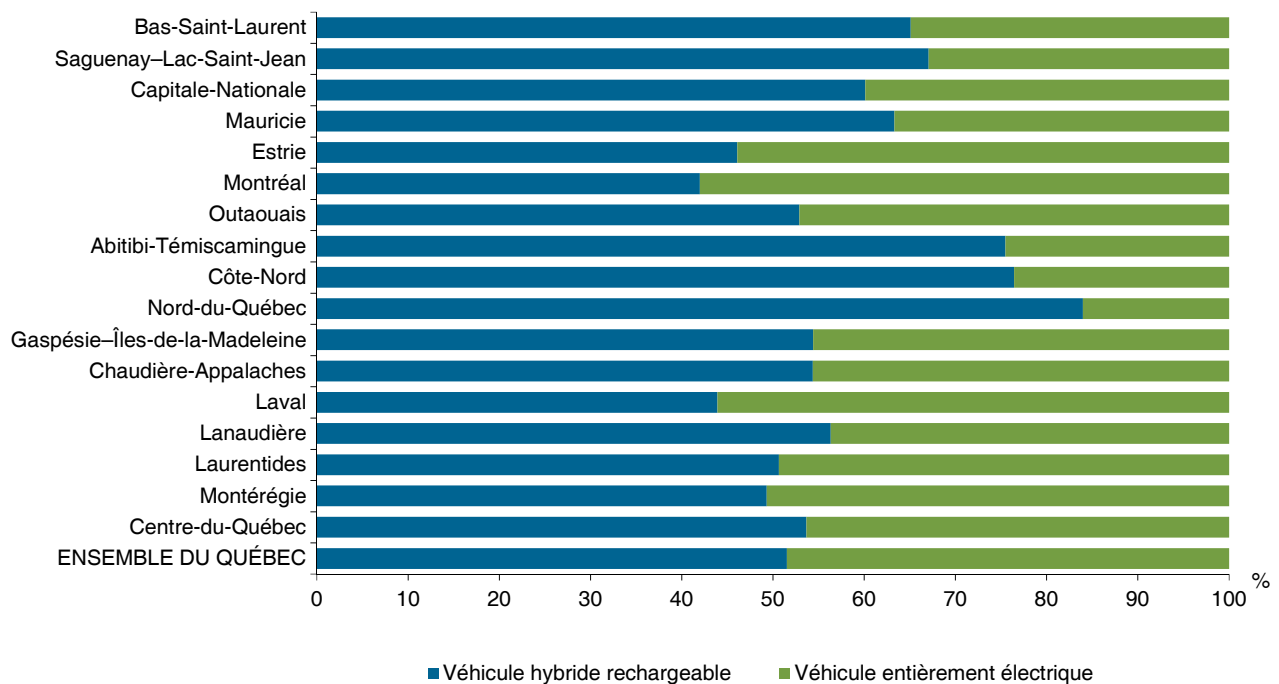
2. HYDRO-QUÉBEC (s. d.), *Durée et lieux de recharge des véhicules électriques*, [En ligne]. [www.hydroquebec.com/electrification-transport/voitures-electriques/recharge.html] (Consulté le 28 juin 2019).

3. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (s. d.), *Évolution du programme Roulez vert*, [En ligne]. [vehiculeselectriques.gouv.qc.ca/rabais/statistiques/infographie-programme-roulez-electrique.asp] (Consulté le 28 juin 2019).

4. *Ibid.*

Figure 11.3

Répartition des véhicules électriques selon le type, régions administratives d'immatriculation et ensemble du Québec, 2019



Note : Données au 31 mars.

Source : Société de l'assurance automobile du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En plus des bornes de recharge à domicile ou au travail, les conducteurs de véhicules électriques peuvent compter au Québec sur quelques réseaux de recharge, publics ou privés. Inauguré en mars 2012, le réseau public Circuit électrique est le plus vaste réseau de bornes de recharge dans la province. Exploité par Hydro-Québec, il offre la recharge à 240 volts (bornes standards ou de niveau 2) et à 400 volts (bornes de recharge rapide ou de niveau 3). Les bornes sont installées dans les stationnements de partenaires privés et institutionnels dans toutes les régions administratives du Québec (à l'exception du Nord-du-Québec). Ce réseau représente 42 % de l'ensemble des bornes publiques installées au Québec au 31 mars 2019. Le réseau Flo, mis sur pied en octobre 2012, appartient à l'entreprise québécoise AddÉnergie et déploie des bornes de recharge partout au Canada. L'entreprise canadienne Sun Country Highway installe, pour sa part, des bornes principalement le long des autoroutes canadiennes et états-uniennes, et travaille en partenariat avec les municipalités. Le constructeur automobile Tesla détient son propre réseau de recharge et met à la disposition des propriétaires de Tesla uniquement des bornes de recharge rapide (Superchargeurs), à proximité des grands axes routiers, ainsi que des bornes de 240 volts (stations de destination), qui se trouvent généralement dans les stationnements de restaurants, d'hôtels, de centres commerciaux et de centres de villégiature. Les entreprises québécoises Astria Technologies et Elmec offrent également quelques points de recharge, principalement le long des autoroutes 20 et 40.

En date du 31 mars 2019, le Québec comptait 4 274 bornes de recharge accessibles au public, qu'elles soient gratuites ou payantes, dont 3 874 bornes à 240 volts et 400 bornes à 400 volts. Ces bornes sont disponibles dans toutes les régions, sauf le Nord-du-Québec. Les régions qui disposent du plus grand nombre de bornes sont : Montréal avec 1 236 bornes (29 % du total provincial), la Montérégie avec 691 bornes (16 %) et la Capitale-Nationale avec 407 bornes (10 %). Notons que Montréal compte le plus grand nombre de bornes de recharge accessibles au public, alors que c'est en Montérégie que sont immatriculés la majorité des véhicules électriques.

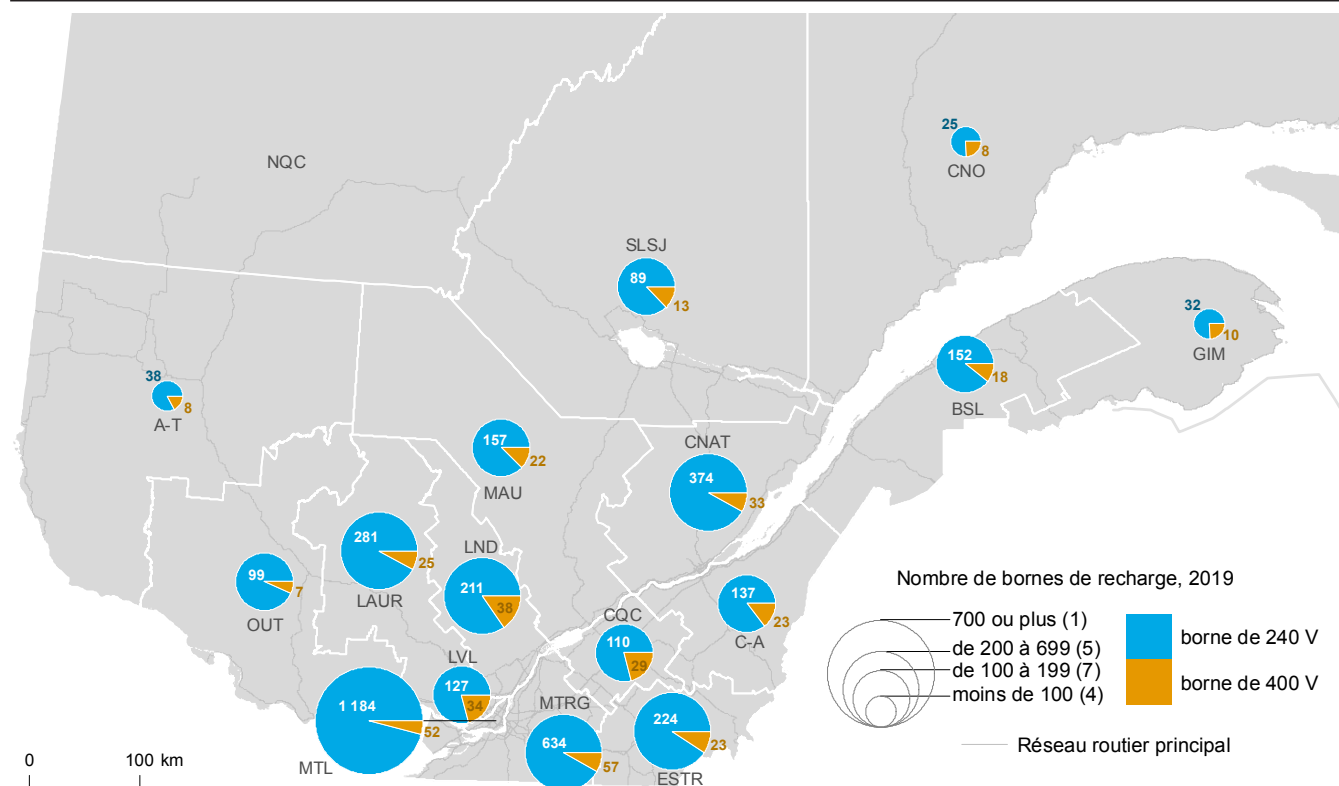
L'offre de bornes de recharge s'est accrue de 33 % entre le 31 mars 2018 et le 31 mars 2019. Les augmentations les plus importantes sont observées sur la Côte-Nord (+ 83 %) et au Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 70 %). La région de Montréal s'est dotée de 309 bornes supplémentaires en un an, et la Montérégie en compte 158 de plus. Dans la dernière année, chaque région, sauf le Nord-du-Québec, a installé de nouvelles bornes de recharge.

Des 4 274 bornes de recharge du Québec, 91 % sont à 240 volts. Toutes les régions, à l'exception du Nord-du-Québec, ont des bornes de recharge rapide à 400 volts. Au 31 mars 2019, la Montérégie compte le plus grand nombre de ce type de bornes (57), suivie par Montréal (52). À l'échelle du Québec, la proportion de bornes de recharge rapide est passée de 4 % au 31 mars 2016 à 9 % en 2019.

Le ratio du nombre de véhicules électriques par borne de recharge est de 10,1 pour la province, en hausse par rapport à 2018 (7,7). Les régions de Lanaudière, de la Montérégie et de Laval sont celles où l'on observe le plus grand nombre de véhicules par borne, avec des ratios respectifs de 18,4, de 16,6 et de 14,8. À l'opposé, on compte 3,5 véhicules électriques par borne dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 4,4 dans le Bas-Saint-Laurent et 5,3 à Montréal.

Carte 11.1

Répartition des bornes selon la rapidité de la recharge, régions administratives, Québec, 2019



Sources : Mogile Technologies inc. (mogiletech.com) (données sur les bornes).

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs, janvier 2016 (données sur l'hydrographie et les limites administratives).

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 11.1

Nombre de véhicules électriques immatriculés, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2019

Région administrative	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Variation 2018-2019	Variation 2014-2019
	n						%	
Bas-Saint-Laurent	104	114	174	257	431	751	74	622
Saguenay–Lac-Saint-Jean	65	92	155	229	402	793	97	1 120
Capitale-Nationale	435	781	1 171	1 635	2 565	4 056	58	832
Mauricie	101	201	346	526	865	1 377	59	1 263
Estrie	107	245	445	741	1 329	2 365	78	2 110
Montréal	450	853	1 562	2 379	3 859	6 491	68	1 342
Outaouais	93	172	282	414	729	1 295	78	1 292
Abitibi-Témiscamingue	38	70	99	170	290	502	73	1 221
Côte-Nord	15	28	40	70	113	191	69	1 173
Nord-du-Québec	x	x	5	9	16	25	56	...
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	x	13	21	46	80	147	84	...
Chaudière-Appalaches	93	185	313	431	766	1 324	73	1 324
Laval	143	292	478	762	1 289	2 386	85	1 569
Lanaudière	171	511	954	1 558	2 605	4 573	76	2 574
Laurentides	324	542	901	1 397	2 253	3 994	77	1 133
Montréal	672	1 390	2 314	3 575	6 265	11 492	83	1 610
Centre-du-Québec	84	161	268	410	755	1 377	82	1 539
Indéterminée et hors Québec ¹	20	31	22	15	82	83	1	315
Ensemble du Québec	2 919	5 684	9 550	14 624	24 694	43 222	75	1 381

1. La région est indéterminée notamment lorsque le véhicule est immatriculé au Québec, mais acheté par un individu ou une entreprise établi à l'extérieur de la province.

Note : Données au 31 mars.

Source : Société de l'assurance automobile du Québec.

12. Statistiques par MRC

Ce chapitre du *Panorama des régions du Québec* offre une analyse à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC). Au Québec, le territoire se divise en 104 MRC géographiques. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE. Ce chapitre est consacré à trois thématiques interreliées, soit la démographie, le revenu disponible et le taux de travailleurs.

Il est à noter que pour la MRC d'Eeyou Istchee, le toponyme est provisoire et désigne un espace géostatistique pour les Cris dans le Nord-du-Québec¹; conséquemment, un nouveau toponyme officiel est à venir. Également, il importe de mentionner le cas particulier des régions administratives de Montréal et Laval qui sont respectivement composées d'une MRC identique au territoire régional.

Par ailleurs, les variables sont analysées suivant le découpage géographique et la dénomination au 1^{er} juillet 2018 pour la démographie, tandis que, pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, l'analyse est faite selon le découpage géographique et la dénomination au 31 décembre 2017.

L'intérêt d'une analyse à l'échelle supralocale réside dans la comparaison qui est effectuée entre des territoires d'une même région ou d'une région limitrophe. En effet, la conception de ce type d'étude permet, par exemple, d'apporter des nuances au portrait d'une région administrative, ou de faire ressortir les territoires supralocaux qui se démarquent de par leur situation.

12.1 Démographie

par Anne Binette Charbonneau, Direction des statistiques sociodémographiques

La dynamique démographique varie grandement d'une région administrative à l'autre, mais également à l'intérieur de chaque région. Pour illustrer ces contrastes, la [carte 12.1.1](#) présente les taux d'accroissement annuels moyens de la population des MRC au cours de la période 2016-2018. Le [tableau 12.1.1](#) contient quant à lui les données détaillées de l'évolution de la population de chaque MRC pour les périodes 2006-2011, 2011-2016 et 2016-2018.

Les résultats suivants sont tirés de la publication [La population des régions administratives, des MRC et des municipalités du Québec en 2018](#), où l'on présente une analyse de l'évolution de la population et de la structure par âge et sexe à différentes échelles géographiques. En outre, des fiches régionales regroupent l'information pour chacune des régions administratives.

Toutes les régions comptent au moins une MRC enregistrant une croissance démographique, à l'exception de la Côte-Nord

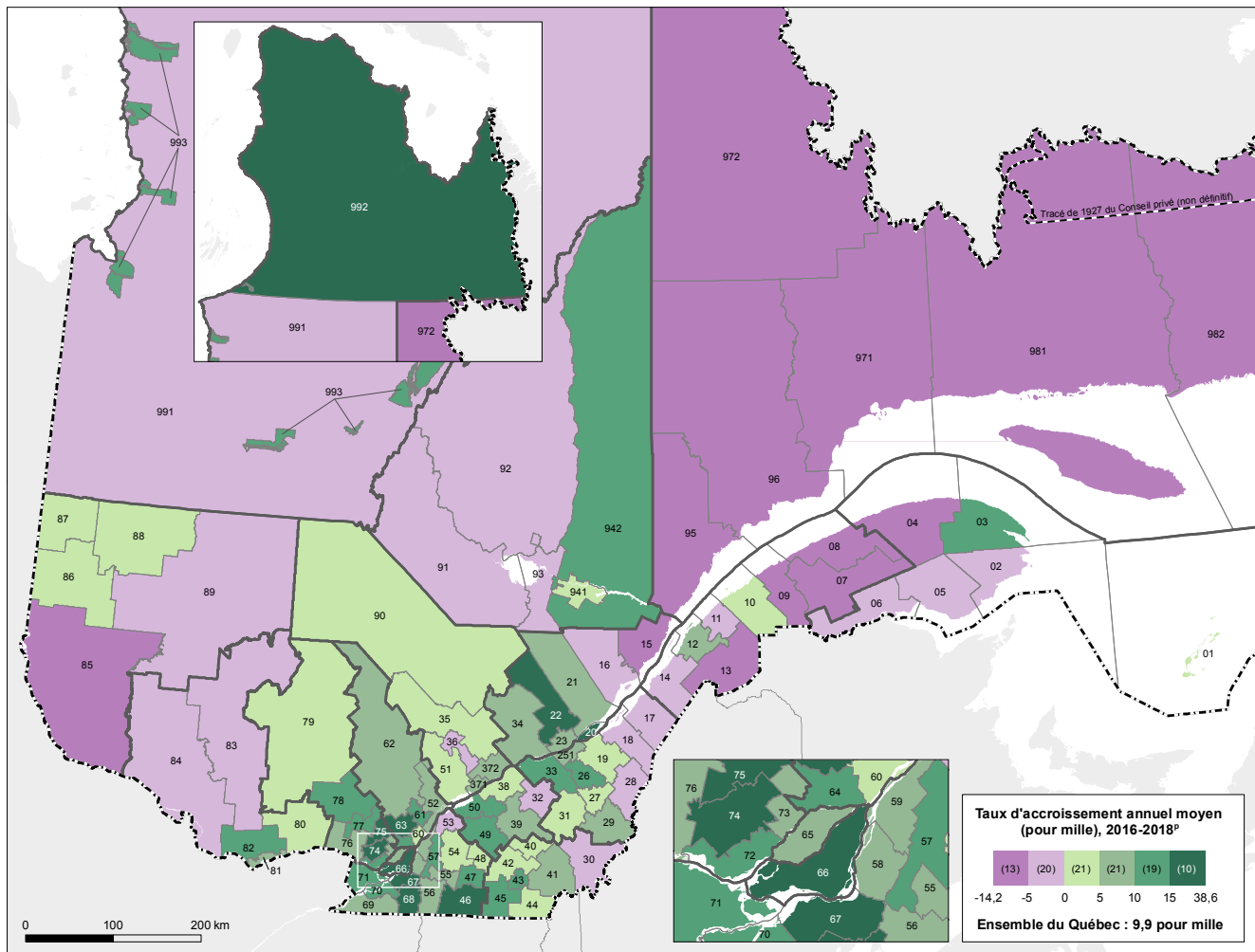
Entre 2016 et 2018, 71 des 104 MRC du Québec ont vu leur population augmenter. Dans 10 d'entre elles, la croissance a été supérieure ou égale à 15 pour mille (ou 1,5 %), selon les estimations provisoires. Ces MRC à forte croissance se concentrent surtout autour des grands centres urbains de Montréal et de Québec. C'est notamment le cas de Mirabel, dans la région des Laurentides au nord de Montréal, qui occupe de loin le premier rang à l'échelle des MRC du Québec avec une croissance annuelle moyenne de 38,6 pour mille, soit près de 4 %. Soulignons que les Laurentides et Lanaudière sont les seules régions où toutes les MRC ont connu une hausse de leur population.

1. Ce territoire géostatistique comprend les terres réservées aux Cris (TC) et les villages cris (VC).

Les 33 MRC qui ont vu leur population se réduire au cours de la période se trouvent surtout dans les régions les plus au nord et à l'est. Néanmoins, presque toutes les régions du Québec comptent au moins une MRC où la population a augmenté. La Côte-Nord est la seule région où toutes les MRC comptent moins d'habitants en 2018 qu'en 2016. Qui plus est, les 6 MRC de cette région font partie des 13 MRC du Québec où le rythme du déclin a été le plus fort entre 2016 et 2018.

Carte 12.1.1

Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC du Québec, 2016-2018



p Donnée provisoire.

Note : La correspondance entre le code et le nom des MRC et les noms de MRC ainsi que les résultats détaillés se trouvent dans le [tableau 12.1.1](#).

Sources :

Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, Estimations de la population (mars 2019). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec (données sur la démographie).

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2017 (données sur les limites administratives).

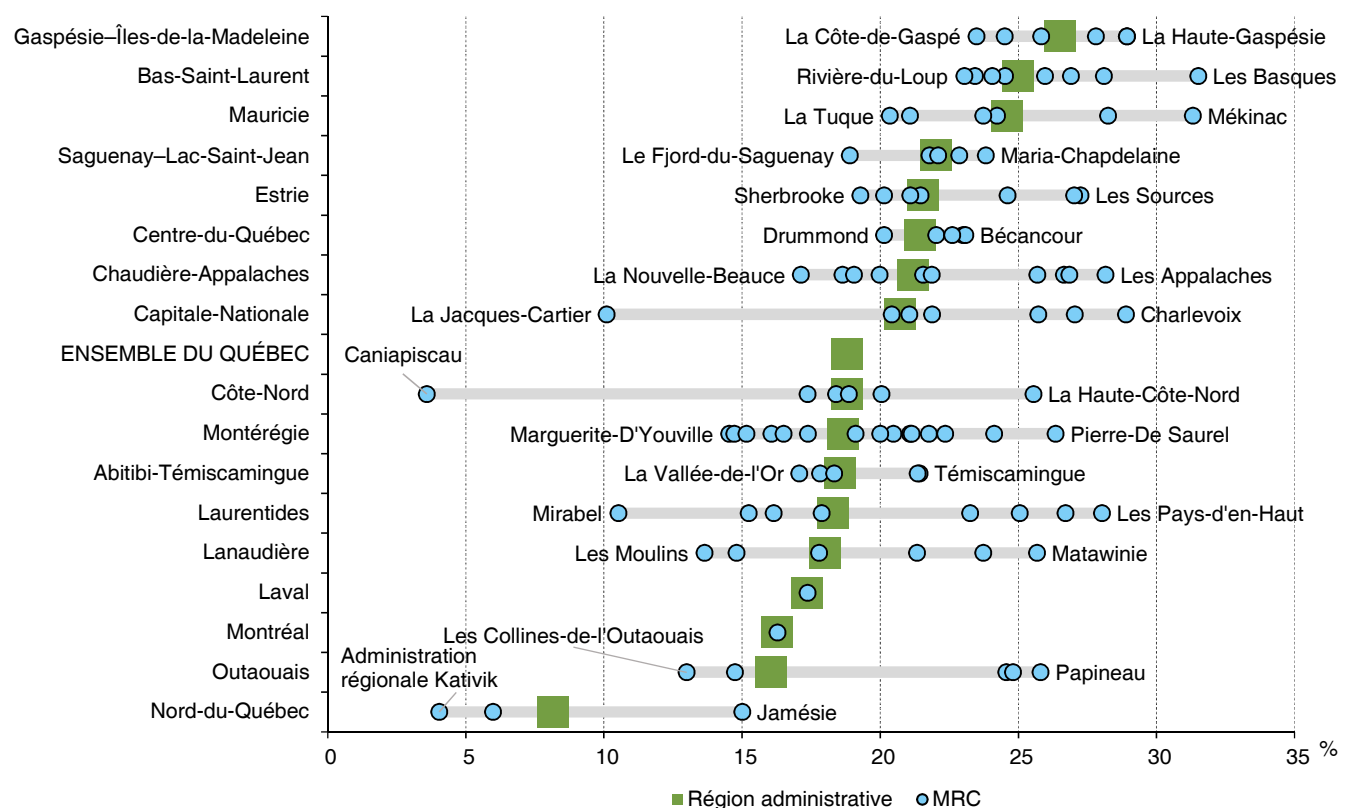
Les MRC des Basques et de Mékinac sont celles où la population est la plus âgée

La figure 12.1.1 et le [tableau 12.1.2](#) montrent que dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent et de la Mauricie, qui ont les populations les plus âgées du Québec, toutes les MRC comptent au moins 20 % de personnes de 65 ans et plus au sein de leur population en 2018. Dans bon nombre d'entre elles, cette proportion est supérieure à 25 %. Elle est même d'un peu plus de 30 % dans les MRC des Basques et de Mékinac. Plusieurs autres régions comprennent des MRC où plus du quart des résidents sont âgés de 65 ans et plus.

À l'opposé, la plus faible part de personnes âgées de 65 ans et plus se trouve dans la MRC de Caniapiscau, dans la région de la Côte-Nord, avec 3,6 %. La part est également très faible dans l'Administration régionale Kativik (4,0 %) et Eeyou Istchee (6,0 %), deux MRC du Nord-du-Québec. Elle est aussi relativement faible dans certaines MRC situées en périphérie des grands centres urbains.

Figure 12.1.1

Part des 65 ans et plus au sein de la population, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2018



Notes : Données provisoires.

Dans une région donnée, deux MRC ayant la même valeur verront leur point superposé.

Source : [Tableau 12.1.2](#).

Révision majeure des estimations de la population par Statistique Canada

Statistique Canada a récemment diffusé une série révisée des estimations démographiques. Cette révision visait principalement à arrimer les estimations de population aux comptes du recensement de 2016 rajustés pour le sous-dénombrement net du recensement et les réserves indiennes partiellement dénombrées. Les nouvelles estimations révisent à la baisse la population totale du Québec comparativement aux estimations établies précédemment par Statistique Canada. Si la révision a été de faible ampleur en ce qui a trait aux années 2011 et précédentes, elle est majeure pour les années postérieures à 2011. Par exemple, au 1^{er} juillet 2016, la nouvelle estimation compte 96 000 personnes de moins que l'estimation précédente. Cela fait en sorte que presque toutes les régions administratives du Québec et la grande majorité des MRC voient l'estimation de leur nombre d'habitants révisée à la baisse. Pour plus d'information, voir l'[encadré méthodologique du chapitre Démographie](#).

Signalons finalement que les estimations de population de la période 2016-2018 sont encore provisoires. Elles feront l'objet de révisions au cours des prochaines années et, par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'interprétation de ces résultats récents.

Références

BINETTE CHARBONNEAU, Anne, Martine ST-AMOUR, Dominique ANDRÉ et Chantal GIRARD (2019). « La population des régions administratives, des MRC et des municipalités du Québec en 2018 », *Coup d'œil sociodémographique*, [En ligne], n° 69, mars, Institut de la statistique du Québec, p. 1-57. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bulletins/coupdoeil-no69.pdf].

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur [la population et la structure par âge et sexe](#) du Québec, des régions administratives, des MRC, des municipalités et des régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec. D'autres données y sont également consultables, notamment celles concernant les composantes démographiques qui façonnent la taille et la structure de la population ([naissances](#), [décès](#) et [mouvements migratoires](#)). De plus, les résultats de l'édition 2019 des [perspectives démographiques](#) du Québec et des régions sont maintenant disponibles. Les résultats pour les MRC seront, quant à eux, publiés à l'automne 2019.

Tableau 12.1.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2018

Code MRC par région administrative	Population au 1 ^{er} juillet				Taux d'accroissement annuel moyen ²			Part ³	
	2006	2011	2016	2018 ^p	2006-2011	2011-2016	2016-2018 ^p	2006	2018 ^p
	n				pour 1 000			%	
01 Bas-Saint-Laurent	201 558	201 198	197 806	197 384	- 0,4	- 3,4	- 1,1	2,6	2,4
07 La Matapédia	19 251	18 662	17 935	17 647	- 6,2	- 7,9	- 8,1	9,6	8,9
08 La Matanie	22 334	21 891	21 313	21 069	- 4,0	- 5,4	- 5,8	11,1	10,7
09 La Mitis	19 380	19 017	18 288	18 049	- 3,8	- 7,8	- 6,6	9,6	9,1
10 Rimouski-Neigette	53 534	55 625	56 873	57 133	7,7	4,4	2,3	26,6	28,9
11 Les Basques	9 480	9 156	8 694	8 651	- 7,0	- 10,4	- 2,5	4,7	4,4
12 Rivière-du-Loup	33 581	34 640	34 074	34 546	6,2	- 3,3	6,9	16,7	17,5
13 Témiscouata	21 835	20 630	19 568	19 315	- 11,4	- 10,6	- 6,5	10,8	9,8
14 Kamouraska	22 163	21 577	21 061	20 974	- 5,4	- 4,8	- 2,1	11,0	10,6
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	274 193	277 296	277 084	277 406	2,3	- 0,2	0,6	3,6	3,3
91 Le Domaine-du-Roy	32 143	32 047	31 389	31 153	- 0,6	- 4,1	- 3,8	11,7	11,2
92 Maria-Chapdelaine	25 917	25 418	24 777	24 634	- 3,9	- 5,1	- 2,9	9,5	8,9
93 Lac-Saint-Jean-Est	51 509	52 937	52 876	52 875	5,5	- 0,2	0,0	18,8	19,1
941 Saguenay	144 471	146 069	146 348	146 519	2,2	0,4	0,6	52,7	52,8
942 Le Fjord-du-Saguenay	20 153	20 825	21 694	22 225	6,6	8,2	12,1	7,3	8,0
03 Capitale-Nationale	668 846	710 425	733 898	745 135	12,1	6,5	7,6	8,8	8,9
15 Charlevoix-Est	16 445	16 347	15 521	15 366	- 1,2	- 10,4	- 5,0	2,5	2,1
16 Charlevoix	13 219	13 387	12 947	12 896	2,5	- 6,7	- 2,0	2,0	1,7
20 L'Île-d'Orléans	6 868	6 752	7 276	7 573	- 3,4	14,9	20,0	1,0	1,0
21 La Côte-de-Beaupré	23 232	26 452	28 347	28 897	25,9	13,8	9,6	3,5	3,9
22 La Jacques-Cartier	30 267	37 614	43 882	45 337	43,3	30,8	16,3	4,5	6,1
23 Québec	532 029	559 998	572 755	581 020	10,2	4,5	7,2	79,5	78,0
34 Portneuf	46 786	49 875	53 170	54 046	12,8	12,8	8,2	7,0	7,3
04 Mauricie	260 404	265 561	267 020	269 332	3,9	1,1	4,3	3,4	3,2
35 Mékinac	12 692	12 962	12 363	12 371	4,2	- 9,5	0,3	4,9	4,6
36 Shawinigan	52 043	50 276	49 428	49 338	- 6,9	- 3,4	- 0,9	20,0	18,3
371 Trois-Rivières	127 287	132 553	135 016	136 857	8,1	3,7	6,8	48,9	50,8
372 Les Chenaux	17 037	17 992	18 717	19 040	10,9	7,9	8,6	6,5	7,1
51 Maskinongé	35 810	36 534	36 425	36 639	4,0	- 0,6	2,9	13,8	13,6
90 La Tuque	15 535	15 244	15 071	15 087	- 3,8	- 2,3	0,5	6,0	5,6
05 Estrie	301 041	313 384	320 510	326 476	8,0	4,5	9,2	3,9	3,9
30 Le Granit	22 480	22 301	21 503	21 432	- 1,6	- 7,3	- 1,7	7,5	6,6
40 Les Sources	14 500	14 810	14 282	14 314	4,2	- 7,3	1,1	4,8	4,4
41 Le Haut-Saint-François	21 713	22 207	22 376	22 618	4,5	1,5	5,4	7,2	6,9
42 Le Val-Saint-François	29 234	29 863	30 821	31 037	4,3	6,3	3,5	9,7	9,5
43 Sherbrooke	148 965	156 508	162 436	166 863	9,9	7,4	13,4	49,5	51,1
44 Coaticook	18 596	18 941	18 564	18 598	3,7	- 4,0	0,9	6,2	5,7
45 Memphrémagog	45 553	48 754	50 528	51 614	13,6	7,1	10,6	15,1	15,8
06 Montréal	1 873 025	1 913 451	1 959 836	2 029 379	4,3	4,8	17,4	24,5	24,2
66 Montréal	1 873 025	1 913 451	1 959 836	2 029 379	4,3	4,8	17,4	100,0	100,0
07 Outaouais	344 905	373 738	385 325	390 830	16,0	6,1	7,1	4,5	4,7
80 Papineau	21 980	22 770	22 928	23 030	7,1	1,4	2,2	6,4	5,9
81 Gatineau	244 746	268 652	278 198	282 596	18,6	7,0	7,8	71,0	72,3
82 Les Collines-de-l'Outaouais	42 501	46 877	49 401	50 512	19,6	10,5	11,1	12,3	12,9
83 La Vallée-de-la-Gatineau	20 922	20 957	20 527	20 489	0,3	- 4,1	- 0,9	6,1	5,2
84 Pontiac	14 756	14 482	14 271	14 203	- 3,7	- 2,9	- 2,4	4,3	3,6

Tableau 12.1.1 (suite)

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2018

Code MRC par région administrative	Population au 1 ^{er} juillet				Taux d'accroissement annuel moyen ²			Part ³	
	2006	2011	2016	2018 ^p	2006-2011	2011-2016	2016-2018 ^p	2006	2018 ^p
	n				pour 1 000			%	
08 Abitibi-Témiscamingue	144 897	146 741	147 282	147 508	2,5	0,7	0,8	1,9	1,8
85 Témiscamingue	17 078	16 285	16 016	15 846	-9,5	-3,3	-5,3	11,8	10,7
86 Rouyn-Noranda	40 271	41 463	42 550	42 889	5,8	5,2	4,0	27,8	29,1
87 Abitibi-Ouest	20 896	21 123	20 582	20 589	2,2	-5,2	0,2	14,4	14,0
88 Abitibi	24 438	24 568	24 707	24 818	1,1	1,1	2,2	16,9	16,8
89 La Vallée-de-l'Or	42 214	43 302	43 427	43 366	5,1	0,6	-0,7	29,1	29,4
09 Côte-Nord	96 561	95 749	92 712	91 213	-1,7	-6,4	-8,2	1,3	1,1
95 La Haute-Côte-Nord	12 352	11 607	10 899	10 593	-12,4	-12,6	-14,2	12,8	11,6
96 Manicouagan	33 250	32 359	31 055	30 540	-5,4	-8,2	-8,4	34,4	33,5
971 Sept-Rivières	35 008	35 671	35 519	35 097	3,8	-0,9	-6,0	36,3	38,5
972 Caniapiscau	3 996	4 303	3 890	3 814	14,8	-20,2	-9,9	4,1	4,2
981 Minganie	6 413	6 652	6 590	6 504	7,3	-1,9	-6,6	6,6	7,1
982 Le Golfe-du-Saint-Laurent	5 542	5 157	4 759	4 665	-14,4	-16,1	-10,0	5,7	5,1
10 Nord-du-Québec	40 284	43 017	44 718	45 558	13,1	7,8	9,3	0,5	0,5
991 Jamésie	14 944	14 282	14 036	13 927	-9,1	-3,5	-3,9	37,1	30,6
992 Administration régionale Kativik	10 977	12 210	13 343	13 777	21,3	17,7	16,0	27,2	30,2
993 Eeyou Istchee ⁴	14 363	16 525	17 339	17 854	28,0	9,6	14,6	35,7	39,2
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	95 178	94 519	90 739	90 709	-1,4	-8,2	-0,2	1,2	1,1
01 Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	13 158	12 857	12 508	12 551	-4,6	-5,5	1,7	13,8	13,8
02 Le Rocher-Percé	18 473	18 053	17 311	17 204	-4,6	-8,4	-3,1	19,4	19,0
03 La Côte-de-Gaspé	17 955	18 087	17 165	17 528	1,5	-10,5	10,5	18,9	19,3
04 La Haute-Gaspésie	12 360	12 122	11 311	11 106	-3,9	-13,8	-9,1	13,0	12,2
05 Bonaventure	17 984	18 088	17 664	17 584	1,2	-4,7	-2,3	18,9	19,4
06 Avignon	15 248	15 312	14 780	14 736	0,8	-7,1	-1,5	16,0	16,2
12 Chaudière-Appalaches	397 095	414 420	421 993	426 130	8,5	3,6	4,9	5,2	5,1
17 L'Islet	18 958	18 595	17 822	17 659	-3,9	-8,5	-4,6	4,8	4,1
18 Montmagny	23 296	23 072	22 723	22 647	-1,9	-3,0	-1,7	5,9	5,3
19 Bellechasse	33 679	35 665	37 392	37 478	11,5	9,5	1,1	8,5	8,8
251 Lévis	131 498	140 080	144 205	146 080	12,6	5,8	6,5	33,1	34,3
26 La Nouvelle-Beauce	31 791	35 473	37 029	37 779	21,9	8,6	10,0	8,0	8,9
27 Robert-Cliche	18 936	19 417	19 172	19 208	5,0	-2,5	0,9	4,8	4,5
28 Les Etchemins	17 672	17 321	16 571	16 463	-4,0	-8,9	-3,3	4,5	3,9
29 Beauce-Sartigan	50 094	51 510	52 716	53 341	5,6	4,6	5,9	12,6	12,5
31 Les Appalaches	43 530	43 351	42 404	42 544	-0,8	-4,4	1,6	11,0	10,0
33 Lotbinière	27 641	29 936	31 959	32 931	15,9	13,1	15,0	7,0	7,7
13 Laval	372 371	406 004	425 225	432 858	17,3	9,2	8,9	4,9	5,2
65 Laval	372 371	406 004	425 225	432 858	17,3	9,2	8,9	100,0	100,0
14 Lanaudière	433 853	476 984	497 249	507 947	18,9	8,3	10,6	5,7	6,1
52 D'Autray	40 650	41 964	42 368	43 020	6,4	1,9	7,6	9,4	8,5
60 L'Assomption	110 811	121 036	125 275	126 356	17,6	6,9	4,3	25,5	24,9
61 Joliette	58 853	64 156	66 723	68 201	17,2	7,8	11,0	13,6	13,4
62 Matawinie	49 918	50 127	50 634	51 498	0,8	2,0	8,5	11,5	10,1
63 Montcalm	43 112	48 954	53 069	54 937	25,4	16,1	17,3	9,9	10,8
64 Les Moulins	130 509	150 747	159 180	163 935	28,8	10,9	14,7	30,1	32,3

Tableau 12.1.1 (suite)

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2018

Code MRC par région administrative	Population au 1 ^{er} juillet				Taux d'accroissement annuel moyen ²			Part ³	
	2006	2011	2016	2018 ^p	2006-2011	2011-2016	2016-2018 ^p	2006	2018 ^p
	n				pour 1 000			%	
15 Laurentides	518 608	566 687	594 918	611 019	17,7	9,7	13,4	6,8	7,3
72 Deux-Montagnes	89 773	98 234	100 339	102 426	18,0	4,2	10,3	17,3	16,8
73 Thérèse-De Blainville	144 993	155 507	158 066	160 534	14,0	3,3	7,7	28,0	26,3
74 Mirabel	35 353	42 616	51 085	55 189	37,3	36,2	38,6	6,8	9,0
75 La Rivière-du-Nord	102 737	116 609	129 336	133 927	25,3	20,7	17,4	19,8	21,9
76 Argenteuil	30 195	32 372	32 477	32 974	13,9	0,6	7,6	5,8	5,4
77 Les Pays-d'en-Haut	36 798	40 534	42 037	43 309	19,3	7,3	14,9	7,1	7,1
78 Les Laurentides	43 124	45 469	46 168	47 158	10,6	3,1	10,6	8,3	7,7
79 Antoine-Labelle	35 635	35 346	35 410	35 502	-1,6	0,4	1,3	6,9	5,8
16 Montérégie	1 383 174	1 469 665	1 526 281	1 554 282	12,1	7,6	9,1	18,1	18,5
46 Brome-Missisquoi	53 071	56 043	58 566	60 380	10,9	8,8	15,3	3,8	3,9
47 La Haute-Yamaska	80 193	85 824	88 683	90 565	13,6	6,6	10,5	5,8	5,8
48 Acton	15 409	15 497	15 623	15 632	1,1	1,6	0,3	1,1	1,0
53 Pierre-De Saurel	50 173	51 236	51 141	51 077	4,2	-0,4	-0,6	3,6	3,3
54 Les Maskoutains	81 381	85 043	87 608	88 182	8,8	5,9	3,3	5,9	5,7
55 Rouville	31 735	36 125	36 724	37 224	25,9	3,3	6,8	2,3	2,4
56 Le Haut-Richelieu	109 977	115 381	117 998	119 590	9,6	4,5	6,7	8,0	7,7
57 La Vallée-du-Richelieu	107 979	117 907	125 103	128 269	17,6	11,8	12,5	7,8	8,3
58 Longueuil	388 660	403 255	417 497	421 842	7,4	6,9	5,2	28,1	27,1
59 Marguerite-D'Youville	70 655	75 149	77 958	79 016	12,3	7,3	6,7	5,1	5,1
67 Roussillon	161 225	173 759	182 523	188 171	15,0	9,8	15,2	11,7	12,1
68 Les Jardins-de-Napierville	24 404	26 519	28 346	29 861	16,6	13,3	26,0	1,8	1,9
69 Le Haut-Saint-Laurent	25 035	24 466	23 731	23 988	-4,6	-6,1	5,4	1,8	1,5
70 Beauharnois-Salaberry	61 161	62 528	64 636	66 068	4,4	6,6	11,0	4,4	4,3
71 Vaudreuil-Soulanges	122 116	140 933	150 144	154 417	28,6	12,7	14,0	8,8	9,9
17 Centre-du-Québec	225 973	236 251	243 354	247 333	8,9	5,9	8,1	3,0	2,9
32 L'Érable	23 268	23 513	23 484	23 420	2,1	-0,2	-1,4	10,3	9,5
38 Bécancour	18 920	20 234	20 478	20 556	13,4	2,4	1,9	8,4	8,3
39 Arthabaska	66 771	69 894	72 272	73 544	9,1	6,7	8,7	29,5	29,7
49 Drummond	93 889	99 661	103 891	106 114	11,9	8,3	10,6	41,5	42,9
50 Nicolet-Yamaska	23 125	22 949	23 229	23 699	-1,5	2,4	10,0	10,2	9,6
Ensemble du Québec	7 631 966	8 005 090	8 225 950	8 390 499	9,5	5,4	9,9	100,0	100,0

p : Donnée provisoire.

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018.

2. Calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

3. La part des régions administratives correspond à leur poids au sein de la population totale du Québec, alors que la part des MRC correspond à leur poids au sein de la population régionale.

4. Nouveau toponyme officiel à venir.

Notes : Les taux de la période 2016-2018 couvrent une période de deux ans, alors que l'amplitude des deux périodes précédentes est de cinq ans. Les taux d'accroissement sont toutefois annualisés, ce qui permet la comparaison du rythme de la croissance d'une période à l'autre.

Les périodes sont définies en fonction des années de recensement qui balisent les estimations de population utilisées. Les estimations démographiques ont été révisées par Statistique Canada afin de s'arrimer aux comptes du Recensement de 2016 rajustés pour le sous-dénombrement net du recensement et pour les réserves indiennes partiellement dénombrées.

Les estimations actuellement disponibles pour les années 2016 à 2018 ne sont pas définitives. Elles feront l'objet d'une révision à la suite du Recensement de 2021. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente de la population des régions.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, Estimations de la population (mars 2019). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 12.1.2

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2018

Code MRC par région administrative	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus		
	n				%					
01 Bas-Saint-Laurent	197 384	36 381	111 698	49 305	100,0	18,4	56,6	25,0	50,0	46,3
07 La Matapédia	17 647	3 312	10 008	4 327	100,0	18,8	56,7	24,5	51,2	46,6
08 La Matanie	21 069	3 467	11 681	5 921	100,0	16,5	55,4	28,1	53,7	48,4
09 La Mitis	18 049	3 618	10 090	4 341	100,0	20,0	55,9	24,1	49,8	45,6
10 Rimouski-Neigette	57 133	10 517	33 230	13 386	100,0	18,4	58,2	23,4	47,3	45,2
11 Les Basques	8 651	1 417	4 508	2 726	100,0	16,4	52,1	31,5	56,0	50,1
12 Rivière-du-Loup	34 546	6 790	19 795	7 961	100,0	19,7	57,3	23,0	46,5	44,8
13 Témiscouata	19 315	3 387	10 731	5 197	100,0	17,5	55,6	26,9	53,5	48,2
14 Kamouraska	20 974	3 873	11 655	5 446	100,0	18,5	55,6	26,0	50,6	46,9
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	277 406	54 050	162 261	61 095	100,0	19,5	58,5	22,0	46,7	44,6
91 Le Domaine-du-Roy	31 153	6 284	17 747	7 122	100,0	20,2	57,0	22,9	48,6	45,1
92 Maria-Chapdelaine	24 634	4 863	13 901	5 870	100,0	19,7	56,4	23,8	49,6	45,7
93 Lac-Saint-Jean-Est	52 875	10 692	30 665	11 518	100,0	20,2	58,0	21,8	46,8	44,5
941 Saguenay	146 519	27 507	86 628	32 384	100,0	18,8	59,1	22,1	46,2	44,6
942 Le Fjord-du-Saguenay	22 225	4 704	13 320	4 201	100,0	21,2	59,9	18,9	44,4	42,8
03 Capitale-Nationale	745 135	141 566	449 124	154 445	100,0	19,0	60,3	20,7	43,4	43,4
15 Charlevoix-Est	15 366	2 676	8 535	4 155	100,0	17,4	55,5	27,0	52,4	47,7
16 Charlevoix	12 896	2 149	7 021	3 726	100,0	16,7	54,4	28,9	53,6	48,6
20 L'Île-d'Orléans	7 573	1 275	4 350	1 948	100,0	16,8	57,4	25,7	49,8	46,4
21 La Côte-de-Beaupré	28 897	6 076	16 921	5 900	100,0	21,0	58,6	20,4	45,4	43,6
22 La Jacques-Cartier	45 337	12 499	28 258	4 580	100,0	27,6	62,3	10,1	37,1	36,4
23 Québec	581 020	106 172	352 537	122 311	100,0	18,3	60,7	21,1	43,3	43,6
34 Portneuf	54 046	10 719	31 502	11 825	100,0	19,8	58,3	21,9	46,6	44,3
04 Mauricie	269 332	48 244	154 833	66 255	100,0	17,9	57,5	24,6	49,2	46,1
35 Mékinac	12 371	1 888	6 609	3 874	100,0	15,3	53,4	31,3	56,4	50,7
36 Shawinigan	49 338	7 813	27 586	13 939	100,0	15,8	55,9	28,3	53,7	48,7
371 Trois-Rivières	136 857	24 666	79 711	32 480	100,0	18,0	58,2	23,7	47,0	45,2
372 Les Chenaux	19 040	3 754	11 273	4 013	100,0	19,7	59,2	21,1	46,3	44,0
51 Maskinongé	36 639	6 697	21 063	8 879	100,0	18,3	57,5	24,2	50,8	46,4
90 La Tuque	15 087	3 426	8 591	3 070	100,0	22,7	56,9	20,3	44,7	43,1
05 Estrie	326 476	67 085	189 069	70 322	100,0	20,5	57,9	21,5	44,5	43,5
30 Le Granit	21 432	4 205	11 953	5 274	100,0	19,6	55,8	24,6	50,8	46,2
40 Les Sources	14 314	2 883	7 530	3 901	100,0	20,1	52,6	27,3	51,1	46,8
41 Le Haut-Saint-François	22 618	4 928	12 837	4 853	100,0	21,8	56,8	21,5	46,5	43,9
42 Le Val-Saint-François	31 037	6 799	17 988	6 250	100,0	21,9	58,0	20,1	44,9	43,2
43 Sherbrooke	166 863	34 836	99 853	32 174	100,0	20,9	59,8	19,3	40,5	41,7
44 Coaticook	18 598	4 283	10 393	3 922	100,0	23,0	55,9	21,1	44,2	43,0
45 Memphrémagog	51 614	9 151	28 515	13 948	100,0	17,7	55,2	27,0	52,6	47,7
06 Montréal	2 029 379	411 053	1 287 843	330 483	100,0	20,3	63,5	16,3	38,7	40,5
66 Montréal	2 029 379	411 053	1 287 843	330 483	100,0	20,3	63,5	16,3	38,7	40,5
07 Outaouais	390 830	87 214	240 878	62 738	100,0	22,3	61,6	16,1	41,6	40,9
80 Papineau	23 030	3 822	13 265	5 943	100,0	16,6	57,6	25,8	53,0	47,7
81 Gatineau	282 596	64 853	176 070	41 673	100,0	22,9	62,3	14,7	39,8	39,8
82 Les Collines-de-l'Outaouais	50 512	12 294	31 653	6 565	100,0	24,3	62,7	13,0	42,1	39,9
83 La Vallée-de-la-Gatineau	20 489	3 571	11 884	5 034	100,0	17,4	58,0	24,6	52,3	47,2
84 Pontiac	14 203	2 674	8 006	3 523	100,0	18,8	56,4	24,8	51,1	46,3

Tableau 12.1.2 (suite)

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2018

Code MRC par région administrative	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus		
	n				%				ans	
08 Abitibi-Témiscamingue	147 508	31 982	88 135	27 391	100,0	21,7	59,7	18,6	43,5	42,3
85 Témiscamingue	15 846	3 337	9 114	3 395	100,0	21,1	57,5	21,4	47,9	44,5
86 Rouyn-Noranda	42 889	9 137	26 105	7 647	100,0	21,3	60,9	17,8	41,9	41,7
87 Abitibi-Ouest	20 589	4 409	11 782	4 398	100,0	21,4	57,2	21,4	46,5	43,8
88 Abitibi	24 818	5 465	14 804	4 549	100,0	22,0	59,7	18,3	43,4	42,1
89 La Vallée-de-l'Or	43 366	9 634	26 330	7 402	100,0	22,2	60,7	17,1	42,4	41,6
09 Côte-Nord	91 213	19 347	54 723	17 143	100,0	21,2	60,0	18,8	45,1	43,0
95 La Haute-Côte-Nord	10 593	1 721	6 166	2 706	100,0	16,2	58,2	25,5	52,9	48,1
96 Manicouagan	30 540	5 992	18 424	6 124	100,0	19,6	60,3	20,1	47,4	44,4
971 Sept-Rivières	35 097	7 949	21 049	6 099	100,0	22,6	60,0	17,4	42,6	41,5
972 Caniapiscau	3 814	1 184	2 493	137	100,0	31,0	65,4	3,6	32,0	32,3
981 Minganie	6 504	1 478	3 829	1 197	100,0	22,7	58,9	18,4	44,9	42,5
982 Le Golfe-du-Saint-Laurent	4 665	1 023	2 762	880	100,0	21,9	59,2	18,9	46,2	42,9
10 Nord-du-Québec	45 558	15 572	26 270	3 716	100,0	34,2	57,7	8,2	30,0	32,6
991 Jamésie	13 927	3 040	8 796	2 091	100,0	21,8	63,2	15,0	41,5	40,9
992 Administration régionale Kativik	13 777	5 700	7 521	556	100,0	41,4	54,6	4,0	24,8	27,7
993 Eeyou Istchee ²	17 854	6 832	9 953	1 069	100,0	38,3	55,7	6,0	27,1	30,0
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	90 709	14 669	51 992	24 048	100,0	16,2	57,3	26,5	52,9	48,2
01 Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	12 551	1 788	7 522	3 241	100,0	14,2	59,9	25,8	53,4	48,7
02 Le Rocher-Percé	17 204	2 460	9 767	4 977	100,0	14,3	56,8	28,9	54,6	50,0
03 La Côte-de-Gaspé	17 528	2 988	10 424	4 116	100,0	17,0	59,5	23,5	51,0	46,6
04 La Haute-Gaspésie	11 106	1 649	6 244	3 213	100,0	14,8	56,2	28,9	54,9	49,7
05 Bonaventure	17 584	2 875	9 820	4 889	100,0	16,4	55,8	27,8	53,0	48,5
06 Avignon	14 736	2 909	8 215	3 612	100,0	19,7	55,7	24,5	50,2	45,9
12 Chaudière-Appalaches	426 130	89 169	246 590	90 371	100,0	20,9	57,9	21,2	45,0	43,6
17 L'Islet	17 659	3 099	9 854	4 706	100,0	17,5	55,8	26,6	53,1	47,9
18 Montmagny	22 647	3 972	12 596	6 079	100,0	17,5	55,6	26,8	51,8	47,5
19 Bellechasse	37 478	7 996	21 404	8 078	100,0	21,3	57,1	21,6	44,6	43,5
251 Lévis	146 080	31 356	86 894	27 830	100,0	21,5	59,5	19,1	43,2	42,4
26 La Nouvelle-Beauce	37 779	9 016	22 291	6 472	100,0	23,9	59,0	17,1	40,5	40,7
27 Robert-Cliche	19 208	4 335	10 674	4 199	100,0	22,6	55,6	21,9	44,2	43,3
28 Les Etchemins	16 463	3 036	9 198	4 229	100,0	18,4	55,9	25,7	51,4	47,0
29 Beauce-Sartigan	53 341	11 528	31 154	10 659	100,0	21,6	58,4	20,0	44,0	42,9
31 Les Appalaches	42 544	7 567	22 996	11 981	100,0	17,8	54,1	28,2	52,1	47,7
33 Lotbinière	32 931	7 264	19 529	6 138	100,0	22,1	59,3	18,6	41,8	41,7
13 Laval	432 858	97 426	260 212	75 220	100,0	22,5	60,1	17,4	42,3	41,6
65 Laval	432 858	97 426	260 212	75 220	100,0	22,5	60,1	17,4	42,3	41,6
14 Lanaudière	507 947	112 429	303 956	91 562	100,0	22,1	59,8	18,0	43,1	42,0
52 D'Au-tray	43 020	8 455	25 385	9 180	100,0	19,7	59,0	21,3	47,1	44,3
60 L'Assomption	126 356	28 383	75 492	22 481	100,0	22,5	59,7	17,8	42,8	41,8
61 Joliette	68 201	13 249	38 765	16 187	100,0	19,4	56,8	23,7	46,4	44,8
62 Matawinie	51 498	8 516	29 756	13 226	100,0	16,5	57,8	25,7	53,5	47,9
63 Montcalm	54 937	12 585	34 220	8 132	100,0	22,9	62,3	14,8	40,0	40,0
64 Les Moulins	163 935	41 241	100 338	22 356	100,0	25,2	61,2	13,6	39,9	39,1

Tableau 12.1.2 (suite)

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2018

Code	MRC par région administrative	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
		Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus		
		n				%				ans	
15	Laurentides	611 019	130 428	368 722	111 869	100,0	21,3	60,3	18,3	44,0	42,5
72	Deux-Montagnes	102 426	23 596	62 290	16 540	100,0	23,0	60,8	16,1	41,5	40,9
73	Thérèse-De Blainville	160 534	37 628	98 442	24 464	100,0	23,4	61,3	15,2	42,0	40,6
74	Mirabel	55 189	14 521	34 858	5 810	100,0	26,3	63,2	10,5	36,6	36,7
75	La Rivière-du-Nord	133 927	28 743	81 236	23 948	100,0	21,5	60,7	17,9	42,6	41,9
76	Argenteuil	32 974	5 904	19 401	7 669	100,0	17,9	58,8	23,3	50,1	46,0
77	Les Pays-d'en-Haut	43 309	6 450	24 719	12 140	100,0	14,9	57,1	28,0	55,1	49,7
78	Les Laurentides	47 158	7 929	27 414	11 815	100,0	16,8	58,1	25,1	52,1	47,3
79	Antoine-Labelle	35 502	5 657	20 362	9 483	100,0	15,9	57,4	26,7	53,9	48,4
16	Montréal	1 554 282	338 981	925 053	290 248	100,0	21,8	59,5	18,7	43,1	42,2
46	Brome-Missisquoi	60 380	11 688	34 122	14 570	100,0	19,4	56,5	24,1	48,8	45,6
47	La Haute-Yamaska	90 565	19 045	52 430	19 090	100,0	21,0	57,9	21,1	45,4	43,7
48	Acton	15 632	3 338	8 990	3 304	100,0	21,4	57,5	21,1	45,8	43,7
53	Pierre-De Saurel	51 077	8 464	29 155	13 458	100,0	16,6	57,1	26,3	51,4	47,4
54	Les Maskoutains	88 182	18 371	51 754	18 057	100,0	20,8	58,7	20,5	43,8	43,1
55	Rouville	37 224	8 486	22 269	6 469	100,0	22,8	59,8	17,4	41,2	41,2
56	Le Haut-Richelieu	119 590	25 312	71 426	22 852	100,0	21,2	59,7	19,1	43,4	42,5
57	La Vallée-du-Richelieu	128 269	31 082	76 579	20 608	100,0	24,2	59,7	16,1	41,3	40,5
58	Longueuil	421 842	86 341	251 149	84 352	100,0	20,5	59,5	20,0	43,5	42,9
59	Marguerite-D'Youville	79 016	19 000	48 534	11 482	100,0	24,0	61,4	14,5	40,9	40,0
67	Roussillon	188 171	46 343	114 140	27 688	100,0	24,6	60,7	14,7	40,6	39,8
68	Les Jardins-de-Napierville	29 861	6 489	18 443	4 929	100,0	21,7	61,8	16,5	40,9	41,0
69	Le Haut-Saint-Laurent	23 988	4 994	13 775	5 219	100,0	20,8	57,4	21,8	47,8	44,3
70	Beauharnois-Salaberry	66 068	12 438	38 861	14 769	100,0	18,8	58,8	22,4	46,0	44,4
71	Vaudreuil-Soulanges	154 417	37 590	93 426	23 401	100,0	24,3	60,5	15,2	41,7	40,3
17	Centre-du-Québec	247 333	51 902	142 365	53 066	100,0	21,0	57,6	21,5	44,7	43,6
32	L'Érable	23 420	4 901	13 131	5 388	100,0	20,9	56,1	23,0	46,7	44,3
38	Bécancour	20 556	4 012	11 799	4 745	100,0	19,5	57,4	23,1	47,7	45,1
39	Arthabaska	73 544	15 289	42 054	16 201	100,0	20,8	57,2	22,0	45,0	43,9
49	Drummond	106 114	22 873	61 868	21 373	100,0	21,6	58,3	20,1	43,2	42,7
50	Nicolet-Yamaska	23 699	4 827	13 513	5 359	100,0	20,4	57,0	22,6	46,8	44,6
Ensemble du Québec		8 390 499	1 747 498	5 063 724	1 579 277	100,0	20,8	60,4	18,8	42,5	42,3

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018.

2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Note : Données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, Estimations de la population (mars 2019). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

12.2 Revenu disponible par habitant

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

En plus de comparer les données de 2017 avec celles de 2013 afin de mieux cerner l'évolution récente du revenu disponible par habitant dans les MRC de la province, la présente section met en évidence les disparités, souvent importantes, qui subsistent entre les territoires supralocaux d'une même région. Ce segment du Panorama se veut un complément au [chapitre 5.2](#), dans lequel nous faisons ressortir les points saillants des données sur le revenu disponible à l'échelle des régions administratives.

Croissance dans l'ensemble des MRC

Le revenu disponible par habitant a augmenté dans l'ensemble des MRC du Québec entre 2013 et 2017, bien qu'à des degrés divers. Parmi les 104 MRC qui composent la province, un peu plus de la moitié ont connu une hausse supérieure ou égale à celle observée au Québec. Avec une augmentation annuelle moyenne de 6,2 %, la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent, située sur la Côte-Nord, est celle qui a connu la hausse la plus prononcée durant cette période. Elle est suivie par la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine (+ 5,7 %). La croissance dans ces deux MRC maritimes est attribuable, d'une part, à la hausse marquée du revenu net des entreprises individuelles stimulée notamment par la vigueur du secteur des pêches et, d'autre part, par la progression du revenu net de la propriété. Grâce à cette croissance soutenue, le revenu disponible par habitant de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine (30 815 \$) se situe pour la première fois depuis le début de la série de données au-dessus de la moyenne provinciale (28 785 \$). Elle est d'ailleurs la seule MRC de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine à présenter en 2017 un revenu disponible supérieur à la moyenne québécoise.

En revanche, le revenu disponible par habitant s'est accru à un rythme moins rapide que celui du Québec dans 46 MRC. Toutes les MRC de la région de la Capitale-Nationale ont connu une croissance plus lente que celle de la province entre 2013 et 2017. D'ailleurs, parmi les cinq MRC de la province affichant les hausses les plus modestes, deux se trouvent dans la Capitale-Nationale (L'Île-d'Orléans et La Jacques-Cartier), les trois autres étant situées sur la Côte-Nord (Sept-Rivières, Minganie et Manicouagan).

Caniapiscou demeure en tête des MRC

La MRC de Caniapiscou (39 303 \$), dont la principale municipalité est Fermont, demeure celle qui affiche le revenu disponible par habitant le plus élevé au Québec. Elle est suivie par Les Pays-d'en-Haut (35 289 \$) dans les Laurentides et La Jacques-Cartier (33 163 \$) dans la Capitale-Nationale. Comme l'illustre la [figure 12.2.2](#), les territoires supralocaux affichant les revenus les plus élevés se concentrent, encore une fois, dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal ainsi que dans les régions dont l'économie repose en bonne partie sur l'exploitation des ressources minières, comme la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue.

À l'inverse, la plupart des MRC de la péninsule gaspésienne, du Bas-Saint-Laurent, de l'est de l'Estrie ainsi que celles se trouvant au nord des régions de l'Outaouais, des Laurentides, de Lanaudière, de la Mauricie et du Nord-du-Québec font moins bonne figure et continuent d'être à la traîne.

Tout comme en 2016, c'est le territoire supralocal de l'Administration régionale Kativik (20 650 \$) qui présente le revenu disponible par habitant le plus faible au Québec. Dans ce territoire inuit, le poids démographique de la population en âge de travailler, soit les personnes âgées de 15 à 64 ans, est nettement plus faible que dans l'ensemble du Québec. En 2017, un peu moins du tiers de la population avait moins de 15 ans. Les jeunes de ce groupe d'âge sont évidemment moins susceptibles d'avoir des revenus.

Tableau 12.2.1

MRC présentant les revenus disponibles par habitant les plus élevés et les plus faibles, 2017

MRC	Région administrative	Revenu disponible \$/hab.	MRC	Région administrative	Revenu disponible \$/hab.
Les plus élevés			Les plus faibles		
Caniapiscau	CNO	39 303	Administration régionale Kativik	NQC	20 650
Les Pays-d'en-Haut	LAUR	35 289	Les Sources	ESTR	23 517
La Jacques-Cartier	CNAT	33 163	La Haute-Gaspésie	GIM	23 797
La Vallée-du-Richelieu	MTRG	32 968	La Tuque	MAU	23 828
Memphrémagog	ESTR	32 930	La Matapédia	BSL	23 840
Thérèse-De Blainville	LAUR	32 690	Pontiac	OUT	23 879
L'Île-d'Orléans	CNAT	31 589	La Vallée-de-la-Gatineau	OUT	24 374
Jamésie	NQC	31 462	Le Haut-Saint-Laurent	MTRG	24 643
Marguerite-d'Youville	MTRG	31 454	Le Haut-Saint-François	ESTR	24 703
Longueuil	MTRG	31 351	La Mitis	BSL	25 004

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation; ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Retraite Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Société d'habitation du Québec; Statistique Canada.

Les disparités de revenu demeurent importantes à l'intérieur de certaines régions

Les différences de revenu entre les MRC varient considérablement d'une région à l'autre, comme en témoigne la figure 12.2.1. En 2017, l'écart le plus important entre les territoires supralocaux d'une même région est observé sur la Côte-Nord. Dans cette région côtière, la différence est de plus de 13 500 \$ entre la MRC qui présente le revenu disponible le plus élevé, Caniapiscau, et celle affichant le revenu le plus faible, La Haute-Côte-Nord. D'ailleurs, l'écart de revenu entre ces deux entités tend à s'accroître depuis quatre ans.

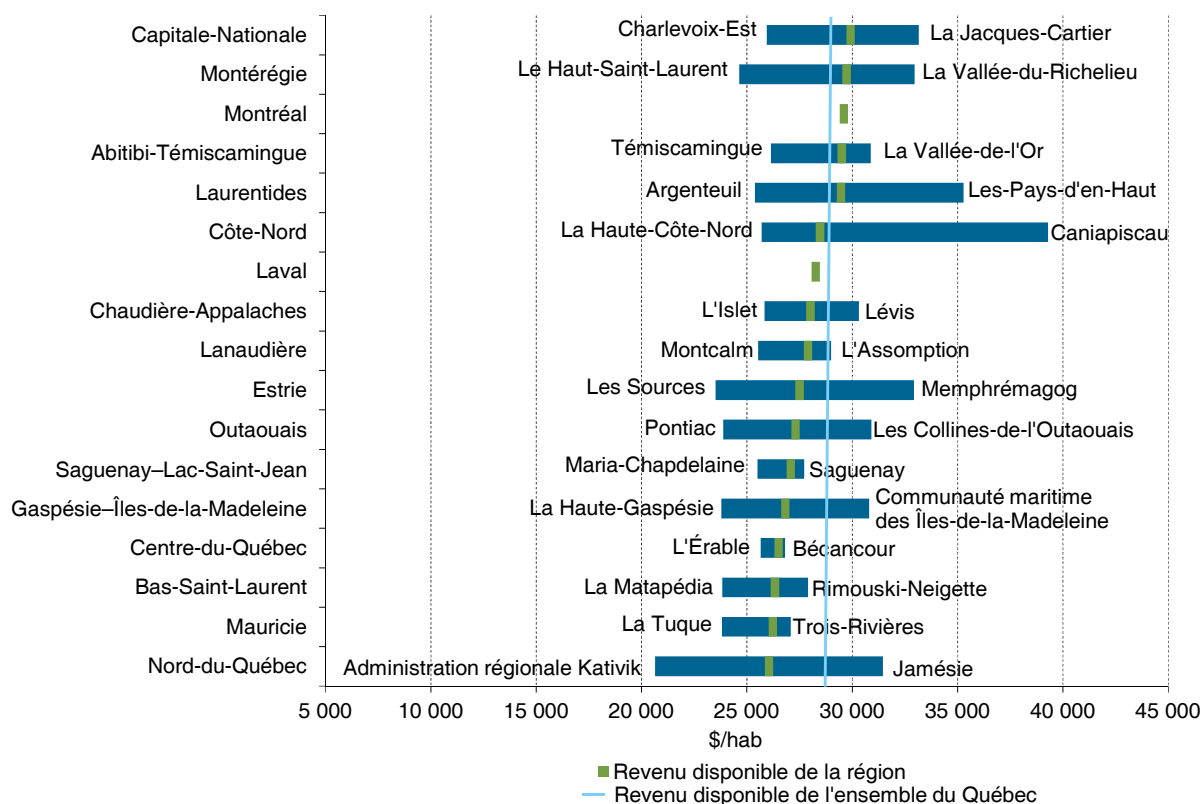
Le Nord-du-Québec se caractérise également par des différences de revenu importantes entre les trois territoires supralocaux qui le composent. À preuve, le revenu disponible par habitant de la Jamésie est supérieur de 10 812 \$ à celui de l'Administration régionale Kativik et de 5 547 \$ à celui d'Eeyou Istchee. Dans les territoires de l'Administration régionale Kativik et d'Eeyou Istchee, la proportion de personnes en âge de travailler est plus faible que dans la Jamésie, ce qui pèse globalement sur leur niveau de revenu, puisque ce sont surtout les 15-64 ans qui touchent des revenus de travail, principale source de revenus des particuliers.

Les régions des Laurentides et de l'Estrie continuent, elles aussi, d'être marquées par un clivage territorial important. Dans les Laurentides, le revenu disponible des résidents des Pays-d'en-Haut est supérieur d'au moins 9 700 \$, en moyenne, à celui des habitants des MRC d'Antoine-Labelle et d'Argenteuil, ces deux territoires étant caractérisés par un taux de travailleurs de 25 à 64 ans particulièrement faible (voir la [section 12.3](#)). Quant à l'Estrie, les différences au chapitre du revenu disponible y demeurent substantielles entre la MRC des Sources (23 517 \$), qui se classe au dernier rang dans la région, et celle de Memphrémagog (32 930 \$), qui trône en tête en raison notamment des revenus de placements particulièrement importants gagnés par ses résidents.

À l'opposé, les régions du Centre-du-Québec et du Saguenay-Lac-Saint-Jean continuent de se distinguer par un niveau de revenu relativement homogène. Dans chacune de ces deux régions, l'écart de revenu est de moins de 2 300 \$ par habitant entre la MRC affichant la valeur la plus élevée et celle présentant la valeur la plus faible.

Figure 12.2.1

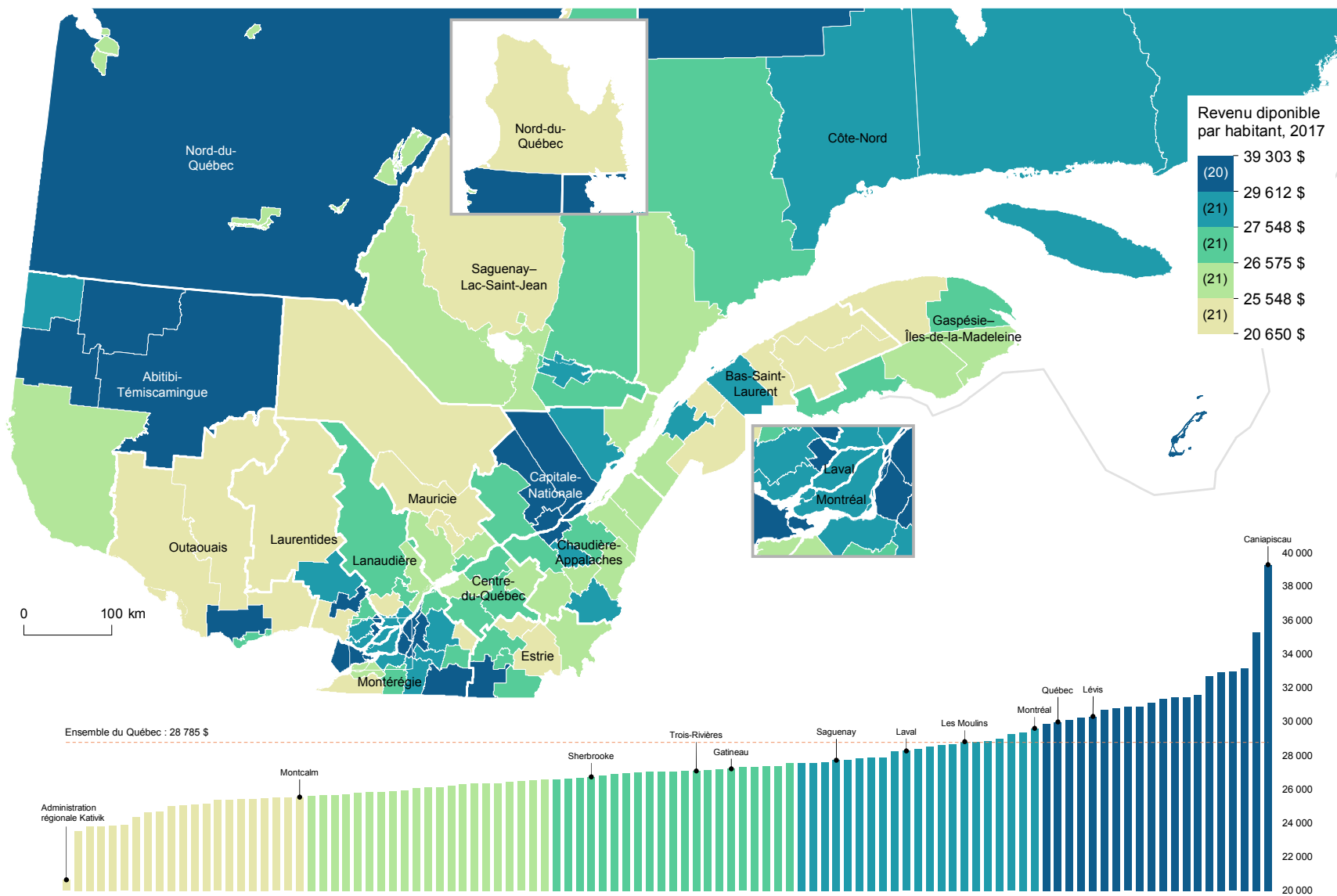
Écart entre les MRC affichant le revenu disponible par habitant le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2017



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation; ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Retraite Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Société d'habitation du Québec; Statistique Canada.

Figure 12.2.2

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, MRC du Québec, 2017



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation; ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Retraite Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Société d'habitation du Québec; Statistique Canada (données sur le revenu disponible).
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (limites administratives).

Tableau 12.2.2

Revenu disponible par habitant, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017

Code	MRC par région administrative	2013 ^r	2014 ^r	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p	Variation 2017/2016	TCAM 2017/2013
		\$ / hab.					%	
01	Bas-Saint-Laurent	23 370	23 876	24 539	25 326	26 339	4,0	3,0
07	La Matapédia	21 268	21 854	22 112	22 932	23 840	4,0	2,9
08	La Matanie	22 947	23 396	23 911	24 332	25 174	3,5	2,3
09	La Mitis	21 897	22 742	23 244	24 045	25 004	4,0	3,4
10	Rimouski-Neigette	25 190	25 488	26 370	26 949	27 908	3,6	2,6
11	Les Basques	22 360	22 906	23 692	24 745	25 120	1,5	3,0
12	Rivière-du-Loup	24 198	24 687	25 335	26 549	27 905	5,1	3,6
13	Témiscouata	21 806	22 582	23 172	24 034	25 087	4,4	3,6
14	Kamouraska	22 674	23 111	23 807	24 563	25 628	4,3	3,1
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	24 387	24 773	25 258	26 014	27 085	4,1	2,7
91	Le Domaine-du-Roy	23 395	24 108	24 500	25 326	26 208	3,5	2,9
92	Maria-Chapdelaine	22 399	23 130	23 493	24 466	25 510	4,3	3,3
93	Lac-Saint-Jean-Est	24 012	24 598	24 735	25 500	26 548	4,1	2,5
941	Saguenay	25 050	25 299	25 944	26 594	27 731	4,3	2,6
942	Le Fjord-du-Saguenay	24 579	24 519	25 034	26 122	27 088	3,7	2,5
03	Capitale-Nationale	27 236	27 630	28 409	28 869	29 929	3,7	2,4
15	Charlevoix-Est	23 352	24 154	24 371	25 183	25 950	3,0	2,7
16	Charlevoix	25 048	25 325	26 203	26 611	27 737	4,2	2,6
20	L'Île-d'Orléans	29 873	30 290	31 198	31 340	31 589	0,8	1,4
21	La Côte-de-Beaupré	28 520	28 865	29 793	30 316	31 127	2,7	2,2
22	La Jacques-Cartier	31 301	31 299	31 175	31 200	33 163	6,3	1,5
23	Québec	27 220	27 632	28 511	28 977	29 990	3,5	2,5
34	Portneuf	24 961	25 313	25 696	26 286	27 391	4,2	2,3
04	Mauricie	23 448	23 868	24 478	25 231	26 243	4,0	2,9
35	Mékinac	22 581	23 077	23 550	24 670	25 497	3,4	3,1
36	Shawinigan	22 566	22 831	23 348	23 985	25 368	5,8	3,0
371	Trois-Rivières	24 279	24 777	25 405	26 197	27 092	3,4	2,8
372	Les Chenaux	23 334	23 755	23 999	24 859	25 678	3,3	2,4
51	Maskinongé	22 957	23 273	24 144	24 716	25 803	4,4	3,0
90	La Tuque	21 120	21 486	22 113	22 830	23 828	4,4	3,1
05	Estrie	24 330	24 821	25 494	26 383	27 507	4,3	3,1
30	Le Granit	22 587	23 584	24 248	25 271	26 482	4,8	4,1
40	Les Sources	21 151	21 805	22 512	22 680	23 517	3,7	2,7
41	Le Haut-Saint-François	21 324	22 405	22 812	23 616	24 703	4,6	3,7
42	Le Val-Saint-François	24 391	25 127	25 815	26 490	27 548	4,0	3,1
43	Sherbrooke	24 013	24 296	25 009	25 678	26 744	4,2	2,7
44	Coaticook	22 424	23 720	24 186	25 331	26 911	6,2	4,7
45	Memphrémagog	29 102	29 227	29 911	31 716	32 930	3,8	3,1
06	Montréal	26 349	27 374	28 614	28 805	29 612	2,8	3,0
66	Montréal	26 349	27 374	28 614	28 805	29 612	2,8	3,0
07	Outaouais	25 135	25 269	25 959	26 275	27 318	4,0	2,1
80	Papineau	22 933	23 267	23 753	24 811	25 438	2,5	2,6
81	Gatineau	25 230	25 280	25 832	26 166	27 219	4,0	1,9
82	Les Collines-de-l'Outaouais	28 579	28 645	30 391	29 732	30 916	4,0	2,0
83	La Vallée-de-la-Gatineau	21 445	22 050	22 314	23 404	24 374	4,1	3,3
84	Pontiac	20 668	21 496	22 045	22 924	23 879	4,2	3,7

Tableau 12.2.2 (suite)

Revenu disponible par habitant, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017

Code	MRC par région administrative	2013 ^r	2014 ^r	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p	Variation 2017/2016	TCAM 2017/2013
		\$ / hab.					%	
08	Abitibi-Témiscamingue	26 498	26 873	27 164	28 143	29 514	4,9	2,7
85	Témiscamingue	23 727	24 159	24 497	25 217	26 146	3,7	2,5
86	Rouyn-Noranda	27 548	27 657	27 934	28 783	30 120	4,6	2,3
87	Abitibi-Ouest	24 467	24 851	25 080	25 899	27 561	6,4	3,0
88	Abitibi	26 797	27 148	27 398	28 473	29 858	4,9	2,7
89	La Vallée-de-l'Or	27 336	27 937	28 265	29 470	30 879	4,8	3,1
09	Côte-Nord	26 796	27 316	27 120	27 471	28 480	3,7	1,5
95	La Haute-Côte-Nord	23 264	23 950	24 065	25 073	25 710	2,5	2,5
96	Manicouagan	25 498	25 526	25 938	26 308	27 006	2,7	1,4
971	Sept-Rivières	28 415	29 170	28 208	28 146	29 255	3,9	0,7
972	Caniapiscau	34 993	36 564	36 689	37 346	39 303	5,2	2,9
981	Minganie	28 119	28 328	27 910	28 242	29 374	4,0	1,1
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	22 544	23 632	24 683	26 376	28 655	8,6	6,2
10	Nord-du-Québec	23 475	24 087	24 345	25 169	26 053	3,5	2,6
991	Jamésie	28 365	28 656	28 581	29 206	31 462	7,7	2,6
992	Administration régionale Kativik	19 245	19 834	20 210	20 611	20 650	0,2	1,8
993	Eeyou Istchee ²	22 500	23 484	24 012	25 410	25 915	2,0	3,6
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23 127	23 699	24 293	25 354	26 832	5,8	3,8
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	24 681	25 418	26 039	26 690	30 815	15,5	5,7
02	Le Rocher-Percé	22 343	22 990	23 854	25 115	26 446	5,3	4,3
03	La Côte-de-Gaspé	24 271	24 702	25 510	26 473	26 941	1,8	2,6
04	La Haute-Gaspésie	20 828	21 563	21 830	22 956	23 797	3,7	3,4
05	Bonaventure	23 573	23 848	24 148	25 313	26 345	4,1	2,8
06	Avignon	22 677	23 403	24 002	25 089	26 671	6,3	4,1
12	Chaudière-Appalaches	24 907	25 625	26 486	26 910	28 025	4,1	3,0
17	L'Islet	22 213	23 260	23 884	24 788	25 847	4,3	3,9
18	Montmagny	23 053	23 778	23 950	25 144	26 129	3,9	3,2
19	Bellechasse	24 444	24 623	25 041	26 109	27 042	3,6	2,6
251	Lévis	27 381	27 913	28 975	29 060	30 318	4,3	2,6
26	La Nouvelle-Beauce	24 398	24 837	25 647	26 399	27 594	4,5	3,1
27	Robert-Cliche	22 694	23 418	24 471	24 913	26 064	4,6	3,5
28	Les Etchemins	22 303	23 495	24 225	25 248	26 354	4,4	4,3
29	Beauce-Sartigan	24 322	25 968	27 381	26 681	27 851	4,4	3,4
31	Les Appalaches	22 948	23 528	23 981	25 101	25 860	3,0	3,0
33	Lotbinière	24 207	24 828	25 494	26 013	27 075	4,1	2,8
13	Laval	25 677	26 191	26 765	27 377	28 277	3,3	2,4
65	Laval	25 677	26 191	26 765	27 377	28 277	3,3	2,4
14	Lanaudière	25 099	25 522	26 010	26 848	27 910	4,0	2,7
52	D'Au-ray	23 421	23 824	24 338	25 235	26 292	4,2	2,9
60	L'Assomption	26 614	27 052	27 236	28 034	28 998	3,4	2,2
61	Joliette	24 222	24 545	25 323	26 172	27 057	3,4	2,8
62	Matawinie	23 751	24 411	24 961	25 979	27 310	5,1	3,6
63	Montcalm	22 565	22 949	23 298	24 351	25 548	4,9	3,2
64	Les Moulins	25 974	26 372	27 011	27 736	28 826	3,9	2,6

Tableau 12.2.2 (suite)

Revenu disponible par habitant, MRC¹, régions administratives et ensemble du Québec, 2013-2017

Code	MRC par région administrative	2013 ^r	2014 ^r	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p	Variation 2017/2016	TCAM 2017/2013
		\$/hab.					%	
15	Laurentides	26 431	26 867	27 617	28 420	29 472	3,7	2,8
72	Deux-Montagnes	25 284	25 679	26 228	26 992	28 236	4,6	2,8
73	Thérèse-De Blainville	29 059	29 987	30 826	31 506	32 690	3,8	3,0
74	Mirabel	25 896	26 102	26 806	27 791	28 871	3,9	2,8
75	La Rivière-du-Nord	24 743	24 804	25 492	26 149	27 197	4,0	2,4
76	Argenteuil	22 995	23 492	23 664	24 988	25 396	1,6	2,5
77	Les Pays-d'en-Haut	31 598	31 678	32 773	34 416	35 289	2,5	2,8
78	Les Laurentides	25 739	26 090	27 758	28 038	28 828	2,8	2,9
79	Antoine-Labelle	22 525	23 069	23 392	24 419	25 504	4,4	3,2
16	Montérégie	26 711	27 268	27 960	28 667	29 741	3,7	2,7
46	Brome-Missisquoi	27 174	27 678	28 533	29 448	30 255	2,7	2,7
47	La Haute-Yamaska	24 465	24 821	25 324	26 559	27 368	3,0	2,8
48	Acton	22 133	22 859	22 844	23 542	25 446	8,1	3,5
53	Pierre-De Saurel	24 745	24 962	25 663	26 105	27 173	4,1	2,4
54	Les Maskoutains	24 785	25 409	25 942	26 426	27 583	4,4	2,7
55	Rouville	25 664	26 019	26 516	27 429	28 543	4,1	2,7
56	Le Haut-Richelieu	25 421	25 758	26 528	27 116	28 382	4,7	2,8
57	La Vallée-du-Richelieu	29 774	30 278	31 251	31 640	32 968	4,2	2,6
58	Longueuil	28 115	28 748	29 498	30 214	31 351	3,8	2,8
59	Marguerite-D'Youville	28 236	28 905	29 600	30 186	31 454	4,2	2,7
67	Roussillon	25 873	26 576	27 103	27 810	28 679	3,1	2,6
68	Les Jardins-de-Napierville	24 795	25 315	26 345	26 821	27 355	2,0	2,5
69	Le Haut-Saint-Laurent	21 264	22 057	23 212	23 737	24 643	3,8	3,8
70	Beauharnois-Salaberry	24 229	24 591	25 006	25 833	26 575	2,9	2,3
71	Vaudreuil-Soulanges	27 542	28 133	28 778	29 664	30 741	3,6	2,8
17	Centre-du-Québec	23 533	23 835	24 680	25 402	26 514	4,4	3,0
32	L'Érable	22 055	22 993	23 842	24 946	25 660	2,9	3,9
38	Bécancour	24 169	24 570	24 846	25 900	26 812	3,5	2,6
39	Arthabaska	23 993	23 998	24 661	25 619	26 619	3,9	2,6
49	Drummond	23 476	23 736	24 903	25 198	26 603	5,6	3,2
50	Nicolet-Yamaska	23 305	23 968	24 451	25 657	26 385	2,8	3,2
	Ensemble du Québec	25 818	26 419	27 217	27 776	28 785	3,6	2,8

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation; ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs; Retraite Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

12.3 Taux de travailleurs dans les MRC

par Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

À la différence du chapitre 4 de ce *Panorama des régions*, qui aborde le marché du travail à l'échelle des régions administratives, la présente section y jette un regard plus détaillé, soit à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC). Pour ce faire, on utilise le taux de travailleurs chez les 25-64 ans, un indicateur élaboré par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) à partir des données fiscales des particuliers de Revenu Québec. Cet indicateur correspond au rapport entre le nombre de travailleurs, soit les personnes ayant déclaré des revenus d'emploi ou d'entreprise, et le nombre de particuliers de 25 à 64 ans ayant produit une déclaration de revenus à Revenu Québec. Pour des explications détaillées sur la méthodologie, veuillez consulter l'édition de décembre 2018 du [Bulletin Flash. Évolution du marché du travail dans les MRC](#), produit par l'ISQ (p. 10-12).

Cette section donne un aperçu de la situation du marché du travail dans les 104 MRC du Québec en 2017 et de son évolution par rapport à 2013. Il est important de souligner que les données de 2017 sont provisoires et feront l'objet d'une révision lors de la prochaine édition. Les résultats des années antérieures ayant été révisés, ils peuvent différer de ceux présentés dans les éditions précédentes du *Panorama des régions*. L'analyse vise à mesurer l'évolution de la situation du marché du travail dans les MRC en faisant ressortir les principales différences qui se dégagent entre elles.

Une soixantaine de MRC obtiennent leurs meilleurs résultats depuis 2013

Selon les données provisoires de 2017, le taux de travailleurs de 25 à 64 ans de l'ensemble du Québec atteint un sommet historique à 77,0 %. L'augmentation par rapport à 2016 a été de 0,9 point de pourcentage, la plus forte hausse enregistrée au cours des cinq années précédentes. Entre 2013 et 2017, le taux de travailleurs s'est accru de 1,5 point et la croissance a été plus rapide chez les femmes que chez les hommes. Elle a aussi touché, en proportion, les 55-64 ans plus que les autres groupes d'âge.

La quasi-totalité des MRC du Québec profite de cette progression et pour 60 d'entre elles l'augmentation observée en 2017 est la plus importante depuis 2013. Ainsi, dans 26 MRC, le taux de travailleurs a bondi de plus de 2,0 points de pourcentage au cours de la période 2013-2017. Parmi les hausses les plus marquées, plusieurs sont liées à une croissance démographique faible ou négative se traduisant par une baisse de l'effectif sur le marché du travail. Les MRC dans cette situation se trouvent en majorité dans le Bas-Saint-Laurent (La Matapédia, La Matanie, Témiscouata), en Chaudière-Appalaches (Les Appalaches, Montmagny, L'Islet, Les Etchemins), en Mauricie (Maskinongé, Shawinigan, Mékinac) et en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine, Le Rocher-Percé, La Haute-Gaspésie, Bonaventure). Dans ces MRC, la forte hausse du taux de travailleurs résulte de la baisse plus rapide de la population de 25 à 64 ans que du nombre de travailleurs. Le cas de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine est particulier : la population des 25-64 ans y a considérablement diminué entre 2013 et 2017 et, parallèlement, l'économie de ce territoire connaît en 2017 un essor grâce à l'industrie de la pêche. Sous l'effet combiné de ces conditions démographiques et économiques, le taux de travailleurs s'accroît à un rythme qui surpasse celui de toutes les MRC du Québec.

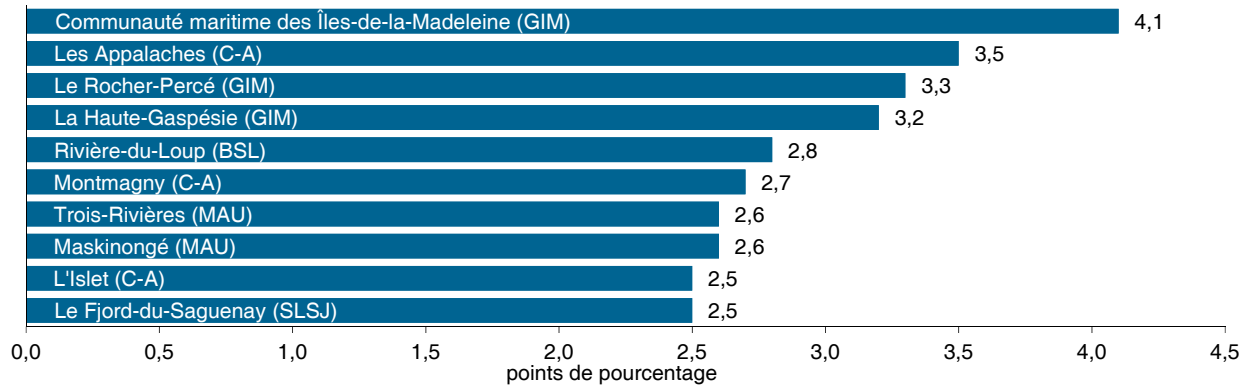
Par ailleurs, la croissance soutenue du taux de travailleurs à Montréal ainsi que dans les MRC de Lotbinière, en Chaudière-Appalaches, et de Drummond, dans le Centre-du-Québec, est attribuable à une hausse du nombre de travailleurs et non à des facteurs démographiques. D'ailleurs, dans cette dernière région, le marché du travail prend de la vigueur : le taux de travailleurs y croît dans toutes les MRC à un rythme qui dépasse celui de l'ensemble du Québec.

À l'inverse, le taux de travailleurs s'est replié dans six MRC entre 2013 et 2017. Les territoires qui accusent une décroissance font partie des régions de la Côte-Nord (Minganie, Manicouagan, Sept-Rivières), du Nord-du-Québec (Eeyou Istchee, Administration régionale Kativik) et de l'Outaouais (Les Collines-de-l'Outaouais). Dans Les Collines-de-l'Outaouais, le taux de travailleurs a diminué tant chez les hommes que chez les femmes. Par contre, dans les trois MRC de la Côte-Nord mentionnées, le recul

affecte uniquement les hommes. Les pertes d'emplois dans le secteur minier¹ et le ralentissement des activités liées à la construction du complexe hydroélectrique La Romaine affectent plus précisément l'emploi à prédominance masculine sur la Côte-Nord. Notons que dans les MRC de Minganie et de Sept-Rivières, le repli du taux de travailleurs touche plus sévèrement les 25-34 ans.

Figure 12.3.1

Les MRC affichant les plus fortes croissances du taux de travailleurs de 25 à 64 ans, 2013-2017



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Plusieurs MRC en périphérie de Montréal et de Québec en tête du classement

En 2017, les taux de travailleurs les plus élevés sont majoritairement enregistrés dans des régions situées en périphérie des grandes agglomérations urbaines. Plus précisément, parmi les 17 MRC où les taux dépassent 80,0 %, 5 appartiennent à la Montérégie (La Vallée-du-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Vaudreuil-Soulanges, Roussillon et Rouville), 4 se trouvent dans la couronne nord de Montréal (Mirabel, Les Moulins, Thérèse-De Blainville et Laval) et 6 en périphérie de Québec (La Jacques-Cartier, La Nouvelle-Beauce, Lévis, Bellechasse, Lotbinière et Québec). À cet égard, la [figure 12.3.3](#) montre que dans les MRC les plus proches des deux centres urbains que sont Montréal et Québec, les taux de travailleurs sont parmi les plus élevés. Deux MRC font figure d'exception en étant les seules des régions éloignées des grands centres à présenter un taux de travailleurs supérieur à 80 % : Caniapiscau, qui affiche le plus haut taux au Québec, et l'Administration régionale Kativik, deux territoires situés dans des régions minières.

Tableau 12.3.1

Les MRC ayant les plus hauts et les plus bas taux de travailleurs de 25 à 64 ans, 2017

MRC	Région administrative	Taux de travailleurs %	MRC	Région administrative	Taux de travailleurs %
Les plus hauts			Les plus bas		
Caniapiscau	CNO	86,5	La Haute-Gaspésie	GIM	55,8
La Jacques-Cartier	CNAT	84,6	Le Rocher-Percé	GIM	56,1
Mirabel	LAUR	83,8	Le Golfe-du-Saint-Laurent	CNO	60,1
Administration régionale Kativik	NQC	83,6	Avignon	GIM	61,2
La Vallée-du-Richelieu	MTRG	83,5	La Vallée-de-la-Gatineau	OUT	61,7
La Nouvelle-Beauce	C-A	83,4	Pontiac	OUT	63,2
Marguerite-D'Youville	MTRG	83,4	Bonaventure	GIM	63,8
Lévis	C-A	82,8	Antoine-Labelle	LAUR	63,8
Les Moulins	LND	82,1	Shawinigan	MAU	64,9
Vaudreuil-Soulanges	MTRG	81,9	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	GIM	65,0

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

1. MADORE, Louis (2019). « La production minérale au Québec en 2017 », Mines en chiffres, [En ligne], mars, Institut de la statistique du Québec, p 1-14. www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/mines/mines-chiffres-2019.pdf.

Faibles taux dans les régions éloignées des grands centres

Des six régions administratives considérées comme éloignées des grands centres urbains, cinq affichent un taux de travailleurs inférieur au taux québécois : la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord, le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et l'Abitibi-Témiscamingue. Dans plusieurs MRC de ces régions, les taux de travailleurs sont nettement plus faibles que le taux québécois. Ainsi, au classement des 10 MRC ayant le taux de travailleurs le plus bas, on trouve cinq des six MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. De surcroît, les deux taux les plus faibles sont relevés dans deux MRC de la péninsule gaspésienne : La Haute-Gaspésie (55,8 %) et Le Rocher-Percé (56,1 %).

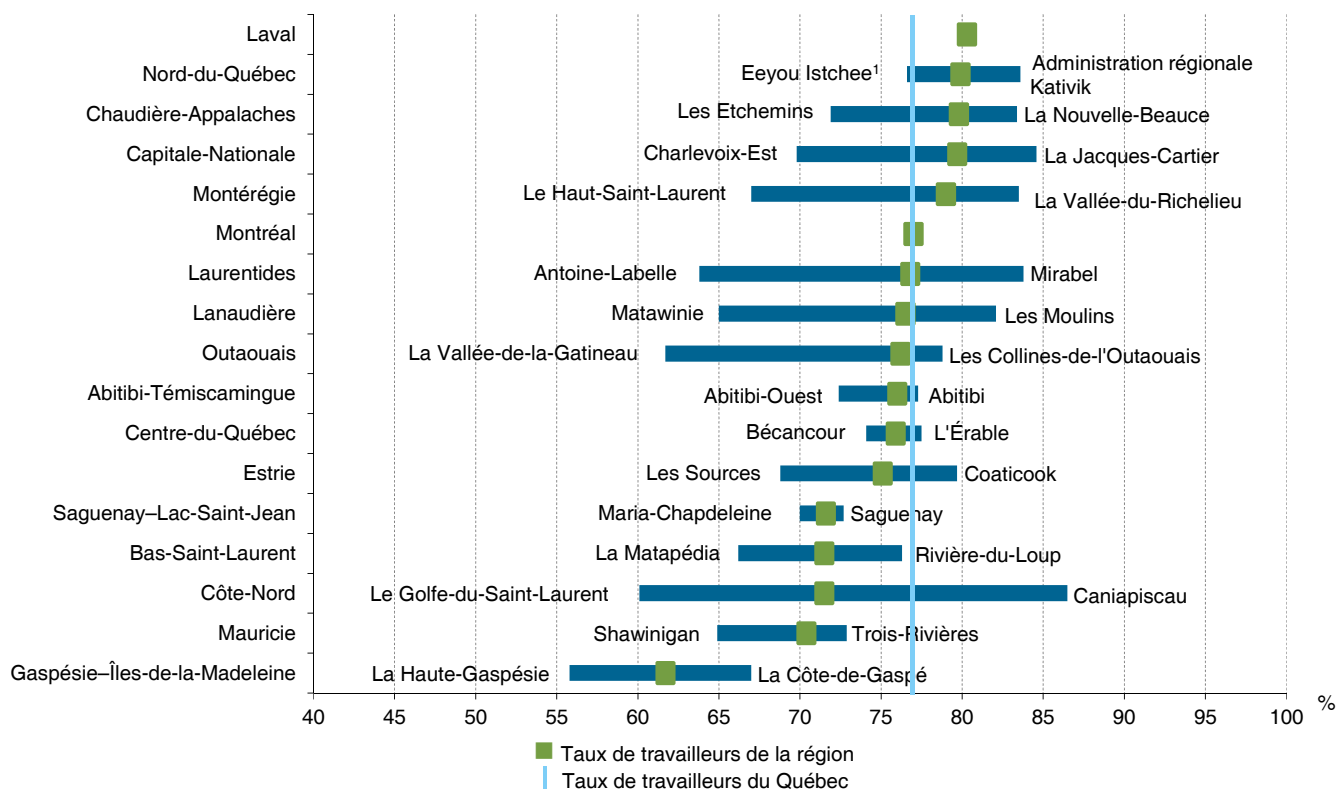
On constate par ailleurs que les MRC les plus septentrionales de l'Outaouais, des Laurentides, de Lanaudière et de la Mauricie, plus éloignées des grands centres urbains, présentent également des taux de travailleurs parmi les plus bas de toutes les MRC du Québec. Ce sont, d'ouest en est, Pontiac, La Vallée-de-la-Gatineau, Antoine-Labelle, Matawinie et La Tuque (figure 12.3.3).

Les fortes disparités infrarégionales perdurent sur la Côte-Nord

Au chapitre des disparités entre les territoires supralocaux d'une même région, la Côte-Nord se maintient comme la région montrant le plus grand contraste entre la MRC ayant le plus haut taux de travailleurs et celle ayant le plus faible taux (figure 12.3.2). Un écart de 26,4 points de pourcentage sépare Caniapiscou (86,5 %) du Golfe-du-Saint-Laurent (60,1 %). Même s'il s'est creusé entre 2016 et 2017, cet écart tend à se rétrécir au fil des années puisqu'en 2002, il atteignait 30,8 points (en 2005, il culminait même à 32,3 points). Des disparités sont également persistantes entre les MRC des Laurentides, où l'écart entre les extrêmes évolue lentement à la baisse par rapport à 2013, passant de 21,3 à 20,0 points.

Figure 12.3.2

Écarts entre les MRC affichant le plus bas et le plus haut taux de travailleurs de 25 à 64 ans pour chacune des régions administratives, 2017



1. Nouveau toponyme officiel à venir.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

En revanche, certaines régions ressortent par leur relative homogénéité, comme le Saguenay–Lac-Saint-Jean, le Centre-du-Québec et l'Abitibi-Témiscamingue. Dans ces régions, l'écart ne dépasse pas les 5 points entre la MRC affichant le taux de travailleurs le plus élevé et celle affichant le plus bas.

Références

BINETTE CHARBONNEAU, Anne, Martine ST-AMOUR, Dominique ANDRÉ et Chantal GIRARD (2019). « La population des régions administratives, des MRC et des municipalités du Québec en 2018 », *Coup d'œil sociodémographique*, [En ligne], n° 69, mars, Institut de la statistique du Québec, 57 p. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bulletins/coupdœil-no69.pdf].

LADOUCEUR, Stéphane, et Marie-Hélène PROVENÇAL (2018). Bulletin Flash : Évolution du marché du travail dans les MRC. *Juin 2018*, Institut de la statistique du Québec, 18 p. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/bulletin-flash-regions.html].

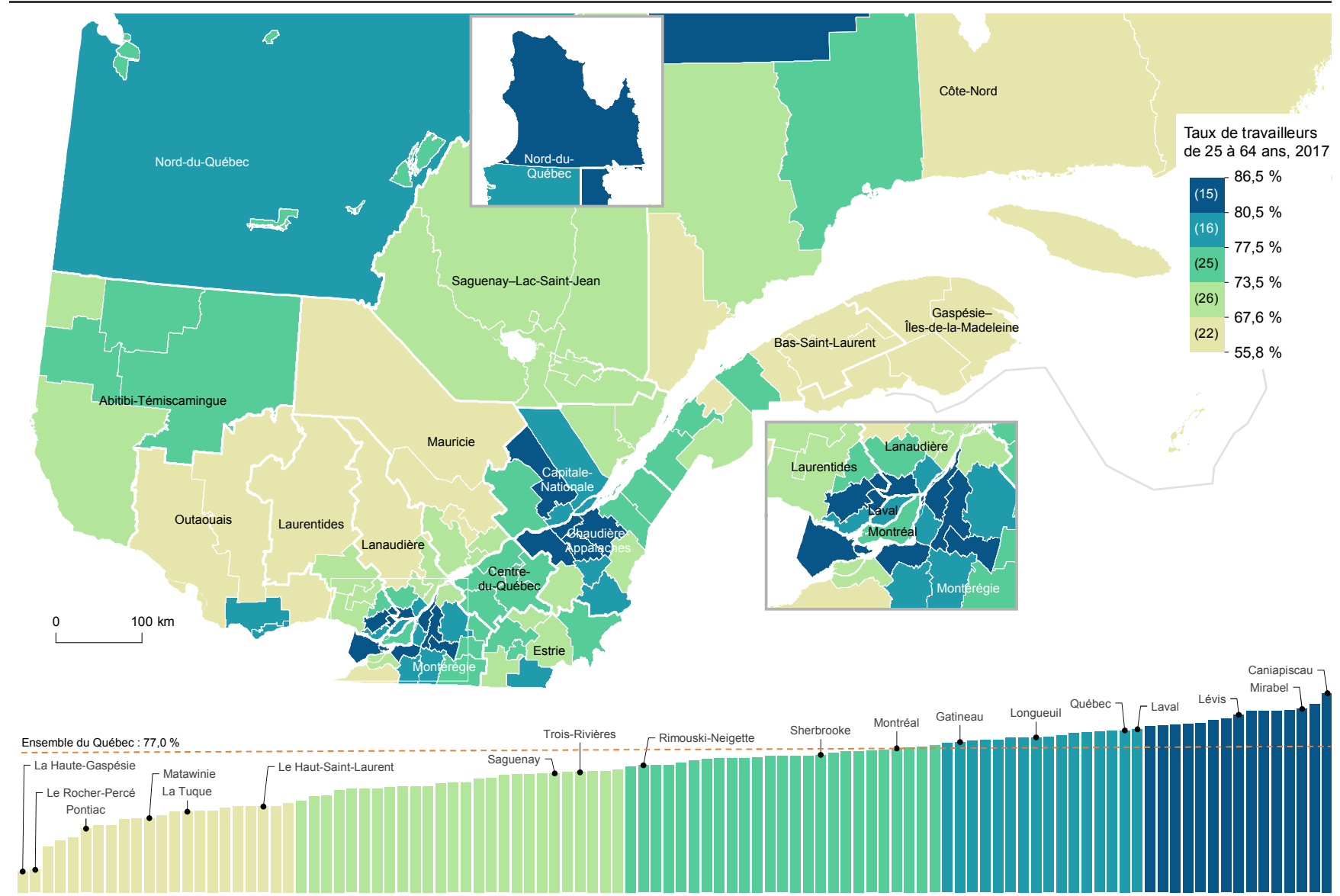
MADORE, Louis (2019). « La production minérale au Québec en 2017 ». *Mines en chiffres*, mars, Institut de la statistique du Québec, p. 1-14. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/mines/mines-chiffres-2019.pdf].

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées par MRC sur le nombre et le taux de travailleurs, les travailleurs autonomes et les employés ainsi que sur le revenu d'emploi sont disponibles sur le [site Web](#) de l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 12.3.3

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC du Québec, 2017



Sources : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec (données sur le taux de travailleurs).
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (limites administratives).

Tableau 12.3.2

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ du Québec classées par région administrative, 2013-2017

Code	MRC par région administrative	2013	2014	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p	Écart 2017-2016	Écart 2017-2013
		%					points de %	
01	Bas-Saint-Laurent	69,4	69,8	70,0	70,4	71,5	1,1	2,1
07	La Matapédia	63,7	64,5	64,5	64,8	66,2	1,4	2,5
	Hommes	64,9	65,0	65,1	65,5	67,3	1,8	2,4
	Femmes	62,4	64,0	64,0	64,0	65,1	1,1	2,7
08	La Matanie	64,5	65,1	65,4	65,3	66,7	1,4	2,2
	Hommes	65,9	66,0	66,3	66,4	67,7	1,3	1,8
	Femmes	63,2	64,2	64,4	64,3	65,7	1,4	2,5
09	La Mitis	65,7	66,2	65,9	66,6	67,6	1,0	1,9
	Hommes	66,8	66,9	66,1	66,7	68,5	1,8	1,7
	Femmes	64,5	65,4	65,7	66,5	66,6	0,1	2,1
10	Rimouski-Neigette	72,6	72,8	72,7	73,0	74,1	1,1	1,5
	Hommes	73,4	73,6	73,4	73,9	75,1	1,2	1,7
	Femmes	71,8	72,0	71,9	72,1	73,1	1,0	1,3
11	Les Basques	65,3	66,2	66,2	66,5	67,1	0,6	1,8
	Hommes	67,2	67,0	67,4	68,2	68,7	0,5	1,5
	Femmes	63,3	65,4	65,0	64,7	65,4	0,7	2,1
12	Rivière-du-Loup	73,5	73,8	74,5	75,1	76,3	1,2	2,8
	Hommes	76,0	76,2	76,7	77,3	78,3	1,0	2,3
	Femmes	70,9	71,4	72,2	72,8	74,2	1,4	3,3
13	Témiscouata	65,8	66,8	66,7	67,1	68,0	0,9	2,2
	Hommes	66,4	67,4	67,8	68,1	68,7	0,6	2,3
	Femmes	65,2	66,1	65,6	66,1	67,3	1,2	2,1
14	Kamouraska	72,2	72,0	72,9	73,5	74,2	0,7	2,0
	Hommes	75,3	74,1	75,2	75,3	76,3	1,0	1,0
	Femmes	69,1	69,8	70,5	71,6	72,0	0,4	2,9
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	70,2	70,3	69,9	70,5	71,6	1,1	1,4
91	Le Domaine-du-Roy	68,7	69,2	68,8	69,6	70,1	0,5	1,4
	Hommes	70,6	71,1	70,1	70,7	71,4	0,7	0,8
	Femmes	66,6	67,1	67,5	68,4	68,7	0,3	2,1
92	Maria-Chapdelaine	68,1	68,8	68,8	69,0	70,0	1,0	1,9
	Hommes	70,5	70,5	70,1	70,7	71,7	1,0	1,2
	Femmes	65,5	66,9	67,3	67,2	68,3	1,1	2,8
93	Lac-Saint-Jean-Est	69,8	70,1	69,7	70,1	71,0	0,9	1,2
	Hommes	72,9	72,4	72,0	72,3	73,0	0,7	0,1
	Femmes	66,4	67,6	67,4	67,7	68,8	1,1	2,4
941	Saguenay	71,4	71,2	70,6	71,3	72,7	1,4	1,3
	Hommes	74,3	73,6	72,7	73,5	74,8	1,3	0,5
	Femmes	68,3	68,7	68,5	69,1	70,5	1,4	2,2
942	Le Fjord-du-Saguenay	68,0	68,4	68,3	69,2	70,5	1,3	2,5
	Hommes	72,3	71,8	70,9	72,0	73,0	1,0	0,7
	Femmes	63,1	64,5	65,5	66,2	67,8	1,6	4,7

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ du Québec classées par région administrative, 2013-2017

Code	MRC par région administrative	2013	2014	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p	Écart 2017-2016	Écart 2017-2013
		%					points de %	
03	Capitale-Nationale	77,9	78,1	78,3	78,8	79,7	0,9	1,8
15	Charlevoix-Est	68,5	68,8	68,1	68,5	69,8	1,3	1,3
	Hommes	70,6	70,5	69,6	70,1	71,5	1,4	0,9
	Femmes	66,4	67,0	66,6	66,9	68,1	1,2	1,7
16	Charlevoix	71,3	71,4	71,2	72,2	73,1	0,9	1,8
	Hommes	72,1	71,9	71,6	72,6	73,7	1,1	1,6
	Femmes	70,5	70,8	70,9	71,7	72,5	0,8	2,0
20	L'Île-d'Orléans	76,6	76,6	78,0	79,2	78,9	- 0,3	2,3
	Hommes	78,3	79,2	81,2	82,2	82,0	- 0,2	3,7
	Femmes	74,9	74,1	74,9	76,2	75,8	- 0,4	0,9
21	La Côte-de-Beaupré	78,0	78,1	78,0	78,2	78,4	0,2	0,4
	Hommes	78,9	78,6	78,3	78,6	79,3	0,7	0,4
	Femmes	77,0	77,6	77,7	77,8	77,6	- 0,2	0,6
22	La Jacques-Cartier	84,0	84,1	83,9	84,2	84,6	0,4	0,6
	Hommes	84,8	84,5	84,4	84,8	85,1	0,3	0,3
	Femmes	83,2	83,8	83,5	83,7	84,0	0,3	0,8
23	Québec	78,2	78,4	78,5	79,1	80,1	1,0	1,9
	Hommes	79,8	79,9	79,8	80,3	81,4	1,1	1,6
	Femmes	76,6	76,9	77,2	77,9	78,8	0,9	2,2
34	Portneuf	74,9	75,2	75,6	75,9	76,5	0,6	1,6
	Hommes	76,9	76,9	77,2	77,7	78,4	0,7	1,5
	Femmes	72,7	73,4	73,8	74,0	74,5	0,5	1,8
04	Mauricie	67,9	68,6	68,6	69,2	70,4	1,2	2,5
35	Mékinac	64,8	66,0	65,6	66,0	67,0	1,0	2,2
	Hommes	67,1	67,9	66,7	67,6	68,7	1,1	1,6
	Femmes	62,3	64,1	64,5	64,4	65,2	0,8	2,9
36	Shawinigan	62,6	63,4	62,8	63,5	64,9	1,4	2,3
	Hommes	63,6	64,1	63,1	63,5	65,4	1,9	1,8
	Femmes	61,6	62,8	62,5	63,5	64,3	0,8	2,7
371	Trois-Rivières	70,3	71,0	71,1	71,6	72,9	1,3	2,6
	Hommes	72,1	72,5	72,4	73,0	74,5	1,5	2,4
	Femmes	68,5	69,4	69,9	70,2	71,4	1,2	2,9
372	Les Chénoux	70,3	70,5	70,5	71,3	72,6	1,3	2,3
	Hommes	72,0	71,9	71,4	72,4	74,1	1,7	2,1
	Femmes	68,5	69,0	69,6	70,2	70,9	0,7	2,4
51	Maskinongé	67,9	68,7	69,0	69,6	70,5	0,9	2,6
	Hommes	69,6	70,6	70,4	70,9	72,2	1,3	2,6
	Femmes	66,1	66,7	67,5	68,3	68,7	0,4	2,6
90	La Tuque	64,8	64,4	64,6	65,6	66,1	0,5	1,3
	Hommes	65,4	63,9	64,2	65,1	66,0	0,9	0,6
	Femmes	64,3	64,8	65,1	66,3	66,2	- 0,1	1,9

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ du Québec classées par région administrative, 2013-2017

Code	MRC par région administrative	2013	2014	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p	Écart 2017-2016	Écart 2017-2013
		%					points de %	
05	Estrie	73,6	73,9	73,9	74,3	75,1	0,8	1,5
30	Le Granit	73,0	73,4	73,6	74,0	74,5	0,5	1,5
	Hommes	75,8	75,8	75,4	76,0	76,4	0,4	0,6
	Femmes	70,0	70,9	71,5	71,8	72,4	0,6	2,4
40	Les Sources	66,6	67,4	67,3	67,6	68,8	1,2	2,2
	Hommes	69,8	70,7	69,8	70,5	71,4	0,9	1,6
	Femmes	63,2	63,9	64,7	64,7	66,1	1,4	2,9
41	Le Haut-Saint-François	71,2	71,7	71,7	72,4	72,9	0,5	1,7
	Hommes	72,8	72,6	72,4	73,3	73,5	0,2	0,7
	Femmes	69,4	70,7	70,9	71,4	72,3	0,9	2,9
42	Le Val-Saint-François	75,8	76,5	76,2	75,9	75,8	- 0,1	0,0
	Hommes	77,6	77,6	77,4	77,3	77,1	- 0,2	- 0,5
	Femmes	73,9	75,3	74,8	74,3	74,4	0,1	0,5
43	Sherbrooke	74,4	74,4	74,2	74,8	75,9	1,1	1,5
	Hommes	75,7	75,5	75,2	75,7	77,0	1,3	1,3
	Femmes	73,2	73,3	73,3	73,9	74,9	1,0	1,7
44	Coaticook	78,3	79,2	79,3	79,3	79,7	0,4	1,4
	Hommes	80,6	81,0	80,8	80,9	81,6	0,7	1,0
	Femmes	76,0	77,3	77,8	77,6	77,8	0,2	1,8
45	Memphrémagog	71,4	71,9	72,4	72,5	73,1	0,6	1,7
	Hommes	72,8	73,2	73,9	73,8	74,8	1,0	2,0
	Femmes	70,1	70,6	70,9	71,1	71,5	0,4	1,4
06	Montréal	74,9	75,0	75,4	75,9	77,0	1,1	2,1
66	Montréal	74,9	75,0	75,4	75,9	77,0	1,1	2,1
	Hommes	77,4	77,6	77,9	78,4	79,5	1,1	2,1
	Femmes	72,3	72,4	72,9	73,4	74,5	1,1	2,2
07	Outaouais	75,8	75,7	75,3	75,5	76,2	0,7	0,4
80	Papineau	66,1	66,1	65,9	66,1	66,1	0,0	0,0
	Hommes	68,1	67,7	67,1	67,2	67,1	- 0,1	- 1,0
	Femmes	64,1	64,5	64,7	65,0	65,1	0,1	1,0
81	Gatineau	77,8	77,6	77,2	77,3	78,1	0,8	0,3
	Hommes	79,4	79,1	78,6	78,8	79,5	0,7	0,1
	Femmes	76,3	76,2	75,9	75,9	76,7	0,8	0,4
82	Les Collines-de-l'Outaouais	79,3	79,1	78,7	78,5	78,8	0,3	- 0,5
	Hommes	79,5	78,9	78,7	78,7	79,0	0,3	- 0,5
	Femmes	79,0	79,2	78,6	78,4	78,6	0,2	- 0,4
83	La Vallée-de-la-Gatineau	60,7	61,4	60,8	61,0	61,7	0,7	1,0
	Hommes	61,3	62,1	61,2	61,4	62,4	1,0	1,1
	Femmes	60,0	60,6	60,4	60,5	61,0	0,5	1,0
84	Pontiac	62,2	62,7	63,0	63,6	63,2	- 0,4	1,0
	Hommes	63,0	63,3	63,6	64,9	64,2	- 0,7	1,2
	Femmes	61,5	62,1	62,3	62,3	62,3	0,0	0,8

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ du Québec classées par région administrative, 2013-2017

Code	MRC par région administrative	2013	2014	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p	Écart 2017-2016	Écart 2017-2013
		%					points de %	
08	Abitibi-Témiscamingue	74,3	74,2	73,9	74,5	76,0	1,5	1,7
85	Témiscamingue	71,5	71,4	71,3	71,6	72,6	1,0	1,1
	Hommes	73,5	73,0	73,4	73,9	75,0	1,1	1,5
	Femmes	69,3	69,7	69,0	69,3	70,1	0,8	0,8
86	Rouyn-Noranda	75,9	75,7	75,4	75,7	77,2	1,5	1,3
	Hommes	78,6	78,1	78,0	78,0	79,8	1,8	1,2
	Femmes	73,2	73,2	72,7	73,3	74,6	1,3	1,4
87	Abitibi-Ouest	70,7	70,5	70,3	71,0	72,4	1,4	1,7
	Hommes	75,1	74,2	74,0	75,2	76,7	1,5	1,6
	Femmes	66,0	66,4	66,4	66,5	67,7	1,2	1,7
88	Abitibi	75,2	75,1	75,0	75,8	77,3	1,5	2,1
	Hommes	77,8	77,4	77,1	78,4	80,2	1,8	2,4
	Femmes	72,5	72,6	72,9	73,1	74,4	1,3	1,9
89	La Vallée-de-l'Or	74,9	74,9	74,5	75,2	76,8	1,6	1,9
	Hommes	78,4	78,2	77,6	78,6	80,4	1,8	2,0
	Femmes	71,3	71,4	71,2	71,6	72,9	1,3	1,6
09	Côte-Nord	72,4	71,5	70,9	70,4	71,5	1,1	-0,9
95	La Haute-Côte-Nord	64,2	64,3	63,8	64,5	65,5	1,0	1,3
	Hommes	67,9	67,0	65,8	66,6	67,5	0,9	-0,4
	Femmes	60,2	61,5	61,7	62,3	63,3	1,0	3,1
96	Manicouagan	71,8	69,9	69,6	69,3	70,3	1,0	-1,5
	Hommes	74,4	70,7	69,6	69,6	70,9	1,3	-3,5
	Femmes	69,1	69,1	69,6	69,0	69,7	0,7	0,6
971	Sept-Rivières	76,8	76,0	74,7	74,0	75,4	1,4	-1,4
	Hommes	80,4	78,9	77,2	76,2	77,4	1,2	-3,0
	Femmes	72,9	72,8	72,1	71,8	73,3	1,5	0,4
972	Caniapiscau	84,9	84,4	85,2	83,2	86,5	3,3	1,6
	Hommes	91,3	90,0	91,8	88,5	91,3	2,8	0,0
	Femmes	77,3	78,0	77,6	77,0	80,7	3,7	3,4
981	Minganie	68,1	67,4	67,7	66,3	66,3	0,0	-1,8
	Hommes	68,3	67,1	67,2	65,1	64,7	-0,4	-3,6
	Femmes	67,9	67,7	68,3	67,5	68,0	0,5	0,1
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	59,2	59,8	60,5	60,2	60,1	-0,1	0,9
	Hommes	56,8	57,5	58,8	57,9	58,4	0,5	1,6
	Femmes	61,7	62,1	62,2	62,5	61,7	-0,8	0,0
10	Nord-du-Québec	79,4	79,2	79,5	79,5	79,9	0,4	0,5
991	Jamésie	78,1	78,6	78,5	78,4	80,0	1,6	1,9
	Hommes	80,7	80,8	80,8	80,9	83,1	2,2	2,4
	Femmes	75,1	76,1	75,9	75,6	76,6	1,0	1,5
992	Administration régionale Kativik	84,1	82,6	83,7	84,3	83,6	-0,7	-0,5
	Hommes	83,0	81,3	82,5	83,1	82,0	-1,1	-1,0
	Femmes	85,1	83,8	85,1	85,7	85,2	-0,5	0,1
993	Eeyou Istchee ²	77,2	77,2	77,1	76,8	76,6	-0,2	-0,6
	Hommes	73,8	74,0	74,5	73,6	73,9	0,3	0,1
	Femmes	80,1	79,9	79,4	79,6	78,9	-0,7	-1,2

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ du Québec classées par région administrative, 2013-2017

Code	MRC par région administrative	2013	2014	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p	Écart 2017-2016	Écart 2017-2013
		%					points de %	
11	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	59,2	59,6	60,1	60,7	61,7	1,0	2,5
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	60,9	61,9	62,4	62,7	65,0	2,3	4,1
	Hommes	58,3	59,5	60,8	60,6	64,4	3,8	6,1
	Femmes	63,6	64,4	64,0	64,8	65,6	0,8	2,0
02	Le Rocher-Percé	52,8	53,1	53,8	55,1	56,1	1,0	3,3
	Hommes	50,6	50,5	51,5	52,8	54,0	1,2	3,4
	Femmes	55,1	55,7	56,3	57,5	58,4	0,9	3,3
03	La Côte-de-Gaspé	65,5	65,7	66,0	66,2	67,0	0,8	1,5
	Hommes	63,9	64,1	64,5	64,5	66,0	1,5	2,1
	Femmes	67,1	67,3	67,5	67,8	68,0	0,2	0,9
04	La Haute-Gaspésie	52,6	53,2	53,2	54,6	55,8	1,2	3,2
	Hommes	50,8	51,5	51,7	53,2	54,2	1,0	3,4
	Femmes	54,4	55,0	54,6	56,0	57,4	1,4	3,0
05	Bonaventure	61,6	62,0	62,6	63,0	63,8	0,8	2,2
	Hommes	60,2	60,6	61,0	61,2	61,9	0,7	1,7
	Femmes	63,1	63,5	64,1	64,9	65,6	0,7	2,5
06	Avignon	60,0	60,4	61,0	60,8	61,2	0,4	1,2
	Hommes	58,4	59,0	59,3	59,5	59,6	0,1	1,2
	Femmes	61,6	61,7	62,6	62,0	62,7	0,7	1,1
12	Chaudière-Appalaches	77,9	78,3	78,5	78,9	79,8	0,9	1,9
17	L'Islet	72,9	74,2	74,2	74,7	75,4	0,7	2,5
	Hommes	76,6	77,7	77,6	78,0	78,7	0,7	2,1
	Femmes	68,8	70,4	70,5	71,1	71,9	0,8	3,1
18	Montmagny	72,3	73,0	73,2	73,9	75,0	1,1	2,7
	Hommes	75,0	75,6	75,5	76,3	77,1	0,8	2,1
	Femmes	69,4	70,4	70,8	71,4	72,8	1,4	3,4
19	Bellechasse	79,6	80,0	80,6	80,9	81,3	0,4	1,7
	Hommes	82,0	82,3	82,5	82,9	83,6	0,7	1,6
	Femmes	77,0	77,5	78,5	78,6	78,8	0,2	1,8
251	Lévis	81,7	81,7	81,7	81,8	82,8	1,0	1,1
	Hommes	83,4	83,4	83,2	83,4	84,5	1,1	1,1
	Femmes	80,1	80,1	80,1	80,3	81,2	0,9	1,1
26	La Nouvelle-Beauce	82,0	82,3	82,3	82,7	83,4	0,7	1,4
	Hommes	83,8	83,7	84,1	84,5	85,2	0,7	1,4
	Femmes	80,2	80,8	80,5	80,8	81,4	0,6	1,2
27	Robert-Cliche	77,5	78,0	78,4	78,8	79,0	0,2	1,5
	Hommes	80,9	80,9	81,3	81,3	81,5	0,2	0,6
	Femmes	73,7	74,7	75,2	76,1	76,1	0,0	2,4
28	Les Etchemins	69,7	70,5	71,0	70,8	71,9	1,1	2,2
	Hommes	73,7	74,0	74,1	73,9	75,2	1,3	1,5
	Femmes	65,3	66,6	67,4	67,4	68,2	0,8	2,9
29	Beauce-Sartigan	76,6	76,7	77,1	77,7	78,3	0,6	1,7
	Hommes	79,5	79,1	79,4	79,9	80,4	0,5	0,9
	Femmes	73,5	74,1	74,6	75,2	76,1	0,9	2,6
31	Les Appalaches	69,2	70,3	71,1	71,6	72,7	1,1	3,5
	Hommes	71,5	72,3	73,2	73,8	74,9	1,1	3,4
	Femmes	66,7	68,1	69,0	69,3	70,2	0,9	3,5
33	Lotbinière	78,7	79,3	79,3	79,7	80,8	1,1	2,1
	Hommes	80,3	80,6	80,1	80,7	81,9	1,2	1,6
	Femmes	77,0	77,8	78,3	78,5	79,6	1,1	2,6

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ du Québec classées par région administrative, 2013-2017

Code	MRC par région administrative	2013	2014	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p	Écart 2017-2016	Écart 2017-2013
		%					points de %	
13	Laval	79,8	79,6	79,4	79,6	80,3	0,7	0,5
65	Laval	79,8	79,6	79,4	79,6	80,3	0,7	0,5
	Hommes	82,5	82,2	82,1	82,3	83,1	0,8	0,6
	Femmes	77,1	77,1	76,9	77,0	77,7	0,7	0,6
14	Lanaudière	75,8	75,7	75,4	75,8	76,5	0,7	0,7
52	D'Auray	70,6	70,6	70,2	70,7	71,1	0,4	0,5
	Hommes	73,8	73,5	72,5	73,2	73,8	0,6	0,0
	Femmes	67,4	67,6	67,7	68,0	68,2	0,2	0,8
60	L'Assomption	79,3	78,8	78,2	78,7	79,3	0,6	0,0
	Hommes	81,8	81,0	80,2	80,9	81,4	0,5	-0,4
	Femmes	76,9	76,6	76,3	76,7	77,3	0,6	0,4
61	Joliette	70,9	71,0	70,8	71,2	71,8	0,6	0,9
	Hommes	73,2	72,8	72,4	72,9	73,8	0,9	0,6
	Femmes	68,6	69,3	69,3	69,5	69,8	0,3	1,2
62	Matawinie	63,6	63,6	63,5	63,8	65,0	1,2	1,4
	Hommes	64,8	64,7	64,4	64,9	65,8	0,9	1,0
	Femmes	62,2	62,5	62,5	62,8	64,2	1,4	2,0
63	Montcalm	72,2	72,4	72,3	73,0	73,9	0,9	1,7
	Hommes	75,3	75,4	74,8	75,7	76,4	0,7	1,1
	Femmes	68,6	69,2	69,6	70,1	71,3	1,2	2,7
64	Les Moulins	81,4	81,2	81,1	81,3	82,1	0,8	0,7
	Hommes	83,8	83,2	83,0	83,3	83,8	0,5	0,0
	Femmes	79,1	79,2	79,3	79,5	80,3	0,8	1,2
15	Laurentides	75,9	76,0	75,8	76,1	76,8	0,7	0,9
72	Deux-Montagnes	79,2	79,4	79,3	79,4	79,9	0,5	0,7
	Hommes	81,3	81,1	80,9	81,0	81,6	0,6	0,3
	Femmes	77,2	77,7	77,7	77,8	78,2	0,4	1,0
73	Thérèse-De Blainville	80,8	80,6	80,2	80,5	80,9	0,4	0,1
	Hommes	83,3	82,9	82,3	82,3	82,7	0,4	-0,6
	Femmes	78,5	78,4	78,2	78,7	79,2	0,5	0,7
74	Mirabel	83,1	83,3	82,9	83,0	83,8	0,8	0,7
	Hommes	85,0	84,8	84,1	84,2	85,0	0,8	0,0
	Femmes	81,1	81,7	81,6	81,9	82,6	0,7	1,5
75	La Rivière-du-Nord	74,7	74,7	74,6	74,8	75,8	1,0	1,1
	Hommes	76,6	76,5	75,9	76,4	77,2	0,8	0,6
	Femmes	72,7	72,8	73,3	73,3	74,4	1,1	1,7
76	Argenteuil	67,9	68,0	67,2	68,0	68,9	0,9	1,0
	Hommes	70,1	69,9	69,1	70,1	70,8	0,7	0,7
	Femmes	65,7	66,0	65,3	65,9	67,0	1,1	1,3
77	Les Pays-d'en-Haut	70,3	70,3	70,2	70,6	70,4	-0,2	0,1
	Hommes	72,0	71,8	71,7	71,6	71,3	-0,3	-0,7
	Femmes	68,7	68,9	68,7	69,7	69,6	-0,1	0,9
78	Les Laurentides	70,0	70,3	70,3	70,6	71,1	0,5	1,1
	Hommes	70,5	70,6	70,8	70,9	71,5	0,6	1,0
	Femmes	69,4	69,9	69,9	70,4	70,6	0,2	1,2
79	Antoine-Labelle	61,8	62,5	62,2	62,8	63,8	1,0	2,0
	Hommes	62,1	62,7	62,4	63,1	64,3	1,2	2,2
	Femmes	61,4	62,2	62,0	62,4	63,2	0,8	1,8

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ du Québec classées par région administrative, 2013-2017

Code	MRC par région administrative	2013	2014	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p	Écart 2017-2016	Écart 2017-2013
		%					points de %	
16	Montérégie	78,1	78,0	78,0	78,2	79,0	0,8	0,9
46	Brome-Missisquoi	74,6	74,7	74,4	74,7	75,4	0,7	0,8
	Hommes	77,0	76,9	76,6	76,8	77,3	0,5	0,3
	Femmes	72,3	72,6	72,2	72,5	73,5	1,0	1,2
47	La Haute-Yamaska	75,2	75,3	74,9	74,9	75,7	0,8	0,5
	Hommes	77,2	77,3	76,8	76,7	77,5	0,8	0,3
	Femmes	73,2	73,4	73,0	73,0	73,9	0,9	0,7
48	Acton	74,0	74,3	74,6	75,1	75,5	0,4	1,5
	Hommes	75,9	76,6	76,4	76,8	77,1	0,3	1,2
	Femmes	72,1	71,8	72,6	73,3	73,8	0,5	1,7
53	Pierre-De Saurel	68,1	68,3	68,6	68,9	70,1	1,2	2,0
	Hommes	71,8	71,4	71,3	71,3	72,5	1,2	0,7
	Femmes	64,3	65,1	65,8	66,4	67,5	1,1	3,2
54	Les Maskoutains	77,1	77,0	77,1	77,4	78,5	1,1	1,4
	Hommes	79,1	78,8	78,9	79,3	80,2	0,9	1,1
	Femmes	75,0	75,2	75,2	75,5	76,7	1,2	1,7
55	Rouville	79,9	80,0	80,3	80,4	81,1	0,7	1,2
	Hommes	81,9	81,6	81,7	81,6	82,2	0,6	0,3
	Femmes	77,8	78,4	78,8	79,0	79,9	0,9	2,1
56	Le Haut-Richelieu	76,8	76,7	76,6	76,9	77,9	1,0	1,1
	Hommes	78,9	78,5	78,3	78,7	79,8	1,1	0,9
	Femmes	74,7	74,9	74,8	75,1	75,9	0,8	1,2
57	La Vallée-du-Richelieu	83,0	82,9	82,7	82,9	83,5	0,6	0,5
	Hommes	84,5	84,2	84,0	84,2	84,9	0,7	0,4
	Femmes	81,6	81,7	81,4	81,6	82,1	0,5	0,5
58	Longueuil	77,6	77,5	77,5	78,0	78,9	0,9	1,3
	Hommes	80,1	79,7	79,7	80,1	81,2	1,1	1,1
	Femmes	75,2	75,4	75,4	75,9	76,7	0,8	1,5
59	Marguerite-D'Youville	83,2	83,1	82,9	83,0	83,4	0,4	0,2
	Hommes	85,3	84,8	84,4	84,6	85,1	0,5	-0,2
	Femmes	81,2	81,4	81,4	81,4	81,6	0,2	0,4
67	Roussillon	80,6	80,4	80,3	80,5	81,2	0,7	0,6
	Hommes	82,7	82,3	82,3	82,3	83,0	0,7	0,3
	Femmes	78,6	78,7	78,4	78,8	79,6	0,8	1,0
68	Les Jardins-de-Napierville	79,0	78,8	79,1	79,5	79,8	0,3	0,8
	Hommes	82,0	81,2	81,5	81,7	81,9	0,2	-0,1
	Femmes	75,7	76,4	76,6	77,0	77,6	0,6	1,9
69	Le Haut-Saint-Laurent	66,2	66,8	67,0	67,4	67,0	-0,4	0,8
	Hommes	68,2	68,4	68,5	68,6	68,6	0,0	0,4
	Femmes	64,2	65,1	65,4	66,2	65,4	-0,8	1,2
70	Beauharnois-Salaberry	71,5	71,7	71,7	72,3	73,4	1,1	1,9
	Hommes	73,6	73,4	73,1	73,8	74,9	1,1	1,3
	Femmes	69,5	70,0	70,3	70,8	71,9	1,1	2,4
71	Vaudreuil-Soulanges	81,8	81,7	81,5	81,4	81,9	0,5	0,1
	Hommes	83,7	83,6	83,4	83,3	83,8	0,5	0,1
	Femmes	79,8	79,8	79,6	79,6	80,1	0,5	0,3

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC¹ du Québec classées par région administrative, 2013-2017

Code	MRC par région administrative	2013	2014	2015 ^r	2016 ^r	2017 ^p	Écart 2017-2016	Écart 2017-2013
		%					points de %	
17	Centre-du-Québec	73,7	74,1	74,4	74,9	75,9	1,0	2,2
32	L'Érable	75,2	75,9	76,6	76,8	77,5	0,7	2,3
	Hommes	78,8	79,3	80,2	80,6	80,7	0,1	1,9
	Femmes	71,4	72,2	72,7	72,8	74,0	1,2	2,6
38	Bécancour	71,7	71,8	72,0	72,7	74,1	1,4	2,4
	Hommes	73,9	73,6	73,8	74,3	76,0	1,7	2,1
	Femmes	69,4	69,8	70,1	71,1	72,0	0,9	2,6
39	Arthabaska	74,6	74,9	75,1	75,6	76,5	0,9	1,9
	Hommes	76,7	77,1	77,0	77,5	78,5	1,0	1,8
	Femmes	72,4	72,8	73,1	73,7	74,5	0,8	2,1
49	Drummond	73,3	73,7	74,0	74,6	75,7	1,1	2,4
	Hommes	75,9	76,3	76,4	76,9	78,2	1,3	2,3
	Femmes	70,6	71,1	71,5	72,1	73,1	1,0	2,5
50	Nicolet-Yamaska	73,3	74,0	74,3	74,3	75,2	0,9	1,9
	Hommes	74,9	75,7	76,2	76,3	77,3	1,0	2,4
	Femmes	71,5	72,2	72,3	72,2	72,9	0,7	1,4
	Ensemble du Québec	75,5	75,6	75,7	76,1	77,0	0,9	1,5
	Hommes	77,6	77,6	77,5	77,9	78,9	1,0	1,3
	Femmes	73,4	73,7	73,9	74,2	75,1	0,9	1,7

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Concepts et définitions

DÉMOGRAPHIE

Âge moyen

Somme des âges des personnes composant une population rapportée à l'effectif total.

Rapport de féminité

Nombre de femmes pour 100 hommes.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

CONDITIONS DE VIE

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Taux de faible revenu des familles

Il correspond au nombre de familles à faible revenu divisé par le nombre total de familles.

Famille de recensement

Une famille de recensement est composée d'un couple marié ou en union libre, avec ou sans enfants, ou d'un parent seul vivant avec au moins un enfant. Tous les membres d'une famille de recensement particulière habitent le même logement. Un couple peut être de sexe opposé ou de même sexe. Les enfants peuvent être des enfants biologiques, par le mariage, par l'union libre ou par adoption, peu importe leur âge ou leur état matrimonial, du moment qu'ils habitent dans le logement sans leur propre conjoint marié, partenaire en union libre ou enfant. Les petits-enfants habitant avec leurs grands-parents, alors qu'aucun des parents n'est présent, constituent également une famille de recensement.

ÉDUCATION

Aucun certificat, diplôme ou grade

Ce niveau comprend les personnes n'ayant obtenu aucun certificat, diplôme ou grade, ni d'équivalent.

Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence

Ce niveau comprend les titulaires d'un diplôme d'études secondaires ou d'une attestation d'équivalence qui n'ont obtenu aucun certificat, diplôme ou grade supérieur;

n'inclut pas les personnes ayant obtenu une qualification professionnelle dans le cadre d'un programme de formation professionnelle au secondaire.

Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers

Ce niveau comprend les titulaires d'un certificat, d'un diplôme ou d'une attestation équivalente dans un métier spécialisé ou dans un emploi professionnel ou technique au niveau d'entrée ; comprend notamment, au Québec, les personnes ayant obtenu une qualification dans le cadre d'un programme de formation professionnelle de niveau secondaire.

Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire

Ce niveau comprend notamment les titulaires d'un certificat ou diplôme d'études postsecondaires décerné par un cégep, que ce soit en formation générale ou technique.

Certificat, diplôme ou grade universitaire

Ce niveau comprend les titulaires d'un certificat ou diplôme inférieur au baccalauréat, d'un baccalauréat, d'un certificat ou diplôme supérieur au baccalauréat, d'un diplôme en médecine, en médecine dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie, d'une maîtrise ou encore d'un doctorat.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Chômeur

Personne disponible pour travailler, qui est sans emploi et qui se cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que celles absentes de leur travail, mais qui maintiennent un lien d'emploi. Ce terme regroupe les employés, les travailleurs autonomes ainsi que les travailleurs familiaux non rémunérés.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Nombre de personnes faisant partie de la population active exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux d'emploi

Nombre de personnes occupées (en emploi) exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux de chômage

Nombre de personnes au chômage exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs, exprimé en pourcentage du nombre de particuliers ayant produit une déclaration de revenus à Revenu Québec.

Nombre de travailleurs

Il correspond au nombre de salariés et de travailleurs autonomes, lesquels sont estimés en fonction des montants déclarés à Revenu Québec au titre de revenus d'emploi, d'entreprise, d'assurance-emploi, d'aide financière de dernier recours et de retraite. Plus précisément, un travailleur est une unité de décompte qui correspond à la part qu'occupent les revenus d'emploi et d'entreprise déclarés par un particulier sur la somme de ses revenus d'emploi, d'entreprise, d'assurance-emploi ajustés, d'aide financière de dernier recours et de retraite.

Déclarants

Personnes de 25 à 64 ans ayant produit une déclaration de revenu (formulaire TP-1) à Revenu Québec, qui étaient vivantes à la fin de l'année d'imposition et qui avaient inscrit sur le formulaire TP-1 une adresse de correspondance située au Québec.

COMPTES ÉCONOMIQUES

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Revenu disponible

Somme de tous les revenus reçus par les résidents d'un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels. Plus précisément, le revenu disponible se compose du revenu primaire, des transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des sociétés financières, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et des administrations publiques moins les

transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux sociétés financières, aux ISBLSM, ainsi qu'aux administrations publiques comme les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale. Les transferts sociaux en nature ne sont pas considérés dans le revenu disponible.

Revenu disponible par habitant

Il correspond au revenu disponible d'un territoire donné divisé par la population totale.

Revenu primaire

Les revenus primaires sont les revenus qui échoient aux ménages du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'ils possèdent les actifs nécessaires pour la production. Les revenus primaires se composent de la rémunération des salariés, du revenu mixte net et du revenu net de la propriété. Les revenus primaires ne comprennent pas les cotisations sociales aux régimes d'assurance sociale, ni les prestations versées à partir de ces régimes, les impôts courants sur le revenu, sur le patrimoine, etc., ni les autres transferts courants.

Rémunération des salariés

Elle se définit comme la rémunération totale, en espèces ou en nature, à verser par une entreprise à un salarié pour le travail effectué par celui-ci durant la période comptable. La rémunération des salariés est enregistrée sur la base des droits et obligations; elle est donc mesurée par la valeur de la rémunération en espèces ou en nature qu'un salarié est en droit de recevoir de la part de son employeur, pour le travail effectué au cours de la période concernée, que la rémunération soit payée à l'avance, au moment où le travail est effectué, ou après. Plus précisément, sont considérés dans la rémunération des salariés, les salaires avant retenues, les pourboires, les commissions, les primes de rendement, les honoraires des directeurs et les allocations pour vacances et congés de maladie, ainsi que le solde et les indemnités militaires.

Revenu mixte net

Il correspond au revenu que les entreprises non constituées en société tirent de la production de biens et de services. On l'appelle revenu mixte parce qu'il inclut à la fois le revenu imputé au facteur capital de la production, ainsi que le revenu imputé au facteur travail de la production (rémunération du travail effectué par le ou les propriétaires). Le revenu mixte net correspond au revenu mixte brut moins la consommation de capital fixe.

Revenu net de la propriété

Il s'obtient en soustrayant le revenu de la propriété payé du revenu de la propriété reçu. Sont considérés dans les revenus de la propriété reçus les dividendes, les intérêts

sur les obligations canadiennes, de même que les intérêts sur les dépôts en banque ou en société de fiducie. Les gains en capital y sont exclus.

Transferts courants des administrations publiques

Paielements tels que les prestations fiscales pour enfants et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de sécurité de la vieillesse, les prestations de bien-être social, les bourses d'études et les subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux peuples autochtones, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.

Transferts courants des non-résidents

Pensions payées par des administrations publiques étrangères à des résidents canadiens plus les versements faits par des non-résidents à des résidents canadiens.

Transferts courants des ISBLSM

Transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ménages des ISBLSM.

Transferts courants aux non-résidents

Versements par des résidents canadiens à des non-résidents et retenues d'impôt à la source versées à l'étranger.

Transferts courants aux ISBLSM

Ils consistent en des transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ISBLSM, sous forme de cotisations, de souscriptions, de dons volontaires, etc. Ces transferts sont destinés à couvrir les coûts de la production non marchande des institutions sans but lucratif au service des ménages, ou à fournir les fonds permettant de financer les transferts courants aux ménages résidents ou non résidents, sous forme de prestations d'assistance sociale.

Transferts courants des ménages aux administrations publiques

Impôts sur le revenu, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants.

Transferts courants aux sociétés financières

Contributions des employeurs et des employés à un régime de retraite à cotisation déterminée ou à prestations déterminées.

Transferts courants des sociétés financières

Prestations reçues d'un régime de retraite à cotisation déterminée ou à prestations déterminées.

INVESTISSEMENTS

Dépenses en immobilisation ou investissements

Dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements de propriété publique

Dépenses en immobilisation des administrations, des entreprises et des organismes publics fédéraux, provinciaux et locaux. Par ailleurs, le secteur public inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux publics.

Dépenses en immobilisation selon le pays de contrôle ou investissement sous contrôle étranger

Dépenses faites par les entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. Lorsqu'il n'est pas possible d'attribuer le contrôle de la société à une personne ou à une entreprise, le lieu de son siège social est utilisé.

Construction résidentielle

Constructions permanentes qui produisent un service de logement. Les constructions doivent avoir une salle de bain et une cuisine pour chaque logement. Elles comprennent, entre autres, les maisons, appartements, garages, chalets et maisons mobiles.

VALEUR FONCIÈRE

Valeur moyenne des résidences unifamiliales

Elle est obtenue en divisant la valeur totale imposable des résidences unifamiliales par le nombre de résidences unifamiliales imposables.

Valeur moyenne des copropriétés

Elle est obtenue en divisant la valeur totale imposable des copropriétés par le nombre de copropriétés imposables.

Valeur imposable uniformisée

Elle représente la valeur imposable des terrains et des bâtiments inscrite au rôle d'évaluation multipliée par le facteur comparatif établi pour chacun des exercices financiers des municipalités. Le facteur comparatif est l'inverse de la proportion médiane du rôle. Cette dernière est établie après le dépôt du rôle triennal, et elle est constituée par la donnée médiane d'une distribution de proportions individuelles mettant en relation le prix de vente des propriétés ayant fait l'objet de transaction et leur évaluation inscrite au rôle.

MINES

Investissement minier

L'investissement minier regroupe l'ensemble des dépenses en travaux d'exploration et de mise en valeur d'un gîte minéral. Il comprend également les dépenses en travaux d'aménagement nécessaires à la mise en production d'une mine et au renouvellement des réserves de minerai, le coût de la construction d'infrastructures et de l'acquisition d'équipement et de machinerie liés au complexe minier, ainsi que les coûts de réparation et d'entretien requis pour maintenir la valeur des immobilisations.

Production minérale

La production minérale du Québec comprend uniquement les substances minérales extraites au Québec. Elle exclut les minéraux provenant des autres provinces et territoires canadiens ou de l'étranger. Elle exclut aussi les substances minérales recyclées ainsi que le pétrole et le gaz.

Quantité livrée

Pour la plupart des métaux, la quantité livrée correspond au poids récupérable des métaux contenus dans le produit (brique d'or, concentré ou autre) livré par l'établissement minier. Lorsque l'établissement livre un produit fini ou un minerai vendu tel quel, c'est le poids brut de ces derniers qui est considéré.

Valeur des livraisons

La valeur des livraisons d'une substance minérale est calculée en fonction de son prix moyen annuel sur les marchés internationaux pour l'année visée par l'enquête. Les valeurs sont converties en dollars canadiens à partir de la moyenne annuelle des taux de change fournis par la Banque du Canada. Lorsque le prix sur les marchés n'est pas disponible, la valeur des livraisons est calculée selon le prix de la substance minérale fourni par l'établissement.

Emploi du secteur minier

Les données sur l'emploi portent sur les mines et les sites d'extraction de substances minérales de surface en exploitation sur le territoire

québécois. Les données sur l'emploi portent aussi sur certaines usines de première transformation des métaux et usines de fabrication de produits minéraux non métalliques actives au Québec et qui traitent des substances extraites au Québec. Ces données excluent les activités des sociétés d'exploration minière de même que les mines en construction ou en mode de surveillance et d'entretien et n'ayant déclaré aucune livraison au cours de l'année visée par l'enquête.

Le nombre d'emplois est estimé à partir des heures payées déclarées par chacune des sociétés lors du Recensement annuel sur la production minérale. Pour des raisons statistiques, chaque emploi équivaut à un employé à temps plein travaillant de 40 à 60 heures payées déclarées par semaine.

TOURISME

Établissement d'hébergement

Tout établissement exploité par une personne qui offre en location à des touristes, contre rémunération, au moins une unité d'hébergement pour une période n'excédant pas 31 jours.

Établissement hôtelier

Établissement où est offert de l'hébergement en chambres, suites ou appartements meublés dotés d'un service d'autocuisine, incluant des services hôteliers.

Prix moyen de location

Prix à partir des revenus bruts de location des unités. Cela exclut les revenus découlant du service aux unités de location, la TPS, la TVQ et la taxe sur l'hébergement.

Résidence de tourisme

Établissement où est offert de l'hébergement en appartements, maisons ou chalets meublés, incluant un service d'autocuisine.

Région touristique

Division territoriale établie aux fins de développement d'un produit touristique régional et représentée auprès du ministère du Tourisme par un organisme du milieu.

Revenu de location

Résultat des revenus bruts annuels ou mensuels lié à la location des unités d'hébergement.

Taux d'occupation

Rapport entre le nombre d'unités de location occupées et le nombre d'unités de location disponibles.

Unités disponibles

Estimations d'unités d'hébergement mises annuellement à la disposition de la clientèle des établissements d'hébergement en exploitation.

tèle des établissements d'hébergement en exploitation.

Unités louées

Unités de location occupées quotidiennement dans les établissements d'hébergement : unités de location louées et celles offertes à titre gracieux.

CULTURE ET COMMUNICATIONS : FRÉQUENTATION DES CINÉMAS

Écran

Le terme *écran* désigne tant une salle de cinéma qu'un écran de ciné-parc.

Établissement cinématographique

Le terme *établissement cinématographique* réfère à un cinéma ou à un ciné-parc.

TRANSPORT : VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Véhicule entièrement électrique

Véhicule léger dont la motorisation est entièrement électrique, qui utilise l'énergie provenant d'une batterie, laquelle doit être rechargée à partir d'une source externe d'électricité.

Véhicule hybride

Véhicule léger dont la motorisation est soit électrique et à essence, soit électrique et au diesel et qui utilise l'énergie provenant d'une batterie, laquelle ne peut pas être rechargée à partir d'une source externe d'électricité.

Véhicule hybride rechargeable

Véhicule léger dont la motorisation est soit électrique et à essence, soit électrique et au diesel et qui utilise l'énergie provenant d'une batterie, laquelle peut être rechargée à partir d'une source externe d'électricité.

Véhicules légers

Les véhicules légers comprennent les véhicules légers de promenade (privés) et les véhicules légers institutionnels, professionnels et commerciaux, incluant les taxis. Ils comprennent les automobiles et les camions légers.

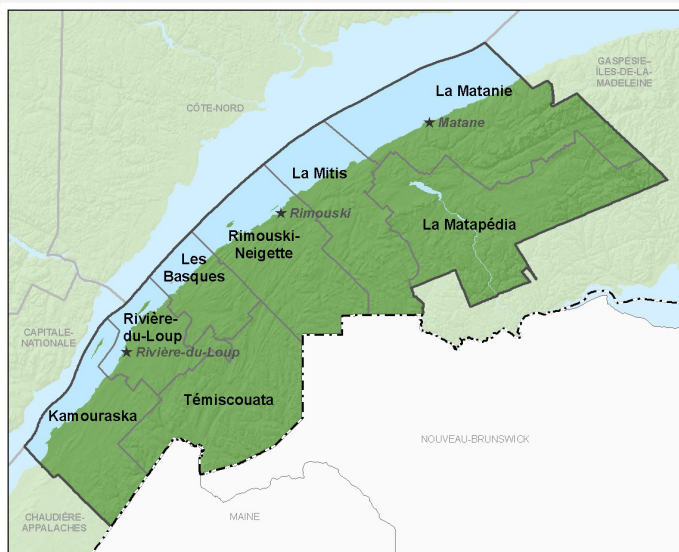
Automobile

Véhicule routier de 3 000 kg ou moins dont la fonction principale est le transport des passagers et dont la construction n'est pas sur un châssis de camion.

Camion léger

Véhicule routier de 4 000 kg ou moins, de type fourgonnette, camionnette ou véhicule tout usage (4 X 4).

Coup d'œil sur le Bas-Saint-Laurent



Superficie en terre ferme : 22 185 km²

Population (2018^p) : 197 384 habitants

Densité de population : 8,9 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Rimouski	49 163 hab.
Rivière-du-Loup	19 917 hab.
Matane	14 164 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Soins de santé et assistance sociale (11,3 %)
Construction (9,2 %)
Services d'enseignement (7,8 %)
Administrations publiques (7,2 %)
Commerce de détail (6,9 %)

Statistiques de la région du Bas-Saint-Laurent

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	199 105 ^r	198 112 ^r	197 806 ^r	197 574 ^r	197 384 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	6,9	6,6	6,5	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	143 335	146 441	150 606	153 180	154 482
Dépenses en immobilisations	M\$	1 280,7	657,1	943,8	1 175,5	1 002,0 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	35 005 ^r	34 458 ^r	35 658 ^{er}	37 474 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	23 876 ^r	24 539 ^r	25 326 ^r	26 339 ^p	..
Taux d'activité	%	54,8	54,0	55,9	53,5	57,3
Taux d'emploi	%	49,9	49,7	51,4	50,1	54,3
Taux de chômage	%	9,0	8,0	8,1	6,1	5,4

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC du Bas-Saint-Laurent

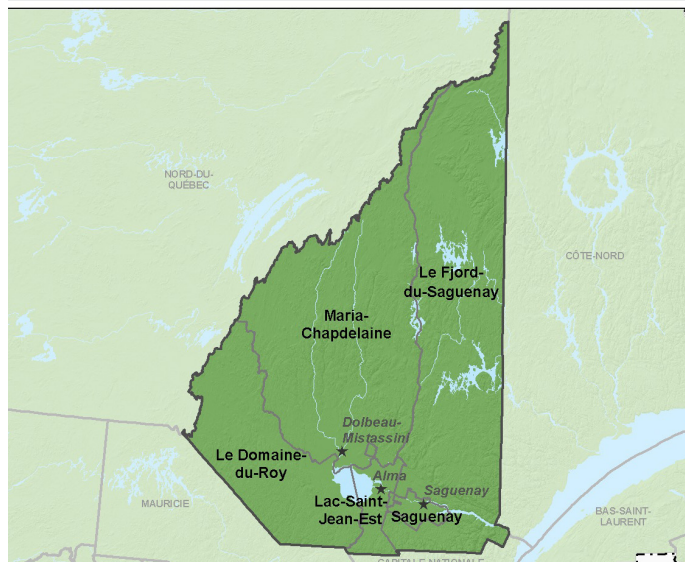
	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
La Matapédia	17 647	-8,1	23 840	4,0	66,2	1,4
La Matanie	21 069	-5,8	25 174	3,5	66,7	1,4
La Mitis	18 049	-6,6	25 004	4,0	67,6	1,0
Rimouski-Neigette	57 133	2,3	27 908	3,6	74,1	1,1
Les Basques	8 651	-2,5	25 120	1,5	67,1	0,6
Rivière-du-Loup	34 546	6,9	27 905	5,1	76,3	1,2
Témiscouata	19 315	-6,5	25 087	4,4	68,0	0,9
Kamouraska	20 974	-2,1	25 628	4,3	74,2	0,7

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Coup d'œil sur le Saguenay–Lac-Saint-Jean



Superficie en terre ferme : 95 761 km²

Population (2018^p) : 277 406 habitants

Densité de population : 2,9 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Saguenay	146 519 hab.
Alma	30 711 hab.
Dolbeau-Mistassini	14 130 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Soins de santé et assistance sociale (10,5 %)
Services d'enseignement (8,1 %)
Construction (7,8 %)
Administrations publiques (7,6 %)
Première transformation des métaux ²

Statistiques de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	277 562 ^r	277 173 ^r	277 084 ^r	277 141 ^r	277 406 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	6,7	6,7	6,3	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	173 949	183 305	182 493	182 971	182 784
Dépenses en immobilisations	M\$	1 166,1	1 332,6	1 280,0	1 613,8	1 599,8 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	37 561 ^r	37 386 ^r	37 814 ^{er}	39 543 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	24 773 ^r	25 258 ^r	26 014 ^r	27 085 ^p	..
Taux d'activité	%	60,7	60,3	59,5	60,0	57,4
Taux d'emploi	%	54,6	55,3	54,7	55,9	53,9
Taux de chômage	%	9,9	8,3	7,9	6,9	6,1

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
Le Domaine-du-Roy	31 153	− 3,8	26 208	3,5	70,1	0,5
Maria-Chapdelaine	24 634	− 2,9	25 510	4,3	70,0	1,0
Lac-Saint-Jean-Est	52 875	0,0	26 548	4,1	71,0	0,9
Saguenay	146 519	0,6	27 731	4,3	72,7	1,4
Le Fjord-du-Saguenay	22 225	12,1	27 088	3,7	70,5	1,3

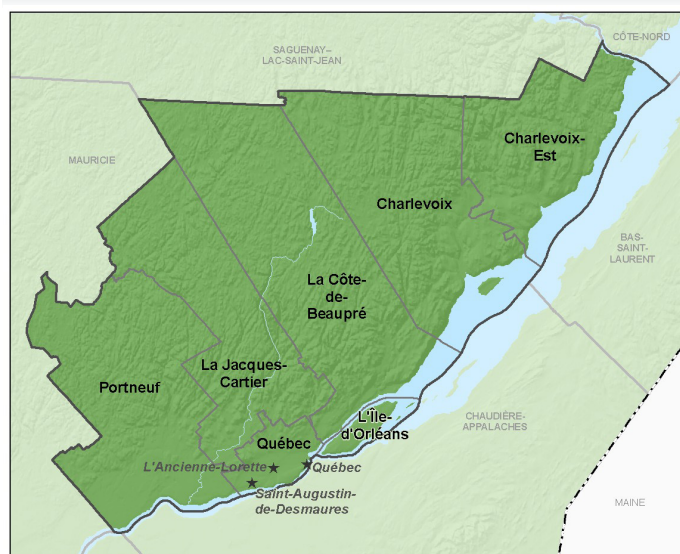
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

2. Donnée confidentielle.

Coup d'œil sur la Capitale-Nationale



Superficie en terre ferme : 18 644 km²

Population (2018^p) : 745 135 habitants

Densité de population : 40,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Québec	542 706 hab.
Saint-Augustin-de-Desmaures	19 186 hab.
L'Ancienne-Lorette	16 559 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Administrations publiques (16,4 %)
Soins de santé et assistance sociale (10,2 %)
Services d'enseignement (7,2 %)
Services professionnels, scientifiques et techniques (6,0 %)
Construction (5,9 %)

Statistiques de la région de la Capitale-Nationale

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	725 058 ^r	728 910 ^r	733 898 ^r	739 294 ^r	745 135 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	6,1	6,0	5,8	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	267 523	277 969	279 553	281 490	284 448
Dépenses en immobilisations	M\$	3 021,7	2 841,4	2 788,7	3 411,8	3 767,7 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	48 540 ^r	48 615 ^r	49 738 ^{er}	51 663 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	27 630 ^r	28 409 ^r	28 869 ^r	29 929 ^p	..
Taux d'activité	%	67,1	68,2	68,4	67,9	66,1
Taux d'emploi	%	63,4	65,0	65,3	64,7	63,4
Taux de chômage	%	5,5	4,7	4,6	4,7	4,1

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC de la Capitale-Nationale

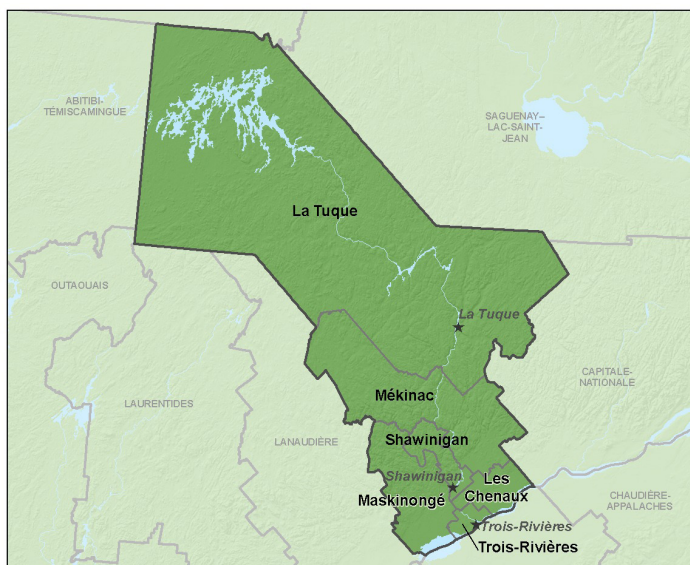
	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
Charlevoix-Est	15 366	- 5,0	25 950	3,0	69,8	1,3
Charlevoix	12 896	- 2,0	27 737	4,2	73,1	0,9
L'Île-d'Orléans	7 573	20,0	31 589	0,8	78,9	- 0,3
La Côte-de-Beaupré	28 897	9,6	31 127	2,7	78,4	0,2
La Jacques-Cartier	45 337	16,3	33 163	6,3	84,6	0,4
Québec	581 020	7,2	29 990	3,5	80,1	1,0
Portneuf	54 046	8,2	27 391	4,2	76,5	0,6

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Coup d'œil sur la Mauricie



Superficie en terre ferme : 35 447 km²

Population (2018^p) : 269 332 habitants

Densité de population : 7,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Trois-Rivières	136 857 hab.
Shawinigan	49 338 hab.
La Tuque	10 988 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Soins de santé et assistance sociale	(11,7 %)
Services d'enseignement	(8,5 %)
Construction	(7,8 %)
Administrations publiques	(7,6 %)
Services publics ²	

Statistiques de la région de la Mauricie

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	266 254 ^r	266 253 ^r	267 020 ^r	268 314 ^r	269 332 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	9,9	9,4	9,2	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	151 340	154 468	157 645	159 879	160 561
Dépenses en immobilisations	M\$	689,5	713,1	759,3	912,5	960,6 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	32 748 ^r	33 634 ^r	34 144 ^{er}	35 740 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	23 868 ^r	24 478 ^r	25 231 ^r	26 243 ^p	..
Taux d'activité	%	55,6	56,0	57,9	56,6	55,6
Taux d'emploi	%	50,8	51,6	53,8	53,2	52,7
Taux de chômage	%	8,6	7,9	7,1	6,0	5,1

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC de la Mauricie

	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
Mékinac	12 371	0,3	25 497	3,4	67,0	1,0
Shawinigan	49 338	-0,9	25 368	5,8	64,9	1,4
Trois-Rivières	136 857	6,8	27 092	3,4	72,9	1,3
Les Chenaux	19 040	8,6	25 678	3,3	72,6	1,3
Maskinongé	36 639	2,9	25 803	4,4	70,5	0,9
La Tuque	15 087	0,5	23 828	4,4	66,1	0,5

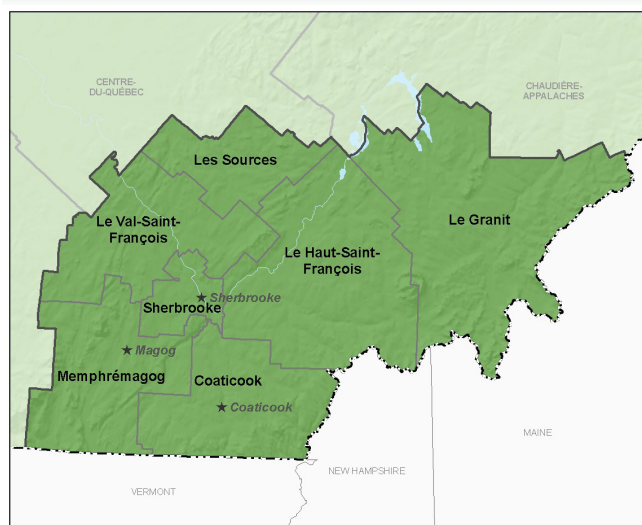
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

2. Donnée confidentielle.

Coup d'œil sur l'Estrie



Superficie en terre ferme : 10 196 km²

Population (2018^p) : 326 476 habitants

Densité de population : 32,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Sherbrooke	166 863 hab.
Magog	27 102 hab.
Coaticook	8 914 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Soins de santé et assistance sociale (12,2 %)
Services d'enseignement (11,0 %)
Construction (6,4 %)
Administrations publiques (5,9 %)
Commerce de détail (5,7 %)

Statistiques de la région de l'Estrie

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	316 981 ^r	317 700 ^r	320 510 ^r	323 004 ^r	326 476 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	9,1	8,9	8,6	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	206 733	211 337	214 188	217 166	221 544
Dépenses en immobilisations	M\$	1 121,6	1 071,4	1 064,6	1 151,3	1 221,9 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	34 800 ^r	35 438 ^r	36 081 ^{er}	37 378 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	24 821 ^r	25 494 ^r	26 383 ^r	27 507 ^p	..
Taux d'activité	%	62,4	61,0	60,2	60,5	61,7
Taux d'emploi	%	58,2	57,1	56,5	57,4	58,8
Taux de chômage	%	6,8	6,5	6,1	5,0	4,7

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC de l'Estrie

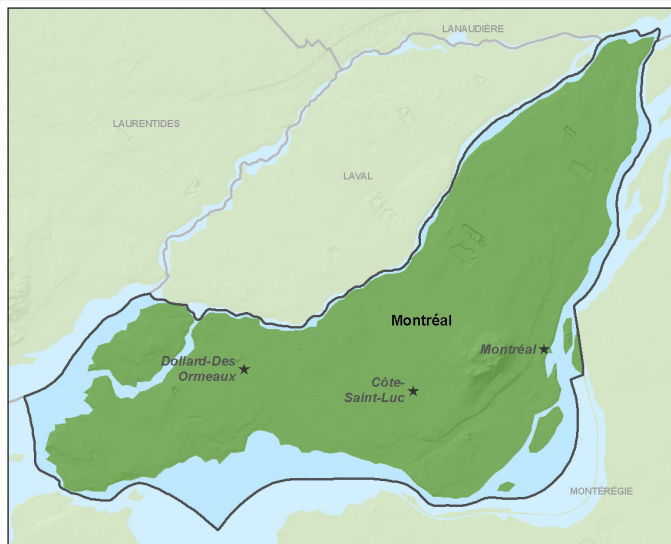
	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
Le Granit	21 432	-1,7	26 482	4,8	74,5	0,5
Les Sources	14 314	1,1	23 517	3,7	68,8	1,2
Le Haut-Saint-François	22 618	5,4	24 703	4,6	72,9	0,5
Le Val-Saint-François	31 037	3,5	27 548	4,0	75,8	-0,1
Sherbrooke	166 863	13,4	26 744	4,2	75,9	1,1
Coaticook	18 598	0,9	26 911	6,2	79,7	0,4
Memphrémagog	51 614	10,6	32 930	3,8	73,1	0,6

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Coup d'œil sur Montréal



Superficie en terre ferme : 498 km²

Population (2018^p) : 2 029 379 habitants

Densité de population : 4 073,9 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Montréal	1 782 844 hab.
Dollard-Des Ormeaux	50 376 hab.
Côte-Saint-Luc	34 122 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Services professionnels, scientifiques et techniques (8,6 %)
 Soins de santé et assistance sociale (7,8 %)
 Commerce de gros (6,2 %)
 Administrations publiques (5,9 %)
 Transport et entreposage (5,6 %)

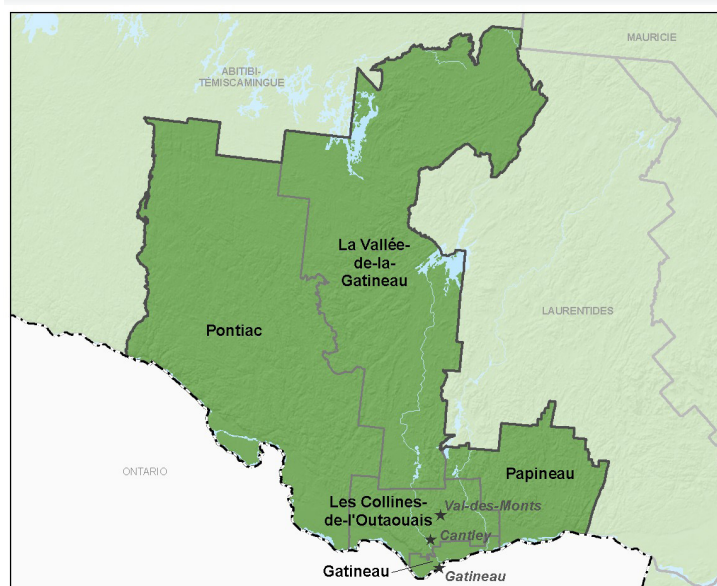
Statistiques de la région de Montréal

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	1 946 756 ^r	1 947 925 ^r	1 959 836 ^r	1 987 773 ^r	2 029 379 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	17,5	16,8	16,2	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	484 475	495 165	500 533	510 360	516 985
Dépenses en immobilisations	M\$	10 198,9	11 386,8	11 325,0	12 264,4	13 472,1 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	62 661 ^r	63 627 ^r	65 116 ^{er}	67 449 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	27 374 ^r	28 614 ^r	28 805 ^r	29 612 ^p	..
Taux d'activité	%	63,6	65,0	65,5	66,5	66,3
Taux d'emploi	%	57,3	58,2	59,3	61,1	61,6
Taux de chômage	%	9,8	10,5	9,5	8,2	7,2

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Coup d'œil sur l'Outaouais



Superficie en terre ferme : 30 469 km²

Population (2018^p) : 390 830 habitants

Densité de population : 12,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Gatineau	282 596 hab.
Val-des-Monts	12 054 hab.
Cantley	11 089 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Administrations publiques (30,6 %)
Soins de santé et assistance sociale (8,8 %)
Construction (7,3 %)
Services d'enseignement (6,2 %)
Commerce de détail (5,3 %)

Statistiques de la région de l'Outaouais

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	380 729 ^r	382 114 ^r	385 325 ^r	387 796 ^r	390 830 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	9,9	9,5	9,3	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	239 305	244 572	248 162	249 722	248 166
Dépenses en immobilisations	M\$	965,4	1 149,7	863,9	905,2	1 067,8 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	31 557 ^r	33 006 ^r	33 279 ^{er}	35 153 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	25 269 ^r	25 959 ^r	26 275 ^r	27 318 ^p	..
Taux d'activité	%	65,8	67,9	66,8	65,9	65,9
Taux d'emploi	%	60,9	62,9	62,0	62,3	62,7
Taux de chômage	%	7,4	7,4	7,2	5,6	4,9

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC de l'Outaouais

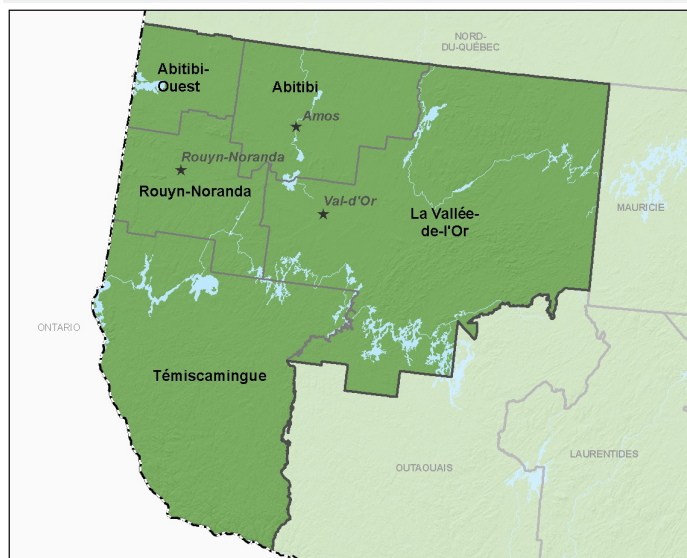
	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
Papineau	23 030	2,2	25 438	2,5	66,1	0,0
Gatineau	282 596	7,8	27 219	4,0	78,1	0,8
Les Collines-de-l'Outaouais	50 512	11,1	30 916	4,0	78,8	0,3
La Vallée-de-la-Gatineau	20 489	-0,9	24 374	4,1	61,7	0,7
Pontiac	14 203	-2,4	23 879	4,2	63,2	-0,4

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Coup d'œil sur l'Abitibi-Témiscamingue



Superficie en terre ferme : 57 349 km²

Population (2018^p) : 147 508 habitants

Densité de population : 2,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Rouyn-Noranda	42 889 hab.
Val-d'Or	32 788 hab.
Amos	12 865 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (13,3 %)
 Construction (9,3 %)
 Soins de santé et assistance sociale (8,1 %)
 Services d'enseignement (6,0 %)
 Première transformation des métaux²

Statistiques de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	147 768 ^r	147 332 ^r	147 282 ^r	147 532 ^r	147 508 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	7,7	7,5	7,1	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	169 353	180 045	181 021	187 569	192 573
Dépenses en immobilisations	M\$	1 307,0	1 088,5	1 192,6	1 418,4	1 623,4 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	49 052 ^r	48 404 ^r	50 298 ^{er}	52 958 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	26 873 ^r	27 164 ^r	28 143 ^r	29 514 ^p	..
Taux d'activité	%	67,0	63,0	65,0	65,7	66,1
Taux d'emploi	%	62,1	58,6	60,7	62,4	63,6
Taux de chômage	%	7,2	7,0	6,6	5,1	3,8

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC de l'Abitibi-Témiscamingue

	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
Témiscamingue	15 846	- 5,3	26 146	3,7	72,6	1,0
Rouyn-Noranda	42 889	4,0	30 120	4,6	77,2	1,5
Abitibi-Ouest	20 589	0,2	27 561	6,4	72,4	1,4
Abitibi	24 818	2,2	29 858	4,9	77,3	1,5
La Vallée-de-l'Or	43 366	- 0,7	30 879	4,8	76,8	1,6

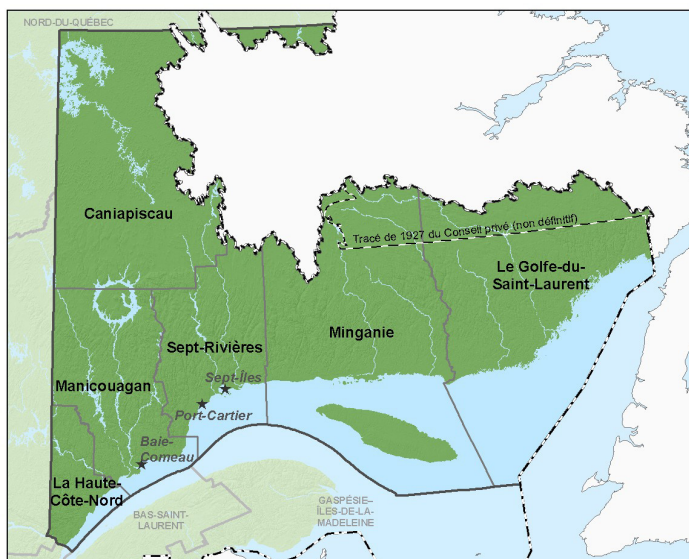
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

2. Donnée confidentielle.

Coup d'œil sur la Côte-Nord



Superficie en terre ferme : 236 665 km²

Population (2018^p) : 91 213 habitants

Densité de population : 0,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Sept-Îles	25 255 hab.
Baie-Comeau	21 195 hab.
Port-Cartier	6 629 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (18,4 %)
 Construction (13,8 %)
 Administrations publiques (6,7 %)
 Services publics²
 Première transformation des métaux²

Statistiques de la région de la Côte-Nord

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	95 105 ^r	93 937 ^r	92 712 ^r	91 815 ^r	91 213 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	9,1	8,8	8,8	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	163 326	170 558	165 177	163 472	159 780
Dépenses en immobilisations	M\$	2 350,1	2 011,6	1 717,2	1 724,6	1 803,9 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	69 334 ^r	65 533 ^r	65 156 ^{er}	67 773 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	27 316 ^r	27 120 ^r	27 471 ^r	28 480 ^p	..
Taux d'activité ³	%	58,2	61,0	64,2	64,0	63,6
Taux d'emploi ³	%	53,1	55,1	58,8	60,1	60,4
Taux de chômage ³	%	8,8	9,8	8,7	6,0	4,9

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

3. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

Statistiques des MRC de la Côte-Nord

	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
La Haute-Côte-Nord	10 593	- 14,2	25 710	2,5	65,5	1,0
Manicouagan	30 540	- 8,4	27 006	2,7	70,3	1,0
Sept-Rivières	35 097	- 6,0	29 255	3,9	75,4	1,4
Canipisciau	3 814	- 9,9	39 303	5,2	86,5	3,3
Minganie	6 504	- 6,6	29 374	4,0	66,3	0,0
Le Golfe-du-Saint-Laurent	4 665	- 10,0	28 655	8,6	60,1	- 0,1

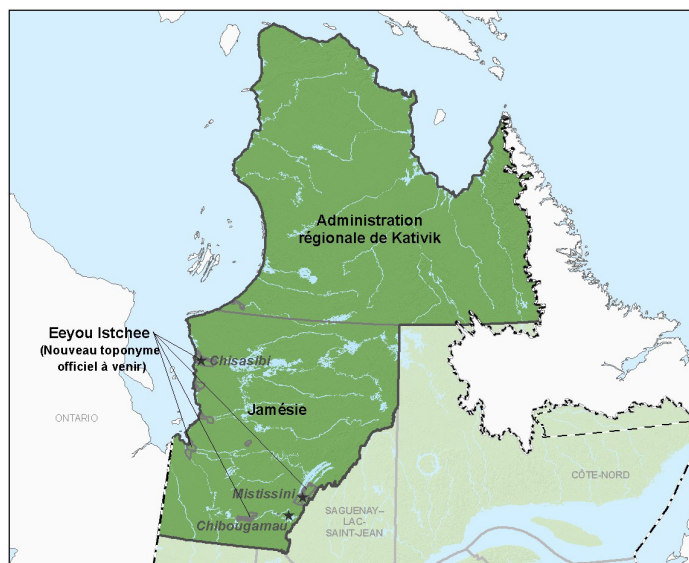
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

2. Donnée confidentielle.

Coup d'œil sur le Nord-du-Québec



Superficie en terre ferme : 707 101 km²

Population (2018^p) : 45 558 habitants

Densité de population : 0,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Chibougamau	7 586 hab.
Chisasibi	5 115 hab.
Mistissini	3 662 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (35,2 %)
 Construction (15,6 %)
 Services publics (12,2 %)
 Administrations publiques (8,1 %)
 Soins de santé et assistance sociale (7,5 %)

Statistiques de la région du Nord-du-Québec

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	44 095 ^r	44 536 ^r	44 718 ^r	45 060 ^r	45 558 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	17,2	16,3	17,2	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	127 674	139 609	140 544	140 128	146 765
Dépenses en immobilisations	M\$	1 840,2	1 307,7	1 347,9	1 347,4	1 208,4 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	79 571 ^r	78 899 ^r	86 012 ^{er}	91 721 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	24 087 ^r	24 345 ^r	25 169 ^r	26 053 ^p	..
Taux d'activité ³	%	58,2	61,0	64,2	64,0	63,6
Taux d'emploi ³	%	53,1	55,1	58,8	60,1	60,4
Taux de chômage ³	%	8,8	9,8	8,7	6,0	4,9

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

3. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

Statistiques des MRC du Nord-du-Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
Jamésie	13 927	- 3,9	31 462	7,7	80,0	1,6
Administration régionale Kativik	13 777	16,0	20 650	0,2	83,6	- 0,7
Eeyou Istchee ²	17 854	14,6	25 915	2,0	76,6	- 0,2

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Coup d'œil sur la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine



Superficie en terre ferme : 20 272 km²

Population (2018^p) : 90 709 habitants

Densité de population : 4,5 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Gaspé	14 981 hab.
Les Îles-de-la-Madeleine	12 086 hab.
Chandler	7 465 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Construction (12,7 %)
Soins de santé et assistance sociale (12,7 %)
Administrations publiques (9,8 %)
Services d'enseignement (7,9 %)
Commerce de détail (6,5 %)

Statistiques de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	92 205 ^r	91 440 ^r	90 739 ^r	90 499 ^r	90 709 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	9,3	8,7	8,4	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	117 248	121 912	126 168	126 947	127 341
Dépenses en immobilisations	M\$	719,8	980,4	1 298,7	710,3	402,5 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	31 279 ^r	34 275 ^r	36 575 ^{er}	35 524 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	23 699 ^r	24 293 ^r	25 354 ^r	26 832 ^p	..
Taux d'activité	%	56,6	54,0	53,3	54,8	51,8
Taux d'emploi	%	47,5	46,0	45,5	48,4	45,1
Taux de chômage	%	16,4	14,7	14,6	11,7	12,9

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

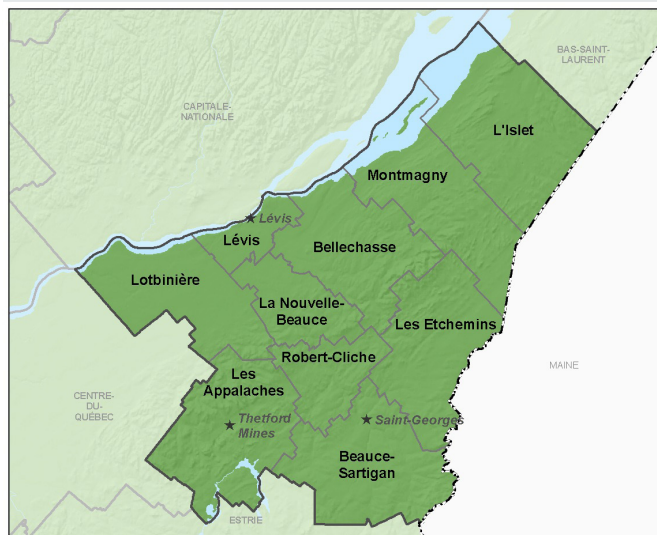
	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	12 551	1,7	30 815	15,5	65,0	2,3
Le Rocher-Percé	17 204	– 3,1	26 446	5,3	56,1	1,0
La Côte-de-Gaspé	17 528	10,5	26 941	1,8	67,0	0,8
La Haute-Gaspésie	11 106	– 9,1	23 797	3,7	55,8	1,2
Bonaventure	17 584	– 2,3	26 345	4,1	63,8	0,8
Avignon	14 736	– 1,5	26 671	6,3	61,2	0,4

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Coup d'œil sur Chaudière-Appalaches



Superficie en terre ferme : 15 074 km²

Population (2018^p) : 426 130 habitants

Densité de population : 28,3 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Lévis	146 080 hab.
Saint-Georges	33 158 hab.
Thetford Mines	25 624 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Soins de santé et assistance sociale (8,0 %)
 Construction (7,3%)
 Commerce de détail (5,8 %)
 Services d'enseignement (5,4 %)
 Fabrication de produit du pétrole et du charbon²

Statistiques de la région de la Chaudière-Appalaches

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	418 226 ^r	419 871 ^r	421 993 ^r	423 903 ^r	426 130 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	5,3	5,1	5,1	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	183 996	190 834	195 749	199 703	200 420
Dépenses en immobilisations	M\$	1 539,0	1 440,7	1 378,9	1 805,8	1 707,0 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	36 725 ^r	39 549 ^r	40 170 ^{er}	42 814 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	25 625 ^r	26 486 ^r	26 910 ^r	28 025 ^p	..
Taux d'activité	%	67,7	66,0	65,0	63,3	64,6
Taux d'emploi	%	64,1	62,6	61,5	61,1	62,5
Taux de chômage	%	5,3	5,0	5,5	3,5	3,3

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC de la Chaudière-Appalaches

	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
L'Islet	17 659	-4,6	25 847	4,3	75,4	0,7
Montmagny	22 647	-1,7	26 129	3,9	75,0	1,1
Bellechasse	37 478	1,1	27 042	3,6	81,3	0,4
Lévis	146 080	6,5	30 318	4,3	82,8	1,0
La Nouvelle-Beauce	37 779	10,0	27 594	4,5	83,4	0,7
Robert-Cliche	19 208	0,9	26 064	4,6	79,0	0,2
Les Etchemins	16 463	-3,3	26 354	4,4	71,9	1,1
Beauce-Sartigan	53 341	5,9	27 851	4,4	78,3	0,6
Les Appalaches	42 544	1,6	25 860	3,0	72,7	1,1
Lotbinière	32 931	15,0	27 075	4,1	80,8	1,1

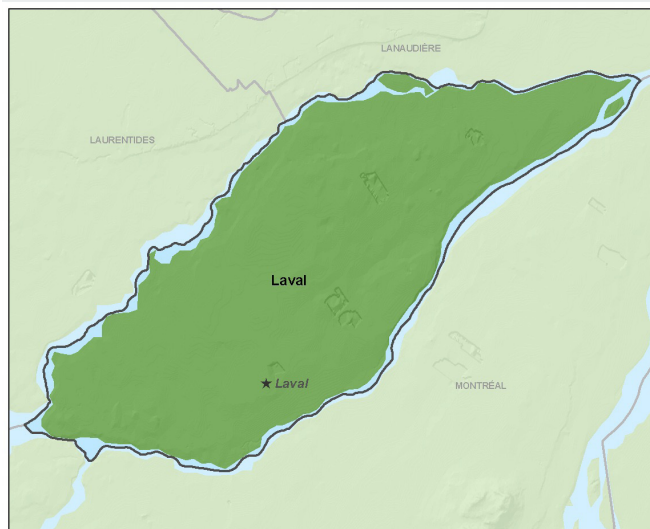
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

2. Donnée confidentielle.

Coup d'œil sur Laval



Superficie en terre ferme : 246 km²

Population (2018^p) : 432 858 habitants

Densité de population : 1 758,6 hab./km²

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Soins de santé et assistance sociale (8,9 %)

Commerce de gros (8,7 %)

Commerce de détail (8,2 %)

Services professionnels, scientifiques et techniques (6,8 %)

Administrations publiques (6,7 %)

Statistiques de la région de Laval

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	419 693 ^r	422 064 ^r	425 225 ^r	428 556 ^r	432 858 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	9,5	9,4	9,2	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	320 227	327 766	336 805	337 584	345 399
Dépenses en immobilisations	M\$	883,2	902,4	911,1	864,5	1 085,9 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	33 278 ^r	34 709 ^r	35 420 ^{er}	36 812 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	26 191 ^r	26 765 ^r	27 377 ^r	28 277 ^p	..
Taux d'activité	%	70,2	64,7	64,5	65,7	68,9
Taux d'emploi	%	65,2	59,5	59,8	61,3	65,3
Taux de chômage	%	7,1	8,0	7,3	6,7	5,3

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Coup d'œil sur Lanaudière



Superficie en terre ferme : 12 308 km²

Population (2018^p) : 507 947 habitants

Densité de population : 41,3 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Terrebonne	115 622 hab.
Repentigny	84 922 hab.
Mascouche	48 313 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Soins de santé et assistance sociale (10,7 %)
Commerce de détail (9,0 %)
Services d'enseignement (7,9 %)
Construction (7,0 %)
Administrations publiques (5,3 %)

Statistiques de la région de Lanaudière

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	491 175 ^r	493 873 ^r	497 249 ^r	502 587 ^r	507 947 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	8,6	8,2	8,1	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	224 084	230 343	235 005	235 830	238 861
Dépenses en immobilisations	M\$	943,9	950,6	909,9	945,1	963,2 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	24 937 ^r	25 904 ^r	26 565 ^{er}	27 630 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	25 522 ^r	26 010 ^r	26 848 ^r	27 910 ^p	..
Taux d'activité	%	65,4	67,7	64,2	66,1	63,6
Taux d'emploi	%	60,3	62,0	60,0	62,4	59,9
Taux de chômage	%	7,8	8,4	6,5	5,6	5,8

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC de Lanaudière

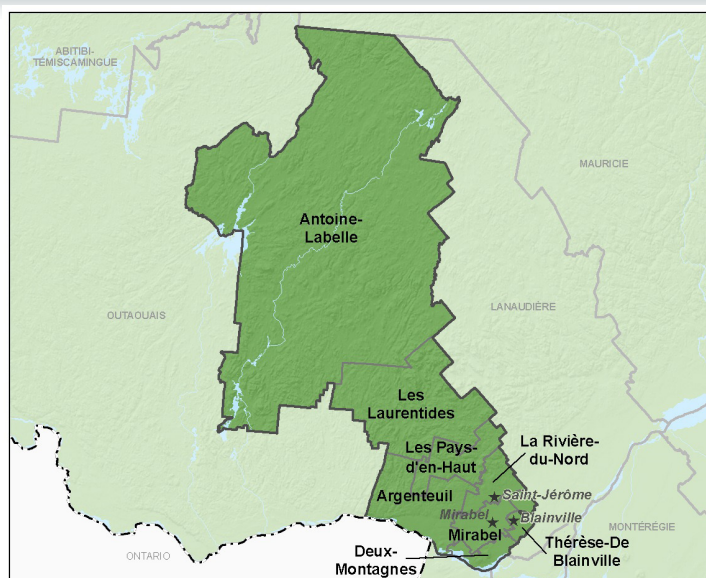
	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
D'Autray	43 020	7,6	26 292	4,2	71,1	0,4
L'Assomption	126 356	4,3	28 998	3,4	79,3	0,6
Joliette	68 201	11,0	27 057	3,4	71,8	0,6
Matawinie	51 498	8,5	27 310	5,1	65,0	1,2
Montcalm	54 937	17,3	25 548	4,9	73,9	0,9
Les Moulins	163 935	14,7	28 826	3,9	82,1	0,8

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Coup d'œil sur les Laurentides



Superficie en terre ferme : 20 548 km²

Population (2018^p) : 611 019 habitants

Densité de population : 29,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Saint-Jérôme	77 476 hab.
Blainville	59 756 hab.
Mirabel	55 189 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Soins de santé et assistance sociale (8,9 %)
Commerce de détail (7,8 %)
Construction (7,1 %)
Services d'enseignement (6,7 %)
Fabrication de matériel de transport (6,6 %)

Statistiques de la région des Laurentides

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	583 284 ^r	588 338 ^r	594 918 ^r	602 704 ^r	611 019 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	8,4	8,2	7,8	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	253 565	260 243	263 824	265 721	269 875
Dépenses en immobilisations	M\$	1 398,5	1 397,3	1 335,8	1 414,3	1 543,7 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	31 678 ^r	33 740 ^r	33 960 ^{er}	35 155 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	26 867 ^r	27 617 ^r	28 420 ^r	29 472 ^p	..
Taux d'activité	%	65,2	67,4	66,1	64,4	64,3
Taux d'emploi	%	60,6	63,3	62,3	60,4	60,7
Taux de chômage	%	7,1	6,1	5,8	6,2	5,6

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC des Laurentides

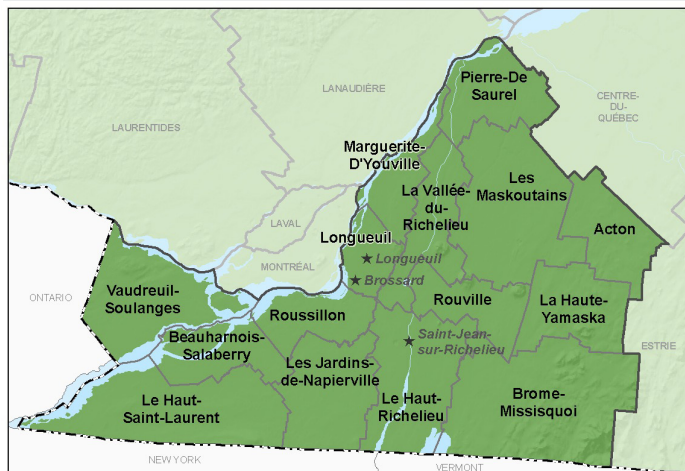
	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
Deux-Montagnes	102 426	10,3	28 236	4,6	79,9	0,5
Thérèse-De Blainville	160 534	7,7	32 690	3,8	80,9	0,4
Mirabel	55 189	38,6	28 871	3,9	83,8	0,8
La Rivière-du-Nord	133 927	17,4	27 197	4,0	75,8	1,0
Argenteuil	32 974	7,6	25 396	1,6	68,9	0,9
Les Pays-d'en-Haut	43 309	14,9	35 289	2,5	70,4	-0,2
Les Laurentides	47 158	10,6	28 828	2,8	71,1	0,5
Antoine-Labelle	35 502	1,3	25 504	4,4	63,8	1,0

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Coup d'œil sur la Montérégie



Superficie en terre ferme : 11 112 km²

Population (2018^p) : 1 554 282 habitants

Densité de population : 139,9 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Longueuil	243 778 hab.
Saint-Jean-sur-Richelieu	96 605 hab.
Brossard	87 317 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Soins de santé et assistance sociale (8,3 %)
Construction (6,9 %)
Commerce de détail (6,4 %)
Commerce de gros (6,4 %)
Services d'enseignement (6,1 %)

Statistiques de la région de la Montérégie

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	1 505 654 ^r	1 514 044 ^r	1 526 281 ^r	1 538 675 ^r	1 554 282 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	8,6	8,3	8,1	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	275 095	281 885	286 425	289 286	294 636
Dépenses en immobilisations	M\$	4 151,8	4 563,4	4 720,7	4 975,1	4 947,6 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	34 183 ^r	35 937 ^r	36 935 ^{er}	38 425 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	27 268 ^r	27 960 ^r	28 667 ^r	29 741 ^p	..
Taux d'activité	%	67,6	66,0	65,2	66,5	65,9
Taux d'emploi	%	63,2	62,0	61,3	63,4	62,9
Taux de chômage	%	6,5	5,9	6,0	4,6	4,5

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC de la Montérégie

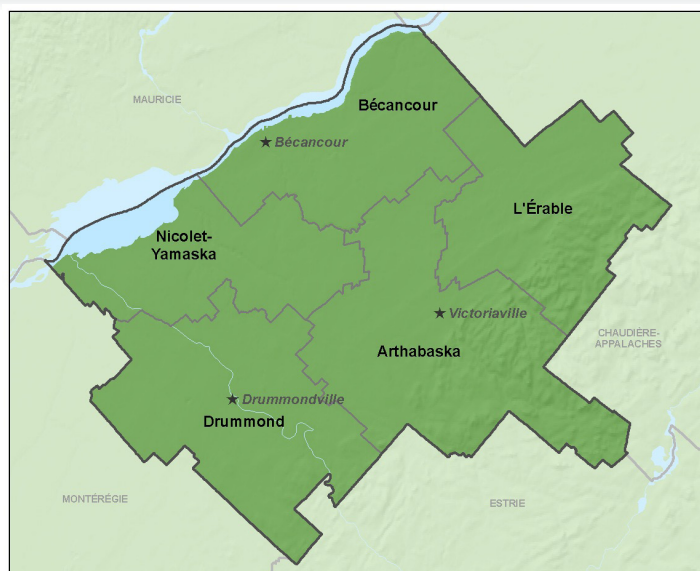
	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
Brome-Missisquoi	60 380	15,3	30 255	2,7	75,4	0,7
La Haute-Yamaska	90 565	10,5	27 368	3,0	75,7	0,8
Acton	15 632	0,3	25 446	8,1	75,5	0,4
Pierre-De Saurel	51 077	-0,6	27 173	4,1	70,1	1,2
Les Maskoutains	88 182	3,3	27 583	4,4	78,5	1,1
Rouville	37 224	6,8	28 543	4,1	81,1	0,7
Le Haut-Richelieu	119 590	6,7	28 382	4,7	77,9	1,0
La Vallée-du-Richelieu	128 269	12,5	32 968	4,2	83,5	0,6
Longueuil	421 842	5,2	31 351	3,8	78,9	0,9
Marguerite-D'Youville	79 016	6,7	31 454	4,2	83,4	0,4
Roussillon	188 171	15,2	28 679	3,1	81,2	0,7
Les Jardins-de-Napierville	29 861	26,0	27 355	2,0	79,8	0,3
Le Haut-Saint-Laurent	23 988	5,4	24 643	3,8	67,0	-0,4
Beauharnois-Salaberry	66 068	11,0	26 575	2,9	73,4	1,1
Vaudreuil-Soulanges	154 417	14,0	30 741	3,6	81,9	0,5

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Coup d'œil sur le Centre-du-Québec



Superficie en terre ferme : 6 921 km²

Population (2018^p) : 247 333 habitants

Densité de population : 35,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2018^p) :

Drummondville	77 661 hab.
Victoriaville	47 233 hab.
Bécancour	13 322 hab.

Principaux secteurs économiques de la région¹ :

Commerce de gros (8,5 %)
Soins de santé et assistance sociale (8,2 %)
Services d'enseignement (6,3 %)
Construction (5,9 %)
Commerce de détail (5,7 %)

Statistiques de la région du Centre-du-Québec

	Unité	2014	2015	2016	2017	2018
Population au 1 ^{er} juillet ¹	n	240 533 ^r	241 650 ^r	243 354 ^r	245 490 ^r	247 333 ^p
Taux de faible revenu des familles	%	8,7	8,3	8,1	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales ²	\$	156 024	162 339	167 477	172 218	178 209
Dépenses en immobilisations	M\$	710,7	806,9	938,3	989,4	836,1 ^p
PIB par habitant	\$/hab.	35 931 ^r	36 242 ^r	37 273 ^{er}	38 767 ^e	..
Revenu disponible par habitant	\$/hab.	23 835 ^r	24 680 ^r	25 402 ^r	26 514 ^p	..
Taux d'activité	%	59,9	62,3	64,5	63,4	61,0
Taux d'emploi	%	55,8	58,1	61,1	59,8	57,6
Taux de chômage	%	6,9	6,7	5,3	5,7	5,5

1. Voir l'encadré de la [page 9](#).

2. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la [page 71](#).

Statistiques des MRC du Centre-du-Québec

	Population au 1 ^{er} juillet 2018 ^p		Revenu disponible par habitant 2017 ^p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2017 ^p	
	n	TAAM ¹ 2016-2018 pour 1 000	\$/hab.	Variation 2017/2016 en %	%	Écart 2017-2016 en points de %
L'Érable	23 420	- 1,4	25 660	2,9	77,5	0,7
Bécancour	20 556	1,9	26 812	3,5	74,1	1,4
Arthabaska	73 544	8,7	26 619	3,9	76,5	0,9
Drummond	106 114	10,6	26 603	5,6	75,7	1,1
Nicolet-Yamaska	23 699	10,0	26 385	2,8	75,2	0,9

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la [page 114](#).

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1^{er} juillet 2018. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2017.

1. Excluant *finances et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Publié annuellement, le *Panorama des régions du Québec* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC) qui les constituent.

L'édition 2019 contient :

- onze thématiques variées, analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, conditions de vie, éducation, marché du travail, comptes économiques, investissements, valeur foncière, mines, tourisme, culture et communications ainsi que transport électrique;
- une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs;
- un portrait statistique de chaque région administrative disponible en un coup d'œil.

Avec la onzième édition de cette publication, l'Institut continue d'offrir un ouvrage qui constitue à la fois une référence en matière d'analyses statistiques régionales et supralocales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.